

Les
Revendications Coloniales Allemandes
et la
Répartition des Matières Premières

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 14 Décembre 1939, à 14 heures

PAR

Marie-Thérèse TOUZET

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M. LE FUR, *Professeur*

SUFFRAGANTS { M. BASDEVANT, *Professeur*
 { M. SCELLE, *Professeur*

PARIS

LIBRAIRIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

RUE SOUFFLOT, PARIS (V^e)

1939

**Les Revendications Coloniales Allemandes
et la Répartition des Matières Premières**

Les
Revendications Coloniales Allemandes
et la
Répartition des Matières Premières

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 14 Décembre 1939, à 14 heures

PAR

Marie-Thérèse TOUZET

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M. LE FUR, *Professeur*

SUFFRAGANTS { M. BASDEVANT, *Professeur*
 { M. SCELLE, *Professeur*

PARIS

LIBRAIRIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

RUE SOUFFLOT, PARIS (V°)

1939

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



PREMIÈRE PARTIE

Historique

CHAPITRE PREMIER

L'Empire Colonial Allemand (1880-1914)

I. — La conquête (1880-1914)

La conquête de l'Empire colonial allemand est toute récente puisque ses débuts ne remontent guère qu'à une soixantaine d'années et son existence a été de courte durée puisqu'elle tient pratiquement entre ces deux dates : 1884-1914, soit trente ans. Il est bon de remarquer à ce propos que l'Allemagne est mal venue à parler de droits séculaires en ce qui concerne ses colonies.

Avant 1870, morcelée, paralysée par les autres Etats allemands en lutte avec l'Autriche, la Prusse ne pouvait songer à mener en dehors de l'Europe une politique coloniale de grande envergure.

Après 1870, Bismarck a une politique essentiellement européenne et il ne s'intéresse au problème colonial qu'autant que celui-ci est capable précisément de détourner l'attention des autres grandes Puissances de la politique de l'Allemagne. Mais, directement, Bismarck ne s'intéresse nullement aux colonies : « Je ne veux pas de colonies, disait-il. Ce ne sont que des causes de soucis. Pour nous autres Allemands, cette histoire de colonies n'a pas plus d'intérêt qu'une soyeuse fourrure de zibeline pour une noble famille polonaise dépourvue de chemise ».

De plus, il avait le souci de ne pas inquiéter à ce sujet les grandes Puissances coloniales et, en particulier, de ne pas

porter ombrage à l'Angleterre et, enfin, il avait assez à faire à consolider l'unité allemande. Mais à partir de 1875, la forte émigration des Allemands vers l'Amérique du Nord préoccupe vivement le gouvernement qui y voit une perte des forces de la nation. D'autre part, c'est aussi à cette époque que se place le grand développement industriel de l'Allemagne qui va la rendre tributaire de l'étranger.

Ce sont ces deux facteurs : le facteur démographique et le facteur économique qui vont pousser l'Allemagne à se lancer dans les conquêtes coloniales. Rapidement d'ailleurs, ces arguments passent au deuxième plan et, dès 1885, la politique coloniale allemande devient une politique de prestige. C'est entre 1880 et 1890 que l'Allemagne constitue presque tout son empire colonial.

Le 2 décembre 1882 le Prince de Hohenlohe-Langenburg et le bourgmestre de Francfort fusionnent toutes les activités coloniales en *Deutscher Kolonialverein*.

De son côté le docteur Carl Peters fonde à Berlin, en avril 1884, la *Gesellschaft für deutsche Kolonisation* qui, en 1887, en fusionnant avec le *Deutscher Kolonialverein* deviendra la *Deutsche Koloniale Gesellschaft*. Mais Bismarck demeurerait sur la réserve. Cependant depuis 1880, les commerçants de Brême et de Hambourg cherchent à installer des comptoirs sur certaines parties de la côte d'Afrique et dans certaines îles du Pacifique.

C'est en tant que ministre du commerce de Prusse que Bismarck essaiera de les aider et ce sera le premier pas dans la voie des conquêtes coloniales. Encore, dans son discours au Reichstag du 26 juin 1884, Bismarck se déclare hostile aussi bien aux Compagnies à charte anglaises qu'au système d'annexion français mais il estime que c'est pour lui une obligation de soutenir les colons allemands : « y manquer serait une déclaration de banqueroute de la part de la nation allemande ». De même, dans son discours au Reichstag du 28 novembre 1885 Bismarck ne veut pas entendre parler de colonisation proprement dite et veut se borner à accorder aux entreprises commerciales allemandes outre-mer la protection de l'Empire. Mais le 26 janvier 1889, dans un nouveau discours au Reichstag, Bismarck s'étend avec complaisance sur les bienfaits de l'œuvre colonisatrice allemande et sur l'intérêt des produits tro-

picaux pour l'économie du pays. Aussi, à partir de 1889, la politique coloniale allemande devient-elle beaucoup plus nette.

a) *Conquête du Sud-Ouest Africain*

En 1882, un marchand de tabac de Brême, Lüderitz, voulant fonder une factorerie dans le S.-O. Africain, demanda à Bismarck s'il pouvait compter sur la protection du gouvernement allemand. Bismarck, avant de lui répondre, chercha à connaître les réactions éventuelles de l'Angleterre. Sans attendre, Lüderitz alla de l'avant et, en mai 1883, il se fit céder par les indigènes la baie d'Angra-Pequena et la zone littorale jusqu'au fleuve Orange sur une largeur de 20 milles.

Sur ces entrefaites, Bismarck, décidé finalement à ne pas se laisser intimider par l'Angleterre, envoie au Consul d'Allemagne au Cap le télégramme suivant, le 24 avril 1884 : « D'après les communications de M. Lüderitz, les autorités coloniales (du Cap) doutent que ses acquisitions au Nord du fleuve Orange aient droit à la protection allemande. Vous voudrez bien déclarer officiellement que, lui et ses établissements, sont placés sous la protection de l'Empire ». Le docteur Nachtigal étendit le territoire pris par Lüderitz au Nord jusqu'au Cap Frio, à l'exception de Walfish Bay et de quelques îles déjà annexées par les Anglais.

Un traité du 30 décembre 1886 avec le Portugal fixe la frontière entre l'Angola et le S.-O. Africain. La frontière de l'Est a été déterminée par l'accord anglo-allemand du 1^{er} juillet 1890, conclu par Caprivi, qui laisse à l'Allemagne au Nord-Est une bande de 32 kilomètres comme voie d'accès au Zambèze.

b) *Conquête de l'Afrique Orientale Allemande*

En 1884, Carl Peters et ses associés forment la *Société Allemande de l'Afrique Orientale* et passent une série de traités avec les chefs locaux. La *Deutsch-Ost-Afrikanische Gesellschaft* obtient la protection de l'Empire. En 1885, les frères Denhardt passent un traité de commerce et de protection avec le sultan de Witu. Le sultan de Zanzibar proteste avec énergie et menace d'une intervention armée mais, finalement, en 1886, il est con-

traint d'accepter la situation et encore de céder le port de Dar-es-Salam à la *Deutsch-Ost-Afrikanische Gesellschaft*.

Un traité du 30 décembre 1886 règle avec l'Angleterre les limites de l'Est Africain. En 1888, le sultan de Zanzibar afferme pour une durée de 50 ans ses droits de douane à la Compagnie Peters. En 1889, le gouvernement allemand envoie dans l'Est Africain un Commissaire impérial, le major von Vissmann. Cependant Bismarck, tenant à ménager l'Angleterre, ne précipite pas les événements.

Suivant la même politique, son successeur Caprivi, par le traité du 1^{er} août 1890, en contre partie de la cession par l'Angleterre de l'île d'Heligoland à l'embouchure de l'Elbe, abandonne le Sultanat de Wittu, renonce à l'Ouganda et reconnaît le protectorat anglais sur Zanzibar.

Caprivi cherchait avant tout à ménager l'Angleterre :

« On ne doit pas laisser s'accréditer l'idée, disait-il, qu'à cause d'un différend colonial, nous puissions être contraints en dernière instance à nous brouiller avec l'Angleterre ». (« Je weniger Afrika, desto besser »). Tous les coloniaux allemands protestèrent avec énergie.

En 1891, à la suite d'une grande révolte des Noirs, la C^{ie} Peters se vit obligée de céder ses établissements à l'Empire Allemand. Un Gouverneur, nommé par l'Empereur, y exerça, à partir de ce moment, le pouvoir civil et militaire et dirigea l'espèce de protectorat auquel était soumis le pays.

c) Conquête du Togo

Il y avait déjà au Togo antérieurement à 1890 des comptoirs commerciaux établis par la firme hambourgeoise Woermann. Ceux-ci étant menacés par leurs concurrents français et anglais, le gouvernement allemand envoya l'explorateur Gustav Nachtigal, Consul Général d'Allemagne à Tunis, comme commissaire impérial en Afrique. Il passa au Togo un traité avec le chef Mlaba et le plaça sous le protectorat allemand (5 juillet 1884).

Le traité signé par Caprivi le 1^{er} août 1890 avec l'Angleterre fixa la frontière orientale du Togo.

Enfin, par l'accord du 3 juillet 1897, la frontière du Togo avec l'Afrique Occidentale Française était définitivement fixée.

d) *Conquête du Cameroun*

En 1867, la firme hambourgeoise Woermann avait installé un dépôt au Congo puis, en 1868, à Douala. En 1883, elle reçut mission de l'Empire pour traiter avec les chefs indigènes.

Mais ce n'est que le 14 juillet 1884 que Nachtigal, arrivant au Cameroun deux jours avant l'agent de la Niger Co, le Consul Hervet hissait le Pavillon allemand à Douala et reconnaissait le traité conclu le 12 juillet précédent, conformément aux directives antérieures par les frères Woermann. Nachtigal descendit ensuite le long de la côte et prit possession de Bimbia, Petit Malimbia, Petit-Batanga et Benito.

Bien que les droits de la France aient été reconnus sur des territoires Batanga en 1884 par le Commandant français Godin, un accord avec la France du 24 décembre 1885 et un accord du 27 juillet 1886 avec l'Angleterre, vinrent délimiter les frontières du Cameroun. Jusqu'en 1898, les Allemands se contentèrent d'occuper la côte.

Voici, d'après le *Lexique Colonial Allemand*, quelques dates des conquêtes allemandes au Cameroun : En 1885, Stubemann et Schuckmann explorent le Mont Cameroun et la Basse-Sangha. Znitgraff atteint peu après les monts de Bakossi ; il fonde Barombi en 1888. En 1890, le poste de Bali est créé. Dans le Sud, le plateau Yaoundé au-delà du pays Bassa est atteint pour la première fois en 1887. En 1890, Morgen monte à Tibati, Yoko, Banuyo, Yibi.

« Au-delà de Yoko vers le Nord, au-delà de Yaoundé vers l'Est, les territoires du Cameroun n'avaient pas été parcourus. Bien plus Brazza était remonté du Congo sur la Sangha, Mizon par la Bénoué avait marché vers Banya par Koundé et Koza. Le lieutenant Maistre était parvenu au Chari puis était descendu par Lai, Lamé, Garoua » (1).

Alors, les Allemands envoyèrent une exploration dans le Nord, la Mission Passarge et Uchtriz qui conclut des traités avec les sultans de Garoua, N'Gaoundéré, Rei-Bouba et Maroua. Les traités du 15 novembre 1893 et du 15 mars 1894 délimitaient le Cameroun et privaient la France du bénéfice de ses explorations.

(1) « *L'œuvre de la France au Cameroun* » Yaoundé 1936.

Par le traité anglo-allemand du 15 novembre 1893, l'Allemagne obtenait le Bassin du Chari, l'Adamaoua moins Yola et la rive méridionale du lac Tchad.

Par le traité avec la France du 15 mars 1894, l'Allemagne gardait un accès direct à la rive méridionale du Tchad.

En 1898, l'Allemagne commença la pénétration du Cameroun.

Pourtant, la conquête dans les régions du Haut-Nyong ne fut réalisée qu'en 1907-1910 et la route du Tchad ne fut ouverte qu'en 1901, à la suite des Français qui, à la bataille de Kousséri où le commandant Lamy trouva la mort, venaient de libérer toute la région en tuant le tyran Rabah. Les Allemands en prirent possession en 1901.

En 1914, ainsi qu'en témoigne la brochure du publiciste Zimmermann, *Une Colonie Négligée*, il y avait fort peu de temps que le Allemands avaient pénétré à l'intérieur du Cameroun où ils ne s'occupaient guère que des plantations côtières.

e) *Conquête des îles du Pacifique*

En 1884, les commerçants hanséatiques fondèrent la *Neuguinea Kompagnie* et envoyèrent le Docteur Finsch prendre possession de la Nouvelle-Guinée Orientale. L'Australie protesta avec énergie et Gladstone se vit obligé d'occuper la côte Nord de l'île.

En avril 1886, profitant des difficultés de l'Angleterre avec l'Égypte et la Russie, Bismarck obtenait de Gladstone un arrangement à l'amiable : l'Angleterre gardait le Sud de l'île et l'Allemagne le Nord.

Iles Marshall. En 1878, un officier de marine allemand avait passé un traité avec un chef indigène. En 1883, le Gouvernement allemand prit possession de l'Archipel.

La même année, l'Allemagne essayait d'obtenir les îles Carolines, Mariannes et Palaos par un accord avec l'Espagne. Un différend étant né à ce sujet, le Pape Léon XIII, dont la médiation avait été demandée, donna raison à l'Espagne. Ce n'est que par le traité du 30 juin 1899 que l'Allemagne pût acheter à l'Espagne les îles Carolines, Mariannes et Palaos pour la somme de 16.750.000 marks.

Aux îles Samoa, les commerçants allemands étaient en rivalité depuis 1870 avec leurs concurrents anglais et américains.

En 1884, le consul allemand Knappe fit débarquer des marins allemands qui tuèrent quelques indigènes; mais Knappe fut désavoué par son gouvernement.

En 1899, l'Angleterre, occupée par la guerre des Boers, abandonna les îles Samoa. Par le traité du 14 novembre 1899, l'Archipel fut partagé entre l'Allemagne et les Etats-Unis.

f) *Kiao-Tchéou*

En novembre 1897, deux missionnaires allemands furent assassinés dans la province chinoise du Chantoung. Par mesure de protestation, une escadre allemande occupa aussitôt le port de Kiao-Tchéou. Le Ministre allemand à Pékin demanda alors que la baie de Kiao-Tchéou fut louée à l'Allemagne. Une escadre commandée par le frère de l'Empereur, le prince Henri de Prusse, vint dans les eaux chinoises, appuyer cette demande.

Le 6 mars 1898, la Chine donna à bail à l'Allemagne gratuitement pour 99 ans une zone de 50 kms autour de la baie de Kiao-Tchéou, lui concédant le droit d'y élever des fortifications.

De plus, l'Allemagne obtenait le droit de construire des lignes de chemins de fer, d'exploiter les mines, etc...

Kiao-Tchéou a eu, pour l'Allemagne, avant 1914, une importance commerciale considérable et il allait devenir un puissant port militaire lorsque la guerre de 1914 éclata.

II. — Valeur de l'Empire Colonial Allemand en 1914

L'Empire Colonial Allemand avait une superficie de 3 millions de km² soit plus de six fois celle du Reich d'avant 1938 (472.000 km²). Sa population était de 12 millions d'habitants, soit 1/5 de la population du Reich d'avant 1938 (65 millions d'habitants). Il tenait le 4^e rang dans le monde par sa superficie et le 5^e rang par sa population.

Puissances coloniales	Superficie coloniale (en milliers de km ²)	Population (en milliers)
Angleterre	29.000	400.000
Russie	22.450	42.000
France	7.700	48.000
Allemagne	3.000	12.000
Hollande	2.000	45.000
Belgique	2.000	10.000
Portugal	1.500	6.000

On peut diviser l'ancien Empire allemand en trois groupes de colonies :

1) Groupe Africain.

	Superficie	Habitants
Afrique Orientale	995.000	7.666.000
S. O. Africain	835.000	103.000
Cameroun	790.000	2.653.000
Togo	87.000	1.033.000

2) Groupe du Pacifique.

Partie Nord-Est de la Nouvelle-Guinée, Archipel Bismarck, Iles Marshall, Carolines, Mariannes, Iles Samoa.

245.000 km² : 480.000 habitants.

3) Groupe chinois.

Territoire de Kiao-Tchéou : 500 km², 150.000 habitants.

Peuplement européen :

Toutes ces colonies ne représentent pas des territoires d'émigration pour les Européens : En 1914, il n'y avait, dans toutes les colonies allemandes, que 26.000 blancs dont 22.000 Allemands et, sur ce total, 22.000 blancs, dont 17.000 Allemands se trouvaient dans le S.-O. Africain.

Productions :

L'Afrique Orientale présentait une grande variété de productions : coton, caoutchouc, cocotiers, produits de l'Europe Centrale, canne à sucre, maïs, manioc, etc... café d'importation allemande, susceptible d'un grand développement.

Au point de vue minier, on y trouvait du charbon, du fer, du cuivre, du plomb, du graphite, du mica, etc...

En 1913, il y avait en Afrique Orientale, 1600 kms de voies ferrées.

Le Cameroun est en grande partie couvert par la Forêt Equatoriale : cocotiers, palmiers à huile, etc...

Avant la guerre, l'Allemagne y commençait la culture du cacao et du caoutchouc. On y envisageait aussi la culture possible du coton.

En 1913, les Allemands avaient construit 300 kms de rail et ils préparaient un grand réseau de 1.500 kms pour relier Douala au Tchad et à l'Oubanghi. L'achèvement des travaux était prévu pour 1920.

Le Togo possède un très grand nombre de produits agricoles : palmiers, caoutchouc, arachides, café, cacao, kola, coton. 330 kms de voies ferrées en 1913.

Le S.-O. Africain présente de grandes analogies de productions avec le Transvaal. Les Allemands y avaient pratiqué une politique de l'eau qui leur avait permis d'y introduire des cultures européennes sur 6.000 hectares.

11 millions d'hectares sont cultivables dans la colonie.

Les Allemands avaient donné surtout une grande extension aux prairies et aux pâturages.

En 1913, le troupeau bovin s'élevait à 170.000 têtes et le troupeau ovin à 700.000 têtes.

Au point de vue minier, le S.-O. Africain semblait présenter une certaine richesse en cuivre et en diamants.

La Nouvelle-Guinée et les îles du Pacifique sont riches en essences forestières, en caoutchouc, coprah, tabac, écaille, nacre.

Les îles Nauru et d'Angaur (groupe des Palaos) possèdent beaucoup de phosphates : la production s'élevait à 300.000 tonnes en 1913. De plus, ces îles présentaient pour l'Allemagne une grande importance comme base de ravitaillement pour les flottes de guerre et de commerce.

Les Allemands avaient fondé de grands espoirs sur les îles Samoa au point de vue peuplement.

En 1913, la superficie cultivée était de 800 km² dont 60.000 ha de café, tabac, vanille, bananes, noix de coco, etc...

Le territoire de Kiao-Tchéou n'avait d'importance que par son port. Tsing-Tao était le marché privilégié du commerce sino-allemand dont le chiffre s'élevait en 1913 à 200 millions de marks-or.

Voici, d'ailleurs, une statistique empruntée à Touzet (1) et qui résume bien l'état de développement économique de l'Empire Colonial Allemand à la veille de la guerre de 1914 : On y remarquera que la part de Kiao-Tchéou, dans le commerce total de l'ensemble des anciennes colonies allemandes est considérable. De plus, la balance commerciale de toutes les colonies était fortement déficitaire à l'exception de la Nouvelle-Guinée et du S.-O. Africain.

(1) Touzet : *Les Revendications Coloniales Allemandes*, 1937.

Enfin, la part de l'Allemagne dans le commerce de ses colonies était assez restreinte : Les anciennes colonies allemandes traitaient avec l'étranger de la moitié aux deux-tiers de leurs affaires d'importation et d'exportation.

L'Empire Colonial Allemand en 1914

Colonies	Superficie en kms ²	Population indigène	Importations (marks)	Exportations (marks)
Est Afr. Allemand ..	995.000	7.645.000	50.309.000	31.418.000
S. O. Africain	885.000	78.810	32.499.000	39.035.000
Cameroun	795.000	2.648.610	32.249.000	23.336.000
Nouvelle-Guinée	242.000	600.000	14.201.000	17.132.000
Togo	87.000	1.031.715	11.428.000	9.859.000
Samoa	2.750	36.524		
Kiao-Tchéou	550	187.000	121.254.000	79.640.000
Total	3.007.300	12.000.000	263.933.000	200.520.000

Détail des Etablissements d'Afrique

(en milliers de marks)

Années	Est Africain		S. O. Africain	
	Importations	Exportations	Importation	Exportations
1900	12.031	4.294	6.968	908
1905	17.655	9.950	23.632	216
1910	38.659	20.805	44.344	34.692
1912	50.309	31.418	32.499	39.035
1913	53.359	35.551	43.425	70.303

Années	Cameroun		Togo	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations
1900	14.245	5.886	3.517	3.059
1900	13.467	9.315	7.760	3.957
1910	25.480	19.924	11.466	7.222
1912	34.242	23.336	11.428	9.959

III. — Conquête par les Alliés

Avant de résumer brièvement la campagne des Alliés dans les colonies allemandes, il est intéressant de rappeler un petit fait significatif qui s'est produit à la veille de la guerre : Le 29 juillet 1914, le Chancelier de l'Empire Allemand demandait à l'Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin si l'Angleterre resterait neutre au cas où une guerre éclaterait entre l'Allemagne et la France, l'Allemagne s'engageant en cas de victoire à ne demander aucune acquisition territoriale aux frais de la

France. Rendant compte de cette entrevue à son gouvernement, l'Ambassadeur écrivait : « J'ai posé à Son Excellence (le Chancelier du Reich) une question au sujet des colonies françaises. Il me répondit qu'il ne pouvait s'engager d'une manière semblable à cet égard ».

Ceci prouve qu'en cas de victoire de sa part, l'Allemagne se serait emparée de tout ou partie des colonies françaises malgré ses protestations actuelles contre les conquêtes coloniales des Alliés.

Comment s'est effectuée cette conquête ?

Le S.-O. Africain a été conquis par les troupes de l'Union Sud-Africaine en moins d'un an, sous la direction du Général Botha.

L'Afrique Orientale n'a été conquise que fin 1917 grâce aux efforts conjugués des troupes anglo-boers, du Congo belge et des troupes portugaises de Mozambique. Un accord intervint entre la Belgique et l'Angleterre pour délimiter les zones d'administration des deux pays.

Les colonies allemandes de l'Océanie ont été conquises dès le début des hostilités.

Kiao-Tchéou s'est rendu le 7 novembre 1914 à la flotte et à l'armée japonaises.

Dès le début de la guerre, le Togo était occupé par les troupes franco anglaises. Et un accord anglo-français en a réparti dès le premier mois l'administration entre les colonies du Dahomey et de la Gold-Coast.

Pour le Cameroun, la lutte a été un peu plus longue.

En 1914, les Allemands étaient en pleine préparation militaire : 4.000 hommes dont 250 Européens bien armés avec des mitrailleuses. De plus, les postes frontières allemands, malgré les engagements pris dans la Convention du Congo, se livraient à des actes d'hostilité en menaçant le Congo et l'Oubanghi pour couper en deux nos possessions de l'A.E.F.

Le Gouverneur Général de l'A.E.F., pour défendre sa frontière, fit occuper du 7 au 20 août 1914 Zinga, M'Baiki et Bouga.

Les combats durèrent dix-sept mois.

Au 1^{er} août 1914, les effectifs de l'A.E.F. étaient de 6.000 hommes dont 600 européens disséminés sur un immense territoire.

Dès le 27 septembre, Douala, bombardée par les Anglais, capi-

tula et le corps expéditionnaire franco-anglais, constitué à Dakar, y débarqua.

Le 10 octobre 1914, le Bec de Canard était redevenu français

Le 1^{er} juin 1915, Garoua capitula.

Le 1^{er} février 1916, les troupes de l'A.E.F. et les contingents belges entrèrent à Yaoundé.

Le 18 février 1916, la conquête du Cameroun était achevée.

Le 4 mars 1916, l'accord entre la France et l'Angleterre partagea l'administration du Cameroun entre l'A.E.F. et la Nigéria.

Revendications Coloniales de l'Allemagne depuis la guerre (1918-1939)

CHAPITRE II

1918-1933

Avant de rappeler les clauses coloniales du Traité de Versailles, il nous faut citer le 5^e des fameux quatorze points du Président Wilson contenus dans son discours du 8 janvier 1918. Ce discours présente, en effet, une grande importance puisque les Allemands prétendent qu'ils n'ont signé l'armistice que parce qu'ils étaient convaincus que les quatorze points du Président Wilson serviraient de base au traité de Paix.

D'après eux, d'ailleurs, le Traité de Versailles serait en contradiction flagrante avec ceux-ci et, ainsi, leur bonne foi aurait été surprise.

Voici ce texte :

« Un arrangement libre, dans un esprit large et absolument impartial de toutes les revendications coloniales, basé sur le respect strict du principe qu'en réglant toutes les questions de souveraineté, les intérêts des populations intéressées devront peser d'un poids égal avec les demandes équitables du gouvernement dont le titre doit être fixé ».

S'appuyant sur ce discours, le 2 février 1919, M. Erzberger disait à une réunion de la Société Coloniale Allemande :

« Les Alliés auraient l'intention d'enlever à l'Allemagne toutes ses colonies et contestent aux Allemands toute capacité colonisatrice. Les colonies britanniques françaises et portugaises sont beaucoup plus grandes et plus peuplées que les colonies allemandes avant la guerre. Or, on veut modifier encore les proportions en faveur des Alliés. Si nous n'avons plus de troupes ni d'armes, nous avons notre droit. Les Alliés ont accepté les 14 points du Président Wilson comme l'Allemagne. Le Président Wilson demande un règlement large et impartial de toutes les questions coloniales ; or, les Alliés veulent imposer la volonté du plus fort sans tenir compte des droits allemands. Le programme Wilson donne à l'Allemagne un droit inviolable pour son territoire colonial. Le vol qui se commet à Paris, ne portera pas bonheur au monde et attaque directement l'existence même de la S.D.N. ».

Quelques jours plus tard, le 13 février 1919, M. Scheidemann formait un nouveau ministère et M. Bell, ministre des colonies, déclara alors :

« Ce n'est qu'après mûres réflexions que le Gouvernement allemand a fait choix d'un titulaire pour ce poste important. C'est une façon d'affirmer officiellement et à nouveau ses revendications. Il est nécessaire de rappeler que nous désirons ardemment posséder des colonies, ce à quoi nous avons droit et mon intention est de prouver qu'un Empire colonial est pour l'Allemagne une question vitale ».

Toute une série de meetings coloniaux furent tenus en Allemagne en avril-mai 1919. On s'efforce de persuader les Allemands que les Alliés se sont rués sur les colonies allemandes nullement préparées à se défendre.

Ainsi qu'il ressort nettement d'une lettre de M. Brokdorff-Rantzau à Clémenceau du 29 mai 1919 et des « Remarques de la délégation allemande sur les conditions de la paix », le Gouvernement Allemand essaya en désespoir de cause d'obtenir un mandat.

Pendant que se poursuivait cette campagne en Allemagne, les principales Puissances Alliées et Associées élaboraient, non sans peine, les conditions de la paix.

Il y eut, en particulier, des divergences de vue entre les Alliés au sujet du sort de l'Empire Colonial Allemand.

Clémenceau ne désirait pas l'extension du domaine colonial

de la France sous quelque forme que ce soit. Lloyd George, par contre, invoquant surtout des raisons stratégiques et l'intérêt des populations indigènes n'entendait en aucune manière laisser à l'Allemagne tout ou partie de ses colonies (1).

Les propositions des Alliés relatives au Traité de Paix furent signifiées à l'Allemagne le 11 mai 1919.

Le 29 mai, les Allemands répondirent par de contre-propositions dont le Chapitre X est consacré aux clauses coloniales.

« Le droit de l'Allemagne de revendiquer ses colonies, est basé en première ligne sur le fait qu'elle les a acquises d'une façon légitime et qu'elle les a développées par un travail opiniâtre couronné de succès et au prix de nombreux sacrifices. La possession de colonies allemandes est nécessaire encore plus à l'Allemagne dans l'avenir que dans le passé ne serait-ce que, parce qu'en raison de sa situation défavorable sur le marché, il est indispensable qu'elle ait la possibilité de se procurer les matières premières nécessaires à son économie politique, autant que possible dans des colonies qui lui appartiennent. L'Allemagne a également besoin de ses colonies en tant que débouchés pour son industrie... et pour avoir des terres de colonisation pour une partie au moins de l'excédent de sa population ».

Soulignons en passant qu'on trouve déjà là dans ce texte écrit le 29 mai 1919 tous les arguments successifs employés par l'Allemagne depuis la guerre à l'appui de ses revendications coloniales.

Le 17 juin 1919, les Alliés répondirent à la note allemande en exposant les raisons qui les obligeaient à maintenir leur décision quant aux colonies allemandes.

« Les Puissances Alliées et Associées, en exigeant que l'Allemagne renonce à tous ses droits et titres sur ses possessions d'outre-mer, ont tenu compte, tout d'abord, des intérêts des populations indigènes dont le Président Wilson a pris la défense en promulguant les 14 points de son message du 8 janvier 1918. Il suffit de rappeler les témoignages allemands officiels et privés d'avant-guerre et les accusations formulées au Reichstag, principalement par MM. Erzberger et Noske, pour se faire une idée des méthodes allemandes d'administration

(1) Ceci résulte des documents secrets relatifs au Traité de Versailles, cités par M. Touzet.

coloniale, de la cruelle oppression qu'elles ont exercée, des réquisitions arbitraires et des différentes formes de travail forcé qui ont dépeuplé d'immenses étendues de l'Afrique Orientale et du Cameroun, sans parler du sort tragique des Herreros du S.-O. Africain connu du monde entier. L'échec de l'Allemagne dans le domaine de la civilisation a été trop évident pour que les Puissances Alliées et Associées puissent autoriser cette puissance à entreprendre une deuxième tentative de ce genre, et abandonner de ce fait 12 millions d'indigènes à un sort dont la guerre les avait délivrés. En outre, les Puissances Alliées et Associées se sont vues obligées d'assurer leur propre sécurité en même temps que la paix du monde contre un impérialisme militaire qui tendait à s'emparer de points d'appui en vue de poursuivre vis-à-vis des autres puissances une politique d'intervention et d'intimidation...

...Enfin, les Puissances Alliées et Associées ont pu se convaincre que les populations indigènes des colonies allemandes se sont opposées énergiquement à être de nouveau placées sous la souveraineté de l'Allemagne. L'histoire de cette souveraineté, la tradition du gouvernement allemand, la manière dont les colonies allemandes ont été utilisées comme points de départ d'actes de brigandage contre le commerce de la terre mettent les Puissances Alliées et Associées dans l'impossibilité de restituer à l'Allemagne ses colonies et de confier au Reich allemand l'instruction et l'éducation de leurs populations...

...Les Puissances Alliées et Associées ont jugé que la perte de ses colonies n'empêcherait pas l'Allemagne de poursuivre un développement économique normal.

Le commerce des colonies allemandes n'a jamais représenté qu'une part minime du commerce total de l'Allemagne : en 1913, 0,5 % aux importations, 0,5 % aux exportations. Sur l'ensemble des produits qu'importait l'Allemagne, tels que coton, cacao, caoutchouc, noix de palme, tabac, jute et coprah, 3 % seulement provenaient de ses colonies. Il est évident que le relèvement financier commercial et industriel de l'Allemagne dépend d'autres facteurs.

Les colonies allemandes en raison du climat et des autres conditions naturelles, ne sont susceptibles d'accueillir qu'une part minime de l'excédent de l'émigration allemande. Le petit

nombre des colons qui y résidait avant la guerre est concluant à cet égard ».

À la déchéance prononcée par les Alliés, la Commission des Experts coloniaux allemands avait répondu :

« L'allégation d'après laquelle l'Allemagne est indigne de posséder des colonies en raison des sévices exercés par elle sur les indigènes n'est qu'un prétexte hypocrite, tendant à masquer l'extorsion de nos colonies. La sévérité avec laquelle les erreurs commises ont été publiquement blâmées en Allemagne, en particulier au Reichstag, prouve, à elle seule, combien l'Allemagne, avait pris à cœur d'agir dans ce domaine conformément à la justice. Quelles qu'aient été les erreurs commises en fait dans les colonies allemandes, elles sont loin d'égaler celles des Alliés dans leurs domaines coloniaux respectifs. Le sort des Herreros n'a pas été plus tragique que celui des Tasmaniens, des nègres de l'Afrique Australe, des Madhistes, des Matabelas et des peuples du Congo, sans parler de celui des Boers. Renoncer à ses colonies équivaldrait pour l'Allemagne à reconnaître son indignité en matière coloniale : c'est contraire à son honneur national.

Mais le 28 juin 1919, par ses articles 118, 119, 120, 257, *le Traité de Versailles* mettait fin à l'Empire Colonial Allemand.

ART. 118. — « Hors de ses limites en Europe, telles qu'elles sont fixées par le présent traité, l'Allemagne renonce à tous droits, titres ou privilèges quelconques sur ou concernant tous territoires lui appartenant, à elle ou à ses alliés, ainsi qu'à tous droits, titres ou privilèges ayant pu à quelque titre que ce soit, lui appartenir vis-à-vis des Puissances Alliées et Associées.

L'Allemagne s'engage dès à présent, à reconnaître et à agréer les mesures qui sont ou seront prises par les Principales Puissances Alliées et Associées, d'accord, s'il y a lieu, avec les tierces Puissances en vue de régler les conséquences de la disposition qui précède.

Spécialement, l'Allemagne déclare agréer les stipulations des articles ci-après, relatifs à certaines matières particulières ».

ART. 119. — « L'Allemagne renonce en faveur des Principales Puissances Alliées et Associées, à tous ses droits et titres sur ses possessions d'outre-mer ».

Mais, si le Traité de Versailles enlevait à l'Allemagne tous droits sur ses colonies, il ne réglait pas le sort de ces territoires.

La France et l'Angleterre envisageaient la simple substitution de la souveraineté des Etats vainqueurs à celle de l'Etat vaincu. Les Etats-Unis auraient voulu une internationalisation de ces territoires sous l'autorité de la S.D.N.

Finalement, on créa de toutes pièces une nouvelle formule, celle des mandats internationaux qui est définie par l'article 22 du Pacte de la S.D.N.

Dès la fin de 1918 (16 décembre), le pamphlet du Général Smuts *The League of Nations a practical suggestion* paru à Londres posait le principe des mandats mais il l'envisageait pour les minorités contenues dans l'Empire Ottoman, la Russie, l'Autriche-Hongrie. Il ne parlait pas des colonies allemandes.

Le Président Wilson en exigea l'extension à celles-ci et au contraire, il ne fut pas appliqué aux premières.

Deux territoires des anciennes colonies allemandes échappèrent totalement au système des mandats :

1) En vertu de l'article 124 du Traité de Versailles, la partie du Congo français cédée par la France à l'Allemagne en 1911, fait retour à la France.

2) Le territoire de Lioa enlevé par l'Allemagne au Portugal en 1895 est restitué à celui-ci par le Conseil Suprême des Alliés le 25 septembre 1919.

ART. 22 du Pacte ». I. — Les principes suivants s'appliquent aux colonies et territoires qui, à la suite de la guerre, ont cessé d'être sous la souveraineté des Etats qui les gouvernaient précédemment et qui sont habités par des peuples non encore capables de se diriger eux-mêmes dans les conditions particulièrement difficiles du monde moderne.

Le bien-être et le développement de ces peuples forment une mission sacrée de civilisation et il convient d'incorporer dans le présent acte des garanties pour l'accomplissement de cette mission.

II. — La meilleure méthode de réaliser pratiquement ce principe est de confier la tutelle de ces peuples aux nations développées qui, en raison de leurs ressources, de leur expérience ou de leur position géographique, sont le mieux à même d'assurer cette responsabilité et qui consentent à l'accepter ; elles exerceraient cette tutelle en qualité de mandataires et au nom de la Société.

III. — Le caractère du mandat doit différer suivant le degré

de développement du peuple, la situation géographique du territoire, ses conditions économiques et toutes autres circonstances analogues.

IV. -- Certaines communautés qui appartenaient autrefois à l'Empire Ottoman ont atteint un développement tel que leur existence comme nations indépendantes peut être reconnue provisoirement, à condition que les conseils et l'aide d'un mandataire guident leur administration jusqu'au moment où elles seront capables de se conduire seules. Les vœux de ces communautés doivent être pris d'abord en considération pour le choix du mandataire.

V — Le degré de développement où se trouvent d'autres peuples spécialement ceux de l'Afrique Centrale, exige que le mandataire y assure l'administration du territoire à des conditions qui, avec la prohibition d'abus tels que la traite des esclaves, le trafic des armes et celui de l'alcool, garantiront la liberté de conscience et de religion, sans autres limitations que celles que peut imposer le maintien de l'ordre public et des bonnes mœurs, et l'interdiction d'établir des fortifications ou des bases militaires ou navales et de donner aux indigènes une instruction militaire, si ce n'est pour la police ou la défense du territoire et qui assureront également aux autres membres de la Société des conditions d'égalité pour les échanges et le commerce.

VI. — Enfin, il y a des territoires tels que le S.-O. Africain et certaines îles du Pacifique austral qui, par suite de la faible densité de leur population, de leur superficie restreinte, de leur éloignement des centres de civilisation, de leur contiguité géographique au territoire du mandataire, ou d'autres circonstances, ne sauraient être mieux administrés que sous les lois du mandataire comme une partie intégrante de son territoire, sous réserve des garanties prévues plus haut dans l'intérêt de la population indigène.

VII. -- Dans tous les cas, le mandataire doit envoyer au Conseil un rapport annuel concernant les territoires dont il a la charge.

VIII. -- Si le degré d'autorité de contrôle ou d'administration à exercer par le mandataire n'a pas fait l'objet d'une convention antérieure entre les membres de la Société, il sera expressément statué sur ces points par le Conseil. -

IX. — Une Commission Permanente sera chargée de recevoir et d'examiner les rapports annuels des mandataires et de donner au Conseil son avis sur toutes les questions relatives à l'exécution des mandats.

Trois sortes de mandats basés sur les distinctions établies dans l'article 22 du Pacte furent instituées :

Mandats A basés sur l'alinéa IV de l'article 22 :

Sont sous ce régime : La Syrie et le Liban (France).

L'Irak, la Palestine et la Transjordanie (Grande-Bretagne).

Les Mandats B basés sur l'alinéa V de l'article 22 :

Sont sous ce régime :

Le Cameroun et le Togo (France, Grande-Bretagne), le Tanganyika (Grande-Bretagne) et le Ruanda-Urundi (Belgique).

Les Mandats C basés sur l'alinéa VI de l'article 22 :

Sont sous ce régime :

Le S.-O. Africain (Union Sud-Africaine) et les îles allemandes du Pacifique.

Du point de vue des Puissances mandataires voici comment furent réparties, le 17 décembre 1920, les anciennes colonies allemandes :

Togo : Mandat anglais : Superficie 33.773 km², 317.000 habitants.

Mandat français : Superficie : 56.169 km², Population : 765.000 habitants, 400 Français.

Cameroun : Mandat anglais : Superficie : 88.297 km², Population : 800.000 habitants.

Mandat français : Superficie : 431.320 km², Population : 2.500.000 habitants, 3.000 Européens.

Afrique Orientale : Mandat anglais : Superficie : 941.552 km², Population : 5.064.819 habitants.

Ruanda-Urundi : Mandat belge : Superficie : 53.000 km², Population : 3.500.000 habitants.

S.-O. Africain : Mandat de l'Union Sud-Africaine : Superficie : 822.909 km², Population : 1.000.000 d'habitants.

Nouvelle-Guinée, Archipel Bismarck : Mandat anglais (Australie).

Îles Mariannes, Marshall, Carolines : Mandat japonais.

Territoire de Kiao-Tchéou avec Tsing-Tao. Remis au Japon à charge pour ce dernier de le rétrocéder à la Chine.

Sur les 2.900.000 km² des anciennes colonies allemandes la Grande-Bretagne prend 2.350.000 km², soit les 4/5.

Sur 12 millions d'habitants, la Grande-Bretagne prend 6 millions, soit la moitié.

On voit donc que, dans ce partage des colonies allemandes, l'Angleterre a été très favorisée.

D'ailleurs, dès 1918, M. Camille Fidel dans *La Paix Coloniale Française* montrait les avantages que retirerait l'Angleterre de la possession de l'Afrique Orientale et du S.-O. Africain comparés à ceux trouvés par la France dans le groupe Togo-Cameroun :

	Togo-Cameroun (dont une petite partie sans mandat anglais)	Afrique Orientale S.-O. Africain (intégralement anglais)
Superficie	627.000 km ²	1.585.000 km ²
Population indigène	3.782.000 hab.	6.000.000 hab.
Population blanche	2.246 »	20.340 »
Commerce extérieur	98.577.000 Francs	191.574.000 Francs
Recettes budgétaires	22.834.000 »	60.826.000 »
Capitaux de Sociétés ..	125.625.000 »	311.250.000 »
Chemins de fer	637 km.	3.400 km.
Télégraphes	1.747 »	5.464 »

Produits d'exportation :

Togo-Cameroun :

Caoutchouc	15.561.000 Francs	
Oléagineux	14.964.000 »	(palmiers à huile)
Cacao	4.529.000 »	
Coton	644.000 »	(Togo 1912)

Afrique Orientale ; S.-O. Africain :

1) Afrique Orientale :

Caoutchouc	10.532.000 Francs
Chanvre de sisal	9.200.000 »
Peaux	5.094.000 »
Coton	2.637.000 »
Café	2.379.000 »
Cire	1.036.000 »
Oléagineux	3.535.000 »

L'Afrique Orientale, colonie tropicale a des altitudes très différentes ce qui permet d'y faire toutes les cultures et des essais de colonisation blanche.

2) S.-O. Africain, de climat tempéré, se prête à la coloni-

sation blanche. En 1912 : exportations de cuivre : 8.154.000 frs ; diamants : 38.170.000 frs.

Aussi paraît-il assez naturel que dans son fameux discours du 28 avril 1939, en réponse au Message du Président Roosevelt, le Chancelier Hitler se soit adressé à l'Angleterre pour demander la restitution des colonies allemandes.

REVENDICATIONS ALLEMANDES

Deux traits caractéristiques des revendications coloniales allemandes dans la période d'après guerre, sont : le manque d'unanimité des Allemands sur cette question et la diversité des arguments mis en œuvre par les partisans de l'idée coloniale.

Suivant les hommes et suivant les partis, suivant les époques et suivant les circonstances, il y a eu depuis 1920 et jusqu'à cette année en Allemagne de sérieuses divergences de vues sur l'opportunité pour celle-ci d'avoir ou non des colonies.

Tout de suite après la guerre, on trouve de sérieux détracteurs de l'idée coloniale tel Erich Koch-Weser qui écrit dans son ouvrage : *Deutschlands Auszenpolitik in der Nachkriegszeit* :

« J'estime que l'Allemagne d'aujourd'hui gagnera davantage en puissance économique et culturelle à l'amitié des peuples opprimés qu'à une association avec les peuples oppresseurs ». Et Willy Hellpach s'exprime ainsi dans *Politische Prognose für Deutschland* :

« La meilleure manière pour nous de sauvegarder notre liberté en vue des tâches essentielles que nous réserve l'avenir est de résister à la tentation de nous laisser mettre la corde au cou par de nouvelles obligations coloniales....

Nous, grands enfants, nous réclamerions à cor et à cri un jouet colonial... La politique de prestige a toujours eu l'inconvénient d'obscurcir le jugement et de diminuer les facultés d'appréciation de ceux qui en avaient la manie...

Personne, d'ailleurs, ne voudra admettre que les partenaires du Traité de Versailles soient disposés à aider l'Allemagne à recouvrer un véritable empire colonial...

Ce n'est pas la possession d'un empire que l'on nous offre aujourd'hui mais bien la responsabilité dénommée « mandat »

d'un lambeau de territoire qui nous rapportera fort peu au point de vue privé, ne nous rapportera rien au point de vue national et nous imposera, en revanche, des engagements gros de périls...

Placés au centre de l'Europe, nous sommes, Dieu merci, fort loin des problèmes des races de couleur et à l'abri de leurs atteintes ; et nous sacrifierions cet avantage pour nous laisser entortiller dans le dédale de ces imbroglios de races si caractéristiques de notre époque ?...

Ne gaspillons pas, en nous laissant imposer des charges coloniales, les chances que notre situation centrale offre à notre politique mondiale. Qui veut entraîner le Reich n'a qu'à l'enraciner dans d'autres parties du monde ».

De ces articles et de bien d'autres du même genre, on a voulu déduire que l'Allemagne des premières années de l'après-guerre se désintéressait du problème colonial et qu'elle n'avait soulevé celui-ci que récemment. Et de ceci, on fait une arme qu'on lui oppose. Si l'Allemagne avait eu réellement besoin de colonies, dit-on, elle les aurait réclamées tout de suite après la guerre. Au contraire, à cette époque, elle était indifférente à la question et même certains de ses écrivains proclamaient le danger qu'il y aurait pour elle à s'encombrer à nouveau de colonies.

Mais cet argument ne paraît guère valable.

D'une part il n'y a pas eu, il n'y a jamais eu en Allemagne au lendemain de la guerre, indifférence complète à l'égard de la question coloniale ; il y a eu, comme il y a encore maintenant des partisans et des adversaires : *Für oder gegen Kolonien*.

D'autre part, on ne peut guère faire grief à l'Allemagne de n'avoir pas réclamé ses colonies à cor et à cri dès 1920 car elle savait bien que le moment était mal choisi et que ses doléances n'auraient pas été écoutées.

D'ailleurs, l'Allemagne avait alors des problèmes autrement importants et urgents à résoudre et des réclamations plus graves à faire admettre d'abord. La prise de ses colonies ne représentait pas pour elle à cette époque, l'amputation la plus cruelle entre toutes celles décidées par le Traité de Paix et ceci, seul, explique la sourdine mise alors aux manifestations coloniales en Allemagne.

Mais jamais, pourtant, nous allons le voir, la question n'a été perdue de vue.

Depuis la fin de la guerre, les manifestations coloniales doivent être classées en deux catégories : d'une part, la propagande faite par des particuliers ou par des organismes privés pour ou contre le retour à l'Allemagne de ses anciennes colonies ; d'autre part, les manifestations gouvernementales. Il y a toujours eu parallélisme entre ces deux actions et jamais fusion, du moins jusqu'à une époque toute récente. Toutefois, deux dates sont à souligner particulièrement : 1924. 1934.

Dès la fin de la guerre, les grands chefs civils et militaires des anciennes colonies allemandes prennent la tête du mouvement colonial. Ce sont les pionniers de l'épopée coloniale allemande aux temps héroïques qui défendent encore la conception romantique et impérialiste de la plus Grande Allemagne. Il y a loin de cette conception aux arguments démographiques ou économiques actuels. Pour eux, ce n'est qu'une question d'honneur et de prestige. Mais si la raison du mouvement varie, son but est le même : Recouvrer les colonies perdues.

Le chef, en quelque sorte, de ces vieux coloniaux fut le Dr Heinrich Schnee, qui fut ensuite député du Parti Stresemann et se rallia au Parti national-socialiste après l'avènement de Hitler en essayant de s'adapter à la nouvelle conception coloniale.

Mais, le Gouvernement allemand ne se désintéressait pas non plus de la question. Dès 1920, une section coloniale est constituée au Ministère des affaires Etrangères.

Tous les partis, sauf le parti social-démocrate, s'intéressent à la politique coloniale : le centre, les démocrates, les populistes, le parti national-allemand, le parti « gross-deutsch », le parti national-socialiste : Tous revendiquent un domaine colonial.

La grande presse politique s'intéresse à tous les événements d'Asie et d'Afrique.

En novembre 1920, l'Allemagne officielle, soucieuse de ne pas laisser oublier l'intérêt qu'elle porte à ses anciennes colonies, proteste contre le statut des mandats par un mémoire envoyé à la S. D. N.

« Le système des mandats, dit ce mémoire, devient une simple apparence. En réalité, il s'agirait d'une annexion pure et simple des anciens protectorats allemands, conformément à la répartition décidée par les Principales Puissances ».

A partir de 1922, commence véritablement en Allemagne, sous

la direction de la *Deutsche Kolonialgesellschaft* l'œuvre de propagande coloniale qui s'est poursuivie jusqu'à maintenant sans interruption.

A la même époque, 1922, l'Allemagne, ne pouvant encore présenter officiellement ses revendications, cherche à reprendre contact avec ses anciennes colonies par des moyens indirects inspirés de la plus pure tradition germanique, c'est-à-dire en préparant petit à petit la main mise sur toute l'activité économique et commerciale du pays, excellent point d'appui pour ses revendications futures.

C'est de Hambourg que partent les premières antennes lancées vers l'Afrique.

Plusieurs Compagnies de navigation, la *Woermann*, la *Deutsch Ost Afrika*, la *Hambourg Bremer Afrika* assurent de nouveau des services maritimes à destination de l'Afrique. En même temps, plusieurs sociétés commerciales se réinstallent dans les anciennes colonies allemandes, notamment au Cameroun où, peu à peu, elles contrôleront presque tout le commerce des bananes.

A peu près à la même époque, l'Allemagne cherche à étendre son activité sur un autre terrain. Avec l'aide du duc de Mecklembourg, beau-frère de la reine de Hollande, elle essaie d'obtenir sous forme de Compagnie à Charte, une partie de la Nouvelle-Guinée néerlandaise. Mais le Parlement de La Haye ne se prête pas à ce projet.

Cependant, les publicistes commencent à manifester avec plus en plus d'âpreté, leurs opinions diamétralement opposées sur la question coloniale. En voici quelques exemples tirés d'une brochure intitulée *Für oder gegen Kolonien* publiée sous la direction de Paul Rohrbach, directeur de la Pensée Allemande.

Première opinion:

Henri Schnee: « La restitution de nos anciennes colonies est pour notre pays une nécessité vitale. Rien ne peut empêcher que 63 millions d'Allemands vivent aujourd'hui sur un sol qui n'est capable d'en nourrir que 40 millions ».

Erich Obst: « Sans colonies aptes à l'établissement et à la reproduction des Allemands, l'Allemagne est forcée de sacrifier chaque année une partie de sa propre race au profit des peuples étrangers; or, nous ne voulons pas servir à ceux-ci « d'engrais de civilisation ». L'Allemagne, sans colonies, demeure, par la

force même des choses, sous l'effet de la pression formidable de sa population, un foyer d'invasion pour les territoires des peuples étrangers ».

Henri Waibel: « Le germanisme dans le S-O Africain doit être consolidé de telle sorte qu'il soit à la hauteur de toute transformation politique ultérieure ».

Deuxième opinion:

C. Klotzel: « Nous n'avons, Dieu merci, pas de colonies à défendre par le fer et par le sang, ce qui ne nous empêcherait d'ailleurs pas de les perdre tôt ou tard. Aux yeux des peuples qui luttent pour leur liberté, Chinois aujourd'hui, Nègres ou Indiens demain, nous n'avons pas la souillure d'être une puissance coloniale. Quelle que petite que puisse être la colonie sur laquelle on serait disposé à nous concéder un mandat, elle serait toujours assez grande pour donner aux populations des pays coloniaux l'impression que l'Allemagne est une ennemie, qu'elle est complice des autres Etats impérialistes ».

Mais le gouvernement Allemand ne restait pas non plus inactif et l'année 1924 doit être signalée spécialement au point de vue colonial allemand. Pour la première fois, en effet depuis la guerre, les revendications coloniales allemandes ont pris véritablement un caractère officiel et ceci à l'occasion du 40^e anniversaire de l'Empire Colonial allemand.

Le 1^{er} avril 1924, la section coloniale est reconstituée au Ministère des Affaires Etrangères.

Et voici d'autres manifestations officielles significatives: Le 24 février 1924, M. Stresemann, ministre des Affaires Etrangères, déclare dans un discours à Dresde: « Il est nécessaire pour la prospérité de l'Allemagne que ses colonies lui soient rendues ».

De son côté, le Chancelier Marx, le 29 octobre 1924, déclarait: « Notre droit à la vie en tant que nation exige....une Allemagne avec des colonies afin que cette Allemagne pacifique dispose de débouchés. Nous n'avons pas perdu le droit sacré de vivre en tant que nation libre ».

Le 9 novembre 1924, nouveau discours de Stresemann, cette fois à Berlin: « La prise des colonies allemandes a été justifiée par cet argument que seules des nations avancées ont le droit de coloniser. Etant donnée la haute culture du peuple allemand, ce prétexte est inouï ».

Toute cette campagne préparait l'entrée de l'Allemagne à la S. D. N. Au cours des conversations qui avaient précédé son admission, l'Allemagne avait posé comme condition à son entrée à la S. D. N. le retour au Reich de tout ou partie de ses colonies.

Le Dr Stresemann, Ministre des Affaires Etrangères, pose de nouveau la question dans le mémorandum adressé au Conseil de la S. D. N. le 12 décembre 1924: « L'article 22 du Pacte prévoit que la tutelle des peuples non encore capables de se diriger eux-mêmes sera conférée aux nations développées qui, en raison de leurs ressources et de leur expérience, sont le mieux à même d'exercer cette responsabilité. Exclue de toute activité coloniale depuis sa défaite, l'Allemagne attend que la S. D. N. l'appelle en temps voulu à participer activement au régime des mandats ».

Finalement, l'Allemagne consentit à entrer à la S. D. N. sans colonies.

Au cours de l'année 1925, l'Allemagne prouve l'intérêt qu'elle ne cesse de porter à ses anciennes colonies en protestant avec énergie lors de l'union administrative du Ruanda-Urundi au Congo belge. De même, plus tard, elle empêchera un projet de « Closed Union » entre le Tanganyika et le S.-O. Africain d'une part et l'Union Sud-Africaine d'autre part.

Le 16 octobre 1925 fut signé le Pacte de Locarno et à cette occasion, dans son discours au Reichstag du 23 novembre 1925, le Dr Luther, Chancelier du Reich, déclarait que le droit de l'Allemagne à devenir titulaire de mandats était désormais reconnu.

De son côté, Stresemann s'exprimait ainsi le 2 décembre dans un discours à Berlin: « En entrant dans la S. D. N., nous aurons un droit moral d'obtenir des mandats coloniaux; le fait nous a été confirmé à Locarno ».

Ceci était parfaitement exact ainsi qu'en témoigne cette déclaration de M. Vandervelde, ministre des Affaires Etrangères de Belgique, le 31 mars 1926:

« La seule chose que les signataires de Locarno aient déclaré à ce sujet c'est que l'Allemagne lorsqu'elle sera entrée dans la S. D. N., sera juridiquement capable de recevoir un mandat colonial au même titre que les autres Puissances, membres de la Société. Il est évident toutefois que pareille attribution ne pour-

rait être envisagée que si un mandat devenait disponible or, telle n'est pas actuellement la situation ».

Ainsi que le souligne M. Louwers dans son livre intitulé *Le problème colonial au point de vue international*, cette précision apportée par le Ministre belge sur l'esprit des signataires de Locarno a une très grosse importance parce qu'elle souligne le fait qu'à Locarno, l'Allemagne fut lavée de l'accusation d'indignité en matière coloniale contenue dans le traité de Versailles. Donc, lorsque l'Allemagne réclame la restitution de ses colonies comme « une réparation de l'injustice commise dans le Traité de Versailles et une rétraction du mensonge de la responsabilité coloniale, par laquelle elle a été déclarée indigne de posséder des colonies », (1) cet argument n'a pas de raison d'être puisqu'il y a déjà quatorze ans que cette satisfaction morale a été accordée à l'Allemagne.

Le 23 septembre 1926, dans une soirée à Genève, Stresemann déclara : « Dans les anciennes colonies allemandes, les indigènes ont fidèlement conservé leur foi à l'Empire, preuve nouvelle que l'Allemagne est parfaitement capable d'administrer les territoires coloniaux. On peut donc dire aujourd'hui en toute tranquillité que l'Allemagne a les mêmes droits aux colonies que n'importe quel autre peuple possédant des territoires coloniaux ».

En 1926, un fait significatif montre bien également le chemin parcouru dans l'opinion publique allemande par l'idée coloniale: c'est l'accueil fait à un roman colonial écrit par Hans Grimm et dont le titre *Volk ohne Raum* devait devenir, en quelque sorte le leit-motiv de la propagande coloniale. L'auteur y affirmait que le peuple allemand étouffait dans des frontières trop étroites et qu'il avait besoin d'un exutoire qui ne pouvait être qu'un empire colonial.

D'autre part, dans un discours prononcé en mars 1926 à l'occasion du 30^e anniversaire de la fondation de la section de Berlin-Charlottenburg de la *Deutsche Kolonialgesellschaft*, le Dr Schacht s'efforçait de définir une nouvelle politique coloniale en liant pour la première fois le problème monétaire et le problème « de l'accès aux sources de matières premières ».

(1) Karlowa : *Le point de vue allemand dans la question coloniale*, (L'esprit International, Juillet 1936).

Ceci est une date importante dans l'histoire des arguments présentés par l'Allemagne en faveur de ses revendications coloniales depuis la guerre.

La thèse du D^r Schacht s'appuie bien sur le surpeuplement de l'Allemagne mais n'envisage pas une émigration massive aux colonies. Pour lui, tout le peuple allemand doit vivre à l'intérieur des frontières mais il lui faut alors des denrées alimentaires pour son ravitaillement et des matières premières pour son industrie. Le problème des matières premières devient donc le problème essentiel, le « Kernproblem » et ceci pose la question des devises étrangères; or, l'Allemagne ne la résoudra que si les matières premières sont produites dans le territoire monétaire de l'Allemagne d'où l'extension nécessaire de la circulation monétaire allemande. Aussi, dès 1926, le D^r Schacht pense-t-il à la création de Compagnies à Charte établies sur des territoires concédés aux colonies et sur lesquels aurait cours la monnaie allemande. Pour lui, le problème est surtout financier et doit être résolu sur ce terrain. Il faut faire bon marché des considérations de prestige et des arguments des anciens colons, la solution doit être trouvée sans mettre en jeu de questions politiques telles que la redistribution des colonies.

Il y a donc déjà treize ans que les revendications coloniales allemandes ont été posées sous leur forme actuelle.

Dans une conférence faite à la Société Coloniale en 1927 le D^r Schacht exposait les raisons qui justifiaient la nécessité pour l'Allemagne d'avoir des colonies; celle-ci résulterait simplement des chiffres suivants:

« L'Allemagne a une densité de population de 123 habitants au km² tandis que son ancien domaine colonial aurait une densité de 4 habitants au km²; sur le même espace, la Belgique nourrit 257 individus et ses colonies 6; en France, il y a 75 habitants au km² contre 5 dans les colonies françaises; la Grande-Bretagne a 45 millions d'habitants pendant que le Canada qui est 30 fois plus grand n'en a que 8 millions; le Portugal a 65 habitants au km², ses colonies n'en ont que 4. L'évolution de l'Europe doit-elle se poursuivre de manière à maintenir cette disproportion? Poser la question, c'est la résoudre ».

Puis, faisant habilement allusion au problème des réparations, le D^r Schacht s'efforçait de prouver que c'était surtout un problème de transferts et que l'Allemagne ne pourrait y faire

face que si elle possédait des colonies dans lesquelles elle pourrait produire des matières premières : « La question ne peut être résolue que si l'Allemagne arrive à exporter elle-même des vivres et des matières premières qui seront toujours acceptés sur le marché ; elle ne le peut que par l'intermédiaire des pays coloniaux. Ces pays coloniaux doivent être nécessairement des colonies allemandes parce qu'ils permettront à l'Allemagne de réaliser l'unité monétaire entre la métropole et ses sources de matières premières tandis qu'actuellement, l'Allemagne est obligée d'avoir recours au change étranger pour se procurer les matières premières qui lui sont nécessaires ; il en résulte pour elle une diminution considérable de sa capacité de paiement ».

Mais, si, par la voix du Dr Schacht, l'Allemagne semblait prendre presque officiellement position dans la question coloniale, par contre, de nombreux écrivains continuaient à s'élever avec vigueur contre le retour au Reich de ses anciennes colonies. A cette époque, 1927, l'unanimité n'est pas encore près de se faire en Allemagne sur le problème colonial.

En mai 1927, *la Gazette de Voss* publie un article de M. Georges Bernhard qui affirme : « L'Allemagne n'a pas besoin de colonies qui lui appartiennent en propre : ce qu'il lui faut, c'est obtenir pour ses nationaux la liberté d'action dans tous les territoires à mandat et toutes les colonies des autres pays ».

Le 8 juin 1927, on lit dans *la Germania* :

« On prétend que l'Allemagne recherche un mandat colonial. Nous ne parvenons pas à croire cela parce qu'une demande dans ce sens serait impolitique. Elle le serait tout d'abord parce qu'elle n'aurait en ce moment aucune chance d'être admise, et ensuite, pour des raisons matérielles. Les colonies qu'on pourrait nous donner ne sont pas des territoires de peuplement et nous manquons de capitaux nécessaires à leur exploitation. Des colonies, d'ailleurs, seraient pour nous un fardeau matériel et moral dont Bismarck, au surplus, ne voulut pas se charger même à la période la plus brillante de l'Empire. Aussi ne peut-il être question de voir le Ministre des Affaires Etrangères demander un mandat colonial sans que l'opinion publique allemande ait été consultée ».

Et dans *l'Observer* du 6 novembre 1927, Emile Ludwig déclarait : « qu'en Allemagne, les colonies n'ont jamais été

populaires et que les revendications coloniales qui se faisaient entendre dans le pays ne reflétaient pas l'exact sentiment de l'opinion publique ».

D'autre part, en août 1928, le Chancelier Müller fit à la *Gazette populaire de Dresde* une déclaration ainsi conçue :

« Les droits de l'Allemagne ne sont pas contestables ; mais, pour des raisons politiques, l'acquisition de colonies ne paraît pas indiquée. Au surplus, l'Allemagne jouit d'un grand prestige auprès des peuples coloniaux qui tendent à s'affranchir, précisément parce que nous ne participons pas à l'activité coloniale. Il n'y a donc aucune raison, non plus, pour l'Allemagne d'accepter un mandat colonial de la S. D. N. Par contre, l'Allemagne doit demander une parfaite égalité de droits en faveur de ses ressortissants dans toutes les colonies et les territoires coloniaux ».

D'autres pensaient que de nouvelles colonies seraient pour l'Allemagne un lourd fardeau financier.

Ainsi, Key, dans la *Nouvelle Politique* :

« D'énormes capitaux seraient nécessaires pour la mise en valeur des colonies : même en plein rendement, celles-ci ne pourraient rapporter suffisamment avant dix ans. L'acquisition de colonies sous mandat aggraverait les charges de l'économie allemande plutôt qu'elle ne les allégerait. Tous les Allemands intéressés à la question estimeront, avec le Dr Schacht, que l'Allemagne a grand besoin de procurer à son excédent de population de nouveaux foyers dans les pays d'outre-mer. Ce ne sont pas les anciennes colonies allemandes d'Afrique qui peuvent jouer ce rôle : elles sont pour le moment du moins impropres à la colonisation blanche. La question de la colonisation par immigration constitue donc un problème entièrement distinct de la question des mandats coloniaux ».

Alors, où diriger l'émigration allemande et où trouver des débouchés ? Et c'est là qu'apparaît une théorie bien conforme à la tradition de l'Allemagne d'avant-guerre et qui prouvera à ceux qui en douteraient que le danger du pangermanisme s'étend au monde entier et que l'Amérique a autant intérêt que nous à endiguer ce flot.

Nombre d'Allemands considèrent la perte de leurs colonies comme un événement heureux leur permettant de se désintéresser des aventures coloniales « en exploitant les principes du

droit international nouveau concernant les minorités ethniques ».

L'émigration allemande sera dirigée vers les groupements germaniques établis outre-mer (1).

En 1929, le 25 juin, Stresemann, dans un discours au Reichstag, affirme les revendications allemandes en matière coloniale. En cette même année, 1929, le Dr Schacht reprit, à propos du plan Young, la thèse qu'il avait soutenue à propos du plan Dawes. Le 17 avril 1929, lors des séances du Comité Young, le Dr Schacht déclarait : « L'Allemagne est forcée, pour maintenir et développer sa production industrielle, d'importer de l'étranger des matières premières en quantités plus considérables que n'importe quel pays industriel... Du fait de la guerre, les quantités de matières premières existant en Allemagne ont été sensiblement réduites et on a ôté à l'Allemagne la possibilité de se rendre propriétaire de territoires contenant des matières premières et situés outre-mer. Ces pertes donnent lieu à des charges anormalement lourdes affectant la balance commerciale et la balance des paiements. Si l'on veut que l'Allemagne satisfasse aux obligations de paiements fixées dans le plan Young sans contracter des dettes grandissantes à l'étranger, il faut qu'on lui donne le moyen de se procurer de nouveau outre-mer une source de matières premières lui appartenant en propre, qu'elle puisse développer et exploiter par ses propres moyens de production, avec sa propre monnaie et sous sa propre responsabilité.

Un an plus tard, en juin 1930, le Dr Curtius, successeur de Stresemann, affirme que l'Allemagne s'opposera à toute modification du régime du Tanganyika.

Même affirmation au Reichstag en 1931.

D'autre part, en 1931 également, à une manifestation tenue à Breslau, le chef des Casques d'Acier, Seldte, s'écrie :

« Nous n'abandonnons rien de ce qui est allemand : individus, coutumes, sol, colonies, grandeur de notre armée ».

A ce moment, les Allemands n'envisagent guère une solution du problème colonial que par l'intermédiaire de la S.D.N.

Le Dr Scholtz écrit dans *Aktive kolonialpolitik* :

(1) Voir plus loin : III^e Partie, Section II, chap. II : *Danger du Pan-germanisme*.

« La demande de colonies de l'Allemagne à la S. D. N. sera justifiée par le fait que sa dépossession a été basée sur les accusations fausses contenues dans la note d'envoi du Traité de Versailles... Il est impossible d'admettre, en effet, qu'une Société des Nations ou qu'une communauté de nations européennes puisse avoir une existence durable tant que subsistera dans son sein l'antinomie suivante : d'une part, une Belgique peuplée de 7,5 millions d'habitants possédant un empire colonial quatre-vingt fois plus grand que la métropole ; d'autre part, le peuple allemand, grande puissance industrielle de 60 à 70 millions d'habitants, définitivement dépossédé de ses colonies... Si cette réparation demandée par l'Allemagne lui restait refusée, si l'Allemagne ne pouvait obtenir ni la restitution de ses anciennes colonies ni des mandats sur ces colonies, il importerait que l'on demandât en dédommagement, du côté allemand, une indemnité correspondante à la valeur de ces territoires... Au cas où cette solution serait admise, cette valeur devrait être exprimée par une Commission d'experts neutres ».

Se basant sur des arguments semblables, certains allaient jusqu'à envisager un partage du Congo belge, premier pas vers la restitution des colonies allemandes sous prétexte que la Belgique était incapable, parce que trop pauvre, d'exploiter les richesses du Congo.

D'autres Allemands, tels Walter Hagemann (parti national allemand) sont plus circonspects et estiment que ce n'est pas le moment pour l'Allemagne de retrouver son ancien domaine colonial mais qu'elle doit réserver ses droits dans une exploitation européenne de l'Afrique. L'Allemagne, en effet, n'est pas assez puissante au point de vue militaire pour se permettre d'avoir des colonies et, d'autre part, des problèmes plus pressants sollicitent son activité : le Proche-Orient, la Sarre, la Rive Gauche du Rhin.

Donc, l'Allemagne doit attendre, mais elle peut attendre sans crainte car le jour où elle sera forte, personne ne pourra lui refuser des colonies.

L'unanimité est encore loin de se faire sur la question et, en août 1932, le Dr von Bulow, dans un article de la *Vossische Zeitung*, montrait les difficultés de la tâche coloniale et le peu d'espoir qu'il fallait mettre dans les bénéfices que l'Allemagne retirerait d'une participation plus intense à l'activité coloniale.

Par contre, en cette même année 1932, les affirmations en faveur d'une politique coloniale de l'Allemagne allaient prendre de la vigueur avec l'arrivée au pouvoir du Chancelier von Papen.

Le 29 juillet 1932, dans une interview accordée au représentant de l'*United Press*, il affirme : « Il faut que les restrictions imposées à l'Allemagne par le Traité de Versailles disparaissent et que les anciennes colonies du Reich soient restituées ».

En septembre 1932, dans une déclaration au Président de la *Deutsche Kolonialgesellschaft*, M. von Papen revendique l'égalité des droits de l'Allemagne en matière coloniale.

Au Reichstag, on l'acclame lorsqu'il affirme que « le peuple allemand doit avoir à nouveau une activité prépondérante aux colonies ».

En octobre 1932, le ministre de l'Instruction Publique, Lammers, fit abroger une ordonnance de son prédécesseur, le socialiste Grimm, ne permettant dans les écoles que l'exposé du problème colonial et interdisant la propagande coloniale. Désormais, « l'idée devait être entretenue dans la jeunesse et la compréhension de la signification des possessions d'outre-mer doit être éveillée et approfondie ».

En 1932 est célébré le cinquantenaire de la *Deutsche Kolonialgesellschaft*. A cette occasion, un Congrès Colonial se réunit à Berlin (13-17 octobre) et une exposition coloniale a lieu à Francfort-sur-le-Mein où, le 29 octobre, le Président du Reichstag, Goering s'écrie : « Notre but doit être : une nouvelle Allemagne qui soit de nouveau grande dans l'honneur, dans la liberté, dans le travail ! Les colonies seront l'outil d'airain servant à atteindre ce but ».

CHAPITRE III

1933-1939

§ 1. — Hitler avant son avènement

Il est intéressant pour mémoire d'essayer de déterminer quelles pouvaient être l'opinion de Hitler et la doctrine nationale-socialiste sur la question coloniale dès le début du mouvement nazi.

On trouve dans le programme du *National Sozialistisches Deutsche Arbeiter Partei* (N.S.D.A.P.) élaboré à Munich le 25 février 1920 et définitivement accepté en 1926, les déclarations suivantes : « Nous demandons pour le peuple allemand l'égalité des droits avec les autres nations, la suppression des traités de Versailles et de Saint-Germain. Nous demandons le territoire nécessaire (colonies) à l'alimentation de notre peuple et à l'écoulement par voie de colonisation de notre excédent de population ».

Que faut-il entendre par là ? S'agit-il simplement de la colonisation intérieure plus conforme à la doctrine originaire du national-socialisme ou bien d'extension outre-mer ? La rédaction des deux articles ci-dessus est, à cet égard, assez nébuleuse.

Mais la véritable charte du parti national-socialiste semble bien être plutôt le livre de Hitler, *Mein Kampf*, écrit en 1929 et réédité en 1934.

Or, que dit Hitler sur la question coloniale dans *Mein Kampf* : « J'avoue que, à mon sens, l'Allemagne aurait mieux fait dès

la période d'avant-guerre, de renoncer à l'inepte politique coloniale, de cesser d'entretenir une flotte de guerre, une flotte marchande et de faire cause commune avec l'Angleterre contre la Russie...

« Notre presse juive s'est toujours attachée à concentrer la haine sur l'Angleterre, à mener ainsi plus d'un brave nigaud allemand à se laisser prendre à cette manœuvre juive, à parler à tort et à travers de la nécessité de faire renaître la puissance maritime de l'Allemagne, à protester contre le vol de nos colonies d'une façon générale, à donner des arguments qu'ensuite des coquins de juifs pouvaient charger leurs correligionnaires d'Angleterre d'exploiter aux fins de propagande ».

Puis Hitler conclut :

« Aussi, nous autres, nationaux-socialistes, biffons-nous délibérément l'orientation de la politique extérieure d'avant-guerre. Nous commençons là où on avait fini il y a soixante ans. Nous arrêtons l'éternelle marche des Germains vers le Sud et vers l'Ouest de l'Europe et nous jetons nos regards vers l'Est. Nous mettons terme à la politique coloniale et commerciale d'avant-guerre et nous inaugurons la politique territoriale de l'avenir ».

On peut prétendre, peut-être avec raison, que, ce que Hitler condamnait c'était la colonisation telle qu'elle était conçue avant guerre et non telle que la Nouvelle Allemagne pourrait la faire. Mais, de toutes façons, il semble bien que Hitler voulait utiliser d'abord toutes les forces nationales à la reconstruction du pays avant de les disperser à l'extérieur.

Néanmoins, sa manière d'envisager la future politique extérieure de l'Allemagne ne convenait guère aux anciens coloniaux. Hitler ayant accordé une interview au Dr Seitz, ancien gouverneur des colonies, celui-ci traduisit son indignation dans l'*Übersee Kolonial Zeitung* du 15 août 1931 : « Un Etat industriel d'Europe, écrivait-il, ne peut songer à se replier sur lui-même ; il a absolument besoin de produits tropicaux comme de débouchés pour son exportation, la guerre l'a prouvé surabondamment... La théorie d'Hitler condamne un tel Etat à la ruine et à la mort de son peuple ».

D'ailleurs, il semble bien que dans l'opinion de Hitler sur la question coloniale il y ait plus une question d'ordre chrono-

gique de l'action à entreprendre qu'une véritable antinomie entre les deux conceptions.

Mais tout cela ne présente guère qu'un intérêt rétrospectif et toutes les discussions à ce sujet apparaissent comme oiseuses puisqu'aussi bien l'attitude de Hitler est maintenant très nette.

Peu nous importe, au fond, qu'il ait changé d'opinion (ce ne serait pas la première fois) ou qu'il soit logique avec lui-même dans sa politique actuelle.

§ 2. — La dictature nazie (1933-1939)

Hitler accède au pouvoir en janvier 1933.

Dans une interview accordée au correspondant du *Sunday Express*, le 11 février 1933, il précise que l'Allemagne a un besoin aussi important de colonies que les autres puissances, ne pouvant obtenir un grand nombre de produits que des régions tropicales et que ce problème doit recevoir un jour une juste solution.

Dans son discours au Reichstag, le 23 mars 1933, il déclare : « Nous savons que la position géographique de l'Allemagne, pauvre en matières premières, ne permet pas à notre pays une politique d'autarchie ».

Le 16 juin 1933, à la Conférence Economique de Londres, Hugenberg déposait un mémorandum où il suggérait deux moyens pour permettre à l'Allemagne de faire honneur à ses dettes extérieures :

« L'un d'eux serait de redonner au Reich un empire colonial en Afrique où il pourrait exécuter de grands travaux et effectuer des aménagements importants.

« Le deuxième serait de donner aux nations qui manquent de place des territoires qui leur permettraient de laisser à une race énergique et créatrice un champ de colonisation où celle-ci pourrait exécuter de grands travaux en faveur de la paix ».

Mais l'émotion soulevée par cette déclaration, en Angleterre, fut telle que l'Allemagne jugea utile de désavouer son auteur.

D'ailleurs, au sein même du parti national-socialiste, il y a de sérieuses divergences de vue au point de vue colonial. Aussi Hitler, pris entre le désir de rassurer l'Angleterre et de concilier les différentes tendances nationales-socialistes, est-il extrêmement prudent lorsqu'il accorde une interview, le 18 octobre

1933, au représentant à Berlin du *Daily Mail*, Ward Price. Tout en admettant que la question coloniale se pose pour l'Allemagne, Hitler affirme qu'elle ne sera jamais la cause d'une guerre et qu'elle ne peut se résoudre que par voie de négociations.

L'année 1934 est particulièrement importante en Allemagne au point de vue colonial. On célèbre, en effet, dans un grand nombre de manifestations officielles, organisées par le *Reichskolonialbund*, le cinquantenaire de la première colonie allemande.

Le 24 avril 1934, date anniversaire du jour où Bismarck envoya au Consul d'Allemagne au Cap un télégramme le priant de déclarer officiellement que le Reich prenait sous sa protection les conquêtes territoriales du négociant brémois Lüderitz en Afrique Orientale, est évoqué dans les écoles, d'ordre du gouvernement.

En mai 1934, dans un article publié par le *Sunday Chronicle* von Papen écrit : « Si l'Allemagne veut survivre, elle doit demander sa part dans le développement de pays coloniaux. Elle a, d'ailleurs, tous les titres nécessaires pour obtenir une place sous le soleil tropical ».

Par ailleurs, la diplomatie hitlérienne joue de cette question en subordonnant son retour à la S.D.N. à une complète égalité dans tous les domaines donc dans celui de la colonisation. Au moment du retrait du Japon de Genève, la Wilhelmstrasse examina si, à ce propos, ne pourrait pas se poser la question d'une redistribution des mandats dans le Pacifique.

Des expositions coloniales sont ouvertes à Berlin, à Cologne, à Mannheim, à Heidelberg.

En inaugurant celle de Berlin, le 29 mai 1934, Goering déclare : « Ce n'est pas sous la contrainte de Versailles que nous avons renoncé à nos colonies. Nous avons toujours affirmé avec la plus grande franchise que l'Allemagne avait besoin de colonies pour ne pas étouffer.

« Les autres peuples feraient donc preuve de sagesse en ouvrant cette soupape pour que le peuple allemand puisse respirer ».

Un Congrès colonial est tenu à Kiel du 14 au 17 juin.

Le 1^{er} juillet 1934, est organisée une journée coloniale dans tout le Reich.

A cette occasion, le Dr Schnee écrit dans la *Deutsche Kolonial Zeitung* du 1^{er} juillet 1934 : « Nous sentons que notre situation actuelle, l'Allemagne exclue des peuples colonisateurs parce qu'incapable, ne peut durer... Nous savons trop bien qu'il n'y aura d'avenir possible que le jour où l'on étendra les limites de notre patrie, où nous sommes à l'étroit, en nous accordant des terres coloniales.

« Ainsi, la journée coloniale doit être le jour où nous faisons le vœu de lutter jusqu'au bout pour la restitution des colonies qu'on nous a volées ».

D'autre part, Goering, prenant de nouveau la parole le 29 août 1934 dans une manifestation officielle, s'écrie :

« L'homme allemand a, lui aussi, besoin de terre et de lumière et c'est la raison pour laquelle nous avons toujours exigé avec passion la rétrocession de nos colonies ».

Toute cette campagne coloniale n'avait pu être faite sans l'assentiment de Hitler et pourtant, fin août 1934, à la veille du Congrès du parti national-socialiste à Nuremberg, il déclara au correspondant du *Daily Mail*, Ward Price : L'Allemagne ne veut pas de colonies. Les anciennes colonies allemandes sont un luxe onéreux ».

Mais le 10 septembre 1934, dans une déclaration officielle au Congrès de Nuremberg, Rudolf Hess faisait une mise au point : « Le Führer a déclaré récemment dans une interview que les anciennes colonies allemandes étaient un objet de luxe pour l'Angleterre. Cela ne signifie nullement que ces colonies seraient un luxe pour le Reich. Le Führer sait qu'il faut payer en devises étrangères les produits que nous devons importer, alors que nous n'avons pas de devises étrangères. Les personnalités autorisées des nations possédant trop de colonies et dont les peuples sont intéressés à un développement pacifique de la politique coloniale favoriseraient son développement en donnant à l'Allemagne la possibilité de collaborer à une restauration économique générale ».

Ces hésitations, cette apparente contradiction dans l'attitude de Hitler s'expliquent par le fait que les divergences sur la question coloniale devenaient de plus en plus aiguës au sein du parti national-socialiste.

Certains sont partisans enthousiastes de la thèse coloniale, tel le colonel Lessner, qui écrit dans une brochure de propa-

gande intitulée : *Debout, soldats de l'avenir colonial allemand*, éditée par la *Deutsche Kolonialgesellschaft* :

« Le spectre noir est agité par une main ériminelle ; on fait croire à de nombreux Allemands qu'il faut renoncer à toute expansion en dehors de l'Europe et, pendant ce temps, les étrangers s'emparent de tous les territoires disponibles ».

Il ajoute même : « Même si l'Allemagne obtenait complète satisfaction de ce côté, la question territoriale ne serait pas résolue pour elle ; elle voudrait étendre son empire colonial par rapport à ce qu'il était en 1914 ».

Mais, par contre, les partisans de la pure doctrine nationale-socialiste, champions des masses paysannes, considèrent toute cette propagande coloniale comme une habile diversion des grands propriétaires terriens, pour éviter le morcellement de leurs propriétés, corollaire indispensable de la campagne menée en 1933 en faveur de la colonisation intérieure.

Ceux-ci sont farouches partisans de la doctrine raciste, de la colonisation intérieure paysanne et de la marche vers l'Est. Le conseiller intime, Georges Fritz, ancien commandant de cercle aux îles Mariannes et Carolines, écrit un livre intitulé : *Kolonien*. Dans la préface de ce livre, Walter Dagré, chef des paysans du Reich et Ministre de l'Agriculture, s'exprime ainsi : « L'esprit du national-socialisme consiste en la concentration des forces vives de la nation sur son sol et leur renouveau vient des sources vitales des forces paysannes attachées à la glèbe ».

De son côté, Georg Fritz écrit :

« Notre attitude en face la question des établissements coloniaux, surtout tropicaux, est basée sur l'abandon de notre position en tant que puissance outre-mer, ainsi que des buts de l'expansion économique mondiale ».

Il conseille au peuple allemand de chercher « ses buts de colonisation là où le dirigent son histoire, les conditions naturelles de son existence et la position de ses rivages... c'est-à-dire dans l'Est allemand ».

Devant cette vive réaction et pour ne pas s'insurger contre les principes racistes des vrais nazis, les promoteurs du nouveau colonialisme, le Dr Schacht en tête, essaient de faire l'accord sur le côté économique des revendications coloniales allemandes touchant le manque de matières premières et de devi-

ses. Dans son discours du 4 mars 1935, à l'ouverture de la foire de Leipzig, le Dr Schacht s'exprime ainsi :

« Aujourd'hui, il apparaît clair comme le jour que si l'Allemagne avait ses colonies, le problème des transferts serait infiniment plus facile parce qu'elle pourrait tirer dans le cadre de son propre domaine monétaire une part importante des matières premières qu'elle doit actuellement payer en devises étrangères.

Le Dr Schacht s'exprime encore dans le même sens dans un article paru dans *Foreign Affairs* le 12 septembre 1934.

Et c'est cette espèce de compromis qui permettra en Allemagne un véritable épanouissement de la campagne en faveur des revendications coloniales en 1935.

Près du Comité directeur (*Reichsleitung*) du parti national-socialiste, un bureau de politique coloniale (*Kolonialpolitischen Amt*) est créé sous la direction du général von Epp qui a son siège à Munich et est représenté à Berlin.

Le 27 mars 1935, rencontrant à Berlin Sir John Simon, le Führer pose officiellement la question des revendications coloniales allemandes en demandant la rétrocession à l'Allemagne de ses colonies ou tout au moins, premier pas dans cette voie, l'octroi de mandats à l'Allemagne. Sir John Simon oppose à cette demande un refus absolu.

Dans son discours au Reichstag du 20 mai 1935, Hitler, parlant de l'égalité des droits, ajoute : « Cette égalité doit être pratique et s'étendre à toutes les fonctions et à tous les droits de possession existant dans la vie internationale ».

Ce que veut l'Allemagne, c'est surtout une réparation de l'humiliation du Traité de Versailles. Cela est exprimé très nettement par le général von Epp le 17 juin 1935 à Fribourg :

« Nos revendications coloniales, dit-il, se définissent par deux mots : du Pain, de l'Honneur. L'Allemagne... réclame pour elle ce qui lui appartient devant Dieu et devant les hommes ».

Le 29 juin suivant, à une réunion d'anciens combattants coloniaux à Berlin, le général von Epp disait encore :

« Qu'advient-il de nos fils et de nos filles si nous devons demeurer parqués en cet étroit espace ? Trois problèmes interdépendants se présentent en forme concentrique : de la place, des matières premières, des devises ».

Il concluait : « La malédiction de Versailles nous a refusé le

droit aux colonies. Mais patience, le Führer résout les problèmes les uns après les autres. La question coloniale ne sera mûre que lorsque l'Allemagne à nouveau sera grande et forte en Europe ».

A partir du mois d'octobre, le déclenchement de l'affaire éthiopienne enhardit les Allemands.

Le 5 octobre, à une manifestation organisée à Düsseldorf par la Ligue Coloniale, le général von Epp déclare : « En Angleterre, on compte également sur un prompt règlement des revendications coloniales allemandes. C'est une question mondiale à laquelle l'Allemagne doit participer ».

Après le Congrès du parti tenu à Nuremberg du 11 au 16 septembre 1935, il semble que même les partisans les plus ardents de la thèse coloniale aient compris que cette question n'était pas la plus urgente à résoudre.

On peut lire, en effet, dans une réédition de la brochure du colonel Lessner *Debout, les soldats de l'avenir colonial allemand*, dont nous avons déjà parlé, cette mise au point :

« Aucun ami raisonnable des colonies ne songe le moins du monde que les aspirations coloniales, c'est-à-dire le désir de les récupérer promptement, puissent avoir la prééminence dans les efforts du Grand Libérateur de l'Allemagne sur les tâches immédiates et si proches à terminer en Europe même. Les coloniaux allemands sont des hommes beaucoup trop « pratiques » pour ne pas savoir qu'on ne peut reconstruire une maison brûlée qu'après avoir complètement déblayé les lieux du feu. C'est pour cette raison qu'aucun colonial raisonnable ne peut être adversaire de la politique de l'expansion vers l'Est ».

Ces lignes, écrites en 1935, sont à méditer à l'heure actuelle par ceux qui prétendent que l'Allemagne s'étant servie à l'Est de l'Europe, abandonnera ses revendications coloniales. La marche vers l'Est n'est que le premier pas du pangermanisme colonial du III^e Reich.

D'ailleurs, peu après la nouvelle édition de la brochure du colonel Lessner, le 27 novembre 1935, Hitler déclare au Président de l'*United Press* que l'Allemagne ne renoncera jamais à ses exigences coloniales.

De son côté, le général von Epp déclare le 5 décembre 1935, à Hambourg : « Notre peuple est unanime sur la nécessité pour

l'Allemagne de revendiquer des colonies. La seule question qui se pose est de savoir où et quand ».

Et plus loin :

« Du Pôle Nord au Pôle Sud, tout est occupé, mais nous continuons à avoir un droit juridique sur nos anciennes colonies... Nous avons besoin de travail et de pain et nous voulons les trouver en grande partie dans nos colonies ».

D'autre part, l'accent est mis de plus en plus sur l'aspect économique du problème colonial.

On peut lire dans le rapport de la Chambre de Commerce de Hambourg pour l'année 1935 : « C'est dans une large mesure à la perte de ses anciennes colonies que l'Allemagne doit les difficultés de sa présente situation au regard de l'approvisionnement en devises et en matières premières ».

Le rapport ajoute que la restitution au Reich de ses anciennes colonies contribuerait à « restaurer la prospérité économique mondiale ».

De son côté, le Dr Firle, président de la *North German Lloyd Co* déclare, lors du lancement d'un nouveau paquebot : « Sans puissance maritime et sans la possession de territoires outre-mer, l'avenir de l'Allemagne, le pays sans espace, ne pourrait être assuré ».

Cette même année, 1935, paraît en Allemagne, publié par le *Reichskolonialbund*, *Das Buch der deutschen Kolonien* avec la participation de plusieurs sociétés coloniales.

Cet ouvrage est préfacé par le Gouverneur Heinrich Schnee, qui écrit : « Il est inadmissible que... le grand peuple allemand demeure comme moins méritant et moins autorisé que d'autres, écarté de la participation qui lui revient au développement des territoires et des peuples coloniaux d'outre-mer. En même temps, la récupération de ses colonies est une question vitale pour le peuple allemand, qui n'a plus de place pour vivre. Nous devons avoir des colonies outre-mer pour établir des colons allemands, pour avoir des matières premières et des débouchés pour l'industrie allemande ».

En 1935, la demande coloniale en Allemagne rentre dans le cadre de la *Gleichberechtigung*.

Certains hommes politiques anglais pensaient à cette époque qu'on pourrait désintéresser l'Allemagne avec les colonies portugaises — en particulier l'Angola — mais ceci était une erreur.

Ce que veut l'Allemagne ce sont toutes terres lui ayant appartenu et où résident encore des Allemands.

Ainsi que le fait remarquer Lahaque (1), cette conception est à l'opposé de celle d'avant-guerre où l'on fondait la prospérité allemande sur l'exploitation de la terre étrangère.

D'ailleurs, à cette époque, l'Allemagne cherche à poser des jalons à Londres pour ses revendications coloniales par l'intermédiaire de M. von Ribbentrop, car on semble supposer que c'est d'Angleterre seule que peut venir la solution du problème et il semble que, dans l'entourage de M. von Ribbentrop, on ait fondé de grands espoirs sur d'amiabes négociations pour obtenir d'importantes concessions pour les matières premières et les colonies. Il est utile de souligner à ce propos que c'est en 1935, le 11 septembre, que Sir Samuel Hoare, ministre des Affaires Etrangères de Grande-Bretagne, faisait à Genève le fameux discours dans lequel il proclamait la nécessité d'une nouvelle répartition des matières premières dans le monde.

Le 7 mars 1936 devait se produire, pour l'Allemagne, un événement d'une importance capitale : la remilitarisation de la rive gauche du Rhin qui, en la libérant définitivement des liens du Traité de Versailles à l'Ouest de l'Europe, allait lui permettre d'entreprendre une action coloniale de grande envergure.

D'ailleurs, dès le début de 1936, le 17 janvier, le Dr Goebbels déclare : « Un moment viendra certainement où nous serons également obligés de demander au monde des colonies. A la longue, nous ne pourrons pas continuer à vivre comme nous vivons aujourd'hui ».

Dans le discours qu'il prononça au Reichstag, le 7 mars 1936, pour répudier les traités de Versailles et de Locarno, le Führer déclara : « Il serait de l'intérêt du reste du monde de comprendre que le cri pour le pain de 40,50 millions d'individus n'est pas une pièce forgée par la malice d'un régime ou de certains régimes, mais l'expression naturelle de la nécessité de la lutte pour l'existence ».

Le même jour, le gouvernement allemand remettait aux ambassadeurs des « puissances locarniennes » une note dans la-

(1) Lahaque : *Revue politique et Parlementaire* (novembre 1935).

quelle, tout en répudiant le Traité de Locarno, il offrait de rentrer à la S.D.N. mais il ajoutait : « En conséquence, le Reich est prêt à rentrer à la S.D.N. Il exprime, à cette occasion l'espérance que, dans un délai convenable, des négociations amicales permettront d'éclairer la question de l'égalité des droits en matière coloniale ».

Cette même formule était exactement répétée dans le « plan de paix du 31 mars 1936 remis par le gouvernement allemand aux puissances locarniennes ».

Dans une interview accordée au correspondant de *Paris-Soir*, Jules Sauerwein, en juillet 1936, le Dr Schacht exprimait l'espoir d'un retour à la liberté des échanges internationaux dans un avenir plus ou moins lointain; et il ajoutait que deux choses de nature à détendre l'atmosphère étaient réalisables immédiatement : la résurrection des crédits internationaux et le rétablissement du domaine colonial allemand : « Un marché dont nous pourrions tirer des matières, où nos commerçants et nos travailleurs trouveraient à s'employer, ce serait pour l'Allemagne un apaisement et un dérivatif ».

Le 9 septembre 1936, Hitler, au Congrès de Nuremberg, déclarait: « Les 136 hommes par km², qui représentent la densité de la population en Allemagne, ne sauraient, en dépit de tous les efforts et de l'utilisation la plus générale de l'espace vital, tirer des ressources du pays même toute leur subsistance. Couvrir ce déficit par l'importation est chose d'autant plus difficile que l'Allemagne manque malheureusement aussi d'un grand nombre de matières premières, parmi les plus importantes... Si nous possédions encore les colonies qui nous appartenaient, il nous serait beaucoup plus facile de résoudre toutes ces questions. Si nous avons bientôt des colonies, nous prouverons que nous sommes capables de les exploiter mieux qu'aucun autre pays ».

Le 15 décembre 1936, dans une réunion de la Société anglo-germanique de Londres, von Ribbentrop affirmait:

« L'Allemagne ne désire aucunement s'efforcer de devenir une parfaite autarchie. Que veut-elle ? Redevenir une nation capable de poursuivre son travail quotidien sans être constamment préoccupée de savoir si elle aura de quoi subsister. Telle est la raison du plan quadriennal.

Mais pour élever le standard de vie du peuple allemand au-dessus de ce niveau minimum, le Führer ne voit pas d'autre

solution que d'avoir des colonies, d'où nous puissions tirer des matières premières et de redonner la vie au commerce mondial. Une solution raisonnable de la question coloniale est donc extrêmement désirable. Elle l'est non seulement pour nous mais, à mon avis, en fin de compte, pour tous ».

La conclusion qui se dégage des différentes manifestations de l'année 1936, dont nous venons de parler, est que, plus encore qu'en 1935, l'argument économique sert de base à toutes les revendications allemandes. On abandonne tout à fait l'idée d'un peuplement blanc massif aux colonies. Les intellectuels, les cadres iront guider le travail des Noirs en Afrique; les forces paysannes mettront en valeur les terres de l'Est en y investissant le produit des exploitations africaines.

D'autre part, les anciens coloniaux, eux-mêmes, abandonnent de plus en plus la vieille conception romantique et impérialiste de la plus grande Allemagne.

Pour faire taire les divergences d'opinions sur la question coloniale, entre les différents partis allemands, on a cherché un compromis, un terrain d'entente et on l'a trouvé le jour où on a établi une liaison entre la « question des devises » et la question des « territoires d'exploitation allemands ».

Cette nouvelle conception a réuni l'adhésion de tous les milieux : financiers, commerciaux, industriels. Témoin, le Secrétaire d'Etat Trendelenburg, alors président du *Reichsgruppeindustrie* qui, dans une discours prononcé à Leipzig, en août 1936, mentionnait parmi les solutions possibles aux problèmes nouveaux posés en Allemagne, l'adoption d'une politique coloniale.

L'année 1937 commence par le discours prononcé au Reichstag par Hitler le 30 janvier pour l'anniversaire de la prise de pouvoir par les nazis : Voici les principaux passages de ce discours concernant les colonies :

« Autrefois le peuple allemand s'est édifié un empire colonial sans voler personne et sans violer aucun traité. Il le fit sans avoir recours à la guerre. On nous a pris cet empire colonial. Les motifs pour lesquels on tente aujourd'hui d'excuser cette spoliation ne résistent pas à l'examen.

On déclare tout d'abord que les indigènes ne veulent pas appartenir à l'Allemagne. Qui leur a demandé s'ils voulaient appartenir à d'autres ? Et, quand a-t-on demandé du reste, aux peuples des colonies s'ils aiment et désirent appartenir aux an-

ciennes puissances coloniales ? On déclare aussi que l'Allemagne n'a pas administré convenablement ses colonies. L'Allemagne n'avait obtenu ses colonies que depuis quelques dizaines d'années ; elle les avait développées au prix de grands sacrifices. Ces colonies étaient en plein développement. Celui-ci aurait conduit aujourd'hui à des résultats tout différents de ceux de 1914. En tout cas, nous avons développé nos colonies à un tel point qu'on leur attacha assez de valeur pour nous les arracher en de sanglants combats. En troisième lieu, on déclare que ces colonies n'ont pas de valeur réelle. Si c'est le cas, elles ne valent rien non plus pour les autres Etats et on ne voit pas pourquoi on veut nous priver de nos colonies.

L'Allemagne n'a jamais, du reste, demandé de colonies pour des buts militaires mais uniquement pour des buts économiques. Il est clair que, dans ces temps de prospérité générale, la valeur d'un territoire déterminé peut baisser. Mais il est clair aussi qu'en des temps de détresse, une telle estimation change immédiatement ; aujourd'hui, l'Allemagne lutte péniblement pour des vivres et des matières premières. Des achats suffisants ne seraient concevables que si nos exportations s'accroissaient constamment. Aussi notre demande de colonies s'élèvera-t-elle toujours comme une revendication toute naturelle dans notre pays à la population si dense ».

A la suite de ce discours une incursion fut tentée dans le domaine diplomatique.

Lors d'une entrevue avec le Sous-Secrétaire d'Etat, Lord Halifax, le 11 février 1937, l'ambassadeur du Reich, von Ribbentrop posait nettement la question coloniale : mais il s'attirait une véritable fin de non-recevoir en ce qui concerne le transfert des territoires coloniaux.

Cela ne l'empêcha pas le 28 février 1937, à l'inauguration de la foire de Leipzig, de laisser entendre que l'Allemagne récupérerait ses colonies de gré ou de force.

De son côté, le Dr Schacht, à l'inauguration de la « Maison Allemande » à l'Exposition de Paris le 27 mai 1937, prétendait « primitif et grotesque » pour une grande nation de ne pas avoir de colonies et affirmait que « ceux qui contribueront à modifier cette situation pourront sauvegarder la paix de l'Europe pour des générations ».

Le 28 juin, au congrès de la Chambre de Commerce Interna-

tionale, tenu à Berlin, Goering écartait d'emblée les formules d'accord économique en Afrique.

Mais le Dr Schacht, lui, demanda « si c'est contribuer à la paix entre les peuples que d'accorder ou de refuser à certains peuples le bénéfice de sources abondantes de matières premières en ne s'inspirant que de considérations politiques favorables ou hostiles à ces peuples ».

Au Congrès du parti national-socialiste, à Nuremberg, le 7 septembre, le Chancelier Hitler revint sur la même idée :

« C'est une pensée insupportable, dit-il, que de dépendre chaque année du hasard d'une bonne ou d'une mauvaise récolte. C'est pourquoi la revendication d'un domaine colonial appartenant au Reich est justifiée dans notre misère économique, et l'attitude des autres puissances à l'égard de cette revendication est simplement incompréhensible. L'Allemagne n'avait pas volé ses colonies à ces Puissances. En un temps où l'on se sert si souvent de phrases morales, il serait bon de se souvenir de ce fait ».

Il déclarait le lendemain aux représentants de la presse étrangère : « La question coloniale sera résolue d'une manière ou de l'autre, comme a été résolue celle de l'égalité des droits. Tant qu'elle ne le sera pas, il n'y aura pas de véritable apaisement en Europe. Ce ne sont pas ici la paix ou la guerre qui sont en question. C'est une affaire de raison. Et je suis convaincu que la raison l'emportera ».

Quelques jours plus tard, à la fête de la Moisson, le 3 octobre 1937, à Buckeberg, Hitler précisait : « Les produits du Reich, en année normale, ne peuvent alimenter que 15% de la population..... L'espace vital allemand sans complément colonial est trop petit pour garantir une alimentation durable et sans troubles de ce peuple ».

Avec l'année 1938, les discours de Hitler ne changent pas de ton. Témoin le discours qu'il prononça au Reichstag le 20 février 1938 dans lequel il disait notamment :

« Notre situation est difficile. Non pas, cependant, parce qu'en Allemagne, le national-socialisme est au pouvoir mais, parce que, chez nous, il y a 140 habitants par km²; parce qu'au rebours d'autres peuples, nous n'avons pas reçu en partage de grandes ressources naturelles, les trésors de leur sol ; parce que nous manquons, avant tout, d'une terre qui soit fertile ».

Dans une proclamation adressée en mai 1938, à Brême, à toutes les sections de la Ligue Coloniale par l'ex contre-amiral Rumann, lieutenant du Général von Epp, on pouvait trouver :

« L'Etranger doit savoir, une fois pour toutes, que, pour le peuple allemand, l'égalité des droits a cessé d'être un problème, qu'au contraire ce peuple est tout simplement décidé à vivre au même titre que « les autres puissances ».

Et peu de temps après, la *Kolonial Post* publiait un article ainsi conçu : « Si l'Allemagne n'est pas encore rentrée en possession de son patrimoine colonial, cela est uniquement dû au fait que le Führer devait d'abord mettre de l'ordre dans la maison. Mais, qu'on se rassure, l'injustice sera réparée et ce, prochainement ».

Mais venant contredire ces plaintes de l'Allemagne, voici une déclaration particulièrement nette faite à Stettin, le 2 juillet 1938, par le Dr Walter Funk, ministre de l'Economie du Reich :

« L'Allemagne occupe aujourd'hui la troisième place après les Etats-Unis et la Grande-Bretagne dans le commerce mondial. C'est là un fait d'une importance particulière car elle occupe cette position sans avoir à sa disposition des colonies ».

Voilà un aveu dénué d'artifice.

De son côté, le 12 septembre 1938, le Maréchal Goering déclarait à Nuremberg : « Nos greniers sont pleins à craquer ».

Le 24 octobre 1938, dans un article paru dans la *Correspondance politique et diplomatique*, organe directement inspiré de la Wilhelmstrasse, le Reich se crut obligé de définir nettement sa position dans le problème colonial : En France, seul le *Temps* a reproduit une partie de cet article qui n'apporte guère d'éléments nouveaux.

L'Allemagne affirme qu'elle ne réclame rien qui appartienne en droit à autrui, par contre elle considère que ses anciennes colonies ont été mises en tutelle et elle demande qu'elles lui soient rendues quelle que soit la nationalité des « usufruitiers ».

Dans un discours à Munich, le 8 novembre 1938, Hitler répétait : « Nous sommes très reconnaissants aux dirigeants de France et d'Angleterre de vouloir vivre en bonne intelligence avec l'Allemagne. Nous avons plus d'une fois déclaré que nous ne voulons rien de ces pays si ce n'est la restitution des colonies qui nous ont été enlevées autrefois contre tout droit » (Applaudissements frénétiques).

« J'ai toujours assuré que cela ne constitue pas naturellement une occasion de se faire la guerre. Il s'agit de savoir, disons-nous, si l'on veut être juste et si l'on a véritablement l'intention de permettre aux peuples de vivre côte-à-côte ».

Enfin, il faut citer la déclaration franco-allemande du 6 décembre 1938 signée à Paris par M. von Ribbentrop, ministre des Affaires Etrangères du Reich et M. Georges Bonnet, ministre des Affaires Etrangères de France, bien que cela n'ait guère qu'un intérêt rétrospectif.

A cette occasion les journaux allemands se félicitaient des bonnes relations existant entre la France et l'Allemagne mais, comme le souligne la *Boersen Zeitung*, il reste quelques petites questions à régler comme celle des mandats sur les colonies allemandes. Cette question, ajoute-t-elle, devra être réglée par des contacts et des discussions amicaux.

Dans le discours qu'il prononça au Reichstag le 30 janvier 1939, à l'occasion de l'anniversaire de sa prise de pouvoir, Hitler insiste tout particulièrement sur la question coloniale : Il rappelle que la cause de toutes les difficultés économiques de l'Allemagne réside dans la surpopulation de son espace vital et le fait que le peuple allemand vit avec 130 habitants au km² sans aide extérieure et sans toutes les ressources d'autrefois. « Ou bien, les richesses du monde sont réparties par la violence et alors cette répartition sera toujours corrigée de temps en temps par la violence ou bien, la répartition s'opère suivant le point de vue de la raison et alors la raison sert véritablement la justice et, en fin de compte, les buts que l'on poursuit. « Puis Hitler proteste une fois de plus contre la soi-disant contradiction qui existe d'après l'Allemagne entre les 14 points du Président Wilson et le Traité de Versailles et contre le mensonge de l'indignité allemande en matière coloniale. S'appuyant de nouveau sur l'argument économique (manque de devises, besoin de matières premières) Hitler prétend que les anciennes colonies allemandes coûtent plus cher à l'Angleterre qu'elles ne lui rapportent et il conclut : « On pourrait objecter que ceci est vrai aussi pour l'Allemagne. Certainement et cela ne nous fait pas plaisir. En tout cas, il y a une différence sur un point : nous combattons pour un droit vital sans lequel nous ne pouvons exister, à la longue, et les autres pour une injustice qui ne fait que les obérer sans leur apporter de profits ».

La Berliner Zeitung am Mittag du 31 janvier fait ressortir l'importance des revendications coloniales dans le discours de Hitler et donne à entendre qu'elles pourraient être discutées (commentaire vraisemblablement inspiré).

Au sujet de ce discours de Hitler, on lit dans le leader du *Temps* du 1^{er} février 1938 : « Lorsque le Führer oppose l'économie allemande à l'économie libérale des autres nations, on sait parfaitement qu'il plaide sa propre cause devant son peuple, lequel demeure plein de soucis en présence des énormes difficultés avec lesquelles il se trouve aux prises ».

« Hier, Hitler a développé le thème connu des revendications coloniales du Reich avec plus de force que jamais, mais il a répété tous les arguments que l'on connaît sur le droit allemand dans ce domaine ; mais il a fait entendre clairement que cette question ne comporte pas nécessairement un recours aux armes ».

Enfin, à l'occasion de l'ouverture de la Foire de Leipzig, le 6 mars 1939, le Dr Goebbels voyait dans le manque de colonies la cause de l'aggravation des difficultés économiques de l'Allemagne tant au point de vue de son approvisionnement en matières premières et en denrées alimentaires qu'au point de vue de son commerce intérieur et extérieur.

CHAPITRE IV

La Propagande en Allemagne

Nous avons vu que l'Allemagne n'a jamais complètement perdu de vue la question coloniale depuis la guerre et elle a cherché à rendre l'opinion nationale et internationale favorable au retour de ses anciennes colonies par une propagande active tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Dès 1919 s'organise une grande propagande pour lutter contre les calomnies lancées contre la colonisation allemande dont l'un des éléments les plus importants fut l'ouvrage du Gouverneur Schnee, *Le mensonge de la faute coloniale*. Dans de nombreux meetings coloniaux tenus à Berlin en mai 1919, on s'efforce de persuader les Allemands que les Alliés se sont rués sur les colonies allemandes nullement préparées à se défendre.

En 1920 paraît à Leipzig, sous la direction du Gouverneur Schnee avec la collaboration de 80 illustrations coloniales de l'ancien Reich, le *Deutscher Kolonial Lexicon* en trois volumes : 2.550 pages.

La dédicace de l'ouvrage était ainsi conçue :

« Au peuple allemand avec le vœu ardent que notre patrie ressuscite à une nouvelle grandeur et puisse entreprendre de nouveau son œuvre de civilisation outre-mer commencée avec tant de succès ».

D'après Schnee, cet ouvrage était une réfutation à l'accusation d'indignité portée par les Alliés contre l'Allemagne.

Parmi les animateurs de cette propagande coloniale à ce mo-

ment, on peut citer outre le Gouverneur Schnee : les généraux von Epp, von Liebert et von Lettow-Vorbeck, le duc von Mecklenburg, le Gouverneur Seitz, le Dr Schacht, Hugenberg.

C'est la *Deutsche Kolonialgesellschaft* qui était le principal centre d'activité de tous les vieux coloniaux allemands. En 1922, elle réunit toutes les autres sociétés coloniales en un *Koloniale Reichsarbeitsgemeinschaft*.

En 1922, également, sous les auspices de la Ligue Coloniale Allemande, se tient à Berlin un Congrès Colonial groupant 3000 personnes où l'on parle du retour des colonies perdues. La Ligue entretient cette idée qu'en ne tenant pas compte de la valeur des anciennes colonies allemandes dans le total des réparations, les Alliés « ont commis une véritable escroquerie ».

De 1922 à 1927, les efforts de propagande de la Ligue s'amplifient. On critique l'œuvre accomplie par les Puissances mandataires.

Dès 1922, l'enseignement colonial est repris avec ardeur, enseignement qui se réclame de Vilhelm Roscher qui écrivit, en 1848, *Colonies, politique coloniale et émigration*.

Dans toute l'Allemagne ont lieu plus de 300 cours coloniaux tant à la *Deutsche Kolonialschule* fondée en 1898 qu'à la *Koloniale Frauenschule* fondée en 1926.

En 1924 est fêté le 40^e anniversaire de la fondation de l'Empire Colonial allemand. Au mois d'avril le bureau central d'Empire pour le service de la patrie lançait une circulaire de propagande ainsi conçue : « Plus que jamais la possession de colonies dans lesquelles l'Allemand, par son propre travail et sa propre assiduité, peut se procurer les produits coloniaux dont il a besoin pour son existence, est une nécessité absolue et vitale pour le peuple allemand. Aucun droit reposant sur un fondement quelconque ne peut être reconnu ni même accordé à nos adversaires de la guerre pour la possession de nos colonies, pas plus que pour leur administration, même temporaire sous le régime des mandats. Le peuple allemand a le devoir d'entreprendre la lutte contre le mensonge de la responsabilité coloniale et pour la rentrée en possession de nos colonies par tous les moyens dont il peut disposer. Il doit continuer cette lutte jusqu'à ce que la vérité se termine par la restitution de nos anciennes possessions coloniales ».

Le 1^{er} avril 1924, on crée au Ministère des Affaires Etrangères

une section coloniale qui reprend la publication des *Mitteilungen aus dem deutsche Schutzgebiete*, recueil d'études sur la colonisation et les races indigènes, qui ne paraissaient plus depuis la guerre.

Une « Semaine Coloniale » est organisée à Hambourg en 1926 en même temps que des expositions coloniales ont lieu à Cologne, à Brême, à Berlin.

C'est aussi en 1926 au mois d'avril que le Dr Schacht, dans un discours à la section de Berlin-Charlottenburg de la *Deutsche Kolonialgesellschaft*, liait pour la première fois le problème économique et le problème colonial.

En 1932 est célébré avec éclat le cinquantenaire de la fondation de la *Deutsche Kolonialgesellschaft*. A cette occasion, un Congrès colonial est réuni à Berlin du 13 au 17 octobre.

Le *Deutsche Tageszeitung* écrit le 14 octobre 1932 :

« Nos territoires sont insuffisants pour faire vivre autant de monde. C'est pourquoi les hommes prévoyants ont jeté les bases, il y a cinquante ans, d'une action colonisatrice. En installant des paysans allemands sur les plateaux africains, non seulement on rendrait à des milliers d'Allemands le bonheur de travailler sur des terres à eux, mais on ouvrirait aussi de nouvelles possibilités de travail à la métropole, ce qui aplanirait les difficultés sociales et renforcerait les colonies allemandes à l'égard des crises futures ».

L'avènement de Hitler au pouvoir, le 30 janvier 1933, n'interrompt pas la propagande en faveur du retour à l'Allemagne de ses anciennes colonies.

En avril 1933 s'ouvre à Berlin une exposition coloniale : « L'appel de la forêt vierge ». L'exposition agricole de mai 1933 contient encore une section coloniale.

Le 28 décembre 1933 est célébré l'anniversaire de la bataille de Tanga.

D'autre part, en juin 1933, au Congrès de Francfort-sur-le-Mein, le Général von Epp déclarait : « Le gouvernement ne pourra faire une politique coloniale active que lorsque celle-ci sera soutenue par la volonté coloniale du peuple allemand. Cette volonté coloniale du peuple allemand est encore à créer ».

Aussi, pour grouper les divers efforts de propagande, les principales associations coloniales allemandes se groupent en *Reichskolonialbund* : La *Deutsche Kolonialgesellschaft* fondée en

1892 ; la Ligue des Anciens Combattants Allemands Coloniaux (*Deutscher Kolonial-kriegerbund*) fondée en 1922 ; la Croix-Rouge allemande et l'Association Féminine pour les Allemandes d'outre-mer fondée en 1888 ; la Ligue Féminine de la Société Coloniale Allemande (*Frauensbund der Deutsche Kolonial-gesellschaft*) fondée en 1907 ; le Comité d'Economie Coloniale fondé en 1896 ; la Ligue Académique Coloniale fondée en 1925.

Parmi les 22 sociétés et associations qui forment le *Reichskolonialbund*, la plus active est la *Deutsche Kolonialgesellschaft*, organisme dirigeant de la Ligue. Le Président du *Reichskolonialbund* est le Gouverneur Schnee, ancien gouverneur de l'Est Africain Allemand et le siège de la nouvelle Société est à Berlin dans les locaux de la *Deutsche Kolonialgesellschaft*.

La propagande faite par le *Reichskolonialbund* a un caractère officieux.

Il existe une section coloniale au Ministère des Affaires Etrangères (service du Gouverneur Bruckner) mais à ce moment, elle prépare l'avenir et ne s'occupe pas du présent.

Lors de la réunion en un seul organisme des principales Sociétés coloniales, les buts du *Reichskolonialbund* furent ainsi définis :

« Le *Reichskolonialbund* est la Fédération de toutes les associations, sociétés, etc... qui participent au mouvement colonial ou s'intéressent à lui dans le but :

a) d'établir un parfait accord entre tous les participants en ce qui concerne les fins du mouvement colonial allemand.

b) de réaliser une collaboration des plus étroites entre diverses associations coloniales.

c) de remplir ensuite les devoirs précis de la collaboration coloniale ».

C'est la *Deutsche Kolonialgesellschaft* qui a été chargée de la propagande coloniale dans le sein du parti ainsi que de l'enseignement des sciences coloniales sous le contrôle des organes du parti, représentés dans la direction de la Société.

L'organe principal de cette propagande est la *Deutsche Kolonial Zeitung*.

De plus, l'enseignement colonial entre dans une nouvelle phase. Jusqu'en 1933, il était cantonné dans les Universités, à partir de ce moment il existe aussi dans un certain nombre d'écoles supérieures (*Technische Hochschulen*) notamment à

Dresde, Münster, Stuttgart, Tübingen : 347 cours dont 200 sur l'Afrique.

En 1933, la *Deutsche Kolonialgesellschaft* édite une brochure indiquant la liste des établissements donnant l'enseignement colonial. Dans l'introduction, le Dr Brugger, Président de la Commission scientifique de la *Deutsche Kolonialgesellschaft*, s'exprime ainsi :

« L'enseignement académique des professeurs illumine leur mentalité et leur conviction de l'absolue nécessité pour l'Allemagne de posséder un domaine colonial. Il a déterminé la création de ligues coloniales universitaires en nombre croissant.

A l'étranger même, augmentent les voix de ceux qui considèrent la prise des possessions allemandes comme une faute pleine de conséquences et estiment impossible d'exclure le Reich d'une collaboration culturelle et économique destinée à ouvrir les contrées coloniales ».

Souhaitons que cette opinion puisse mûrir et que bientôt l'Allemagne soit en état d'appliquer la main dans la main avec les grandes puissances coloniales, les méthodes les plus nouvelles pour le bien des indigènes ».

Dans ces cours il est largement question de l'Empire britannique mais pas du tout des Empires français, belge, portugais. Une large place est faite à la géographie économique et à la linguistique. Un grand intérêt est porté également aux œuvres missionnaires.

Depuis 1933 existent des cours sur le Deutschtum dans les pays frontières et à l'étranger.

Le 22 mars 1934, à l'occasion du cinquantenaire de l'acquisition de la première colonie allemande, l'officieux *Voelkischer Beobachter* publie le manifeste du *Reichskolonialbund*, *L'année Coloniale 1935*, « avec l'assentiment des autorités compétentes du parti national-socialiste ». Il définit les buts que poursuit l'Allemagne au point de vue colonial : Exigences de l'honneur allemand et égalité des droits. Argument économique : Besoin de matières premières et de débouchés, mais surtout : Nécessité « de mettre un frein au mouvement constant d'émigration de l'excédent de population allemande vers les pays étrangers et de diriger cette émigration, dans la mesure où elle aura lieu à l'avenir, vers des territoires nationaux de colonisation, en un mot, de conserver ses nationaux ».

Des expositions coloniales sont ouvertes à Berlin, à Cologne, à Mannheim, à Heidelberg.

Un Congrès Colonial, sous le signe « Union de la Marine et des Colonies », est tenu à Kiel du 14 au 17 juin.

Le 1^{er} juillet 1934 est organisée une « Journée Coloniale » dans tout le Reich. On fixe en Thuringe les limites d'un bois sacré destiné à rappeler le souvenir des combattants coloniaux morts pour la patrie.

1934 : Année des commémorations, contribue à faire l'unité de la nation sur la question coloniale.

Aussi, le Général von Epp pouvait-il déclarer en juillet :

« L'heure viendra où nous déroulerons le drapeau colonial ».

L'enseignement colonial se développe de plus en plus.

La propagande nazie s'étend à l'étranger, surtout dans le S.-O. Africain. A Munich est installé l'Office Colonial du Parti national-socialiste. A partir de 1935, l'organisation de la propagande pour la restitution des anciennes colonies a été perfectionnée.

Près du Comité Directeur (*Reichsleitung*) du parti national-socialiste, un bureau de politique coloniale (*Kolonialpolitischen Amt*) a été créé par M. Rudolf Hess le 5 mai 1935. Placé sous la haute direction du Statthalter du Reich (Ritter von Epp), son siège est à Munich mais il est représenté à Berlin par un bureau de liaison et de correspondance. Le *Kolonialpolitischen Amt* est représenté dans le Comité de Direction et le Comité de Travail de la *Deutsche Kolonialgesellschaft* et coordonne les activités des sections de propagande régionales du parti avec celles des filiales du *Reichskolonialbund*.

La même année, une grande extension est donnée au *National-Socialist-Vortragsdienst*, service des conférences du parti créé en 1932.

Le service de l'enseignement de la *Deutsche Kolonialgesellschaft* a le champ libre pour l'éducation coloniale de la jeunesse écolière. Dans la direction de la *Deutsche Kolonialgesellschaft* sont représentés le *Kolonialpolitischen Amt*, la Direction des Jeunesses Hitlériennes, le Ministère de la Propagande, le Front du Travail, la filiale de Berlin du Parti national-socialiste.

Les Sociétés Coloniales Allemandes s'emploient aussi au maintien des éléments ethniques allemands (*Deutschtum*) existant dans les colonies africaines.

Des secours matériels sont distribués aux Allemands dispersés hors de la patrie par la section Coloniale de la Wilhelmstrasse (Hilf-Action) par l'intermédiaire des Sociétés Coloniales qui ont sur place des organes de répartition placés sous la surveillance des consuls allemands.

Tous les ans a lieu le Congrès du *Reichskolonialbund* au mois de juin où est présenté un rapport sur son activité annuelle. Le mot d'ordre du Congrès de 1935 est « Brot und Ehre », Pain et Honneur.

En 1936, la propagande redouble d'intensité. Sous les auspices du *Reichskolonialbund*, une grande exposition est ouverte à Hambourg du 4 février au 15 avril. Des Congrès Coloniaux régionaux se tiennent également à Fribourg-en-Brisgau et à Hanovre.

Le service des conférences fonctionne plus activement que jamais ainsi que les journaux, les périodiques, la radio, le cinéma. Des bals, des ventes de charité ont lieu au profit de la création d'écoles ou d'institutions diverses dans les anciens territoires allemands.

L'enseignement colonial se développe de plus en plus.

En 1933, le chiffre total des chaires se montait à 196 dans les Universités et Ecoles Supérieures du Reich ; en 1935, il était de 265 et en 1936, il s'élève à 341, réparties entre 23 Universités et 13 Ecoles Supérieures d'Allemagne et 3 Universités et Ecoles Supérieures d'Autriche.

De plus, en 1936, il existe dans le Reich 9 Ecoles ou Instituts spécialement consacrés aux sciences coloniales :

- 1) Institut de la Médecine Coloniale de Hambourg ;
- 2) Institut des Missionnaires-Médecins à Tübingen ;
- 3) Le même à Würzburg ;
- 4) Instituts de géographie coloniale à Leipzig et à Berlin ;
- 5) Section Coloniale du Séminaire pour l'étude du droit des Gens, de la diplomatie et de la politique étrangère, près l'Université de Göttingen ;
- 6) Institut de botanique appliquée à Hambourg ;
- 7) Institut forestier colonial à l'Ecole Supérieure Forestière de Tharandt ;
- 8) L'Ecole Coloniale Allemande de Witzenhausen-Werna (école agricole) ;
- 9) L'Institut de recherches sur le tabac près de Karlsruhe.

De plus on transforme le Séminaire Oriental de l'Université de Berlin en « Université allemande pour l'étude de l'étranger ». Elle compte 26 chaires de langues africaines et 10 de langue arabe.

L'Université de Berlin a 48 chaires coloniales, celle de Hambourg 46, celle de Leipzig 32, celle de Tübingen 24.

8 chaires sont consacrées à l'étude des problèmes coloniaux étrangers, dont 4 pour les colonies anglaises.

En 1936, l'enseignement est beaucoup plus scientifique et économique que politique au contraire des années précédentes.

Une place considérable est réservée à l'œuvre des Missions car l'Allemagne voit dans celles-ci un des principaux instruments de travail en Afrique Noire.

Dès 1936, on peut admettre que 3000 étudiants par an suivent les cours coloniaux. Résultat : 41 thèses de doctorat en 1935 sur les sujets coloniaux dont beaucoup se rapportent aux choses de l'Afrique et surtout aux questions mandataires.

De nombreuses bourses d'enseignement colonial sont accordées aux jeunes gens de la métropole, et d'enseignement général aux jeunes gens venant des colonies ex-allemandes : 200 bourses en 1935-36.

L'Allemagne poursuit donc un travail intensif de préparation des cadres pour sa participation future au développement de l'Afrique.

D'autre part, en 1936, la propagande coloniale cherche de plus en plus à atteindre le grand public. On voit dans les gares allemandes, notamment dans les gares frontières et dans de nombreux autres endroits publics, des affiches avec carte géographique montrant la répartition des colonies, des statistiques, des photos, etc...

Les buts de la colonisation allemande y sont ainsi précisés : Les importations coloniales aideraient à gagner la bataille pour une plus grande natalité, diminueraient le chômage, économiseraient les devises.

Les colonies (redevvenues) allemandes consolideraient la paix...

La restitution des colonies rendrait à l'Allemagne son honneur.

Il n'est pas question du côté moral, social, scolaire des Blancs en Afrique.

Sur la légende des couleurs conventionnelles, on voit qu'à une

hachure spéciale correspond l'indication « Deutsche Kolonien ». Cela montre l'évolution depuis 1935 où l'on ne parlait que des « Ehemalige Kolonien von Deutschland » (les anciennes colonies allemandes). On a ajouté là-dessus en 1936 un papillon blanc où on parle purement et simplement des colonies allemandes.

Dès 1935, le Dr Jacob, un des plus actifs représentants de la propagande coloniale allemande conseillait : « Ne parlez jamais de nos anciennes colonies mais constamment de nos vieilles colonies sur lesquelles nous avons des droits imprescriptibles ».

Mais, après l'été 1936 qui vit la dissolution de la *Deutsche Kolonialgesellschaft*, la réorganisation du *Reichskolonialbund*, on se met à parler des colonies allemandes tout simplement.

En 1936, dans la nouvelle édition de l'Atlas Colonial Allemand composé par le Dr Fritz-Lange, bibliothécaire du *Reichskolonialbund*, les colonies allemandes sont indiquées : « Deutsches Reich » et elles comprennent le « Bec de Canard ».

Le « *Calendrier Colonial* » pour l'année 1937 porte sur sa couverture comme légende : « Allemagne, tes colonies ».

Mais la propagande germanique exerce aussi son activité dans le territoire même des anciennes colonies allemandes.

Ainsi, une Commission Britannique ayant été créée pour étudier le problème du rattachement du S. O. Africain à l'Union Sud-Africaine, elle a commencé par une enquête sur la propagande allemande dans le territoire sous mandat et elle y a constaté l'existence de multiples organisations nazies. On a saisi, à cette occasion, une lettre du chef territorial de ces organisations où il était dit : « Notre but ici consiste à imprégner les Allemands du programme d'Hitler et à lutter pour lui de façon à restituer le pays à l'Allemagne et nous appelons traîtres et trahisons comme tels ceux qui ne pensent et n'agissent pas comme nous ».

Pourtant, si l'on en croit Lahaque (1), les résultats de la propagande coloniale poursuivie par le *Reichskolonialbund* n'étaient pas très brillants en 1936. On n'était pas arrivé, bien loin de là même, à faire l'unanimité sur la question.

Voici, d'ailleurs un résumé des principaux passages d'un article de Lahaque sur ce sujet paru en décembre 1936 dans la Revue Politique et Parlementaire :

(1) Lahaque : *L'Allemagne devant la question coloniale* (Revue Politique et Parlementaire, novembre 1935).

En 1936, le mouvement colonial connaît à l'intérieur de l'Allemagne un recul certain alors qu'à l'extérieur les revendications coloniales deviennent officielles.

« Il n'y a plus de vertige populaire et très peu de flamme coloniale. Au-dessus des fanfaronnades des coloniaux traditionnalistes, qui n'abusent personne en Allemagne — même si elles effraient quelques journalistes étrangers — plane un sentiment de flottement qui se prête mal à une rigoureuse définition. On pourrait dire que l'Allemagne continentale s'est retrouvée. Elle est debout, forte, assez unie, parfois presque heureuse, en tout cas satisfaite dans son ensemble. Elle se sent solide et délivrée de sa hantise d'un immédiat danger. Les raisons des opportunités européennes ont décidé de la réaffirmation de la primauté des intérêts continentaux de l'Allemagne et elles continuent de prévaloir dans la situation politique internationale. L'Allemagne coloniale se cherche encore. Elle n'a pas de doctrine définitive car elle en modifie sans cesse les postulats. Le Reich n'a pas encore choisi définitivement entre son destin européen et l'expansion outre-mer ».

Fin 1935, on ne comptait que 25.000 membres à la *Deutsche Kolonialgesellschaft* (34.000 en 1907), 28.000 à la Ligue Féminine, 3.000 à la Ligue Académique plus quelques milliers d'autres ; en tout 70.000 à 75.000 adhérents, ce qui ne représente guère que les 24.000 anciens coloniaux et leurs familles.

L'ancienne Ligue Coloniale a été réorganisée deux fois, en janvier et en octobre 1936. Cette réorganisation a eu pour but principal la main mise du Parti sur la propagande coloniale.

Le résultat n'a peut-être pas été très heureux. Dans tous les cas, le Gouverneur Schnee et ses collaborateurs avaient l'expérience de la question, ce que n'ont pas les nouveaux dirigeants.

En fait, d'ailleurs, le parti national-socialiste n'a rien inventé : la même propagande a été faite avec les mêmes moyens en 1907 par le Secrétaire d'Etat von Dernburg, comme base à sa campagne électorale.

Le seul point de vue qui pouvait vraiment attirer l'Allemand moyen, c'est l'idée d'une émigration massive aux colonies ; or le gouvernement national-socialiste lui a démontré l'inanité de cette idée. D'autre part, l'argument économique est resté l'argument de l'élite et n'a pas ému les masses bien que tout l'effort de propagande du *Reichskolonialbund* dirigé par le

Kolonialpolitischen Amt ait été dirigé de ce côté. Au fond l'enseignement colonial, seule partie vraiment bien comprise de la propagande coloniale, reste en dehors du mouvement colonial officiel du *Reichskolonialbund*. La Ligue Académique Coloniale devait essayer de rallier la jeunesse universitaire à la question coloniale. Mais son indépendance a été mal vue et on lui a donné comme chef un militant du parti. Le résultat a été peu brillant et finalement la Ligue a été dissoute.

Au fond, la réorganisation du *Reichskolonialbund* a été un échec. Mais, peut-être en raison même de cet échec, la propagande coloniale ne s'est pas ralentie en Allemagne malgré ses nouvelles préoccupations européennes.

Au mois de mai 1938 eut lieu à Brême une réunion de toutes les sections de la Ligue Coloniale. A cette occasion, la presse d'outre-Rhin dirigea surtout ses attaques contre la France et l'on pouvait lire dans un article de la *Deutsche Kolonial Zeitung* :

« La France est uniquement redevable de sa grandeur et de sa richesse au manque de scrupule avec lequel elle a envahi des contrées provisoirement sans défense... Que l'on se donne la peine de contempler l'empire français et l'on verra qui a plus de raisons de craindre pour son avenir ».

Dans ce même numéro, on lisait ailleurs :

« Le moment peut venir où les fusils des indigènes de l'Afrique du Nord changeront de direction. Alors, ce sera à la race blanche toute entière d'intervenir ».

Et le conseiller du Gouvernement précisait :

« Certes, il n'est pas difficile de répondre à la question de savoir si ce sont les méthodes employées par la France ou la doctrine raciale préconisée par le Reich et l'Italie qui sauveront le prestige de l'Europe ».

Quelques mois plus tard, dans la préface de *L'Almanach Colonial Allemand pour 1939*, on pouvait lire, du maréchal Goering :

« Le rétablissement complet de l'égalité des droits de l'Allemagne comprend également le rétablissement d'une base suffisante pour la vie et la prospérité économique du peuple allemand. Vous reconnaissez tous les revendications de l'Allemagne à cet égard et vous pouvez être certains que l'Allemagne ne

cessera pas d'insister sur le problème colonial afin que ses demandes justifiées et urgentes soient réalisées ».

De M. von Ribbentrop :

« Il n'est pas douteux qu'après quelques années d'exploitation, les colonies pourront couvrir, dans une plus large mesure qu'avant la guerre, les besoins de l'Allemagne en matières premières. Et cela uniquement à l'aide de capitaux allemands, c'est-à-dire de la monnaie allemande ».

D'ailleurs, la propagande nazie se poursuit avec une activité accrue dans les anciennes colonies allemandes, en particulier en Afrique Orientale.

Au début de février 1939 s'est fondée à Londres la *Ligue Coloniale* qui cherche à entreprendre dans l'Empire britannique une action capable de renseigner le public sur les revendications allemandes et de s'opposer à toute cession au Reich de territoires d'outre-mer. (Parmi les personnalités qui en font partie il faut citer lord Lugard et lord Hailey).

Mais la *Ligue Coloniale* a aussi un autre but : la lutte contre une propagande allemande de plus en plus efficace résumée récemment par le général von Epp dans une allocution prononcée au Collège Colonial Allemand de Ladenburg en recommandant une action incessante parmi les indigènes.

Depuis quelques années se poursuit en effet l'occupation du Tanganyika par les Allemands : achats de propriétés sur les hauts-plateaux du Sud. Parmi les nouveaux colons arrivés, on compte trois Allemands pour un Anglais.

D'autre part, les Anglais ont bien voulu accueillir au Tanganyika les missionnaires allemands. Ceux-ci y ont créé des écoles où l'on ne voit que croix gammées et effigies d'Hitler. De plus, l'enseignement est uniquement basé sur les théories nationales-socialistes. Les cartes murales sont allemandes et le mandat y figure sous le nom de « Deutsch-Ost-Afrika ».

Voici, d'ailleurs, d'après un article paru dans l'*Afrique Française* au début de cette année, les instructions de l'Office Politique Colonial du Parti national-socialiste « sur la façon de traiter dans la presse, les ouvrages et les conférences, la question coloniale ». On peut y lire :

« Le mouvement colonial doit préparer le terrain de telle sorte que le peuple allemand se trouve conscient et uni derrière le Führer, lorsque celui-ci jugera le moment venu pour poser

les revendications coloniales. Les conjectures et opinions particulières sur la façon d'obtenir la restitution des colonies, etc... ne doivent en aucun cas être exprimées...

« A aucun prix, les colonies des autres puissances nommées ou non, ne doivent être indiquées comme susceptibles d'être convoitées ».

Voir les déclarations du Führer du 30 janvier 1937 : « L'Allemagne n'a pas de revendications coloniales envers les puissances qui ne lui ont pas pris de colonies »...

La restitution des colonies doit être réalisée par la voie pacifique, « voir les déclarations du Führer dans son interview donnée au correspondant du *Daily Mail*, Ward Price, le 18 octobre 1933 : « La question de la distribution des colonies ne sera jamais pour nous une question de guerre » ; le plan de paix du gouvernement allemand annoncé le 1^{er} avril 1936, point 18 : « Le gouvernement du Reich exprime l'attente que dans un laps de temps convenable, la question de l'égalité des droits en matière de colonies sera éclaircie par la voie de négociations amicales ».

En somme donc, les réclamations coloniales serviront à l'occasion de monnaie d'échange.

L'Office Politique Colonial précise sur quelles bases doit se faire la propagande préparatoire nécessaire :

« 1) Rétablissement de l'honneur national offensé par la calomnie coloniale.

« 2) Egalité de droits coloniale de l'Allemagne.

« 3) Nos droits imprescriptibles sur nos colonies, l'effondrement depuis longtemps patent de la calomnie coloniale enlèvera tout fondement à la rétention injuste de nos colonies.

« 4) Nos besoins économiques.

« ...Voir l'exposé détaillé du Président de la Reichsbank, Dr Schacht, dans la revue *Foreign Affairs* : « Le problème colonial n'est nullement un problème d'impérialisme ni simple question de prestige, mais uniquement un problème d'existence économique ».

« 5) En se basant sur les considérations d'éthique, l'on doit affirmer que l'Allemagne, étant donné son niveau de culture, est aussi fondée que n'importe quel autre Etat ayant des colonies à collaborer à l'éducation des peuples arriérés ».

Quelques points essentiels de la propagande :

« L'idée du peuplement aux colonies doit, en tout cas, être conçue comme exclusive d'un peuplement massif ; par contre, un peuplement limité et ordonné est indispensable pour accroître les sources de matières premières. Hautement utile sera la relève périodique des forces populaires à intervalles déterminés (3 à 5 ans)...

« Il (le peuple allemand) ne procédera pas selon le principe du capitalisme privé dans le sens d'une économie libérale mais sera orienté en premier lieu par le besoin d'assurer les approvisionnements de l'économie métropolitaine...

« Il convient de s'opposer aux assertions réitérées des puissances mandataires que l'Allemagne désire rentrer en possession des colonies pour des raisons militaires et de prestige. Seules les nécessités économiques sont pour nous décisives...

« Particulièrement combattues doivent être les tentatives de remplacer la calomnie coloniale effondrée par l'édification d'une calomnie raciale prenant pour prétexte la législation raciale du III^e Reich. Le national-socialisme enseigne précisément l'estime raciale au lieu de la haine des races. Il désire conserver toute race, indépendamment de sa couleur et de sa religion, avec tous ses caractères ethniques et toutes ses particularités ».

Alfred Rosenberg a dit : « Nous nous refusons à vouloir européeniser les hommes noirs, nous voulons leur conserver leurs particularismes au milieu de la domination des peuples blancs. Mais nous désavouons le mélange des races opposées ».

DEUXIÈME PARTIE

Divers arguments employés par l'Allemagne à l'appui de ses revendications coloniales

I. Argument démographique

INTRODUCTION

En faisant ainsi un rapide historique des revendications coloniales allemandes après la guerre, nous avons pu nous rendre compte de la diversité des arguments employés.

Il nous faut maintenant étudier ceux-ci d'un peu plus près ; nous verrons qu'ils ne résistent guère à l'examen et combien ils sont fragiles.

Nous nous bornerons ici à envisager seulement les anciennes colonies allemandes d'Afrique puisqu'aussi bien l'Allemagne ne paraît pas devoir réclamer de sitôt ses anciennes possessions du Pacifique car, d'une part, elle veut ménager son allié, le Japon et d'autre part elle cherche surtout à se créer au Centre de l'Afrique un point d'appui qui lui permette de réaliser le Mittel-Afrika, première étape du pangermanisme universel.

Nos études porteront donc uniquement sur le Togo et le Cameroun sous mandat français et britannique, l'Afrique Orientale (mandat belge et britannique) et le S.-O. Africain (mandat de l'Afrique Australe). Par ordre chronologique, premier argument de l'Allemagne : argument démographique : possibilité d'une émigration massive aux colonies pour absorber son excédent de population.

CHAPITRE PREMIER

Comment se pose le problème démographique

§ 1. — Plaintes de l'Allemagne concernant son excédent de population

Depuis la guerre, l'Allemagne n'a cessé de réclamer des colonies pour pouvoir, prétend-elle, y déverser l'excédent de sa population.

Dès 1920, dans le programme du parti national-socialiste, dont nous avons déjà parlé, élaboré le 25 février 1920 et adopté en 1926, nous trouvons cette phrase : « Nous demandons le territoire nécessaire (colonies) à l'alimentation de notre peuple et à l'écoulement par voie de colonisation de notre excédent de population ».

En 1926, Hans Grimm fait paraître *Volk ohne Raum*. Le slogan des revendications coloniales allemandes était trouvé. L'auteur affirmait que le peuple allemand étouffait dans des frontières trop étroites. Un empire colonial lui était indispensable.

En 1927, dans une conférence faite à la *Deutsche Kolonialgesellschaft*, le Dr Schacht appuyait toute son argumentation sur le fait que l'Allemagne a une densité de population de 123 habitants au km².

A l'occasion du cinquantième de la *Deutsche Kolonialgesellschaft*, en 1932, le *Deutsche Tageszeitung* écrivait le 14 octobre :

« Nos territoires sont insuffisants pour faire vivre autant de monde. C'est pourquoi les hommes prévoyants ont jeté les bases, il y a cinquante ans, d'une action colonisatrice. En installant des paysans allemands sur les plateaux africains, non seulement on rendrait à des milliers d'Allemands le bonheur de travailler sur des terres à eux, mais on ouvrirait aussi de nouvelles possibilités de travail à la métropole, ce qui aplanirait les difficultés sociales et renforcerait les colonies allemandes à l'égard des crises futures ».

Le 22 mars 1934, l'officieux *Voelkischer Beobachter* publie le manifeste du *Reichskolonialbund*, *L'année Coloniale 1935* dans lequel sont définis les buts que poursuit l'Allemagne au point de vue colonial, en particulier :

« Mettre un frein au mouvement constant d'émigration de l'excédent de population allemande vers les pays étrangers et diriger cette émigration, dans la mesure où elle aura lieu à l'avenir, vers des territoires nationaux de colonisation, en un mot, de conserver ses nationaux ».

Voici donc une nouvelle préoccupation de l'Allemagne: Que ses fils ne perdent pas leur nationalité en émigrant à l'étranger.

En 1934, le 29 août, Goering, que nous avons déjà cité, déclarait :

« L'homme allemand a, lui aussi, besoin de terre et de lumière et c'est la raison pour laquelle nous avons toujours exigé avec passion la rétrocession de nos colonies ».

Tout en étant plus modéré, le Dr Schnee, lui aussi, paraît croire que les anciennes colonies allemandes sont susceptibles de recevoir un vaste peuplement européen : « Les colonies africaines et celles du Pacifique, dit-il, sont incapables d'absorber une émigration en masse. En revanche, lorsqu'elles auront été pénétrées par le rail et par les autres moyens de communication, elles pourront offrir à un nombre considérable d'Allemands la possibilité de se créer une existence rémunératrice. Le S.-O. Africain situé dans la zone subtropicale, les hauts plateaux de certaines colonies tropicales, en particulier de l'Afrique Orientale, peuvent recevoir un nombre de colons incomparablement supérieur à celui qui s'y trouve actuellement ».

Le 8 décembre 1936, au Centenaire de la Société Géographique de Statistique de Francfort-sur-le-Mein, le Dr Schacht s'exprimait ainsi :

« Le peuple allemand n'est pas disposé à supporter des pressions extérieures qui stérilisent sa force vitale. Il faut qu'il soit bien établi qu'en essayant par une pression extérieure continue d'obliger un grand peuple à se ratatiner, on aboutit nécessairement à des troubles sociaux qui doivent conduire finalement à une explosion. La paix en Europe et, par conséquent, dans le restant du monde, dépend des possibilités d'existence qui seront accordées ou non aux populations à grosses densités de l'Europe Centrale ».

A propos des denrées nécessaires au peuple allemand, il ajoutait : « Si l'Empire allemand s'étendait encore jusqu'à ses frontières d'avant-guerre, la subsistance du peuple allemand, non seulement serait assurée mais il y aurait encore des excédents de céréales et de pommes de terre, ce qui supprimerait la pénurie de fourrage, des excédents d'œufs et de graisse, en sorte qu'il n'y aurait plus à parler de son état d'insuffisance alimentaire ».

Et il conclut :

« Les pertes de guerre sus-mentionnées ont amené l'Allemagne à un point qu'elle demeurera, par nécessité naturelle, un élément révolutionnaire de la situation européenne, s'il n'y est pas apporté remède d'une manière quelconque ».

§ 2. — Causes de l'excédent de population de l'Allemagne

Après guerre et avant l'avènement d'Hitler, le niveau de la natalité en Allemagne s'était abaissé à celui des nations les moins prolifiques. Sans Hitler, il serait tombé.

En 1920, le nombre des naissances était de 1.600.000.

En 1933, il n'était plus que de 937.000.

On pouvait prévoir qu'en un demi-siècle à peine la population allemande serait réduite de 67 à 47 millions d'individus (superficie de l'Allemagne avant 1938 : 470. 713 km²)

Mais Hitler entreprit une lutte énergique contre cet état de choses et il chercha par tous les moyens à favoriser l'accroissement des naissances.

En premier lieu, la loi successorale fut modifiée en faveur des familles nombreuses, la préférence dans les emplois officiels et privés fût donnée aux pères de nombreux enfants. Certaines

villes adoptèrent un système de parrainage pour le troisième enfant et les suivants.

En août 1933, une loi prévoit des prêts aux nouveaux époux pouvant aller jusqu'à 1000 marks avec remise d'un quart du prêt à la naissance de chaque enfant. En 1933, 141.559 prêts furent accordés. En 1934, il y en eût 224.619.

Les conséquences sur l'excédent des naissances ont été immédiates :

En 1934 : 1.198.350 naissances.

1935 : 1.261.273 »

Mais pour que la population se maintienne au niveau actuel, il faut que ce chiffre monte jusqu'à 1.400.000.

Aussi, le gouvernement national-socialiste fait-il une vive propagande. Au Congrès des familles nombreuses tenu à Francfort-sur-le-Mein en juin 1937, Goebbels a dit notamment :

« Si l'Allemagne veut remplir ses grandes tâches nationales et internationales, elle ne peut pas le faire seulement avec la puissance, l'espace vital et les moyens techniques. Il lui faut des bras. C'est pourquoi le nouveau régime favorise les familles nombreuses... Seuls les peuples qui croissent sont jeunes et seuls, les peuples jeunes se maintiendront dans le monde ».

La politique démographique du gouvernement national-socialiste est donc en contradiction flagrante avec ses plaintes touchant un prétendu excédent de population, plaintes dont Hitler s'est fait plusieurs fois l'écho : « Les 136 personnes vivant sur un km² en Allemagne ne peuvent trouver sur leur propre sol leur complète alimentation même au prix du plus grand effort et de l'utilisation la plus géniale de l'espace dont elles disposent pour vivre ».

Il est vrai, ainsi que l'a dit Goebbels, que « 80 et 90 millions d'Allemands sauront bien trouver un jour le moyen de s'assurer leur pain quotidien. Les enfants sont l'Allemagne éternelle ».

§ 3. — Densité de la population allemande

S'il est certain que le taux de la natalité allemande, grâce à la propagande nationale-socialiste, s'est élevé ces dernières années, cela ne prouve absolument rien en soi.

Voici ce qu'écrivait à ce sujet le Professeur Ohlin dans *Reconstruction Economique Internationale* après avoir défini le taux

net de reproduction de la manière suivante : « Cet index montre combien de filles, cent enfants nouveau-nés de sexe féminin sont susceptibles d'avoir dans l'avenir, si les taux actuels de mortalité et de fécondité restent constants pour chaque groupe d'âge ».

En 1933, voici les chiffres de ce taux : 82 pour la France, 74 pour le Royaume-Uni, 70 pour l'Allemagne. A ce moment, ces trois pays ne paraissaient pas menacés de « surpeuplement ».

Le professeur Ohlin écrit : « Une concentration des mariages sur certaines années a pour conséquence naturelle un accroissement simultané des naissances mais ne signifie pas une augmentation correspondante de la fécondité. Il est, par conséquent, certain que le taux net de reproduction allemande est encore bien au-dessous de 1890, probablement en-dessous du taux de 1880. A défaut même de changement à cet égard, le problème des excédents de population ne paraît pas devoir se poser pendant les vingt années à venir, pas plus en Allemagne qu'en France, en Grande-Bretagne ou en Scandinavie. Ce qui est probable, au contraire, c'est que pendant un certain nombre d'années la population restera à peu près stationnaire et déclinera ensuite ».

D'ailleurs l'Allemagne a-t-elle une densité de population supérieure à celle de bien d'autres pays, en particulier de la plupart de ses voisins ?

Voici une statistique établie par Louwers dans *Le problème Colonial au point de vue international* qui détruit cette légende :

Pays	Population en millions	Population par km ²
Belgique	8,2	274
Hollande	8,2	241
Angleterre	46,4	190
Japon	66,5	174
Allemagne	65,1	139
Italie	41,8	135
France	41,9	76
Etats-Unis	125,2	16

(Statistique établie en 1936).

L'Allemagne n'a donc rien à envier à la plupart des nations colonisatrices, sauf peut-être à la France, mais il ne s'agit pas là d'un duel franco-allemand.

D'ailleurs, la forte densité de population dont se plaint l'Allemagne (142 habitants au km²) n'existe guère que dans les régions industrielles rhéno-westphaliennes. Ailleurs elle n'est que

de 43 à 63 habitants au km² soit inférieure à la densité moyenne de population en France.

Mais même si l'Allemagne souffrait d'un excédent de population, elle n'est pas seule dans ce cas et, bien que cela paraisse être devenu habituel, le monde ne peut passer son temps à jouer aux échecs avec les territoires convoités tantôt par l'un tantôt par l'autre.

§ 4. — Mouvements de l'Émigration en Allemagne

Ce sont les mouvements de l'émigration qui permettent le mieux de voir si un pays souffre un non d'un excédent de population. Jetons donc un rapide coup d'œil sur ce qui s'est passé à cet égard en Allemagne de 1880 à 1914 et après la guerre.

De 1880 à 1890, il y avait 136.000 émigrants allemands par an, mais très vite ce chiffre diminue à mesure que l'Allemagne s'industrialise.

1891-1900 : 52.900 émigrants par an
1911-1913 : 22.000.

Après la guerre, il semblait que l'émigration allemande devait reprendre. A cela, plusieurs raisons : effondrement économique, fermeture des marchés extérieurs, difficultés pour l'Allemagne de nourrir sa population, crise de confiance, crise financière, dévaluation progressive du mark. En effet, l'émigration qui n'était que de 22.000 individus en 1921, passa à 36.000 en 1922 et à 115.000 par an en 1923 (crise financière) ; mais ensuite l'émigration baissa rapidement et ne fut plus dans les années 1924-28 que de 60.000 en moyenne.

Voici, d'autre part, venant des « *International Migrations* » de Ferenczi, le pourcentage d'émigrants ayant quitté l'Europe depuis 1850. On y voit que les Allemands n'étaient pas seuls à émigrer :

	Anglais %	Allemands %	Italiens %
1850-1860	65,5	23,2	4,5
1861-1870	56,5	21,8	8,2
1871-1880	51,1	18,6	13,2
1881-1890	35,0	18,7	13,2
1891-1900	26,1	7,5	24,0
1901-1910	23,1	2,3	29,7
1911-1915	26,7	1,2	23,2

Donc, de 1895 à 1905 : à un moment où l'Allemagne avait des colonies et à peu près la même population qu'avant 1938 (64.568.000 habitants) l'émigration allemande était insignifiante : c'est donc qu'à ce moment, l'Allemagne n'estimait pas souffrir d'un excédent de population.

CHAPITRE II

Le problème démographique allemand en liaison avec le problème colonial

§ 1. — Peu d'importance de l'émigration allemande dans ses colonies avant la guerre

Il faut distinguer deux phases dans le développement de l'argument démographique au point de vue des revendications coloniales allemandes depuis la guerre.

Dans une première période, les Allemands semblaient envisager l'idée d'une émigration massive dans leurs anciennes colonies. Puis, vers 1935, ils se sont aperçus que celle-ci était pratiquement impossible et s'ils ont continué à prendre comme point de départ de leurs réclamations, l'excédent de population, ils ne voient plus dans les colonies qu'un lieu de ravitaillement en produits alimentaires et en matières premières pour l'industrie.

En effet, leur thèse première n'était guère défendable. Les anciennes colonies allemandes, comme toutes les colonies tropicales, sont tout à fait impropres à une colonisation en masse des Européens.

D'ailleurs, le meilleur exemple à citer est le peu d'importance de l'émigration allemande vers ses colonies avant la guerre. En 1913, il n'y avait dans l'ensemble des colonies allemandes que 24.160 Blancs dont environ 20.000 Allemands seulement, ainsi que le montre la statistique suivante :

1913 Colonies	Population blanche totale	Allemande
S. O. Africain	14.830	12.292
Est Africain	5.336	4.107
Cameroun	1.871	1.643
Nouvelle-Guinée	1.427	1.005
Togo	368	320
Samoa	557	329
Kiao-Tchéou	4.470	4.438
Total	24.160	19.696

De plus, beaucoup d'Allemands n'étaient dans les colonies qu'à titre provisoire.

La seule colonie allemande apte au peuplement européen, le S.-O. Africain, situé dans la zone subtropicale, n'est que partiellement habitable : en 1913, il n'y avait que 14.830 Blancs.

1926 : 24.031

1931 : 32.840

Au Cameroun, le recensement du 1^{er} juillet 1926 indique une population européenne de 1.570 personnes dont 1.233 Français. Douala, à lui seul, compte 900 Européens.

Si l'Allemagne qui, de 1880 à 1890, avait 136.000 émigrants par an, n'avait pu établir en 1914 que 28.000 Allemands dans son domaine colonial de 702.652 Km² de superficie, il est probable qu'il y avait à cela une raison et cette raison c'est que le climat de ces colonies ne se prête pas au peuplement blanc.

D'ailleurs, l'Office Colonial Allemand, suivant une évaluation faite en 1914, a déclaré « que la totalité des colonies allemandes ne pourrait, au maximum, offrir une existence convenable à plus de 50.000 colons ».

Voici quelques chiffres relatifs à 1931 de peuplement blanc dans d'autres colonies tropicales :

Congo belge	17.250 Blancs
Afrique Equatoriale Française	4.687 —
Afrique Occidentale Française	23.138 —
Gold Coast	3.035 —
Nigéria	5.442 —
Mozambique	17.842 —
Angola	41.244 —
Rhodésie du Nord	13.846 —
Kenya	16.885 —
Uganda	2.000 —
Tanganyika	2.217 —
Madagascar	35.000 —
Indes Anglaises	160.000 —
Indes Néerlandaises	240.000 —

Et, pourtant, rien que de 1880 à 1913, il est sorti 26 millions d'individus d'Europe. Mais il sont allés vers l'Amérique, l'Australie, la Nouvelle-Zélande.

En somme dans tout le centre de l'Afrique, il n'y a guère que 150.000 Blancs contre 60 millions de Noirs

De plus, la population indigène est très prolifique et le champ pour les colons blancs est très réduit.

En 1914, l'Italie avait envoyé 8000 Italiens dans ses colonies africaines. Il y en avait 40 fois autant dans le seul Etat de New-York. En 1930, en Corée, après 25 ans d'occupation, la population japonaise, troupes comprises, ne s'élève qu'à 200.000 ; or, l'accroissement annuel de la population japonaise est de un million.

Citons comme point de comparaison ce chiffre : Depuis le début du siècle dernier, le nombre d'émigrants aux Etat-Unis s'élève à 37 millions.

Ni l'Angleterre, ni la Belgique, ni la France n'ont pu résorber le chômage en envoyant des chômeurs dans leurs colonies. Au contraire, en Belgique, 6 à 7000 Belges sont revenus du Congo où ils avaient perdu leur emploi au moment de la crise.

Il apparaît donc nettement que la rétrocession de ses anciennes colonies à l'Allemagne ne lui permettrait pas de résoudre le problème de son excédent de population.

La question qui se pose pour elle, en effet, serait une question d'établissement définitif des Blancs en Afrique.

Or voici, d'après Duflos, (1) les conditions nécessaires à cet établissement : « Pour que les conditions naturelles rendent un territoire africain susceptible de colonisation, il faudra qu'il réponde aux nécessités suivantes : l'Européen devra trouver une altitude lui permettant un effort physique prolongé et lui assurant en même temps un minimum de sécurité sanitaire. En outre, des précipitations atmosphériques suffisamment abondantes et régulières devront mettre le sol à même de rémunérer son activité. Il est indispensable, enfin, que, dans chaque cas particulier, on tienne compte de l'existence de la population autochtone.....

« Considérée dans son ensemble, l'Afrique offre un contraste

(1) Duflos : *L'Afrique et les possibilités géographiques de peuplement blanc* (Afrique Française, février-mars 1936).

frappant entre deux de ses parties essentielles que l'on peut séparer par une ligne allant de l'embouchure du Congo à Port-Soudan et passant par Bahr-el-Gazal et Khartoum. Comme on le voit, c'est beaucoup moins une différence entre le Nord et le Midi qu'une opposition entre l'Est et l'Ouest ».

Ceci explique pourquoi les anciennes colonies allemandes, à l'exception, peut-être, de l'Afrique Orientale, ne sont pas aptes au peuplement blanc.

M. Duflos conclut ainsi son étude :

« Tout colon, pour subsister, doit pouvoir écouler les produits de son travail et par conséquent exploiter dans des conditions économiques à proximité des voies de communication. C'est poser le problème de « l'accessibilité » des territoires de colonisation et des formes d'intervention des pouvoirs publics..... Ces questions montrent combien nombreuses et lointaines sont les incidences du problème de la colonisation blanche en Afrique ».

Il est donc manifestement impossible que les anciennes colonies allemandes soient susceptibles d'absorber une part importante du prétendu excédent de la population.

Ainsi que le dit M. Delaisi dans *Paix par le Droit* :

« L'argument de l'empire colonial imposé par la pléthore de population est donc manifestement spécieux. C'est uniquement un cri de ralliement pour exciter les passions patriotiques. Les chiffres nous démontrent que lorsqu'il y a émigration massive d'un pays, elle se produit non pas vers les colonies de ce pays, mais vers d'autres pays indépendants déjà civilisés ».

Par exemple, les Allemands, avant la guerre, bien qu'ayant un empire colonial, se dirigeaient plutôt vers l'Amérique du Nord ou du Sud.

§ 2. — Abandon de l'idée d'émigration massive aux colonies

Les Allemands eux-mêmes paraissent actuellement avoir complètement abandonné l'idée d'une émigration massive aux colonies.

Ainsi, nous trouvons dans la *Nouvelle Politique Coloniale*, de Key : « Tous les Allemands intéressés à la question estimeront, avec le D^r Schacht, que l'Allemagne a grand besoin de procurer à son excédent de population de nouveaux foyers dans les pays d'outre-mer. Ce ne sont pas les anciennes colonies alle-

mandes d'Afrique qui peuvent jouer ce rôle : elles sont, pour le moment du moins, impropres à la colonisation blanche. La question de la colonisation par immigration constitue donc un problème entièrement distinct de la question des mandats coloniaux ».

Et voici ce qu'écrivit Erich Duems, Secrétaire Général de la *Deutsche Kolonialgesellschaft* dans l'*Exposé des Principes de la Nouvelle Politique Coloniale Allemande*, brochure agréée par le Bureau Colonial du Parti : « Il est vrai que l'on a souvent surestimé les possibilités des colonies et les résultats que la métropole pourrait en obtenir. On a parlé de l'établissement de plusieurs centaines de mille de cultivateurs allemands dans de petites fermes individuelles qui leur donneraient les moyens de subsister. Dans un tel peuplement massif, on a souvent vu un danger d'affaiblissement et la dislocation de notre peuple. En ce qui concerne nos anciennes colonies, des critiques sérieux doutent fort de la possibilité d'un tel peuplement en masse. Même si nous supposons qu'au cours de dix années de travail créateur, d'après le plan national-socialiste, dans celle de nos colonies où l'Allemand peut travailler comme colon et comme planteur, on arrive à établir 100.000 Allemands, cela ferait un équivalent annuel d'un tiers de l'excédent de naissances allemandes que l'on peut évaluer à 300.000 par an ».

Mais, dans l'Est Africain, la colonisation blanche est menacée par la civilisation hindoue mieux adaptée au pays et au climat.

D'ailleurs, dès 1920, Zoepfl reconnaissait qu'il n'y avait d'habitables par les Européens que les hauts-plateaux de l'intérieur dont presque toutes les terres étaient déjà réparties.

Vers 1936, on s'aperçoit qu'il faut essayer de concilier les deux doctrines : expansion vers l'Est et thèse coloniale car elles se complètent. On abandonne ainsi définitivement l'idée d'un peuplement blanc massif aux colonies.

Les intellectuels iront encadrer les Noirs et guider leur travail en Afrique ; les forces paysannes mettront en valeur les terres de l'Est en y investissant le produit des exploitations africaines.

L'opinion du professeur Carl Troll est, à cet égard, particulièrement concluante. Le professeur Troll, un des dirigeants de l'*Akademischer Kolonialbund* a été chargé en 1933-34 d'une mission d'enquête dans les anciennes colonies allemandes. A la

suite de celle-ci, il écrit dans *Das deutsche Kolonial problem* . « Je peux, sans aucun doute, vous mettre en garde d'imaginer que l'Est Africain ou en général les anciennes colonies allemandes seraient en mesure de prendre une grande partie de l'excès de la population allemande... L'idée d'une colonisation en masse dans les hautes terres des tropiques repose sur la conception d'une petite colonisation ou d'une colonisation rurale dans laquelle le blanc travaille seul avec sa famille et ne s'emploie à obtenir des produits pour la vente que dans la mesure où il a besoin d'argent pour ses acquisitions courantes. Cette conception se heurte au fait que le pays est déjà habité par les Noirs et aux empêchements physiques que subissent les Blancs. En outre, la démonstration n'est pas faite de la possibilité pour les Européens de fournir sur les hauts-plateaux des Tropiques un travail physique durable et aussi de s'y reproduire. Enfin, il n'est pas désirable que les Blancs se livrent à un travail manuel à côté des indigènes ».

Dans la dernière phrase du professeur Troll apparaît la théorie raciale chère à Hitler : la colonisation peut entraîner une diminution de la valeur raciale des populations émigrées.

Le professeur Troll écrit aussi : « La question coloniale gêne le plan national allemand de colonisation intérieure ; elle détourne les yeux des masses allemandes des problèmes plus immédiats et plus réalisables de la colonisation à l'intérieur du pays et dans l'Est ».

Troll se trouve ainsi d'accord avec Darré, Goebbels et la plupart des hitlériens purs.

§ 3. — Où peut se diriger actuellement l'excédent de la population allemande ?

L'Allemagne trouverait certainement un remède beaucoup plus efficace à son excédent de population en poursuivant la colonisation des terres de l'Est ce qui est, d'ailleurs, le troisième paragraphe du programme du parti.

Ce serait conforme aussi aux déclarations d'Hitler dans *Mein Kampf* : « Notre peuple devra rechercher les bases de sa puissance non pas aux colonies mais dans la terre allemande. Il ne s'agit pas pour lui d'une orientation politique à l'Ouest ou à l'Est ou sur les mers, mais d'une politique de l'Est qui lui assure le sol nécessaire à son développement ».

Et, en 1934, il répétait encore au correspondant du *Daily Mail* : « Je ne sacrifierai pas le sang d'un seul Allemand pour obtenir n'importe quelle colonie du monde ». (Doit-on se fier davantage à Hitler qu'à Bismarck déclarant qu'une conquête outre-mer ne « valait pas les os d'un seul grenadier poméranien » et devenant ensuite le fondateur de l'Empire colonial allemand ?).

Avant l'avènement de Hitler, le gouvernement socialiste attribuait tous les ans 9.000 lots dans les marches de l'Est. Sur 5,5 millions de propriétés rurales, 7.200 domaines ont plus de 500 hectares (à lui seul, Guillaume II possède encore 97.000 ha.).

Or, si les provinces industrielles du Rhin et de la Wesphalie ont une densité de population de 140 habitants au km², il n'y a pas plus de 60 habitants au km² dans les provinces de l'Est et même 37 au km² dans le Mecklembourg-Strelitz.

D'autre part, à toutes les époques de progrès industriel, l'émigration a diminué, l'Allemagne pourrait donc trouver aussi de ce côté-là un allègement à sa situation.

Voici ce que dit à ce sujet le professeur Bertil Ohlin dans *Reconstruction Economique Internationale* :

« L'accroissement rapide de la population au cours d'une période de progrès technique et d'accumulation de capitaux n'est pas nécessairement un obstacle à l'augmentation du niveau de la vie. La solution à ce problème réside dans l'industrialisation des pays à population croissante et dans l'exportation d'articles manufacturés afin de payer les importations de produits bruts. Le contrôle politique constitue un facteur qui n'est pas important et encore moins indispensable, comme le prouvent notamment les pays scandinaves... Il est, de toute façon, évident que le commerce international remplace avantageusement les migrations ».

§ 4. — Nouvel aspect de l'argument démographique

Depuis quelque temps les Allemands eux-mêmes ne mettent plus en avant l'argument démographique qu'à deux points de vue : d'abord, il est indispensable que les quelques Allemands émigrants dans les pays d'outre-mer restent en territoire allemand ; c'est l'argumentation présentée par Karlowa dans un article paru dans *l'Esprit International* (juillet 1936) :

« Il est incontestable qu'avant la guerre les territoires colo-

niaux de l'Allemagne n'étaient pas capables d'absorber l'excédent de sa population ». A ce propos, Karlowa indique que la proportion des Anglais dans leurs colonies n'est pas plus forte que celle des Allemands dans les leurs avant la guerre et il cite quelques chiffres :

La Nigéria	20 millions d'indigènes	5.400 Blancs
La Sierra-Léone	15 » »	1.200 —
Côte de l'Or	3 » »	3.500 —
Kenya	3 » »	17.000 —
Union Sud-Africaine .	7 » »	1.800.000 —

« Les questions de peuplement, dit-il, ont pour la politique coloniale nationale-socialiste une toute autre importance que celle qui consistait à « évacuer » mécaniquement tous les ans un nombre donné de colons dans un territoire déterminé d'outre-mer... Nous considérons que le point central du problème du peuplement se situe toujours sur le sol même de la métropole. Jamais une classe paysanne, au sens allemand du mot, ne pourra croître et se développer sur le sol africain à cause des conditions de vie et de climat particulier de ce pays... Mais il nous faut dans les colonies une population blanche attachée au sol... Nous ne désirons pas du tout, en ce qui nous concerne, une émigration massive vers des pays d'outre-mer étrangers par le sang et la race ; nous considérons comme de sombres époques de notre histoire celles où la partie la plus précieuse du sang allemand émigrerait dans les pays d'outre-mer pour y servir « d'engrais culturel » à l'étranger et était perdue pour la race allemande et pour le pays ».

D'autre part, si le prétendu surpeuplement de l'Allemagne est abandonné en lui-même comme raison directe des revendications coloniales allemandes, il continue à servir de base à un nouvel aspect de celles-ci : l'aspect économique.

En effet, s'il est admis que le peuple allemand doit rester sur le sol de la mère-patrie, il faut bien qu'il vive : or, il manque de denrées alimentaires et de matières premières lui permettant de développer son industrie et par là d'élever son niveau de vie. Et voilà pourquoi des colonies sont indispensables à l'Allemagne comme bases de ravitaillement de denrées alimentaires et comme source de matières premières

Examinons donc ce deuxième argument.

II. Argument Economique

INTRODUCTION

L'argument économique proprement dit : pénurie de matières premières pour l'Allemagne et besoin pour celle-ci de colonies où elle les trouverait et pourrait les exploiter dans son propre domaine monétaire, a battu son plein de 1935 à 1937. Depuis l'année dernière, en effet, l'Allemagne a abandonné tout prétexte à ses revendications coloniales. Elle ne cache plus qu'il ne s'agit en somme pour elle que de considérations de prestige. Mais elle n'ajoute pas que la réalité est encore différente et que son véritable but est un but stratégique, un point d'appui nouveau pour le pangermanisme hitlérien.

Quels ont été les premiers instigateurs de ce prétexte économique ? Il faut rappeler d'abord la réponse des Allemands aux propositions des Alliés, le 29 mai 1919, lors de l'élaboration du Traité de Paix :

« La possession des colonies allemandes, y était-il dit, est encore plus nécessaire à l'Allemagne dans l'avenir que dans le passé, ne serait-ce que, parce qu'en raison de sa situation défavorable sur le marché, il est indispensable qu'elle ait la possibilité de se procurer les matières premières nécessaires à son économie politique, autant que possible dans des colonies qui lui appartiennent. L'Allemagne a également besoin de ses colonies en tant que débouchés pour son industrie ».

Mais, de 1920 à 1926, les campagnes faites en Allemagne pour la restitution des colonies ne s'appuient pas spécialement sur cet argument et c'est le Dr Schacht, qui le premier, le prend pour base dans un discours prononcé à la *Deutsche Kolonialgesellschaft* à Berlin en 1926 où il définissait « une nouvelle poli-

tique coloniale » (la Neue Koloniale Politik). Il rattache le problème du surpeuplement de l'Allemagne au problème des matières premières et lie celui-ci à l'acquisition de devises étrangères par le Reich.

En effet, l'Allemagne n'a pas besoin de faire émigrer sa population outre-mer. Celle-ci peut vivre en Allemagne même mais pour cela il faut des denrées alimentaires d'une part et d'autre part des matières premières pour son industrie. Évidemment, l'Allemagne pourrait s'en procurer en les achetant mais pour cela elle manque de devises étrangères. Pour résoudre ce problème, la solution est simple : Il suffit que l'Allemagne ait des colonies où elle produise ces matières premières dans son propre domaine monétaire.

Pour atteindre ce but, le D^r Schacht, dès 1926, proposait la création de Compagnies à charte.

En 1929, lors de l'élaboration du Plan Young, le D^r Schacht reprenait le même raisonnement.

Il pensait, d'ailleurs, que le problème pourrait être résolu uniquement sur le terrain économique et que la question d'un changement de souveraineté politique sur ces territoires ne se poserait pas.

En décembre 1936, le D^r Schacht a prononcé à Francfort un grand discours, où, réunissant, à la fois, l'argument démographique et l'argument économique, il conclut : « La répartition de l'espace colonial est la solution tout indiquée des difficultés actuelles ».

Et aussi :

« La tentative d'obliger un grand peuple par une pression extérieure permanente à réduire ses forces vitales doit nécessairement mener d'abord à la misère sociale et à des troubles et finalement à une explosion ».

A mesure que cette théorie prenait corps, de nombreux publicistes allemands la soutenaient vigoureusement surtout en 1936-1937 :

Citons, à titre d'exemple, le *Berliner Borsen Zeitung* qui écrit : « Le bien-être actuel de l'Angleterre n'est point concevable sans la domination politique et économique sur un empire où le soleil ne se couche jamais... A l'origine de la richesse britannique il y a presque toujours une colonie et l'accession aux biens des pays d'outre-mer ».

A l'étranger même, certains hommes politiques soutiennent la thèse allemande.

Le discours le plus fameux est, à coup sûr, celui de M. Lloyd George aux Communes, le 5 février 1936, où il préconisait nettement une restitution à l'Allemagne de ses colonies ajoutant que certains pays ont un empire colonial hors de proportion avec leur population. Il chiffrait ainsi les mandats :

Grande-Bretagne ...	2.620.000 km ²	avec une popul. de 9.500.000 hab.
France	922.000 »	» » 4.500.000 »
Belgique	53.200 »	» » 3.000.000 »

Puis il déclarait :

« Les considérations économiques ont une grande importance. Il est inutile de dire que les matières premières de tous ces territoires sont à la disposition de quiconque se présente pour les y acheter. Nous y allons et ce que nous achetons, nous le payons en livres sterling, notre propre monnaie. La France fait de même ; elle paie dans sa propre monnaie et cela n'affecte pas sa devise. Mais quand l'Italie achète dans un Dominion quelconque ou dans un territoire quelconque se trouvant sous notre souveraineté, elle doit payer en une monnaie qu'elle estime très difficile à se procurer et la même chose s'applique à quelques autres pays...

Avant la création de la S.D.N. les Puissances Alliées et Associées avaient à répartir les territoires mais il avait été parfaitement entendu que c'étaient des territoires où nous serions des mandataires et où nous ne serions pas les possesseurs légaux...

Voyez la Belgique qui compte une population de 7 à 8 millions d'habitants. Elle a obtenu le meilleur morceau de l'Afrique Orientale Allemande, elle possède tout le Congo. Le Portugal comptant une population réduite possède des millions de milles carrés. La Hollande se trouve dans le même cas. Et voyez l'Empire allemand...

J'émetts l'avis général que chacun de ces pays possède de vastes territoires tropicaux, tandis que l'Allemagne n'en a aucun et que l'Italie n'en a pratiquement pas...

J'ai vu certains exposés des desideratas de l'Allemagne. Ceux-ci ne m'ont pas paru trop extravagants. Cela ne signifie pas que nous devons dire « oui » à chacun d'eux mais ils sont, à mon avis, d'une nature assez modérée pour permettre de trouver une base de négociations.

CHAPITRE PREMIER

Causes des difficultés économiques de l'Allemagne

Avant d'examiner de bien-fondé des réclamations coloniales de l'Allemagne au point de vue économique, voyons si les difficultés dont elle prétend souffrir ne sont que le résultat de sa position géographique et si, au contraire, elle n'en est pas en grande partie responsable.

§ 1. — Politique financière imprudente

Au point de vue financier d'abord, quelle a été la politique de l'Allemagne depuis la guerre : en voici un rapide résumé :

En 1923, l'Allemagne a été au bord de l'abîme. Cette crise de 1923-24 tient surtout aux gouvernements socialisants que l'Allemagne a connu de 1919 à 1924.

A la fin de 1924, l'Allemagne a retrouvé l'équilibre financier grâce aux crédits étrangers et à l'ordre remis dans ses affaires industrielles et financières.

En 1929-30, nouvelle crise due au retrait des crédits américains et à certaines erreurs techniques d'ordre financier.

Puis vient un redressement assez précaire qui n'empêche ni le chômage ni la crise politique.

Enfin, le 30 janvier 1937 : Avènement de Hitler.

En 1924, l'Allemagne avait trouvé facilement des crédits à l'étranger : en Angleterre, en Amérique, en Hollande. Aussi, a-t-elle pu alors bénéficier de 25 milliards de crédits privés.

De 1924 à 1929, on assiste à un prodigieux essor de l'industrie allemande. Mais si l'Allemagne n'a employé ces crédits qu'à des dépenses somptuaires et improductives, est-ce notre faute ?

En arrivant au pouvoir, Hitler a chargé le Dr Hjalmar Schacht de réorganiser les finances du III^e Reich.

La tâche n'est pas aisée : il faut financer les énormes dépenses de réarmement, de voirie, de travaux publics, de logements, d'aménagements urbains et ruraux et surtout les frais de propagande.

Le système adopté est un mécanisme de crédits calqué sur le système Havenstein (économie allemande de la guerre 1914-18).

Voici d'après Rivaud (1) quel est ce mécanisme :

« Toutes les dépenses sont payées en principe par des traites sur le Trésor public ou par des bons escomptables de types variés suivant les dépenses à effectuer. Les traites sont remises aux entrepreneurs choisis qui les font escompter dans les délais voulus par la Reichsbank ou les établissements de crédit qu'elle habilite à cet effet ».

Il y a en somme un immense système de compensation à l'intérieur de l'Allemagne.

Mais l'Allemagne, malgré le « splendide isolement » dans lequel elle se complait, a tout de même besoin de devises pour importer certains produits et aussi pour sa propagande à l'étranger.

Comment se les procure-t-elle ? Deux moyens :

Ventes de marchandises allemandes à l'étranger et dépenses des étrangers voyageant en Allemagne. Toutes ces opérations étant sous le contrôle direct de l'Etat, le Reich peut fixer en connaissance de cause les sorties de devises qu'il doit autoriser.

Tout le mécanisme financier de l'Allemagne repose sur la distinction des cycles monétaires différents entre l'intérieur du Reich et l'extérieur. Mais ce système de crédit intérieur s'appuie uniquement sur la confiance et sur la discipline et cela est précaire. L'économie du Reich n'est soutenue que par les commandes de l'Etat, l'industrie privée n'y a aucune part. Or, là comme ailleurs, l'Etat est mauvais commerçant et mauvais financier. D'autre part, les prix élevés des produits allemands

(1) A. Rivaud : « *Le relèvement financier de l'Allemagne* », Revue Economique Internationale, sept. 1937.

ont réduit les possibilités d'exportations. Comme l'Allemagne maintient malgré cette hausse intérieure des prix la monnaie à une parité élevée par rapport à celle de ses concurrents, aucune des mesures prises (contrôle des changes, clearings, subventions, etc....) n'a pu remédier à la situation.

Aussi pour faciliter ses exportations, l'Allemagne a-t-elle recouru aux manipulations monétaires.

La dépréciation indirecte de la monnaie nationale grâce à la création d'une diversité de régimes monétaires extérieurs constitue un procédé simple et fort efficace.

La restriction des débouchés est ainsi la première et la plus grave difficulté subie par les pays industriels en cause.

En général, le contrôle des devises établi dans un pays entrave le retour à un équilibre durable. En effet, il relève le niveau intérieur des prix au point d'enrayer le commerce d'exportation, donc de réduire automatiquement la quantité de devises étrangères qui devrait être disponible. En outre, ce procédé diminue la confiance et incite les exportateurs à ne pas rapatrier leurs recettes en devises étrangères et éloignent les capitaux étrangers.

Si, comme c'est le cas de l'Allemagne, des clearings se superposent au contrôle des changes, le produit des exportations est constitué par des devises bloquées qui seront affectées à l'achat de marchandises dans le pays importateur (souvent des articles finis) et non pas à l'achat de matières premières dans un autre pays.

§ 2. — Politique d'armements

Pourquoi l'Allemagne emploie-t-elle toutes ses devises disponibles à des dépenses d'armements ?

Qu'a fait Hitler en effet dans ce domaine ?

Le 16 mars 1935, Hitler décrétait la conscription et la constitution d'une armée régulière de 500.000 hommes ; en avril 1935, il signait avec l'Angleterre un accord naval lui permettant de construire une flotte correspondant à 35 % des forces navales britanniques : le 24 août 1936 il doublait l'effectif de l'armée,

Les dépenses ont été considérables : dépenses pour l'armée, la marine, l'aviation : recrutement, outillage, armements, fortifications, production de matériel et de munitions casernement,

terrains d'exercice et d'atterrissage, voies ferrées, routes, dépôts de ravitaillement etc.... Il suffit, d'ailleurs, pour se convaincre de l'importance de ces dépenses de jeter un coup d'œil sur le budget du réarmement du Reich par rapport au budget total :

Années	Dépenses totales	Réarmement	%
1933-34	Rm 9.700	3.000	32
1934-35	12.200	5.500	45
1935-36	16.700	10.000	59
1936-37	18.800	12.600	67

soit en tout : Rm 31.100.

Pour financer ce réarmement, le Dr Schacht a emprunté Rm 5 milliards à long ou à moyen terme et Rm 16 milliards à court terme. Le reste, Rm 10 milliards fut fourni par l'impôt etc.... Evidemment si l'Allemagne emploie les devises dont elle dispose à des fins d'armements et non à l'acquisition des matières premières nécessaires aux fins industrielles normales, nous n'en sommes pas responsables ; elle n'a qu'à changer l'orientation de ses dépenses.

§ 3. — Politique autarcique

Au moins autant que sa politique d'armement, la politique autarcique de l'Allemagne est la raison de la pénurie de devises dont elle souffre.

Voyant son manque de matières premières, l'Allemagne a préféré se replier sur elle-même et poursuivre une dangereuse chimère : se passer complètement des autres nations et vivre sur elle-même plutôt que de demander ces produits à l'amélioration des échanges internationaux. Cette politique a, d'ailleurs, un but stratégique autant qu'économique : résister à un blocus éventuel en cas de guerre ; l'exemple des sanctions contre l'Italie a donné à réfléchir aux nations pauvres. L'Italie, la Pologne, le Japon suivent la même politique. Les dirigeants allemands prétendent bien que cette politique ne cherche pas à constituer une économie fermée, mais seulement une économie dirigée : diminuer certaines importations pour en accroître d'autres. C'est possible, mais en tout cas il ne semble pas que l'opération soit particulièrement fructueuse pour l'Allemagne.

Ainsi que le souligne Muller (1) dans un article paru dans l'*Europe Nouvelle*, la réalisation de la conception nazie implique une politique d'inflation de crédit qui, conjuguée avec la politique autarcique, a agi sur le niveau des prix dans le sens de hausse. Ainsi, l'Allemagne se séparait des marchés extérieurs. l'économie vivait bientôt en vase clos. Et l'Allemagne a été entraînée dans une sorte de blocus à l'exemple du temps de guerre, avec cette seule différence que, cette fois, c'est elle-même qui s'est imposée ce blocus.

L'Allemagne a d'abord essayé de réaliser l'autarcie agricole. Puis, les premiers résultats acquis de ce côté-là, elle a poursuivi la même politique en matière industrielle et commerciale.

I. — L'Autarcie agricole

Au point de vue agricole, l'Allemagne a poursuivi un triple but :

a) *Accroissement par tous les moyens possibles de la production des denrées alimentaires indigènes.*

La loi du 15 juillet 1933 crée la corporation nationale autonome de l'Alimentation et de l'Agriculture, Walter Darré, Führer des Paysans, surveille sévèrement la production et la vente. De plus, il contrôle l'importation à l'aide de quatre groupes d'Empire (Reichsgruppen) spécialisés (lait, bétail, blé, œufs). Les contraventions vont de l'amende aux travaux forcés.

Au début de 1935, est lancée dans tout le Reich la bataille de la production (Ersengungsschlacht) en vue d'augmenter la superficie des terres cultivées et le rendement à l'hectare.

Tous les ans sont organisées des expositions agricoles.

b) *Récupération des détritux.*

En avril 1936, le Général Goering devient le grand maître de l'économie du III^e Reich : il réglemente alors la consommation des produits alimentaires et l'utilisation des détritux. Actuellement, les résidus alimentaires de Berlin servent à nourrir 100.000 porcs.

(1) Muller : *Le renforcement du système autarchique en Allemagne Europe Nouvelle* : 16 janvier 1937.

c) *Recherche de produits de remplacement.*

En 1936, le Dr Bergius, Professeur à l'Université de Heidelberg, prétendit avoir trouvé le moyen de faire des produits alimentaires synthétiques en partant du son de bois. On cherche à faire des beurres et des graisses synthétiques. On plante du colza, on équipe une flotte pour la chasse à la baleine.

Avec le deuxième plan quadriennal, le 18 décembre 1936, l'ingérence de l'Etat dans l'économie agricole devient de plus en plus accentuée. Les prix sont réglementés. Une loi du 1^{er} décembre 1936 défend, à partir du 18 décembre, toute augmentation de prix des marchandises et services. Les marchés sont réglementés en particulier le marché du bétail : tous les ordres d'achat ou de vente doivent passer par l'Office de distribution. Les abatages sont contingentés. Des prix maxima sont établis pour toutes les sortes de bétail.

Quels ont été les résultats de cette politique ?

Voici ce que dit à cet égard André Touzet : (1)

« Entre 1932 et 1936, la production céréalière a augmenté de 700.000 tonnes, celle des légumes de 200.000 tonnes, celle des pommes de terre de 300.000 tonnes, celle des animaux de boucherie de 300.000 tonnes, celle du beurre de 300.000 quintaux.

« Depuis 1933, la production du blé excède les besoins de la consommation ; néanmoins le Reich a continué à importer du blé. En 1934, l'excédent des importations de blé sur les exportations s'est élevé à 450.000 tonnes et on estime à 4 millions de tonnes (la consommation d'une année) le stockage effectué par le gouvernement. Il en est de même pour le seigle, l'avoine, les pommes de terre : les stocks sont en mesure de faire face à la consommation d'une année ».

La politique autarcique a donc donné de très bons résultats en ce qui concerne l'accroissement de la production des denrées alimentaires indigènes.

Voici, d'ailleurs, d'après l'Institut Allemand des Etudes Economiques, le pourcentage de la production allemande par rapport à la consommation globale du pays en 1936 :

95 à 100 % : blé, pommes de terre, pâtes, bière, légumes ordinaires, fruits (prunes, cerises), viande de chèvre, mouton, cheval, poissons d'eau douce.

(1) Touzet : *Le Problème Colonial et la Paix du Monde.*

- 70 à 95 % : viandes en général, légumes en général.
- 80 à 89 % : œufs, miel, fruits en général, oignons.
- 75 à 80 % : produits du lait, volailles, beurre, fromages.
- 70 à 75 % : poissons en général.
- 60 à 69 % : lards, graisses de porc, tomates.
- 50 à 55 % : graisses en général.
- 40 à 49 % : abricots, pêches.
- 30 à 39 % : noix.
- 20 à 29 % : légumes secs.
- 5 à 10 % : margarine.
- 0 à 5 % : riz, cacao, maïs, épices, fruits du Midi.

L'Institut déduit de ces chiffres que l'Allemagne couvre ses besoins en pommes de terre, en légumes ordinaires, en sucre, en blé. Aussi cherche-t-il à diriger la consommation vers le végétarisme. Puis il classe les produits alimentaires en trois groupes :

Le premier : la consommation doit être renforcée.

Le deuxième : la consommation doit être maintenue

Le troisième : la consommation doit être réduite.

Dans le troisième, on trouve le bœuf, le veau, le beurre, le lard, la margarine, les huiles.

A partir du 1^{er} janvier 1937, on a introduit le système des cartes de graisses.

Pour les corps gras, en effet, la politique autarcique de l'Allemagne a échoué. Pourtant des essais ont été faits dans tous les domaines : 1) Extension de la production des ressources naturelles : Pour le colza les superficies cultivées passent de 5.600 ha. à 46.000 en 1935, à 54.000 en 1936.

2) Recherche de produits synthétiques : On étend les usages des tourteaux albumineux à base de blanc d'œuf. Dans la Ruhr, une nouvelle Société se constitue qui cherche à produire des lubrifiants à partir des acides gras dérivés du charbon.

Mais les résultats n'ont pas été probants. D'ailleurs, voici quelles ont été les importations allemandes de corps gras en 1936 (1) :

(1) Voir The Macht « *Die deutsche Fettwirtschaft in und nach dem Kriege* » Hambourg 1936.

Fruits, graines, oléagineux	155,4 millions de marks
Tourteaux	23,6 » » »
Huiles de poisson	44,5 » » »
Huiles et graisses végétales	27,3 » » »
Oléo-margarine	20 » » »

Pourcentage des importations de corps gras par rapport à la production domestique (1) :

Corps gras	— Production domestique %	Importations %
Beurre	85 à 90	10 à 15
Lard, bacon, suif	90	10
Graisses animales et végétales .	2 à 5	95 à 97
Huiles et graisses industrielles .	12	88

Mais si la recherche des succédanés n'a pas été couronnée de succès et a coûté cher aux finances du III^e Reich, il n'en reste pas moins que dès 1935, 85 % environ des besoins alimentaires humains et animaux étaient couverts. Donc, à ce point de vue, la situation est loin d'être aussi mauvaise que l'Allemagne voudrait le faire croire.

II. — L'Autarcie Industrielle

Dès l'avènement du national-socialisme, l'Allemagne s'est engagée dans la voie de la réindustrialisation par le premier Plan Quadriennal du 30 janvier 1933. Mais il ne s'agissait là que d'équiper la nation en matière de services publics civils et militaires. L'Allemagne avait la main-d'œuvre nécessaire et le crédit de l'Etat était intact. Mais dès l'année suivante l'Allemagne commençait une politique autarcique beaucoup plus dangereuse : Loi du 27 février 1934 et décret du 27 novembre 1934 sur l'organisation de l'économie allemande. Voici l'aperçu que donne Touzet de cette organisation :

« Une loi de juin 1934 sur la distribution des matières premières et des produits demi-fabriqués et un décret de novembre de la même année sur la circulation des produits ont donné pleins pouvoirs au ministre de l'Economie pour arrêter une politique des matières premières (Rohstoffpolitik), c'est-à-dire

(1) D'après « *Department of Overseas Economic Conditions in Germany to March* » London H. M. Stationery Office 1936, Appendix IV.

pour en contrôler l'importation, la distribution, le stockage et la consommation. Des commissaires aux matières premières (Rohstoffkommissäre) ont été promus et 26 bureaux de surveillance constitués pour contrôler chacun une catégorie particulière de matières premières : blé et céréales, produits laitiers et graisses végétales, bétail et produits animaux, bois, œufs, légumes, poissons, tabac, graisses industrielles, charbon et sel, huiles minérales, produits chimiques, laine, coton, soie naturelle et artificielle, cuir, caoutchouc, papier, métaux ordinaires, fer et acier, produits techniques, produits divers, métaux précieux.

Le ministre de l'Economie est le dictateur du marché des produits industriels. Il peut ainsi adapter le plus étroitement possible l'importation au montant des devises disponibles. Dans ce but, les 26 bureaux de surveillance collaborent avec 18 offices de devises (Devisenstellen) ».

Comme au point de vue agricole, l'Allemagne a usé de trois moyens pour sa politique d'autarcie industrielle :

*1) Développement de la production
des matières premières indigènes*

De 1933 à 1936, le cheptel ovin est passé de 3,5 millions de têtes à 5 millions. Mais il faudrait à l'Allemagne 60 millions de têtes. Les superficies cultivées en lin ont passé de 8.800 ha en 1934 à 22.400 en 1935 et 40.600 en 1936. La production de lin couvre actuellement 75 % des besoins de l'Allemagne.

Pour le chanvre, la production est passée de 300.000 kgs en 1930 à 7 millions de kgs en 1936, soit 25 % des besoins de l'Allemagne.

D'autre part, l'Allemagne s'efforce de cultiver les produits pouvant au moins en partie, remplacer le jute. La consommation de jute en Allemagne s'est élevée à 88 millions de kgs en 1930 et 114 millions en 1935, or, en 1936, l'Allemagne n'a pu importer que 90 millions de kgs à cause de la pénurie de devises. Sa situation est à cet égard très défavorable car le principal producteur de jute, l'Inde Anglaise, n'est pas consommateur de produits allemands, aussi l'Allemagne ne peut pas l'obtenir par voie de compensation.

L'Allemagne cherche à acclimater le yucca d'Amérique Cen-

trale. D'autre part, l'Allemagne essaie de cultiver du sisal. Enfin, on a planté en Allemagne 100 millions de mûriers.

Un vigoureux effort a été fait pour augmenter la production nationale de pétrole naturel. En 1930, 175.000 tonnes seulement ; 1934, 313.000 ; 1935, 429.678.

Les gisements du Hanovre, à eux seuls, fournissent à l'Allemagne le 1/5 de sa consommation.

2) *Economie dans l'emploi des matières premières*

L'emploi du caoutchouc, du liège, du jonc, de la laine, du coton est strictement limité. L'utilisation de certains métaux (nickel, cuivre, étain, chrome) pour diverses fabrications industrielles est interdite. De plus, une ordonnance du 26 novembre 1936 a réglementé la récupération des vieux matériaux. La récupération des tubes en plomb, des feuilles de papier métallique, des capsules de bouteilles est confiée aux Jeunesses Hitlériennes elles-mêmes.

3) *Recherche de produits de remplacement*

a) *Pétrole et Huiles Minérales*

Après les essais effectués par Bergius en 1913 à partir de la houille, les travaux furent poursuivis à Oppau-Ludwigshafen par l'I. G. Farbenindustrie. La première application industrielle date de dix ans environ. Actuellement divers procédés sont employés. La matière première est la houille, le lignite ou le goudron de houille.

La première usine fut une usine d'essence synthétique (la Leuna) de l'I. G. Farbenindustrie construite grâce à l'intervention du gouvernement. En 1935, elle a fourni environ 35.000 tonnes de produits du pétrole. Après le nouveau plan quadriennal, l'Etat s'est efforcé d'intéresser à la production du pétrole synthétique les principaux groupes industriels du Reich : le groupe Stinnes, le groupe Krupp, le groupe Thyssen, le groupe Hoesch.

Actuellement les 3/4 des besoins allemands en pétrole sont couverts par la production nationale.

Mais l'opération est mauvaise au point de vue financier à cause du taux élevé de son prix de revient : on estime en général

le prix du produit de remplacement au triple du prix du produit naturel. Conséquence : une hausse générale des prix est inévitable à l'intérieur du pays.

Pour l'alcool, toute la consommation est produite en Allemagne, soit 180.000 tonnes. On s'efforce de substituer l'alcool, le méthane, etc... à l'essence comme carburant.

b) Caoutchouc

Dès avant la guerre, grâce aux travaux du savant allemand Hoffmann, la polymérisation de l'isoprène avait pu être accomplie.

Pendant la guerre, l'Allemagne a fabriqué 2.500 tonnes de caoutchouc synthétique, mais le produit était de mauvaise qualité.

A partir de 1925, la hausse du caoutchouc naturel incite l'Allemagne à reprendre ses recherches et elle met au point un produit synthétique appelé « Buna ». Hitler a affirmé qu'il avait une durée supérieure de 10 à 30 % à celle du caoutchouc naturel. Mais il semblerait que pendant la guerre d'Espagne, le Buna ait donné des déceptions. En tout cas, en 1937, l'Allemagne a fait de gros achats de caoutchouc sur le marché de Londres.

Mais, de toutes façons, l'opération est également très mauvaise financièrement : il faudra subventionner les entreprises fabriquant le buna car elles ne peuvent guère espérer de bénéfices. En effet, le caoutchouc synthétique coûte 4 à 5 fois plus cher que le caoutchouc naturel.

c) Textiles

Ici, le principal souci de l'Allemagne est de pallier aux difficultés d'équilibre de la balance des comptes. En 1933, en effet, l'importation des matières premières textiles représentait plus de 30 % de l'ensemble des matières importées.

Un gros effort a été fait dans la production de la soie artificielle : 1932 : 28.173 ; 1934 : 39.000 ; 1936 : 47.500.

Mais surtout est apparue en Allemagne une matière textile nouvelle, la laine de cellulose, appelée en Allemagne : Zell-volle.

Le produit obtenu est appelé Vistra. La vistra ne rétrécirait pas facilement mais elle manquerait d'élasticité et de résistance. La vistra est surtout employée mélangée avec de la laine.

Le produit ainsi obtenu est appelé Wolstra. Il protégerait mal du froid, manquerait d'élasticité et serait lourd. Mais la presse allemande soutient qu'il donne toute satisfaction.

La Zellvolle est d'un prix inférieur au prix de la laine naturelle, mais ce qui diminue beaucoup l'intérêt de ceci, c'est que la Zellvolle ne peut servir que comme succédané des matières textiles employées mélangées à la laine, c'est-à-dire surtout le coton, or le prix de la laine de cellulose est le double de celui du coton naturel. La Zellvolle ne fournit encore que 16 % des matières premières des tissages et son usage est limité par le manque de bois. Il faut donc importer du bois au lieu de la laine et la question des devises se pose de nouveau : le problème n'a fait que changer de plan. Néanmoins l'Allemagne considère qu'il est plus économique pour elle d'importer du bois que de la laine.

D'autre part, elle s'efforce d'encourager la production nationale de cellulose en utilisant deux conifères : le kiefer et le fichte.

Aussi l'Allemagne a-t-elle poursuivi avec énergie la création d'entreprises fabriquant la laine artificielle. En 1935, les différents producteurs créent à Berlin un organisme unique : la Zellwollarbeitsgemeinschaft.

En 1934, la production était de 7.200 tonnes, en 1935 : 15.600 tonnes. Des expositions de propagande ont été organisées à Berlin et à Düsseldorf.

d) Minerais et Métaux

La production du zinc est passée de 87.700 tonnes en 1932 à 135.600 tonnes en 1935. L'Allemagne peut faire face aux 2/3 de ses besoins. Pour le fer, la production n'est que de 5 millions de tonnes.

Telle est, à l'heure actuelle, brièvement résumée, la situation de l'Allemagne.

En lançant le nouveau Plan de 4 ans, Hitler s'était exprimé ainsi : « Dans 4 ans, l'Empire allemand doit être complètement indépendant de l'étranger pour toutes les matières qui peuvent en quelque manière que ce soit être produites par l'habileté allemande, par les industries chimique et mécanique et même par l'exploitation des mines ». Le but proposé par Hitler le 9 septembre 1936 à l'inauguration du Congrès du Parti est-il atteint ? Il semble bien plutôt que le système ait fait faillite :

Importations allemandes (millions Rm)

	1933	1934	1935	1936
Alimentation	1.629	1.543	1.435	1.500
Industries	2.574	2.908	2.723	2.718
Matières premières	1.367	1.546	1.567	1.517
Demi-produits	701	791	747	750
Produits finis	397	08	576	508

Donc malgré la politique autarcique poursuivie en Allemagne, les importations allemandes et particulièrement les importations de matières premières ont augmenté de 1933 à 1936.

L'Allemagne a donc fait fausse route mais il est vraisemblable que ce n'est pas par libre détermination qu'elle s'est engagée dans cette voie, c'est par nécessité. En effet, le développement de la politique en vase clos de l'Allemagne exige de la nation de lourds sacrifices qui se traduisent par une diminution du pouvoir d'achat et un rationnement partiel de la consommation. Aussi bien le 2^e Plan quadriennal allemand ne figure-t-il pas au programme originaire du parti national-socialiste. Il n'est qu'une conséquence imprévue ou tout au moins indirecte de la politique de réarmement qu'a poursuivie l'Allemagne depuis l'avènement de Hitler et qui a amené son manque actuel de devises. Seule, la discipline qui règne maintenant dans le peuple allemand assure le succès de cette politique qui va, du reste, à l'encontre du but qu'elle se propose. Cette politique est, en effet fort coûteuse et il en résulte encore pour l'Allemagne une réduction du volume des devises nécessaires à l'importation des matières premières, car il y a là une charge pour l'économie intérieure du pays et sa capacité d'exportation ne peut que s'en trouver diminuée.

D'ailleurs, dès 1935, un économiste allemand avait écrit :

« Quiconque désirerait aujourd'hui pratiquer une politique d'autarcie consistant à vouloir remplacer le volume nécessaire des matières premières par une production de succédanés (compte non tenu de l'impossibilité objective de l'exécution) ne fait que transposer la politique d'ascétisme de Brüning sur une échelle démesurée avec des moyens parfaitement inadéquats et font preuve ainsi d'une estimation encore bien plus fausse de la mentalité de l'étranger, comme si l'étranger devait s'adapter à une Allemagne qui serait placée définitivement à l'écart du commerce mondial ».

Et Hitler, lui-même, avait déclaré au Reichstag, le 23 mars 1935 :

« Nous savons que la position géographique de l'Allemagne, pauvre en matières premières, ne permet pas que notre nation pratique une politique d'autarcie. Il faut bien souligner que le gouvernement du Reich n'entend nullement pratiquer une politique d'hostilité aux exportations des autres pays ».

En 1935, au prix d'énormes dépenses, l'Allemagne n'a pu couvrir qu'un tiers de ses besoins en combustibles liquides et un quart de ses besoins en matières premières textiles à l'aide de succédanés.

L'Allemagne ne peut, en effet, pratiquer l'autarcie pour deux raisons : ses difficultés financières et le manque de matières fondamentales.

CHAPITRE II

La question des Matières premières

§ 1. — Opinions internationales sur la question des matières premières

L'Allemagne n'a donc pas réussi à se procurer les matières premières qui lui manquent en pratiquant une politique d'autarcie ; elle s'est alors tournée vers un autre objectif et le manque de matières premières est devenu le principal argument de ses revendications coloniales.

Avant d'examiner quelle est la valeur des réclamations allemandes à cet égard, jetons un coup d'œil sur l'opinion internationale en la matière.

L'Allemagne se plaint de l'inégale répartition des matières premières dans le monde. Les autres nations admettent-elles le principe de cette réclamation ? il semble bien que oui.

Dès la fin de la guerre, le 6 mars 1919, la délégation française à la Conférence de la Paix avait posé la question dans les termes suivants : « Dans le but de faire cesser dans la mesure du possible les rivalités entre les peuples pour la recherche des matières premières, supprimer de nombreuses causes de conflits économiques dangereuses pour la paix du monde et neutraliser les inégalités naturelles provenant de leur répartition géographique dans le monde, les Pays Alliés et Associés décident, dès maintenant, que les matières premières destinées à l'industrie seront libres de droit, taxes et charges quelconques, directes ou indirectes tant à l'entrée qu'à la sortie ».

Mais les pays détenteurs de matières premières, surtout les pays anglo-saxons qui ne prévoyaient pas alors la surproduction, ne voulurent pas s'engager dans cette voie.

La question fut posée de nouveau à Bruxelles en 1920 par le sénateur italien Tittoni et elle fut traitée à Genève en 1921 par M. Corrado Gini dans un rapport à la S.D.N.

En France, en octobre 1935, M. Bastide, président de la Commission des Affaires Etrangères de la Chambre, déclara au Congrès du Parti radical : « Nous comprenons les besoins de certains peuples enserrés dans leurs frontières. La vaste question des territoires coloniaux et de la distribution des matières premières est posée. Il est évident que la S.D.N. se doit de préparer des ajustements indispensables car on ne peut en demeurer à la situation de 1919 ».

De son côté, M. Sarraut, Président du Conseil, déclarait à la Chambre le 31 janvier 1936 : « Je reconnais que, tandis que certains regorgent de ressources, d'autres en manquent ».

Le Pape, lui-même, disait : « Le Pape, Père commun de tous, prie pour la paix... Et il désire aussi qu'avec la paix, on reconnaisse les espérances, les exigences, les besoins et les aspirations d'un grand et bon peuple dans la justice et dans la paix ».

En Angleterre, lord Lothian écrivait dans une lettre au *Times* :

« L'essentiel du problème ne réside pas dans les échanges territoriaux ou coloniaux. Il est surtout nécessaire de permettre aux pays qui étouffent économiquement d'acheter des denrées alimentaires et des matières premières avec leur propre monnaie ou en exportant en échange leurs propres produits manufacturés en quantité suffisante pour influencer immédiatement sur leur chômage et dans des conditions leur permettant d'assurer un niveau de vie de plus en plus élevé à leur population ».

Enfin, jusqu'à cette année, la reconnaissance la plus officielle de la nécessité de remédier à l'inégale répartition des matières premières a été faite par Sir Samuel Hoare dans son discours à la S.D.N. du 11 septembre 1935, discours qui a eu un grand retentissement.

En voici les principaux passages :

« L'abondance des sources de matières premières semble donner aux pays qui les possèdent des avantages particuliers. On

exagère facilement l'importance décisive d'un tel avantage car il existe des pays qui, n'ayant que peu ou pas de matières premières naturelles, ont réussi cependant à assurer leur prospérité et leur force par l'industrie et par le commerce. Cependant il reste vrai que certains pays, soit sur leurs propres territoires, soit dans les colonies, possèdent des avantages naturels et que d'autres, moins favorisés, considèrent cette situation avec inquiétude. En ce qui concerne particulièrement les matières premières coloniales, il est assez naturel qu'un tel état de choses fasse craindre que l'on établisse des monopoles exclusifs aux dépens des pays qui ne possèdent pas d'empire colonial...

« De l'avis du gouvernement de Sa Majesté, le problème revêt un caractère économique plutôt que politique et territorial ; ce que l'on redoute c'est de voir se créer des monopoles et d'être privé des matières premières coloniales essentielles...

« En ce qui concerne le gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, je suis certain qu'il est disposé à participer à une étude de ces questions.

« J'ai l'impression qu'il n'est nullement question dans les circonstances actuelles, qu'une colonie quelconque ferme le marché de ses matières premières à un acheteur éventuel. Bien au contraire, la difficulté réside dans le fait que les matières premières ne peuvent être vendues à des prix rémunérateurs.

« Cet aspect de la question a été étudié avec des résultats positifs par une Commission de la Conférence Monétaire et Economique qui s'est tenue à Londres en 1933...

« Ce précédent peut donner des directives satisfaisantes pour une enquête qui devrait, dans le cas présent être limitée aux matières premières provenant des colonies, y compris les protectorats et les territoires sous mandat. A mon avis, il faudrait, dans les instructions données, insister tout spécialement sur la libre répartition de ces matières premières entre les pays industriels qui en ont besoin de façon à écarter définitivement toute crainte d'exclusion ou de monopole.

« Le Gouvernement que je représente sera prêt, je le sais, à participer à tout effort collectif pour résoudre équitablement et efficacement un problème qui, certainement, constitue pour beaucoup une difficulté à l'heure actuelle et en constituera une plus grave encore dans l'avenir ».

On retrouve la même idée tout récemment dans le message

que M. Roosevelt, Président des Etats-Unis, adressa à Hitler et à Mussolini le 15 avril 1939. Après avoir demandé aux deux dictateurs de lui donner l'assurance qu'ils n'attaqueront ni le territoire ni les possessions d'aucun Etat indépendant pendant une période de dix ans au minimum, le Président Roosevelt proposait de discuter la réduction des armements et la reprise du commerce international :

« Je propose, disait-il, si elles (des assurances réciproques) sont accordées que deux problèmes essentiels soient promptement mis en discussion dans l'atmosphère pacifique qui en résultera et le Gouvernement des Etats-Unis prendra volontiers part à ces discussions.

« Les échanges de vue que j'envisage se rapportent à la manière la plus efficace et la plus rapide par laquelle les peuples du monde puissent obtenir un allègement progressif de l'écrasant fardeau des armements qui les amène chaque jour plus près d'un désastre économique. Simultanément, le gouvernement des Etats-Unis serait disposé à prendre part aux discussions tendant à trouver la façon la plus pratique d'ouvrir la voie au commerce international afin que toutes les nations soient mises à même d'acheter et de vendre sur un pied d'égalité sur le marché mondial et de posséder l'assurance d'obtenir les matières et les produits nécessaires à une vie économique paisible ».

Donc les grandes Puissances ont, en quelque sorte, légalisé les revendications coloniales des non-possédants mais cela uniquement sur le terrain économique.

§ 2. — Quelques considérations générales sur les matières premières

D'ailleurs l'étude du problème des matières premières a reçu un commencement d'application pratique par la constitution par le Conseil de la S.D.N. au début de 1937, d'une Commission pour l'étude du problème des matières premières en exécution d'une résolution de l'Assemblée du 9 octobre 1936.

Le texte de l'Assemblée a limité, dès le début, le programme de travail de la Commission aux aspects économiques du problème. Donc elle n'a pas discuté de la répartition des territoires d'où sont tirées les matières premières ni de la restriction des

fournitures de matières premières en vue de décourager l'agression.

Le rapport commence par « certaines considérations de caractère général présentées par le Professeur Högborn (Suède) et qu'il est bon de rappeler ici.

Le Professeur Högborn fait remarquer d'abord que « l'importance relative de certaines matières premières subit en raison du progrès technique des changements durables ce qui, par conséquent, modifie profondément la situation économique de certains pays ».

Ainsi au XIX^e siècle, les pays producteurs de charbon ont connu une très grande prospérité et maintenant celui-ci est supplanté par le pétrole.

Il y aura encore dans l'avenir des modifications de ce genre.

D'autre part, le problème des matières premières peut présenter des aspects très différents suivant la situation économique du moment. Les mouvements des prix des matières premières sont beaucoup plus violents que ceux des produits manufacturés car la production des matières premières a beaucoup moins de souplesse que celle des produits finis. Mais la demande des matières premières est fonction de l'activité des industries manufacturières. En période de crise industrielle, l'offre des matières premières dépasse la demande, les prix baissent à un point qui (faute de plan de réglementation) risque de décourager la production. Inversement, en temps de prospérité, la demande peut dépasser l'offre. Les fluctuations des prix sont ainsi influencées par les modifications des stocks des industries consommatrices.

De plus, toujours d'après le Professeur Högborn, l'existence de matières premières dans un territoire donné ne les rend pas forcément commercialement exploitables. « Pour certains minéraux dont le volume est considérable par rapport à la valeur, l'exploitation devient presque impossible si le lieu de production n'est pas situé à une distance relativement faible de la mer. Ce qui précède s'applique également aux produits végétaux pondéreux et peu coûteux.

« De plus un des principaux éléments du prix de vente des matières premières peu onéreuses est le fret ».

Exemple : Actuellement le sucre de canne non produit par l'Empire britannique se vend à Londres environ £ 6,10s la

tonne. Le prix minimum du seul transport maritime grevant cette tonne de sucre n'est guère inférieur à une livre.

« C'est ainsi que pour nombre de matières premières la production potentielle des grandes régions coloniales situées, par exemple, dans l'intérieur de l'Afrique n'est pas commercialement accessible, de même qu'est également inaccessible la production potentielle à l'intérieur de certains Etats souverains ».

Ces observations du Professeur Högborn présentent un grand intérêt car elles prouvent que le problème des matières premières est beaucoup plus complexe qu'il n'apparaît au premier abord et particulièrement variable dans le temps et dans l'espace.

D'ailleurs il ne suffit pas d'avoir des matières premières, il faut encore les exploiter et cela n'est pas à la portée de tout le monde car il faut non seulement de la main-d'œuvre mais aussi des capitaux.

Ainsi que le fait très bien remarquer G. d'Estaing dans un article de la *Revue Politique et Parlementaire*, on ne saurait laisser croire « que les matières premières représentent des richesses naturelles et gratuites à la disposition de leurs propriétaires. Il n'existe pas de richesse gratuite. Toute richesse dans le monde est constituée par le prix des salaires payés et l'amortissement des capitaux employés. Un gisement non exploité n'est pas plus une richesse que la brousse ou la forêt encore non défrichée.

« Ceux qu'on appelle détenteurs de matières premières sont donc en réalité ceux qui, les premiers, ont assumé des risques considérables pour explorer, exploiter et équiper des régions dangereuses et en tout cas stériles au point de vue économique jusqu'à ce que leur audace les ait fécondées. Economiquement parlant, il n'existe pas de détenteurs de matières premières, mais seulement des créateurs de matières premières ».

Actuellement les pays producteurs sont souvent dans une situation plus critique que les pays transformateurs parce qu'il y a des oscillations plus brutales pour le cours des matières premières que pour celui des objets manufacturés. Ainsi, malgré la crise en 1937, les cours des produits transformés conservent un niveau plus élevé que ceux des matières premières :

Mouvement des prix dans le commerce international (1900=100)

	1929	1932	1933	1934	1937
Denrées alimentaires	100	52	45,5	41,5	42,5
Matières brutes ou demi-ouvrees	100	44	40	39,5	41,5
Produits ouverts	100	64	56	50	48
Total	100	52,5	46,5	43,5	43,5

D'ailleurs s'il y a concentration évidente des matières premières entre quelques nations : Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Pays-Bas, U.R.S.S., celle-ci n'est-elle que relative.

Les Etats-Unis eux-mêmes, qui paraissent pourtant avoir dans l'avenir des possibilités illimitées, manquent de caoutchouc, d'étain, de café, de métaux rares.

D'un autre côté, on ne peut pas considérer que, dans la production des matières premières, la France ait une prépondérance excessive puisqu'il n'y a qu'une seule matière essentielle pour laquelle sa part soit supérieure à 20 % : le fer (part française : 29 %) et deux de valeur beaucoup moindre pour lesquelles sa part est supérieure à 10 % : les arachides : 14 %, le cacao : 12 %.

Pour les six matières de base, la production est à peu près nulle : pour le charbon : 0,3 % ; insignifiante pour le coton : 2,5 % ; l'acier : 3,4 % ; le pétrole : 3,7 % ; notable pour le cuivre : 21,3 %, et considérable seulement pour le caoutchouc : 96,1 %.

La France ne fait venir de ses territoires d'outre-mer que 11 % des matières premières qu'elle importe.

Si l'on compare l'Empire français à l'Allemagne, on voit que le premier a une plus grande variété de produits, mais pour les matières premières de base, la différence n'est pas très grande. L'Allemagne manque de fer mais la France manque d'une matière encore plus importante : le charbon. La France a du bauxite mais, contrairement à l'Allemagne, elle n'a pas de cuivre, pas de plomb, pas d'argent. Ni l'Allemagne ni la France n'ont beaucoup de pétrole ni de coton.

D'autre part, la présence de matières premières dans un empire ne signifie pas forcément pour un pays le contrôle financier de ces matières premières surtout quand certaines terres d'Empire ont une autonomie douanière comme les Dominions.

D'ailleurs si l'on se fondait sur de simples limitations terri-

toriales pour déterminer le potentiel de matières premières d'un pays, on arriverait à des résultats qui n'auraient que l'apparence de la réalité. Ainsi la Grande-Bretagne dispose d'un contrôle étendu sur le caoutchouc des Indes Néerlandaises et l'Amérique, par l'intermédiaire de la « Standard Oil » a des concessions de pétrole en Europe et en Asie (Roumanie, Proche-Orient).

Ces quelques observations montrent que le problème des matières premières présente une infinité d'aspects et que la distinction entre pays possédants et pays non-possédants est tout ce qu'il y a de plus artificiel et arbitraire.

§ 3. — Quels sont les dangers à ne pas posséder de matières premières ?

Quels peuvent être les risques que courent les nations dépourvues de matières premières ?

Il existe évidemment un gros inconvénient à dépendre de pays dont on ne connaît pas la politique, dont on n'est pas à même de contrôler ou même d'influencer la politique économique, d'être sous leur tutelle, sous la dépendance de leur législation ou des décrets qu'ils peuvent prendre.

D'autre part, il existe en général des restrictions à l'exploitation des matières premières par les étrangers dans les colonies.

Ainsi dans beaucoup de colonies britanniques, dans le Honduras, à Fidji, dans la Nigéria, à la Trinité, dans la Gold Coast, l'exploitation du pétrole est soumise à des licences qui ne sont données qu'à des nationaux.

Aux Indes Néerlandaises une société ne peut acquérir une concession de mines que si son siège social et la majorité de ses directeurs réside dans l'Empire néerlandais.

Dans les colonies françaises existent de nombreuses restrictions à l'importation du capital étranger à moins que 2/3 du capital des compagnies en question ne soit français.

Mêmes restrictions au Congo belge ou dans l'Empire japonais.

Mais tout ceci n'existe pas dans les territoires sous mandat où est pratiqué le régime de la Porte Ouverte et où les ressortissants de n'importe quel Etat ont des droits égaux à ceux de la Puissance Mandataire.

Quels peuvent être, par ailleurs, les risques courus par les nations dépourvues de ces matières premières ?

I. — *Prohibitions et restrictions à l'exportation des matières premières.*

a) Lorsque la récolte est insuffisante, de nombreux pays estiment parfois nécessaire de restreindre l'exportation de certains produits alimentaires.

b) Certains pays restreignent l'exportation de matières industrielles pour les réserver à leur industrie nationale ou économiser leurs ressources naturelles. Ces mesures peuvent être temporaires ou permanentes selon qu'elles sont dictées par des considérations monétaires ou par la politique industrielle du pays en question. Mais à moins que ce pays possède le monopole pour cette matière, ce qui est exceptionnel, il est peu vraisemblable qu'un pays quelconque fasse dépendre son approvisionnement d'un pays qui, normalement, consomme la totalité de sa production d'une matière donnée.

c) Il arrive aussi qu'un pays décrète la prohibition de certaines exportations afin de conserver le monopole de production d'une plante déterminée. Exemple : Le palmier abaca dont on tire le chanvre de Manille ne peut être exporté des Philippines. De même dans les accords relatifs au caoutchouc, on trouve une clause interdisant l'exportation des plants à destination des pays qui ne participent pas à l'accord.

d) Prohibitions ou restrictions à l'exportation des matières premières ayant pour objet de conserver aux pays de production ou à la métropole le droit de soumettre à certains traitements les matières premières avant leur exportation. Exemple : pulpe de bois du Canada.

e) Certains pays s'efforcent de réglementer le marché des matières premières dont ils sont les principaux producteurs. Ainsi les Indes Néerlandaises restreignent l'exportation de l'écorce de quinquina, le Brésil contrôle l'exportation du café.

II. — *Droits d'exportation.*

a) Droits ou taxes d'exportation appliqués afin de constituer un fonds pour améliorer l'industrie intéressée et accroître la demande de ses produits.

b) Droits d'exportation appliqués par les métropoles ou les colonies dans des buts fiscaux ou bien pour faire une discrimination en faveur d'une flotte marchande nationale.

Ces droits d'exportation sont soit généraux, exemple : jute des Indes, riz d'Indochine, quinquina de la Malaisie néerlandaise ; mais en général, ces droits sont préférentiels ; c'est-à-dire qu'ils sont plus forts pour les pays autres que la métropole, exemple : droits d'exportation sur l'étain de la Malaisie britannique avant 1933 à destination de tous les pays sauf la Grande-Bretagne ou l'Australie ; ou droits d'exportation sur les huiles de palme de l'Afrique occidentale britannique abolis en 1931 ou droits d'exportation aux Indes (abolis en 1927).

Les colonies françaises et portugaises d'Afrique ont quelques droits sur les exportations coloniales qui ne sont pas transportées par bateaux français.

Il peut y avoir aussi contrôle des prix des matières premières par des groupements de producteurs. C'est le cas du quinquina dont la production est contrôlée par un organisme qui a son siège à Amsterdam et qui fixe le prix minimum du quinquina. Mais ceci est atténué par le fait que cet organisme travaille en relation avec le cartel international de la quinine qui comprend des représentants des producteurs étrangers de la quinine.

C'est le cas également de la gutta-percha dont la Grande-Bretagne a pratiquement le monopole lié à celui des câbles télégraphiques. Il peut y avoir aussi un contrôle gouvernemental qui restreint les plantations ou l'exportation de certaines matières premières. C'est le cas du camphre de Formose qui est contrôlé par le gouvernement japonais. Le contrôle gouvernemental peut être aussi exercé sur la vente de certains produits pour faire face à une situation spéciale. Ainsi le gouvernement des Pays-Bas a concédé le monopole de la vente en gros du sucre des Indes Néerlandaises à une association sous le contrôle du gouvernement pour éviter qu'on jette une trop grande quantité de sucre sur un marché déjà faible et nerveux.

Le contrôle peut être exercé aussi par un groupement de producteurs d'un pays ou de plusieurs pays : c'est ce qu'ont fait l'Espagne et l'Italie pour le mercure, la France et l'Allemagne pour la potasse.

Monopoles.

Actuellement il existe un certain nombre de *monopoles nationaux* ou *quasi-nationaux*.

Charbon : Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, Russie, France, Pologne

Pétrole : Etats-Unis, Russie, Venezuela, Roumanie.

Gaz d'hélium : Etats-Unis.

Jute : Inde.

Coton : Etats-Unis, Inde, Russie, Egypté.

Laine : Australie, Argentine, Afrique du Sud.

Caoutchouc : Malaisie (Colonies hollandaises et anglaises).

Fer : Etats-Unis, France.

Camphre : Japon.

Acier : Etats-Unis, Allemagne, Russie, France, Grande-Bretagne.

Cuivre : Etats-Unis, Katanga belge, Rhodésie britannique.

Nickel : Canada, Nouvelle-Calédonie.

Bauxite : France, Etats-Unis.

Potasse : Allemagne, France.

Phosphates : Etats-Unis, Afrique du Nord.

Ces monopoles ne présenteraient un véritable danger pour les pays non pourvus que si les différents producteurs d'une matière déterminée faisaient bloc et leur imposaient leur volonté. Mais précisément comme il y a toujours, à de rares exceptions près, plusieurs détenteurs pour chaque matière ils ne s'entendront pas facilement en général et les pays acheteurs pourront bénéficier de leurs dissensions.

Lorsqu'il y a entente entre les différents producteurs d'une matière déterminée, le danger devient plus grand pour les consommateurs.

Ainsi le caoutchouc est produit surtout par les Indes Néerlandaises et la Malaisie britannique (le véritable maître de la production est le marché de Londres parce que c'est lui qui finance les plantations). Les consommateurs courent alors certains risques car les producteurs maîtres du marché peuvent, soit organiser la distribution des matières premières (donner la préférence à leurs associés et faire payer très cher aux consommateurs étrangers), soit diminuer la production pour augmenter les prix. Mais cette tactique se freine d'elle-même automatiquement. On l'a bien vu précisément à propos du caoutchouc lors du Plan Stevenson. Depuis la guerre, le contrôle de la production du caoutchouc appartient presque entièrement à la Malaisie britannique, aux Indes Néerlandaises. Jusqu'en 1922, les possessions anglaises en fournissaient les 3/4. En outre, les Anglais avaient la domination du marché de Singapour, grand

centre de préparation et de transbordement du caoutchouc. En 1921, le déclin du prix du caoutchouc a amené des propositions de restriction de la production.

Le ministre des colonies britanniques proposa en 1922 un plan qui fut accepté : ce fut le Plan Stevenson.

Voici comment E. Dennery (1) en explique le fonctionnement et les conséquences : « Ce plan limitait la production des plantations britanniques, la mise en valeur de nouvelles terres, contingentait l'exportation du caoutchouc à un pourcentage de la production qui devait être fixé tous les trois mois et établissait enfin des droits sur l'exportation, droits qui devaient varier selon la quantité de caoutchouc produite. Le Plan Stevenson fit momentanément croître les prix sur les caoutchoucs, mais le principal consommateur mondial de caoutchouc, les Etats-Unis (plus des 3/5 de la consommation mondiale) prit des mesures énergiques ; il chercha à produire du caoutchouc partout où il le pouvait : aux Philippines, en Amazonie, en Afrique (Libéria). Les Etats-Unis essayèrent aussi de réduire leur consommation en caoutchouc. Ils s'efforcèrent de répandre l'utilisation des vieux caoutchoucs grâce à des procédés scientifiques nouveaux.

Le Plan Stevenson, lui-même, fonctionna très mal. Dans les Indes Néerlandaises, même, la production s'était accrue du fait des Américains, des Hollandais ou d'autres nationaux d'étendre les plantations et de produire eux-mêmes du caoutchouc à la suite des restrictions imposées par les Anglais. En Indochine se produisit aussi à cette époque un développement important des plantations d'hévéas ».

Le Plan Stevenson est une magnifique illustration du fait que les dangers d'un monopole ne sont pas si grands qu'ils le paraissent au premier abord. Tout monopole géographique est précaire et instable. M. Hauser en explique les raisons dans un article paru dans la *Revue Economique Internationale* de janvier 1937 :

« Tout abus d'un monopole de ce genre, dit-il, provoque immédiatement deux ordres de réactions tantôt isolées tantôt simultanées. D'abord la recherche de nouveaux territoires de production. Il est à peu près sans exemple qu'on n'en trouve pas. Contre la tyrannie du coton américain ne voyons-nous pas

(1) E. Dennery : *Cours sur les Matières Premières* (Dotation Carnegie).

se développer l'entreprise du coton impérial et même du coton français ?...

« L'histoire du café, notamment des cafés coloniaux français, n'est pas moins riche d'expérience. Ne savons-nous pas avec quelles précautions doit se conduire sur le marché américain le Consortium franco-allemand des potasses ? Il a commencé par sauver la production de l'un et l'autre pays en évitant de les jouer l'un contre l'autre. Mais s'il abusait de sa situation il ferait sans retard naître des concurrences : l'espagnole, la polonaise, l'italienne voire l'américaine car la nature a disposé des gisements ailleurs que dans l'Anhalt et la Haute-Alsace. Le quasi-monopole détenu sur le marché des phosphates par l'Afrique du Nord et la Floride serait de même menacé au cas où il voudrait tirer un excessif parti de sa supériorité actuelle ».

A défaut ou en même temps que des territoires nouveaux, la science moderne permet de rechercher des succédanés. (La fonction crée l'organe). Personne n'a oublié la grande leçon du système napoléonien : le sucre, type du monopole géographique, exclusivement localisé dans la zone tropicale et qui est devenu à peu près pour moitié un produit européen. A cet ersatz simple, les progrès de la chimie ont permis d'ajouter l'ersatz de synthèse. La principale leçon du blocus de 1914-18, c'est la concurrence des nitrates de Haber contre le salpêtre chilien. Jamais situation ne subit un aussi complet retournement : l'Allemagne d'avant-guerre était le principal consommateur du nitrate chilien ; l'Allemagne d'aujourd'hui, non seulement n'importe plus le produit chilien, mais elle est devenue exportatrice de nitrates. Le pays qui vivait de ce monopole a subi un dommage irréparable. Cette précarité des monopoles géographiques est même ce qui rend inopérante la sanction économique, ce moyen par lequel de bonnes âmes avaient cru pouvoir remplacer la guerre, tout au moins sous la forme d'un recours collectif à la force contre les Etats récalcitrants. Contre le blocus du coton, les Allemands avaient eu recours au filé de papier ; contre les sanctions, les Italiens ont inventé le filé de galalithe. Qu'on imagine demain d'autres sanctions ; elles auront pour effet non pas de maintenir la paix mais de faire progresser les sciences appliquées...

Le monopole géographique existe moins dans la réalité que dans l'imagination des peuples qui le maudissent. Il leur donne cruellement le sentiment de leur infériorité, le désir d'égalité »

En temps de guerre, d'ailleurs, le contrôle des voies de communications est plus important que la suzeraineté politique sur certaines colonies, dès qu'il y a sanctions militaires, c'est-à-dire blocus. Ce n'est que dans le cas de simples sanctions économiques que la possession de colonies a un intérêt certain car alors le pays visé n'est pas isolé de ses propres colonies.

Dans les périodes de surproduction, d'ailleurs, le problème pour les pays producteurs n'est pas de se réserver les matières premières, mais de les vendre car il y a pléthore.

Ainsi au 1^{er} janvier 1936, il y avait une réserve de 400.000 tonnes de cuivre et de 640.000 tonnes de caoutchouc.

Le stock de coton aux Etats-Unis s'élevait à 21.664.000 quintaux ; sucre : 4.166.000 tonnes en 1935 ; stock de café : 16.551.000 sacs de 60 kgs au Brésil au 30 juin 1935 ; stock de pétrole : 64 millions de barils en 1934, 90 millions en 1935. *Le Periodic Crown Colonist* écrivait au sujet du discours de Sir Samuel Hoare à Genève en septembre 1935 :

« En ce qui concerne l'Empire britannique, il sera certainement démontré que, loin de vouloir priver de matières premières les pays étrangers, les producteurs seraient soucieux de trouver des marchés où ils pourraient obtenir des prix rémunérateurs ».

CHAPITRE III

L'Allemagne et le Problème des Matières premières

§ I. — Quels sont les besoins de l'Allemagne en matières premières et en denrées alimentaires ?

Quels sont véritablement les besoins de l'Allemagne en matières premières ?

D'après un Allemand, le Dr Hüffner (1), l'Allemagne serait justifiée plus qu'une autre à réclamer un libre accès aux matières premières car elle serait l'un des plus gros consommateurs de produits coloniaux. Et il cite des chiffres. La part de l'Allemagne dans les importations européennes serait de :

55 % pour le soja	26 % pour le tabac
53 % pour la noix de palme	22 % pour les arachides
28 % pour le coprah	17 % pour le coton
28 % pour la noix de coco	16 % pour le jute
28 % pour le cacao	15 % pour le caoutchouc

Cette proportion paraît plus du domaine de l'imagination que de la réalité. Quels sont les faits ?

(1) Hüffner (Dr. Adam) Rohstofflage und Kolonialproblem dans « *Der deutschen Volkswirt* » 9 oct. 1936. Cité par Touzet.

Importations allemandes

(millions de Rm)

	1933	1934	1935	1936
Alimentation	1.629	1.543	1.435	1.500
Industries	2.574	2.908	2.723	2.718
Matières premières	1.367	1.546	1.567	1.517
Demi-produits	701	791	747	750
Produits finis	397	08	576	508

Plus précisément, voici la proportion des différentes matières importées par l'Allemagne en 1932-34-36 (Statistique citée par Maroger, en millions de marks) :

	1932	1934	1936
Textiles	655,2	694,8	504,6
Huile Minérale	127,5	164,9	156,5
Caoutchouc	41,2	63,8	69,9
Bois	156,6	251,2	205,5
Minerais	148,1	226,6	243,3
Métaux	202,0	197,4	148,2
Peaux	184,1	164,6	149,4
Tabac	120,3	118,9	108,7
Autres Matières premières	344,5	361,3	295,2

soit en pourcentage :

	1932	1934	1936
Textiles	31,7	29,8	25,9
Huile Minérale	6,2	7,1	8,0
Caoutchouc	2,0	2,7	3,6
Bois	7,4	10,8	10,5
Minerais	7,2	9,7	12,5
Métaux	9,8	8,5	7,6
Peaux	8,9	7,1	7,6
Tabac	5,8	5,1	5,6
Autres matières premières	16,7	15,5	15,1

Dans l'ensemble, l'Allemagne est-elle vraiment beaucoup plus désavantagée que la plupart des autres pays d'Europe ?

Pour les produits alimentaires, l'Allemagne doit importer les graisses et les huiles en partie et un peu de fruits et d'œufs, mais elle produit assez de pommes de terre, de céréales, de sucre, elle peut même en exporter. Au point de vue des matières premières industrielles, quelle est sa position ? L'Allemagne est le troisième producteur du monde de charbon et le premier

producteur du monde de lignite, ce dernier produit tendant à remplacer le charbon. La possession de ces deux produits lui a permis de développer une puissante industrie. L'Allemagne a du bois en quantité suffisante pour être le deuxième producteur de pâte à papier d'Europe. Elle a du plomb argentifère plus que la plupart des pays d'Europe. Sa situation est la même pour le cuivre. Elle importe presque tous ses textiles sauf une partie de sa laine, mais les principaux pays d'Europe en sont au même point. L'Allemagne importe aussi — et ici le déficit est plus grave — les $4/5$ de son minerai de fer, sa bauxite, son étain, son nickel, son zinc, et aussi son pétrole et son caoutchouc, mais pour les deux derniers produits presque tous les pays d'Europe sont dans le même cas.

**§ 2. — Peu d'importance relative des colonies
au point de vue des principales matières premières
et denrées alimentaires**

L'Allemagne réclame des colonies pour satisfaire ses besoins en matières premières. Mais, à supposer qu'on lui donne satisfaction, trouverait-elle vraiment là de quoi remédier à sa dette ?

Tout d'abord qu'entend-on par matières premières ? Si l'on s'en tenait à un discours prononcé par le Dr Goebbels en mars 1936 à la foire de Leipzig, les six principales matières premières seraient : le charbon, le fer, le pétrole, le coton, le caoutchouc, le cuivre.

Mais cette liste semble tout de même bien limitative et pour être plus complet il faudrait y ajouter : le plomb, le zinc, l'étain, l'aluminium, le nickel, le tungstène, l'or, l'argent, les nitrates, les phosphates, les textiles, les matières oléagineuses, sans oublier certains produits alimentaires particulièrement importants : les céréales (blé), riz, viande, lait, sucre, café, cacao.

Voyons donc quelle est la part des colonies dans la production des principales matières premières.

D'après une enquête faite par le *Royal Institute of international Affairs* de Londres nous pouvons dresser le tableau suivant :

Pour 1934

Charbon : Les Etats-Unis contrôlent 34 % de la production ; la Grande-Bretagne, 20 % ; l'Allemagne, 12 %.

Pétrole : Les Etats-Unis contrôlent 60 % de la production ; l'U.R.S.S., 12 % ; Venezuela, 10 %.

Fer : La France contrôle 27 % de la production ; les Etats-Unis, 21 %, l'U.R.S.S., 18 %.

Zinc : Les Etats-Unis contrôlent 28 % de la production ; le Canada, 10 % ; l'Australie, 10 %.

Plomb : Les Etats-Unis contrôlent 20 % de la production ; l'Australie, 7 %.

Etain : La Malaisie britannique contrôle 32 % de la production.

Nickel : Le Canada contrôle 84 % de la production.

Cuivre : Le Chili contrôle 20 % de la production ; les Etats-Unis, 16 % ; le Canada, 13 %.

Or : L'Afrique du Sud contrôle 47 % ; le Canada, 13 % ; l'U.R.S.S., 11 %.

Argent : Le Mexique contrôle 40 % de la production ; les Etats-Unis, 14 %.

Bauxite : La France contrôle 42 % de la production ; les Etats-Unis, 13 %.

Coton : Les Etats-Unis contrôlent 50 % de la production ; les Indes britanniques, 16 %.

Laine : L'Australie contrôle 27 % de la production ; les Etats-Unis, 12 % ; l'Argentine, 10 %.

Jute : Les Indes britanniques contrôlent 99 % de la production.

Soie : Le Japon contrôle 78 % de la production.

Lin : L'U.R.S.S. contrôle 77 % de la production.

Caoutchouc : La Malaisie anglaise contrôle 46 % de la production ; les Indes Néerlandaises, 37 %.

Phosphates : Les Etats-Unis contrôlent 30 % de la production ; la Tunisie, 22 %.

Potasse : L'Allemagne contrôle 60 % de la production ; la France, 20 %.

Coprah : Les Philippines (E. U.) contrôlent 34 % de la production ; les Indes Néerlandaises, 30 %.

Arachides : Les Indes britanniques contrôlent 55 % de la production.

Soja : La Mandchourie contrôle 77 % de la production.

D'autre part, il n'est pas inutile de remarquer pour quelle proportion les Etats-Unis et l'Angleterre, à eux seuls, participent à la production d'ensemble des matières premières :

Céréales	35,7 %	Pétrole	61,9 %
Maïs	60,7	Minerai de fer	32,1
Cacao	55,2	Cuivre	47,6
Coprah.	59,6	Nickel	94,3
Coton	60,2	Etain	43,1
Laine	63,1	Plomb	69,0
Jute	99,5	Zinc	64,6
Caoutchouc	58,0	Manganèse	90,1
Houille	60,7	Or	70,6

Aussi la solution du problème des matières premières semble bien devoir être cherchée plutôt dans l'entente et l'exemple solidaire de ces deux Puissances que dans une redistribution des territoires coloniaux. D'ailleurs ce sont le Tarif américain et les Accords d'Ottawa qui ont mis les principales barrières à l'approvisionnement des autres nations en matières premières.

Voici quelle est la part du continent africain dans la production mondiale des matières premières et des denrées alimentaires (1) :

Matières premières	Europe sans U.R.S.S.	Europe avec U.R.S.S.	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Afrique
1925-29	25,9 %	33,8 %	39,8 %	5,1 %	2,9 %
1933	29,0	36,9	31,9	5,0	3,7
		Asie		Océanie	
	1925-29	16,2 %		2,2 %	
	1933	20,1		2,4	
Denrées alimentaires	Europe sans U.R.S.S.	Europe avec U.R.S.S.	Amérique du Nord	Amérique du Sud	
1925-29	29,9 %	42,3 %	25,8 %	9,5 %	
1933	32,1	45,1	22,1	9,4	
	Afrique		Asie	Océanie	
1925-29	3,0 %		17,5 %	1,9 %	
1933	3,2		18,0	2,2	

(1) Statistique empruntée aux documents de la S. D. N. (*World Productions and Prices 1925-1933*) p. 120-122.

Dans ces dernières années la part des colonies intertropicales d'Afrique et d'Asie dans les importations est de 7 % pour la Belgique, 5 % pour la France, 7 % pour la Grande-Bretagne, 7 % pour les Pays-Bas.

Et les parts dans les exportations sont respectivement : 1 %, 7 %, 10 % et 6 %.

L'Angleterre elle-même est obligée de tirer une grande partie des produits alimentaires et des matières premières qui lui sont nécessaires de territoires situés hors de l'Empire britannique ; il en est ainsi pour le plomb, zinc, nickel, tungstène, chrome, magnésie, pétrole, potasse, coton, soie, lin, chanvre, bois, etc...

Les colonies hollandaises ne fournissent pas : coton, jute, cuivre, nickel, plomb, zinc, chrome, soufre, potasse, pyrite.

La France ne possède pas non plus dans ses colonies suffisamment de pétrole, de coton, de laine ou de cuivre pour satisfaire complètement ses besoins en matières premières. Voici la part des colonies dans le commerce général de la France :

Pour l'importation :

1913 : 9,5 %

1923 : 10 %

1933 : 24 %

Pour l'exportation :

1913 : 13 %

1923 : 14 %

1933 : 32 %

Mais il faut noter que l'Afrique du Nord représente 75 % du commerce colonial de la France.

Aucune redistribution de colonies ne pourrait assurer à tous les pays des approvisionnements en matières premières à des prix raisonnables et à l'abri de toute discrimination. Voici ce qu'écrivait le Professeur Ohlin dans son rapport à la S.D.N. en 1937 :

« Il semble ressortir d'un calcul nécessairement approximatif que la production actuelle totale des territoires coloniaux en matières premières ayant une importance commerciale tant pour la consommation intérieure que pour l'exportation ne représente pas plus de 3 % de la production mondiale, soit un pourcentage sensiblement inférieur à celui que représente la population de ces territoires (12 %) par rapport à la population mondiale. La participation des territoires coloniaux au commerce international n'est pas beaucoup plus importante.

En 1936, ces territoires fournissaient 9,7 % des exportations mondiales et recevaient 8,1 % des importations mondiales ».

...C'est un fait caractéristique qu'il n'y a pas de rapport entre

le niveau de vie des différentes nations et leur empire colonial. En Scandinavie, le niveau de vie est au moins aussi élevé qu'en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas et plus élevé qu'en France pour ne pas parler du Portugal avec ses vastes possessions coloniales ».

Il est évident que l'Allemagne pourrait se procurer les matières premières qui lui sont nécessaires bien plus rapidement et à bien meilleur compte dans les Etats danubiens que dans ses anciennes colonies d'Afrique.

Quelles sont en définitive les seules matières coloniales importantes ? D'après les spécialistes anglais, les colonies ne jouent un rôle important que pour le caoutchouc dont elles fournissent 96 % (Malaisie britannique, Indes Néerlandaises) ; pour le cuivre : 21 % (Rhodésie du Nord et Kalanga) et parmi les matières de deuxième ordre : pour l'étain : 57 % (Indes Néerlandaises et Malaisie britannique) ; pour les phosphates : 52 % (Afrique du Nord) ; enfin pour les oléagineux : arachides : (28 % A.O.F.) ; coprah : (65 % : Indes Néerlandaises et Océanie) ; huile de palme : (99 % : Nigéria, Congo belge, Indes Néerlandaises). Pour toutes les autres matières premières et denrées alimentaires (sauf bananes, thé, cacao) la production coloniale ne dépasse pas 4 à 5 % de la production mondiale.

Même opinion de la *Commission pour l'étude des matières premières* à Genève en 1937 : La Commission a abouti à la conclusion que la plupart des matières premières sont produites exclusivement ou en grande partie dans les pays souverains. En effet, les matières premières typiquement coloniales, c'est-à-dire que seules les colonies produisent ou peuvent produire, ne sont qu'au nombre de trois, à savoir : l'huile de palme, le caoutchouc et le coprah. Parmi celles-ci, le caoutchouc est une matière première de grande importance pour tous les pays industriels. Les deux autres, l'huile de palme et le coprah appartiennent au grand groupe des huiles et graisses végétales que produisent beaucoup de pays. Servant à la consommation humaine de même qu'à des fins industrielles, elles n'ont pas d'usages spéciaux auxquels ne se prêteraient pas d'autres articles de ce groupe. Un quatrième produit, l'étain se rencontre en abondance dans les colonies, mais n'est pas exclusivement un produit colonial. Pour ce qui est des autres produits coloniaux, ils doivent soutenir la

concurrence de produits similaires de pays souverains qui en fournissent la plus grande partie.

De son côté, le colonel Amery, dans une déclaration au correspondant à Londres du *Lokal Anzeiger* en janvier 1927, disait :

« A mon avis, l'Allemagne n'a pas besoin de colonies pour se relever. Les matières premières qu'elle retirait des siennes avant la guerre étaient aussi peu considérables que les produits qu'elle exportait.

Un empire colonial ne joue aucun rôle pour la grandeur et le prestige d'une nation.

L'Autriche était, avant la guerre, une grande Puissance sans colonies ».

§ 3. — Potentiel économique des anciennes colonies allemandes

Quelles matières l'Allemagne pourrait-elle retirer de ses anciennes colonies africaines ?

Tout d'abord, quelle était la valeur commerciale des anciennes colonies allemandes avant la guerre :

(chiffres en francs-or)

Cameroun			
Années	Importations	Exportations	Commerce total
1896	6.700.000	4.950.000	11.650.000
1912	42.800.000	29.045.000	71.850.000
Togo			
1905	9.700.000	4.900.000	11.600.000
1913	13.270.000	11.400.000	24.670.000
Sud-Ouest Africain			
1905	29.540.000	270.000	29.810.000
1912	40.623.000	48.794.000	89.417.000
Afrique Orientale			
1896	10.832.000	5.146.000	15.980.000
1913	66.700.000	44.438.000	111.138.000
Nouvelle-Guinée et dépendances			
1905	6.838.000	2.962.000	9.800.000
1912	14.284.000	15.107.000	29.391.000
Kiao-Tchéou			
1905	86.470.000	30.959.000	117.429.000
1912	143.672.000	100.369.000	244.041.000
Samoa			
1900	2.632.000	1.582.000	4.215.000
1912	6.242.000	6.305.000	12.547.000

En somme, avant la guerre, le chiffre total du commerce extérieur des colonies allemandes s'élevait à 241 millions de francs en 1905 et à 573 millions de francs en 1912.

La part de l'Allemagne dans le commerce de ses colonies était passée de 80 millions de francs en 1905, à 207,5 millions de francs en 1911.

En 1913 les exportations de l'Allemagne dans ses colonies représentaient 63 % des importations de ces colonies.

La proportion était de 83 % pour le S. O. Africain, 75 % pour le Cameroun, 53 % pour l'Afrique Orientale.

En 1913, le commerce de l'Allemagne avec ses colonies représentait 0,5 % de son commerce général.

Qu'est devenue la valeur commerciale de ces territoires après la guerre ?

Cameroun britannique (88.671 km²)

(Chiffres en livres)

Années	Importations	Exportations	Commerce total
1921	80.514	40.025	120.539
1926	275.443	220.740	426.183

Cameroun français (425.000 km²)

(Chiffres en francs français)

1920	47.242.433	49.245.085	96.487.523
1926	141.949.054	155.306.312	297.255.366

Afrique Orientale (sous mandat belge)

Ruanda-Urundi (55.500 km²)

(Chiffres en francs belges)

1920	1.074.818	617.424	1.692.242
1924	10.269.304	9.523.686	19.792.990

Afrique Orientale (sous mandat britannique)

Tanganyika (967.341 km²)

(Chiffres en livres)

1919	1.737.640	1.994.016	3.731.656
1925	2.863.917	3.007.879	5.871.796

Togo britannique (34.292 km²)

(Chiffres en livres)

1922	32.382	98.304	130.686
1925	37.617	157.328	194.943

Togo français (52.000 km ²) (Chiffres en francs français)			
1920	26.111.670	22.758.091	48.869.761
1926	99.047.677	79.977.154	178.424.831

S. O. Africain (mandat Afrique Australe) (834.990 km ²) (Chiffres en livres)			
1921	1.211.364	1.587.305	2.798.669
1925	2.189.851	2.690.021	4.879.872

Voici d'autre part, pour les principaux produits des colonies allemandes, la proportion des exportations des anciennes colonies allemandes avant la guerre et des importations totales de l'Empire allemand :

Principaux produits	Exportations des anciennes colonies allemandes			Importations totales en Allemagne
	1903	1907	1912	
Diamant			30,4	
Caoutchouc	4,7	10,8	21,1	184,8
Huile de palme	4,6	5,6	10,8	106,4
Coprah	4,2	5,3	11,7	96,0
Ivoire	1,4	1,8	0,9	7,9
Peaux	0,5	1,9	4,3	647,4
Cire	0,1	1,5	0,8	8,4
Maïs	0,1	1,2	0,3	143,2
Café	0,5	0,6	1,9	252,6
Cacao	0,9	2,9	5,4	63,6
Sisal	0,3	2,2	7,4	1,7
Coton		0,5	2,6	579,8
Phosphates		0,7	5,0	45,1
Minerai cuivre		1,3	6,5	7,0
Plomb		1,0	0,3	33,6
Total	17,3	37,3	109,3	2177,5

En 1912 l'exportation totale de matières premières des anciennes colonies allemandes était d'environ 72 millions de marks alors que le total des importations allemandes de matières premières était de 6 à 7 milliards de marks. Après la guerre, la proportion des importations allemandes et des exportations totales de ses anciennes colonies n'a pas beaucoup changé.

Prenons l'exemple des oléagineux :

En 1934, le montant des importations allemandes globales d'oléagineux s'est élevé à 719.469 tonnes.

Or, l'exportation des oléagineux des anciens territoires allemands s'est élevée cette même année à :

Togo : 11.770 ; Cameroun : 44.590 ; Est africain : 25.890
Autres possessions : 79.300.

Donc environ 25 % de l'importation totale de l'Allemagne.

Voici quelques autres produits :

	Excédent d'importations allemandes	Exportations totales des territoires	Pourcentage
Bois tropicaux ..	248,0	54,5	22,0 %
Cacao	101,3	35,9	35,6
Os, Peaux	157,1	5,6	3,5
Caoutchouc	10,2	2,0	3,4
Coton	337,4	7,3	2,2
Laine	164,7	0,9	0,6

Voici le montant des exportations à destination de l'Allemagne des anciens territoires coloniaux allemands :

(en millions de marks)

	Cameroun	Est Afr.	S. O. Afr.	Togo	Autres territoires
1932	1,7	1,8	1,8	0,1	
1933	2,2	1,8	1,8	0,1	
1934	3,9	3,6	5,1	0,7	0,5

Les principaux produits exportés du Cameroun à destination de l'Allemagne sont les fruits exotiques et surtout les bananes ; de l'Est Africain, le sisal représente à lui seul 3,4 millions de marks.

Le S.-O. Africain exporte surtout vers l'Allemagne des peaux : 3,2 millions de marks ; et le Togo surtout du coton : 0,6 millions.

En résumé : Importations allemandes (en millions de marks), Total : 4,159 ; Proportion : 100.

En provenance des anciennes colonies, Total : 19 ; Proportion 0,45.

A cela, l'Allemagne répondra peut-être qu'elle ne reçoit qu'une faible partie des exportations de ses anciennes colonies et que si celles-ci lui étaient rendues, il en serait autrement. Mais, en 1934, par exemple, le total des exportations des anciennes colonies allemandes ne s'est élevé qu'à 156 millions de marks soit 3,5 % environ des importations totales de l'Allemagne. Donc même si l'Allemagne recevait la totalité des produits exportés par ses anciennes colonies, cela n'améliorerait pas beaucoup sa balance des comptes.

Il est assez curieux de voir Max Cohen-Reuss écrire dans : *Für oder gegen Kolonien* :

« En 1924, malgré les perturbations économiques provoquées par la guerre, les colonies allemandes ont pu produire les proportions suivantes de produits coloniaux évaluées par rapport à la consommation totale de l'Allemagne : 1/4 du cacao, 1/6 du caoutchouc, 1/4 des arachides, 1/10 du café, le double des agaves (ou sisal) ; plus du double des graisses oléagineuses, près de la moitié des bois-tropicaux, une quantité égale d'huile de palme, une quantité double de phosphates. La culture du coton donnait déjà des résultats très appréciables ».

De son côté, le Dr Hüffner, en 1936, prétendait que les anciennes colonies allemandes pourraient couvrir une part importante de l'excédent des importations allemandes :

74,5 % pour les phosphates	10,6 % pour le café
70,0 % — le sisal	3,5 % — les cuirs et peaux
27,5 % — les bananes	3,4 % — le caoutchouc
35,6 % — le cacao	2,2 % — le coton
22,0 % — les bois tropicaux	0,6 % — la laine

et un pourcentage important de graisses.

D'autres Allemands, il est vrai, ont une vue plus juste des choses :

En 1920, Rathgen écrivait que « pour l'approvisionnement en denrées alimentaires de la métropole, les anciennes colonies allemandes étaient sans intérêt ».

Les postes massifs les plus importants que la production coloniale pourrait améliorer sont (statistiques de 1935 citées par Touzet) : les fruits exotiques (importations allemandes : 143,9 millions de Rm), le café (121 millions de Rm), partiellement les poissons et conserves de poissons (48,6 millions de Rm), le cacao (27,6 millions de Rm), les huiles et graisses végétales (27,3 millions de Rm).

Mais les anciennes colonies allemandes n'en pourraient fournir qu'une faible partie et ce n'est tout de même pas là-dessus que peut être basée une demande en restitution des anciennes colonies allemandes.

D'autre part, nous avons vu la faible proportion des matières premières exportées de ces territoires par rapport aux importations de l'Allemagne.

Le Dr Schacht, lui-même, dans un discours prononcé à Franc-

fort-sur-le-Mein, le 8 décembre 1936 a formellement reconnu que « les anciennes colonies allemandes n'avaient pas la richesse des dépendances britanniques ou néerlandaises, qu'elles ne pourraient pas résoudre le problème des matières premières pour l'Allemagne et qu'il fallait bien se garder de toute illusion à ce sujet ».

Néanmoins il soutient que l'Allemagne tirerait un bien meilleur parti de ses colonies que les Puissances Mandataires.

Un économiste allemand, Georges Braun, dans *Rohstoffbeschaffung mit oder ohne Kolonien* dans *Wirtschaftsdienst* 16 octobre 1936, supposant qu'en cas de retour à l'Allemagne de ses anciennes colonies, toute la production de celles-ci serait dirigée vers la nouvelle métropole, arrive aux résultats suivants :

« Les anciennes colonies allemandes pourraient procurer : 1 % des importations de coton (7,9 % des importations totales), 30 % des importations de fruits et graisses oléagineuses (3,7 % des importations totales), 14,2 % des importations de café (2,9 % des importations totales), 58,6 % des importations de bananes (2,5 % des importations totales), 3,9 % des importations de peaux (2 % des importations totales), toutes les autres matières premières ou produits représentant moins de 1 % des importations totales ».

D'ailleurs on évalue, en général, en Allemagne, à 500 millions de marks (au lieu de 156 millions actuellement) le montant des exportations éventuelles des anciennes colonies allemandes, redevenues allemandes, ce qui, il faut le remarquer, ne représenterait encore que 12 % des importations actuelles de l'Allemagne.

Mais à ceci, il faut opposer une première objection :

L'Allemagne, en tout état de cause, ne pourrait recevoir ses colonies qu'à titre de mandat, donc elles resteraient soumises au régime de la Porte Ouverte.

Or, en 1913, l'Allemagne, dont les territoires pratiquaient une politique de Porte Ouverte, recevait à peine la moitié des exportations en provenance du Tanganyika et du Cameroun et moins de 12 % des exportations du S. O. Africain.

D'ailleurs, même lorsqu'il existe un régime préférentiel entre une métropole et ses colonies, celles-ci n'en entretiennent pas moins des échanges parfois fort importants avec d'autres nations.

D'autre part, en cas de rétrocession de ses colonies à l'Allemagne, celle-ci serait obligée de racheter certains établissements étrangers avec leur monnaie nationale, donc nouveau problème de devises.

Mais, d'ailleurs, ce chiffre de 500 millions de marks pour les exportations éventuelles des colonies allemandes reste du domaine des hypothèses. Actuellement celles-ci ne sont que de 156 millions de marks, soit 0,45 % des importations totales allemandes et cela, seul, est un chiffre sûr.

Les anciennes colonies allemandes sont-elles plus importantes comme débouchés pour l'industrie allemande que comme fournisseurs ?

Voici la situation actuelle d'après Maroger (1).

(en millions de marks)

	Cameroun	Est Afr.	S. O. Afr.	Togo	Autres territoires
1932	0,6	1,1	0,9	0,3	0,2
1933	0,7	1,6	0,8	0,4	0,3
1934	0,8	1,7	1,2	0,7	0,2
1935	1,4	2,4	1,5	0,2	0,2

Importance totale :

1932 : 3,1

1933 : 3,8

1934 : 4,6

1935 : 5,7

Or, en 1935, l'exportation totale de l'Allemagne s'élevait à : 4.270 millions de marks, le pourcentage des exportations à destination des anciennes colonies ne dépassait pas ainsi : 0,13 %.

Avant la guerre, la proportion n'était pas beaucoup plus élevée : (en millions de marks-or) :

Exportations totales de l'Allemagne en 1913 : 10.081.

Exportations à destination des colonies : 57 soit : 0,56 %.

Il semble donc qu'à ce point de vue aussi la restitution à l'Allemagne de ses anciennes colonies ne présenterait qu'un faible intérêt. Donc, ainsi que le dit le Professeur Ohlin dans son rapport au Comité des Experts : (2) « Toute redistribution des colonies se solderait par des avantages nets assez faibles ou même nuls pour les pays auxquels elles seraient attribuées car il est douteux qu'un plan de transfert aboutisse à donner à chacune

(1) Maroger : *La Question des Matières Premières et les Revendications Coloniales*.

(2) Ohlin : *Reconstruction Economique Internationale*.

des nations industrielles, peu pourvues ou dépourvues de colonies, une part importante des territoires les plus riches des empires coloniaux britanniques, français et hollandais.

En deuxième lieu, même si toutes les colonies étaient d'une manière quelconque réparties entre tous les pays industriels, le profit qui en reviendrait à chacun du fait qu'il bénéficierait du traitement préférentiel de ses propres colonies serait si minime qu'il ne saurait concourir d'une manière substantielle à son développement économique.

De plus, les débouchés coloniaux sont trop faibles car ils représentent moins de 10 % de la totalité des marchés d'exportation du monde.

En troisième lieu, aucune redistribution des colonies ne réussirait à établir l'égalité entre les grandes et les petites nations qui estiment avoir besoin de colonies ».

§ 4. — Régime de la Porte Ouverte dans les anciennes colonies allemandes

A l'heure actuelle, d'ailleurs, l'Allemagne est libre de faire avec ses anciennes colonies tout le commerce qui lui plaît puisqu'il existe dans les territoires sous mandat le régime de la Porte Ouverte. Et, d'ailleurs, l'Allemagne ne s'est pas privée d'en profiter. Voici un aperçu du commerce de l'Allemagne avec ses anciennes colonies depuis la guerre.

En Afrique Orientale, l'Allemagne n'a cessé d'accroître ses achats suivant une progression constante : 1931 : 1,5 millions de Rm ; 1932 : 1,8 millions de Rm ; 1933 : 3,9 millions de Rm ; 1934 : 3,6 millions de Rm.

L'Allemagne a fourni à *l'Afrique Orientale* pour 1,7 millions de Rm en 1931, 1,7 millions de Rm en 1932, 1,6 millions en 1933 et 1,7 millions en 1934 dont 260.000 Rm d'outils et instruments aratoires ; 248.000 Rm de machines ; 114.000 Rm de produits chimiques et pharmaceutiques.

Du Tanganyika, l'Allemagne importe surtout des matières premières industrielles : 1934 : 3,30 millions de Rm dont 2,94 millions pour les textiles (surtout sisal) : 294.000 Rm de café, 164.000 Rm de coton, 79.000 Rm de produits tannants. La balance commerciale de l'Allemagne avec le Tanganyika est toujours passive pour l'Allemagne : en 1934, elle a atteint 1.900.000 marks.

Dans le *S. O. Africain*, l'Allemagne a acheté en 1931 : 4,6 millions de Rm ; en 1932, 1,8 millions ; 1933 : 3 millions. En 1934, la colonie a importé en Allemagne pour 2.094.000 Rm de pelleteries brutes, pour 958.000 Rm de minerais, pour 96.000 Rm de laine, pour 25.000 Rm de fourrures. L'Allemagne lui avait fourni : 1931 : 2,7 millions de Rm, 1932 : 0,9 millions, 1933 : 0,8 ; 1934 : 1,2 millions dont 151.000 Rm de produits sidérurgiques, 108.000 Rm de produits chimiques, 83.000 Rm de véhicules à moteurs, 56.000 Rm de vêtements et lingerie.

La balance commerciale de l'Allemagne avec le *S. O. Africain* est passive pour l'Allemagne : 2 millions de Rm en 1934 !

En 1930, les achats allemands avaient été de 6,9 millions de Rm et les ventes de 6,7 millions de Rm.

Au Cameroun, l'Allemagne a beaucoup accru ses achats : 1931 : 2,6 millions de Rm ; 1933 : 2,2 millions ; 1934 : 3,9 millions.

L'Allemagne y achète surtout des denrées alimentaires et des produits agricoles. En 1934, elle y a acheté pour 2,64 millions de Rm de fruits (surtout bananes) ; 563.000 Rm de cacao brut ; 185.000 Rm de caoutchouc et de gutta ; 41.000 Rm d'huiles et graisses végétales ; 141.000 Rm de graisses et fruits oléagineux ; 140.000 Rm de bois.

Exportations allemandes vers le Cameroun :

1930 : 2,6 millions de Rm ; 1932 : 0,6 millions ; 1933 : 0,7 millions ; 1934 : 0,8 millions dont 139.000 Rm de quincaillerie ; 117.000 Rm de produits alimentaires (conserves etc....) 62.000 Rm d'outils et instruments aratoires ; 60.000 Rm de riz ; 43.000 Rm de bière.

En 1934, le commerce avec le Cameroun a laissé à l'Allemagne un solde passif de 3,1 millions de Rm.

Le Togo a une balance commerciale active avec l'Allemagne :

	Importations	Exportations	Balance
1930	0,1	1,2	+ 1,1
1932	0,1	0,3	+ 0,2
1934		0,7	+ 0,7

En 1934, le Togo a fourni à l'Allemagne pour 20.000 Rm de coton, 12.000 Rm de fibres textiles dures, 2.000 Rm de cacao. Total : 34.000 Rm.

Le Reich a vendu au Togo :

336.000 Rm de tuyaux et cylindres, 128.000 Rm de machines, 52.000 Rm de quincaillerie, 27.000 Rm de ciment.

Il ressort de cet exposé que l'Allemagne est beaucoup plus acheteuse que vendeuse dans ses colonies, mais il en était déjà de même avant la guerre.

Evidemment, les Allemands ne se contentent pas de cette situation et certains d'entre eux, tels Karlowa (1), soulignent que la part de l'Allemagne dans les importations de l'Afrique Orientale Allemande est tombée de 51 % en 1912 à 12 % en 1928 et dans le S. O. Africain de 81 % en 1912 à 18 % en 1928.

Mais la situation commerciale de l'Allemagne dans ses anciennes colonies n'est pas si mauvaise qu'on voudrait nous le faire croire. Ainsi, dans le Cameroun sous mandat français, l'Allemagne se classait au troisième rang aussitôt après l'Angleterre et la France :

Nations	Importations	Exportations	Total
France et Colonies ...	35 %	36,5 %	36 %
Allemagne	9,4	24,2	16,3
Belgique	5	5	5,1
Etats-Unis	14,6	5	10
Angleterre	24	13,1	19
Hollande	2,2	11	6,2

Au surplus, rien n'empêche l'Allemagne de supplanter l'Angleterre et même la France si elle le désire puisqu'il y a dans les territoires sous mandat égalité absolue au point de vue économique.

Et l'Allemagne nous montre que cela est très possible puisqu'elle l'a fait au Cameroun britannique. En effet, en 1934, 42,5 % des importations du Cameroun britannique venaient d'Allemagne alors que 80 % de ses exportations allaient vers l'Allemagne.

L'Allemagne n'a qu'à suivre l'exemple du Japon, qui inonde les colonies de ses produits et y supplante les métropoles.

Ainsi le commerce javanais avec le Japon est plus important qu'avec les Pays-Bas.

En conclusion, ce qui empêche surtout l'Allemagne de développer son commerce avec ses anciennes colonies, c'est le contrôle qu'elle a institué sur les devises car elle jouit des mêmes possibilités que les citoyens anglais ou français dans les territoires sous mandat.

(1) Karlowa : *Revue Politique et Parlementaire*, nov. 1935.

CHAPITE IV

Le véritable Problème

§ 1. — L'Allemagne manque-t-elle vraiment de devises ?

Le véritable problème paraît donc être un problème de devises, mais l'Allemagne souffre-t-elle vraiment d'une grande pénurie de devises ? Cela n'apparaît pas très nettement si l'on regarde la progression des importations allemandes pour quelques denrées alimentaires et matières premières particulièrement importantes : (1)

1 — Denrées alimentaires

1) Céréales — En 1935, récolte : 22,2 millions de tonnes ; 1938, récolte : 25,5 millions.

Et pourtant les importations n'ont cessé de croître :

Importations (milliers de tonnes)

	1936	1937	1938 (6 mois)
Froment	74	1219	543
Maïs	171	2158	803
Riz	172	220	111

Au 31 mai 1938, les réserves disponibles stockées en Allemagne étaient de 2,7 millions de tonnes de céréales panifiables,

(1) Renseignements empruntés à Lahaque : *Afrique Française*, oct. 1938, (Renseignements coloniaux).

supérieures de 11 millions de tonnes à celles de la même époque de l'année précédente. D'où il ressort que les importations allemandes de froment de ces deux dernières années n'étaient nullement indispensables et que l'Allemagne ne les aurait pas faites si elle avait manqué de devises.

2) *Viandes* — (D'après Walter Darré).

1928-1932 : Moyenne des abattages de viande de porc : 2.023.000 tonnes ; 1937 : 2.263.000 tonnes. Bœuf : 1928-32 : 855.000 tonnes ; 1937 : 931.000 tonnes.

Le total de viande disponible en Allemagne fut de 3.640.000 tonnes en 1937, contre 3.140.000 tonnes en 1928.

Et pourtant les achats de porcs sont six fois plus élevés qu'en 1935 en dépit d'une augmentation du troupeau allemand de 22,68 millions à 29,5 millions de têtes.

Les achats de bovidés ont doublé. Tout cela, d'ailleurs, n'a pas été consommé. Une forte proportion de viande est mise en conserve.

3) Pour *le poisson*, la mise en réserve est de près d'un tiers des approvisionnements du Reich : 230.000 tonnes en 1937 contre un total de 830.000 tonnes dont 677.000 tonnes provenant des pêcheries allemandes. On stocke la totalité des importations.

4) *Beurre* ; la consommation la plus forte de l'Allemagne fut celle de 1928 : 452.000 tonnes. L'Allemagne se plaint d'une disette de beurre, mais comment expliquer la marche des approvisionnements allemands depuis 1932 :

Années	Production intérieure	Importations (tonnes)	Total disponible
1932	395.000	69.302	464.302
1933	425.000	59.135	481.135
1934	424.000	61.760	485.760
1935	431.000	70.995	501.995
1936	480.000	75.407	554.407
1937	509.000	86.835	595.835

Actuellement, le stock de beurre en Allemagne doit être de 600.000 tonnes.

D'autre part, les devises ne paraissent pas non plus manquer au Reich pour importer des quantités toujours plus grandes de produits alimentaires coloniaux :

5) *Bananes* — Importations du Reich :

	Tonnes dont :	Cameroun	Canaries	Colomb
1934	98.287	13.251	11.083	3.091
1935	68.035	29.055	20.962	2.815
1936	125.712	39.963	38.091	30.173
1937	146.146	51.233	35.024	27.052

6) *Cacao* — Les importations allemandes dépassent les besoins du Reich d'environ 50 %. La consommation effective est de 50 à 55.000 tonnes par an.

Or les importations du Reich dépassent 70.000 tonnes.

Cacao (milliers de tonnes)

1933	1936	1937	1938 (6 mois)
77,0	76,3	73,8	33,8

7) *Café* — En 1936, les achats de café dépassaient en poids deux fois les importations de blé. Etant donné la cherté du café les devises affectées à ces achats de café avaient atteint dès 1934 le double des devises employées pour les achats de blé. En 1936, leur montant était 18 fois plus élevé.

II — **Matières premières industrielles**

1) *Caoutchouc* — Importations en 1937 : 123.190 tonnes plus 40-45.000 tonnes de caoutchouc synthétique.

2) *Cuivre* — (Congo belge, Rhodésie) . Une quantité assez faible est extraite dans le S. O. Africain Allemand aux mines de Tsumeb de « *l'Otavi-Mining* », société allemande. En 1937, l'Allemagne a importé près de 500.000 tonnes de minerai de cuivre dont seulement 37.800 tonnes de « *l'Otavi-Mining* » qui avait produit 46.500 tonnes. La production intérieure allemande s'est élevée en 1937 à 25.000 tonnes environ. Or, les gisements de cuivre allemands renferment de 6 à 8 millions de tonnes de cuivre métal. Mais, pour les extraire, il faut de la main d'œuvre que les Allemands préfèrent employer aux armements. Le Reich pourrait donc économiser là des devises s'il en avait un impérieux besoin.

M. Rudolph Eicke, sous-directeur de la Reichsbank, évalue la consommation réelle de cuivre brut à environ 200.000 tonnes par an. Les importations de cuivre métal suffisent à cela :

1935 : 216.030 tonnes ; 1936 : 195.120 tonnes ; 1937 : 262.510 tonnes ; 1938 : 161.271 en 6 mois.

Restent : la production intérieure : 25.000 tonnes et les importations de minerai :

1935 : 400.500 tonnes ; 1936 : 482.500 tonnes ; 1937 : 495.000 tonnes ; 1938 : 324.868 tonnes (en 6 mois).

3) *Manganèse*. — (Gold Coast, Congo, Rhodésie, Union Sud Africaine). Les gisements de « Neue Hardt » dans le Siegerland ont une production annuelle de 100.000 tonnes et couvrent une très grande partie des besoins du Reich. Or, les importations triplent cette quantité :

1935 : 394.300 tonnes de minerai ; 1936 : 229.600 tonnes ; 1937 : 554.170 tonnes ; 1938 : 276.080 tonnes en 6 mois.

4) *Pyrites* — Extraction nationale allemande :

1932 : 165.000 tonnes ; 1937 : 420.000 tonnes.

Importations allemandes :

1935 : 1.016.600 tonnes ; 1936 : 1.042.800 tonnes ; 1937 : 1.100.000 tonnes ; 1938 : 700.000 tonnes en 6 mois

5) *Fer* — (Statistiques allemandes) Importations du Reich :

1933 : 4.572.000 tonnes de minerai ; 1934 : 8.265.000 tonnes ; 1935 : 14.061.100 tonnes ; 1936 : 18.469.300 tonnes ; 1937 : 20.620.880 tonnes ; 1938 : 11.676.000 (en 6 mois).

Production intérieure allemande :

1933 : 2.600.000 tonnes ; 1934 : 4.300.000 tonnes ; 1935 : 6.000.000 tonnes ; 1936 : 7.500.000 tonnes ; 1937 : 9.600.000 tonnes ; 1938 : 150 millions (en 6 mois).

Il a été dépensé pour les importations allemandes de fer :

1935 : 123,37 millions de Rm. ; 1936 : 168,35 millions ; 1937 : 210 millions ; 1938 : 150 millions (en 6 mois).

Les importations de matières textiles ont diminué de 20 % ; celles de matières destinées aux armements ont augmenté de 20 %. Le fer, en particulier, a suivi cette progression. D'ailleurs, l'Allemagne en trouvera des millions de tonnes supplémentaires en Autriche dans quelques années. Mais cela ne diminuera pas les achats allemands à l'étranger car le Reich ne dispose pas d'une main d'œuvre suffisante pour mobiliser l'ensemble de ses ressources en fer.

Les devises étrangères ne manquent pas non plus à l'Allemagne pour les achats massifs de *bauxite* en Europe Centrale et aux Indes Néerlandaises ni pour les achats de *chrome* en Turquie ou de *nickel* au Canada ou en Grèce (l'Allemagne ne produisait pas de nickel en 1932, en 1937, elle en produisait 87.000 tonnes), ou de *laine* à l'Union Sud Africaine ou à l'Argentine, ou de *coton* au Brésil ou en Egypte, ou d'*oléagineux* dans l'Insulinde ou la Nigéria.

Progression des approvisionnements allemands

(milliers de tonnes)

	1936	1937	1938 (6 mois)
Denrées alimentaires			
d'origine animale	816	831	457
Beurre	42	86	76
Froment	74	1.219	543
Oléagineux	2.075	2.163	957
Coton	325	349	180
Cuir et Paux	136	157	64
Caoutchouc	82	123	59
Minerai de fer	18.469	20.620	11.600
de manganèse	229	554	276
Pyrites	1.042	1.100	700
Autres minerais et bauxites	2.746	3.963	985
Ferraille	532	835	682

En particulier (en tonnes) pour Janvier-Juin

	1937	1938
Beurre	34.505	42.830
OLÉAGINEUX : (graisses)	742.508	834.600
Orge	130.080	237.250
Mais	577.902	830.790
Riz	87.490	111.170
Laine	73.436	99.829
Coton	154.806	180.000
MINERAIS : Fer	10.440.987	11.676.570
Manganèse	237.555	276.087
Cuivre	265.380	324.868
Plomb	45.075	73.605
Zinc	41.454	107.678
Chrome	59.726	67.040
Nickel	10.319	11.315
MÉTAUX : ferraille	494.018	682.564
Cuivre	128.584	161.270
Nickel	1.582	2.268
Zinc	35.648	37.760

De plus, l'extraction intérieure de minerais de zinc et de plomb monta de 1932 à 1937, de 1,18 à 2,4 millions de tonnes.

En 1935, l'Allemagne importait pour 4.159 millions de marks de matières premières ; 1936 : 4.218 millions ; 1937 : 5.468 millions ; 1938 (6 mois) : 2.697 millions.

Si, faute de devises, l'Allemagne ne pouvait pas se ravitailler en matières premières, le chiffre de ses exportations baisserait. Or, de 1935 à 1936, alors que le chiffre des exportations des Etats-Unis et de l'Angleterre est resté stationnaire, celui de l'Allemagne a augmenté de 8 % en même temps d'ailleurs que celui de la France baissait de 10 %

Le chiffre des exportations de l'Allemagne en 1936 est d'environ 9 millions de dollars-or, le double de celui de la France, (45 millions). Le chiffre des exportations de l'Allemagne est à 20 % près celui de l'Amérique, pays le plus riche du monde avec ses 120 millions d'habitants.

La misère économique de l'Allemagne est une pure fiction. Sauf en 1934, la balance commerciale de l'Allemagne a été depuis 1931 créditrice.

Comme le Reich ne paie plus les arrérages de ses dettes extérieures, les excédents de la balance commerciale de l'Allemagne sont donc entièrement disponibles pour acheter non seulement des matières premières, mais aussi des produits alimentaires.

De plus, le Reich a des ressources en quelque sorte invisibles : ses compagnies de navigation qui font leurs débours en marks et encaissent fret et passagers à l'étranger en devises. De même, les lignes aériennes et les compagnies d'assurances dont les avoirs à l'étranger sont à la disposition du gouvernement du Reich. Les revenus à l'étranger de la navigation allemande se fixèrent en 1937 à 412 millions de marks soit plus de 6 milliards de francs. Donc l'Allemagne n'a pas besoin de devises et peut se procurer à l'étranger plus de matières premières qu'elle n'en a besoin. A l'appui de ceci, le 2 juillet 1938, le Dr Walter Funk, Ministre de l'économie du Reich, a déclaré dans un discours à Stettin : « L'Allemagne occupe aujourd'hui la troisième place après les Etats-Unis et la Grande-Bretagne dans le commerce mondial. C'est là un fait d'une importance particulière car elle occupe cette position sans avoir à sa disposition de colonies ».

Voici un aveu dénué d'artifices.

§ II. — Véritable problème : Problème des devises

Le problème des matières premières ne peut donc pas être résolu par une redistribution des colonies, qui serait bien loin d'apporter les éléments suffisants à la solution. D'autre part, nous avons vu que les plaintes de l'Allemagne concernant une pénurie de devises, étaient nettement exagérées, comme celles concernant son manque de matières premières car, en somme, elle n'est pas seule dans son cas et si toutes les nations dépourvues de certaines matières, c'est-à-dire pratiquement tous les pays, élevaient les mêmes plaintes, il faudrait remanier à perpétuité la carte du monde.

Mais admettons que le problème se pose avec plus d'acuité en Allemagne qu'ailleurs. Pour le résoudre il n'y a qu'un moyen : élargir le pouvoir d'achat de l'Allemagne à l'étranger. Donc, le véritable problème est un problème de devises.

Le problème des matières premières est un problème d'équilibre de la balance des comptes. Exemple : la Suisse qui ne possède aucune ressource en matières premières et qui est le pays le plus industrialisé d'Europe.

« D'ailleurs, jusqu'à une période toute récente, dit Hoffherr (1), l'opinion allemande ne s'inquiéta point de se garantir des fournitures régulières ; tant que persistera l'afflux des crédits extérieurs, le problème qui va se poser pour l'Allemagne sera beaucoup moins un problème d'approvisionnement qu'un problème de débouchés. Il s'agit essentiellement de savoir dans quelle mesure les pays créditeurs sont décidés à s'ouvrir aux marchandises allemandes puisque le paiement de toute dette implique un transfert de produits.

C'est seulement quand le flot des emprunts étrangers vint à se ralentir que surgit pour l'Allemagne la question de savoir comment faire face aux dépenses d'acquisition de matières premières. Il s'agit de restreindre les besoins en devises et les fournitures coloniales apparaîtront indispensables pour abaisser le déficit de la balance des comptes ».

Le protectoinnisme financier est responsable des obstacles à

(1) Hoffherr : (*Politique Etrangère*, avril 1937). Les Compagnies à Charte.

la circulation des matières premières et celui-ci est provoqué surtout par l'insécurité politique et la crainte de la guerre.

Avant guerre, la situation était simple : il n'existait que deux catégories de nations :

- 1) Les nations débitrices exportatrices de matières premières.
- 2) Les nations créditrices industrielles.

Mais maintenant certains pays sont à la fois débiteurs et industriels : pays neufs industrialisés et aussi l'Allemagne et les nations nouvelles de l'Europe Centrale.

Alors, comment pourra s'établir l'équilibre des nations à la fois débitrices et industrielles et dépendant avant tout du commerce international ?

D'abord, il est certain que les besoins de ces nations en matières premières et en denrées alimentaires ne diminueront pas : d'un côté, en effet, leur population demeure croissante et de l'autre elles poursuivent une politique de réindustrialisation massive portant surtout sur les industries de défense nationale et d'équipement. Par ailleurs, les prix des matières premières et des denrées alimentaires s'élèvent et pour pouvoir les acquérir, il faut des devises. Le problème essentiel est donc un problème de moyens de paiement.

C'est d'ailleurs ce qu'avait fait ressortir le Dr Schacht dès 1926, lorsqu'il soulignait que la question des matières premières n'était qu'une question de devises et que des colonies étaient nécessaires à l'Allemagne pour qu'elle puisse trouver des matières premières dans son territoire monétaire avec sa propre monnaie. Ce n'est donc plus un problème politique ni même un problème économique qui se pose, mais un problème financier.

Le Général von Epp ne s'exprimait pas autrement, dix ans plus tard, en septembre 1936 dans « *Europäische Revue* » :

« Nous devons pouvoir nous procurer nos matières premières avec notre propre argent, car par suite de la politique de tribut, le niveau de nos possibilités en devises baisse de plus en plus dans nos réserves monétaires, ce qui nous rend de plus en plus difficile d'acquitter nos achats en monnaie étrangère ».

A priori, l'Allemagne n'est pas dans une situation plus mauvaise que les autres pays, car personne ne refuse de lui vendre aux mêmes conditions qu'aux autres. Mais à cela, l'Allemagne répond avec une certaine raison que, pour acheter, il faut pou-

voir payer, avoir de l'or et qu'elle n'en a pas. Seulement, où elle a tort, c'est lorsqu'elle en rend responsable les réparations, ce qui est d'autant plus faux que l'Angleterre et les Etats-Unis lui ont versé, à titre de prêts, beaucoup plus que l'Allemagne n'a payé au titre des réparations. La véritable raison de sa pénurie de devises doit être cherchée plutôt dans ses fautes politiques et économiques et en particulier dans sa politique d'armement.

Touzet (1) fait remarquer un autre obstacle que rencontre l'Allemagne pour ses achats de matières premières : « Si l'Allemagne, dit-il, veut acheter, par exemple, de l'étain ou du caoutchouc de Malaisie, ou du coton égyptien, elle doit passer par Londres, mais elle sera très embarrassée pour les payer, car le clearing absorbe 20 % des disponibilités de devises pour les charges d'emprunts ». C'est l'emploi des clearings commerciaux au service des dettes. Et l'Allemagne doit passer par Londres pour presque toutes les matières premières. En particulier, comme fournisseur de l'Allemagne pour les métaux non ferreux, l'Empire britannique dépasse de loin les Etats-Unis et les Pays-Bas.

Les difficultés du Reich pour l'approvisionnement en matières premières et en devises, déjà sérieuses, sont devenues plus graves encore à la suite de la hausse récente des prix des produits de base.

Après la guerre, la vie du Reich avait été assurée grâce à des crédits extérieurs consentis par diverses places étrangères ; elle importait beaucoup de l'Empire britannique, des Etats-Unis, de la France.

Plus tard, la reprise industrielle de l'Allemagne coïncide avec la crise économique internationale. De plus, surtout à partir d'une loi de mars 1934, les importations sont sévèrement contrôlées. Enfin, l'Allemagne résout le problème des devises en établissant avec diverses nations de l'Europe Centrale et Orientale un régime d'échanges de compensation : elle leur achète des matières premières et des denrées alimentaires et les paie en monnaie bloquée, c'est-à-dire en produits allemands.

(1) Touzet : *Le Problème Colonial et la Paix du Monde*.

Mais à la reprise de l'économie mondiale, l'Allemagne ne peut plus employer le même procédé. En effet, ses partenaires de clearing trouvant des clients solvables qui les paient en argent liquide sont moins disposés à accepter ses méthodes de paiement. Le Reich recoure alors à divers moyens pour favoriser ses exportations :

1) Subvention aux exportateurs : Remise aux exportateurs de sommes prélevées sur une caisse constituée depuis 1935, alimentée par une taxe de 2 ou 3 % sur le chiffre d'affaires imposée sur les ventes intérieures d'entreprises industrielles et sur la consommation du gaz et de l'électricité.

2) Nouvelle politique financière du Gouvernement national-socialiste qui repose sur la base suivante : Il y a un étalon-papier pour les affaires intérieures tandis que l'étalon-or est maintenu pour les affaires avec l'étranger. Donc deux monnaies : une monnaie intérieure et une monnaie extérieure. Mais la méthode est dangereuse car elle suppose pour fonctionner à peu près normalement que la balance commerciale ait un solde positif et que chaque balance particulière avec les pays fournisseurs de matières premières soit également positive.

3) Recours aux manipulations monétaires : dépréciation indirecte de la monnaie nationale grâce à la création d'une diversité de régimes monétaires.

4) L'Allemagne cherche à diminuer le montant de ses paiements pour importations en orientant celles-ci vers les pays capables de recevoir ses exportations. Jusque-là, l'Allemagne achetait aux pays d'outre-mer plus qu'elle ne leur vendait et elle vendait à l'Europe plus qu'elle ne lui achetait.

Elle a donc essayé de modifier cette situation par une double tactique. D'un côté, elle cherche à faire venir de plus en plus ses matières premières des pays d'Europe avec lesquels sa balance est créditrice. Cela résulte clairement de la statistique suivante citée par Touzet (1) d'après Drews *Untlagerung in der Rohstoffversorgung Deutschlands* dans *Wirtschaftsdienst* du 6 septembre 1935 :

(1) Touzet : *Le Problème Colonial et la Paix du Monde*.

Importations allemandes (millions de Rm)

Fournisseurs de matières premières	1 ^{er} semestre 1933	1 ^{er} semestre 1934	1 ^{er} semestre 1935
Europe	501,3	577	660,9
Afrique	95,5	126,4	115,2
Asie	222,5	221,9	199,4
Amérique	310,6	382,7	299,9
Australasie	63,4	118,3	21,6
Total	1193,5	1426,3	1296,9

Voici le pourcentage des importations :

	Europe	Outre-Mer
1933	43	57
1934	47	53
1935	50	50

L'Allemagne a parfois dû acquérir en Europe des produits non pas semblables à ceux d'outre-mer mais seulement similaires, par exemple au lieu de produits bruts des produits semi-finis ; exemple : au lieu de laine et de coton, des filés de laine et de coton venant d'Europe, surtout d'Angleterre.

Les importations allemandes en provenance de l'Europe centrale et orientale se sont accrues de 29 % de 1934 à 1935.

En fait, l'Allemagne paie ainsi plus cher que sur le marché mondial, mais elle aime mieux cela que d'acquitter ses paiements en devises. Parallèlement à cela, l'Allemagne cherche à exporter dans les pays d'où elle importe ses matières premières, c'est-à-dire les pays d'outre-mer :

	Exportations vers ces pays	Importations de ces pays
1934	924 millions Rm	1.811
1935	1.140 »	1.582
1936	1.390 »	1.632

Les exportations ont donc augmenté de 22 %. Le solde déficitaire est tombé de 442 à 293 millions Rm.

En même temps, la quote-part des exportations vers les pays européens dans le commerce global a régressé de 73,2 à 70,7 %.

L'Allemagne peut ainsi appliquer un système de compensations, mais celui-ci n'est pas toujours économique. Ainsi, le

quintal de coton importé des Etats-Unis (sans régime de compensation) s'est élevé à 80 Rm et du Brésil (avec compensation) à 111 Rm. Il en est de même pour la laine, les huiles minérales, les peaux, le tabac.

De 1933 à 1936, les prix mondiaux se sont élevés de 1,6 % ; pour la même période, les prix que l'Allemagne a dû payer pour ses importations se sont élevés de 23,5 %.

Mais la situation n'a pas tardé à se modifier et l'Allemagne a dû faire face à de nouvelles difficultés. L'accord tripartite du 26 septembre 1936 entre la France, l'Angleterre et les Etats-Unis a gêné l'Allemagne dans ses exportations. D'autre part, grâce à cet accord d'un côté, à plusieurs récoltes déficitaires pour les céréales et aux plans britanniques du réarmement de l'autre, il y a eu hausse des matières premières. Peu à peu, les pays producteurs de matières premières redevenant solvables, peuvent se libérer des clearings imposés par leurs créanciers et sont surtout de moins en moins tentés par les clearings que leur offrent les pays qui sont eux-mêmes privés de devises libres. L'Allemagne sera donc obligée de changer la tactique instaurée par le Docteur Schacht qui consistait à acheter les matières premières aux pays producteurs 10 ou 20 % au-dessus du prix mondial. Naturellement, elle ne les payait pas en devises mais en marks bloqués, c'est-à-dire en produits manufacturés allemands. « Il ne restait plus à l'Allemagne qu'à revendre à perte sur le marché mondial, pour se procurer des devises, les marchandises qu'elle avait achetées et à majorer un peu en compensation ces fournitures de produits fabriqués dont elle avait désormais le monopole (1) ».

Mais, à partir du moment où les prix montent, tout est changé. Les achats directs deviennent trop onéreux pour l'Allemagne et, d'autre part, aucun pays ne consentira à être payé en marks bloqués s'il peut faire autrement. Mais l'Allemagne exporte surtout les produits de son industrie métallurgique ; or, sur ce terrain, la course aux armements lui assure des clients : Angleterre, Etats-Unis, Japon. Sa situation est la même pour l'industrie chimique. Mais, pour en profiter, il faudra qu'elle modifie l'orientation actuelle de son activité indus-

(1) Auboin : *Les nouvelles chances d'une grande politique, Europe Nouvelle* : 10 avril 1937.

truelle car ses propres aciéries travaillent intégralement pour les commandes d'Etat et ne peuvent exporter. Nous avons vu précédemment que la possession de colonies ne permettrait pas à l'Allemagne de faire une réelle économie de devises.

D'ailleurs, à l'heure actuelle, le solde de la balance commerciale de l'Allemagne avec les colonies est passif. Tous les pays coloniaux sont créanciers de l'Allemagne alors que leurs métropoles sont débitrices. Donc, dans l'ensemble, les colonies sont des pays consommateurs de capitaux et non producteurs de capitaux.

En particulier, jamais le volume des exportations des anciennes colonies allemandes ne sera assez grand pour affecter sérieusement le commerce extérieur de l'Allemagne et ses approvisionnements en devises.

Avant la guerre, la balance commerciale des anciennes colonies allemandes étant déficitaire, celles-ci étaient une sérieuse charge pour les ressources de change de la métropole.

Voici, d'ailleurs, une statistique citée par Touzet (1) d'après l'article *Handelsstatistika* par Rathgen dans D. K. L. T. T. II, p. 35 :

Commerce des anciennes colonies allemandes (1900-1913)
(en millions de marks)

Années	Importations	Exportations	Déficit
1900	41.539	17.030	— 24.509
1901	51.615	24.677	— 26.938
1902	68.585	31.027	— 37.558
1903	76.782	40.312	— 36.470
1904	91.338	44.806	— 46.532
1905	140.548	52.553	— 87.995
1906	204.272	65.389	— 138.883
1907	144.125	73.760	— 70.365
1908	160.898	93.794	— 67.104
1909	172.876	124.346	— 48.530
1910	199.032	161.403	— 37.629
1911	257.150	178.290	— 78.860
1912	263.933	200.520	— 63.415

D'autre part, s'il y avait un milliard de marks investi dans les anciennes colonies allemandes, en calculant l'annuité des

(1) Touzet : *Le Problème Colonial et la Paix du Monde*.

emprunts à 5 %, le déficit de la balance des paiements se trouvait aggravé de 50 millions de marks.

Actuellement, sous le régime mandataire, la balance commerciale de ces pays s'est équilibrée ; statistique citée par Touzet d'après Schnoeckel :

*Commerce extérieur des anciennes colonies allemandes
sous le régime mandataire*

(millions de Rm)

Années	Importations	Exportations	Balance
1928	229,2	262,5	+ 33,2
1931	148,4	140,6	— 7,8
1932	88,9	94,8	+ 5,9
1933	83,2	122,3	+ 39,1

Mais ces petits soldes actifs sont entièrement absorbés par les paiements invisibles qu'ils ne couvrent certainement pas.

La proportion des importations du Reich en provenance de ses anciennes colonies par rapport à ses importations totales est de 0,45 à 0,50 %, soit environ 20 millions de marks, c'est à cela que se résumerait l'économie actuelle de devises.

Au surplus, ainsi que le fait remarquer le Professeur Ohlin (1), « pour tout pays qui acquiert de nouveaux contrôles sur des colonies, les avantages recueillis sous forme d'économie de devises ne sauraient être considérables pendant les quelques premiers dix ans ou plus. Lorsqu'il s'agit d'une colonie ayant déjà un certain développement économique, des firmes étrangères y sont certainement établies. La nouvelle « métropole » sera dans la nécessité de dépenser une partie de ses réserves de devises pour racheter ces firmes car si elles demeurent sous le contrôle étranger, elles auront tendance à favoriser le commerce entre la colonie et leurs pays respectifs ».

De plus, il y aura aussi à faire face au service de la dette publique de chaque territoire, ce qui obligera encore le nouveau possesseur à déboursier annuellement des quantités importantes de devises. « D'autre part, poursuit le Professeur Ohlin, un territoire non développé ne peut ni acheter ni produire des marks en quantité importante. Il nécessite l'apport de capi-

(1) Ohlin : *Reconstruction Economique Internationale*.

taux, d'outillage et de techniciens. Rien ne prouve que l'ensemble de son outillage sera importé de la métropole ; l'acquisition d'une nouvelle colonie pourrait donc se traduire par un accroissement plutôt que par une régression des importations de la métropole en provenance d'autres pays.

Par ailleurs, les territoires coloniaux, même riches, ne sont pas toujours qu'une source d'avantages pour la métropole. La défense coloniale constitue une position importante du budget militaire ».

En période de crise, en particulier, les colonies deviennent une véritable charge. Témoin, la situation des Indes Néerlandaises à la fin de 1935 : Dette : 1,5 milliards de florins et une annuité d'intérêt et d'amortissement de 80 millions de florins.

Nous illustrerons ce qui précède en indiquant que rien n'empêche l'Allemagne de produire des matières premières avec sa propre monnaie dans les territoires sous mandat. La meilleure preuve en est apportée par le rapport annuel de la *Deutsche Kolonialgesellschaft* pour 1935 au sujet du Cameroun britannique : « Les produits du Cameroun, y est-il dit, ont pu être « importés en Allemagne comme « valeurs allemandes » c'est-à-dire sans nécessiter de devises étrangères. Un large accroissement des importations est possible sans difficulté : il dépend de l'intérêt que le peuple allemand montrera pour l'importation de nos produits coloniaux allemands ».

Par conséquent, le problème des matières premières étant, avant tout, un problème de devises, l'Allemagne retirerait beaucoup plus d'avantages d'une extension du régime de la Porte Ouverte que de la possession de colonies qui, pendant plusieurs années au moins, lui coûteraient plus qu'elles ne lui rapporteraient.

D'autre part, l'Allemagne ne trouverait pas dans ses colonies mêmes, nous l'avons vu précédemment, une quantité appréciable de matières premières. Celles-ci ne sont véritablement ni productrices de matières premières, ni productrices de devises et ce n'est pas dans une redistribution de territoires coloniaux que peut être trouvée la solution au malaise économique dont souffre le III^e Reich.

III. Argument juridique

L'Allemagne a donc invoqué successivement et même simultanément deux arguments dans la question coloniale : l'argument démographique et l'argument économique. Mais ses efforts pour justifier ses prétentions ne se sont pas bornés à cela. Ses hommes d'Etat et ses publicistes se sont aventurés sur un terrain encore plus mouvant et plus dangereux en essayant de mettre le droit de leur côté. Les Allemands prétendent, en effet, que les Alliés ont commis une faute contre le droit international en prenant les colonies allemandes et que celles-ci devraient juridiquement faire retour à leur ancienne métropole. Cette position est-elle défendable ?

Quels sont les arguments qu'invoque l'Allemagne à l'appui de cette thèse ?

- 1) Violation de l'art. 11 de la Convention du Congo.
 - 2) Violation des 14 Points Wilson.
 - 3) Discussion sur le point de savoir quelle est l'autorité compétente pour opérer un transfert des mandats.
 - 4) Violation de l'art. 22 du Pacté de la S. D. N.
- Reprenons ces arguments :

§ 1. — Violation de l'article 11 de la Convention du Congo

L'Acte de Berlin de 1885 avait réalisé la neutralisation des territoires du Congo. L'Allemagne prétend que les Alliés ont violé cette disposition en portant les premiers la guerre en Afrique tropicale : Un croiseur anglais aurait ouvert le 5 août 1914 les hostilités dans l'Est Africain. On trouve pour la première fois cet argument dans la *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 12 février 1936 ; puis dans un article du Général von Epp dans

le *Westdeutscher Beobachter* du 23 octobre 1936 et dans un article de *l'Europäische Revue* de septembre 1936. Qu'y a-t-il de vrai dans cette affirmation ?

D'abord l'Acte de Berlin ne décidait pas par lui-même et antérieurement à tout conflit la neutralisation des possessions européennes dans le Bassin du Congo. Les diverses Puissances étaient simplement tenues, avant d'entraîner ces territoires dans un conflit, de recourir à la médiation d'une ou de plusieurs Puissances tierces. C'était à celles-ci de décider si la neutralisation du Bassin du Congo devait être ou non effective. Il est vrai que les circonstances, le caractère européen et même mondial de la guerre n'ont pas permis d'organiser cette médiation. D'ailleurs il ne faut pas oublier que celle-ci n'avait qu'un caractère théorique puisque les parties n'étaient pas tenues de se soumettre à l'arbitrage en question.

De plus, si l'Allemagne estimait qu'une disposition de la loi internationale avait été violée par les Puissances Alliées, elle devait suivre la procédure instituée pour semblable cas, c'est-à-dire intenter une action en responsabilité devant le Cour de La Haye.

Mais y a-t-il eu vraiment violation de l'Acte du Congo ? Oui, mais par les Allemands et non par les Alliés.

Dès le 5 août 1914, la Belgique avait voulu faire appel aux dispositions de l'Acte de Berlin visant la neutralisation éventuelle du Congo. La Grande-Bretagne fit écarter cette proposition. En effet la question ne se posait plus.

Les Allemands étaient en pleine préparation militaire depuis 1913. Au Cameroun, seul, 4.000 hommes dont 250 Européens étaient sous les armées et possédaient même des mitrailleuses. D'un autre côté, les postes frontières allemands se livraient en fait à des actes d'hostilité puisqu'ils menaçaient de couper le Congo et l'Oubanghi pour séparer en deux nos possessions de l'A. E. F.

Voici d'ailleurs, d'après un article paru dans *l'Afrique Française* comment se présentait la situation dans les colonies allemandes au début des hostilités : (1).

« Au Cameroun, l'Allemagne mobilise dès le 3 août 1914 suivant un plan prévu par une loi du 29 juin 1913 et dont les inten-

(1) L. Dijon : *Les Revendications Coloniales Allemandes*, nov. 1933.

tions hostiles étaient incontestables ; le 8, le Gouverneur Ebermaier lance une proclamation belliqueuse. Au Tanganyika, le 22 août, l'Allemagne commence les hostilités et cette agression va compromettre le sort de la note que, coïncidence curieuse de date, le Gouvernement allemand se propose de présenter, ce même jour, au gouvernement américain en vue d'obtenir des autres belligérants la neutralisation en Afrique. La démarche ne pouvait être qu'une manœuvre. Quant au Togo, reconnaissons que, dès le 3 août, le Gouverneur von Doering, invoquant le « défaut de maturité des Noirs », avait demandé aux gouvernements voisins qu'on s'abstint de toute entreprise de guerre entre le Togo et les colonies franco-anglaises limitrophes : démarche bien singulière et dont le but était en réalité de conserver à l'Allemagne l'usage de la très puissante et très moderne station de T. S. F. de Kamina, relai entre le poste de Nauen (Berlin) et les autres stations africaines allemandes ou les navires allemands naviguant en Atlantique-Sud ou même en Océan Indien ».

La preuve est donc faite que, s'il y a eu violation de l'Acte de Berlin, c'est par l'Allemagne et non par les Alliés.

§ 2. — Violation des 14 points du Président Wilson

L'Allemagne prétend qu'elle n'a accepté l'armistice qu'en considération des fameux 14 Points contenus dans le discours du Président Wilson, du 8 janvier 1918. Or, d'après elle, sur la question coloniale, le Traité de Versailles serait en contradiction absolue avec le 5^e Point. Rappelons ce texte :

« Un arrangement libre dans un esprit large et absolument impartial de toutes les revendications coloniales basé sur le respect strict du principe qu'en réglant toutes les questions de souveraineté, les intérêts des populations intéressées devront peser d'un poids égal avec les demandes équitables du gouvernement dont le titre doit être fixé ».

Citons de nouveau à ce sujet un passage du discours prononcé le 2 février 1919 par M. Erzberger à la D. K. G. :

« Les Alliés ont accepté les 14 Points du Président Wilson comme l'Allemagne. Le président Wilson demande un règlement large et impartial de toutes les questions coloniales ; or, les Alliés veulent imposer la volonté du plus fort sans tenir

compte des droits allemands. Le programme Wilson donne à l'Allemagne un droit inviolable pour son territoire colonial ».

Le Dr Schacht, dans son article « Germany's Colonial Demands », paru dans la revue *Foreign Affairs* de janvier 1937, parle d'un radiotélégramme envoyé par le Colonel House au Président Wilson et intercepté par les Allemands le 29 août 1918.

Au sujet du 5^e Point, le Colonel House aurait dit que le « sort des colonies allemandes serait déterminé après la conclusion de la paix par un « impartial adjustment » basé sur le caractère équitable des demandes et les intérêts des populations intéressées ».

Mais à ce radiotélégramme était joint un mémorandum que voici : (1)

« Des craintes sont exprimées en France et en Angleterre que ce point comporte la réouverture de toutes les questions coloniales. Il est évident qu'il ne peut être compris ainsi. Il s'applique clairement à celles des revendications coloniales qui sont nées de la guerre. Il se réfère aux colonies allemandes et à toutes les autres colonies qui pourraient faire l'objet d'un examen international résultant de la guerre.

« La stipulation signifie que, dans le cas des colonies allemandes, le titre (de possession) est à déterminer après la conclusion de la paix par un arrangement impartial basé sur certains principes. Ces principes sont de deux sortes : 1) — Prétentions équitables ; 2) — Intérêts des populations concernées.

« Quelles sont les prétentions équitables mises en avant par la Grande-Bretagne et le Japon, les deux principaux héritiers de l'Empire colonial allemand pour que ses colonies ne soient pas rendues à l'Allemagne ? C'est qu'elle les emploiera à des bases sous-marines, qu'elle armera les Noirs, qu'elle utilisera les colonies comme base d'intrigues, qu'elle opprimerá les indigènes. Quelles sont les prétentions équitables mises en avant par l'Allemagne ? Qu'elle a besoin d'un accès aux matières premières tropicales, qu'elle a besoin d'espace pour l'expansion de sa population, que sur la base des propositions de paix la conquête ne donnera pas à ses ennemis de titre à ses colonies.

« Quels sont les intérêts des populations ? Qu'elles ne soient

(1) Note de l'Editeur sous l'art. du Dr Schacht.

pas militarisées, que l'exploitation soit conduite suivant le principe de la Porte Ouverte et sous la plus stricte réglementation des conditions du travail, des profits et des taxes, qu'un régime sanitaire soit organisé, que des améliorations permanentes des moyens de communication, etc... soient faites, que l'organisation et les coutumes indigènes soient respectées, que l'autorité protectrice soit stable et suffisamment expérimentée pour dominer les intrigues et la corruption, que la Puissance protectrice ait des ressources adéquates, financières et administratives pour agir avec succès.

« Il apparaîtra que le principe compris dans cette proposition est qu'une puissance coloniale agit non comme possesseur de ses colonies, mais comme un trust pour les indigènes et pour les intérêts de la S.D.N., que les règles à l'aide desquelles l'administration coloniale est conduite est une affaire d'ordre international et peut légitimement être soumise à une enquête internationale et que la Conférence de la Paix peut en conséquence édicter un « code of colonial conduct » liant toutes les Puissances coloniales ».

Donc l'interprétation américaine elle-même du 5^e Point du Président Wilson enlève toute valeur à l'argument allemand qui prétend que les Etats-Unis seraient moralement engagés à l'heure actuelle à soutenir les revendications allemandes.

§ 3. — Quelle est l'autorité compétente pour opérer un transfert des mandats ?

Le sort des anciennes colonies allemandes a été réglé par :

1) Les art. 118 et 119 du Traité de Versailles qui constituent la charte des mandats.

2) Les art. 94 et 95 qui fixent les frontières des territoires sous mandat.

3) L'art. 22 du Pacte de la S.D.N. qui a défini le statut intérieur des mandats.

Ces textes ne contiennent aucune disposition précise à l'égard de la souveraineté des territoires qu'ils régissent. Aussi la discussion s'est-elle donnée libre cours à ce sujet et la question a-t-elle été fort controversée.

Signalons d'abord certaines thèses allemandes qui représentent plus d'imagination que de valeur juridique :

Certains Allemands, par exemple, prétendent que la souveraineté n'appartient pas aux Puissances Alliées qui ne sont que mandataires, ni à la S. D. N. qui n'est que le mandant. C'est l'Allemagne qui aurait gardé la souveraineté : opinion émise par Henning, le Professeur von Freytag, Loringhoven.

Mais à ceci, Touzet (1) fournit une **réfutation ingénieuse** :

« En fait, dit-il, qu'est-ce que la souveraineté ? Un pouvoir de commander indépendant... Elle serait une, inaliénable, indivisible et imprescriptible ».

Or, en cas de protectorat, il y a double souveraineté de l'Etat protecteur et de l'Etat protégé. Or les Allemands avaient défini leurs établissements d'outre-mer : « Schutzgebiete » (protectorats) ils n'y exerçaient donc qu'une souveraineté fractionnée, ce qui est un non-sens, ce qui est le néant puisque par définition la souveraineté est une et indivisible.

On ne légifère pas sur le néant et c'est à juste titre que les rédacteurs du Traité de Versailles ont passé sous silence une question qui ne se pose pas ici ».

Voici une autre prétention allemande citée par Touzet :

« Le Pr Henning, dit-il, fait remarquer que le Traité de Versailles prévoit des cessions de territoires telles que celles mentionnées aux art. 45, 58, 125 et 128 qui doivent explicitement demeurer sans contre-partie. Or l'art. 119 qui prévoit la cession par l'Allemagne de ses colonies ne stipule pas expressément qu'elle ne sera pas indemnisée. Par contre, l'art. 257 laisserait entendre que la valeur des colonies aurait dû être payée ou portée au crédit du Reich ». Le Dr Schacht évalue l'indemnité due à 120 milliards de marks. Jamais l'art. 257 n'a eu pareille signification.

L'Allemagne invoque aussi parfois la violation « systématique » de l'art. 22 du Pacte de la S.D.N.

Il est assez curieux de voir l'Allemagne défendre ici l'institution des mandats après l'avoir critiquée si violemment. Rien n'autorise, d'ailleurs, l'Allemagne à parler d'une violation de l'art. 22 du Pacte. Mais, en admettant qu'il y ait un jour violation de l'art. 22 par une Puissance Mandataire, la sanction prise serait la révocation du mandataire mais non pas immédiatement le transfert du mandat à une autre Puissance.

D'ailleurs, lorsque l'Allemagne faisait partie de la S.D.N.,

(1) Touzet : *Le Problème Colonial et la Paix du Monde*.

elle pouvait demander la révocation d'un mandataire qu'elle jugeait inapte à remplir son rôle. Or, elle n'a jamais usé de cette faculté.

Depuis le discours de Hitler au Reichstag du 30 janvier 1937 où, en écartant le « mensonge de la culpabilité coloniale de l'Allemagne » il affirmait la restauration de « l'égalité des droits » et répudiait le Traité de Versailles, les Allemands estiment que cette répudiation unilatérale n'a pas été un simple geste symbolique mais a eu le caractère d'un acte juridique.

Cela serait la négation de tout droit international.

Mais, à côté de ces interprétations purement fantaisistes au point de vue juridique, il faut retenir la discussion qui s'est élevée entre les auteurs à propos de la souveraineté des territoires sous mandat. Les uns admettent la souveraineté de la S.D.N. Ainsi, ce serait elle qui aurait compétence pour le transfert d'un mandat. D'autres donnent la souveraineté aux Principales Puissances Alliées et Associées. Il faudrait donc l'adhésion de celles-ci pour le transfert.

A) Souveraineté des principales Puissances.

Cette thèse s'appuie sur le texte des art. 118 et 119 du Traité de Versailles. En fait, ce sont les Principales Puissances qui ont exercé en 1919 le droit de désigner les mandataires et les Etats-Unis y ont pris part bien que ne faisant pas partie de la S.D.N. Mais à ceci on peut objecter que le Traité de Versailles emploie les mêmes termes pour Memel, Dantzig, le Schleswig : or, la souveraineté de ces territoires n'appartient pas aux Principales Puissances. D'autre part, puisque le Traité admet qu'aucune compensation financière n'est due à l'Allemagne pour ses anciennes colonies, c'est qu'aucune Puissance ne s'est trouvée enrichie de ce fait, donc qu'il n'y a pas eu transfert de souveraineté.

B) Souveraineté de la S. D. N.

Les auteurs qui attribuent la souveraineté à la S.D.N. s'appuient sur l'art. 22 lui-même : en particulier sur l'alinéa 2 :

« Les Nations développées exercent leur tutelle en qualité de mandataires et au nom de la S.D.N. ».

D'autre part, toujours d'après ces auteurs, l'idée de mandat suppose l'existence d'un « mandant » c'est-à-dire la S.D.N. En-

fin, la souveraineté ne pourrait être attribuée au mandataire à cause des restrictions mises à son activité.

Le Capitaine Salesse (1) donne, à ce sujet, l'explication suivante : « En vertu de l'art. 119 du Traité de Versailles, l'Allemagne a cédé ses colonies aux « Puissances Alliées et Associées » c'est-à-dire en fait au « Consortium » des Alliés. Ceux-ci ont remis ces colonies à la S.D.N. qui exerce sur elles son droit de souveraineté. La S.D.N., personne juridique du nouveau droit international, a délégué à certaines Puissances ce droit de souveraineté en leur donnant « mandat » de l'exercer en son lieu et place ».

Mais, en fait, la notion classique de souveraineté est liée à la notion juridique « d'Etat ». Or, la S.D.N. n'a aucun caractère de l'Etat. D'après les textes, d'ailleurs, il n'y a pas souveraineté de la S.D.N. mais seulement droits de contrôle administratif. Mais ici la notion de mandat peut prêter à confusion. En droit privé, le mandataire défend les intérêts du mandant. Or, ici, ce n'est pas les intérêts du mandant, c'est-à-dire la S.D.N. que poursuit la Puissance Mandataire, mais les intérêts et le bien-être des populations placées sous mandat. Il n'y a donc aucun rapport entre les deux et l'on ne peut trouver là une raison d'attribuer la souveraineté à la S.D.N.

La thèse, d'ailleurs, néglige les art. 118 et 119 du Traité de Versailles.

Les Allemands ont soutenu avec vigueur le principe de la souveraineté de la S.D.N.

Ainsi un Allemand, Schreier, a écrit en 1935, dans un article paru dans *Arbeitsblatt des Akademischen Kolonialbundes* :

« Juridiquement, l'Allemagne ne pouvait plus renoncer à ses droits par l'art. 119 au profit des Puissances Alliées puisqu'elle l'a fait auparavant au profit de la S.D.N. dans le cadre de l'art. 22 ».

Ceci est tout à fait inexact. Ainsi que le fait remarquer Labaque (1) : « L'art. 22 du Pacte n'est que l'énoncé du système d'administration des territoires sous mandat... Il n'a établi aucun droit territorial en faveur de la S.D.N. Les destinées des

(1) Salesse (Capitaine) : *Le problème Colonial Allemand*.

(1) Labaque : *Afrique Française*, février 1936.

anciennes colonies allemandes ont été fixées en bloc par l'art. 119 du Traité ».

Au mois d'octobre 1920, le Conseil de la S.D.N. avait décidé de... prier les Principales Puissances de vouloir bien : a) lui désigner les puissances auxquelles elles ont décidé d'attribuer les mandats prévus à l'art. 22 ; b) lui faire connaître les limites des territoires soumis à ces mandats, et enfin c) lui communiquer les termes et conditions des mandats qu'elles proposent à l'adoption du Conseil suivant les prescriptions de l'art. 22... ». D'ailleurs, l'incompétence du Conseil de la S.D.N. pour l'attribution des mandats a été soulevée en 1921 à propos de l'attribution de l'île de Yap au Japon. Les Etats-Unis ayant protesté, le Président du Conseil de la S.D.N. écrivit au Secrétaire d'Etat américain, disant notamment : « La répartition des territoires soumis au mandat est du ressort du Conseil Suprême, non de celui du Conseil de la Société. Ce qui regarde la S.D.N. ce n'est pas l'attribution de ces territoires c'est leur administration ».

La Commission Permanente des Mandats a résolu le problème de la même façon.

En fait, il semble que l'on puisse résumer la situation sous la forme suivante : (1)

« Par les art. 118 et 119 du Traité de Versailles, l'Allemagne a formellement renoncé à ses colonies au profit des Puissances Alliées et Associées.

« La distribution des mandats a été faite non par la S.D.N., mais par le Conseil Suprême des Alliés. Le Conseil de la S.D.N. a seulement le contrôle du gouvernement des territoires sous mandat. C'est à lui que doit être fourni le rapport annuel ; c'est à lui que doivent parvenir les pétitions que peuvent envoyer les habitants de ces territoires.

« Sauf le cas où le territoire sous mandat est estimé être devenu majeur et pouvoir accéder à l'indépendance, pour qu'un pays mandataire puisse renoncer au mandat, il faudrait l'unanimité des Puissances qui ont été parties au Traité.

« Dans l'esprit où les mandats ont été institués, sous l'inspiration du Président Wilson et du Général Botha, le mandat est, en effet, non seulement un droit mais un devoir quasi d'ordre

(1) Colonel Mornet.

religieux. En un mot : « Pour refaire un traité, il faut faire un traité ». De plus, il semble bien qu'il serait nécessaire aussi, et c'est en particulier l'opinion anglaise, de demander l'avis des populations intéressées.

D'autre part, si aucune disposition précise du Pacte de la S.D.N. n'exige que le mandataire soit membre de la S.D.N., il paraît difficile, en pratique, pour le bon fonctionnement de l'art. 22, qu'il en soit autrement.

Il apparaît donc bien que les arguments juridiques présentés par l'Allemagne sont purement spécieux. Ils n'ont, en réalité, qu'un but : étayer les revendications allemandes en donnant au Reich une apparence de droit, en créant peut-être un préjugé en sa faveur.

IV. Argument moral

Prestige et Honneur Allemand

Mais, parmi tous ces arguments présentés par l'Allemagne qui, nous l'avons vu, n'ont pas grande valeur, le seul qui soit sincère, c'est l'argument moral, c'est-à-dire la réparation due à l'honneur allemand à la suite du « mensonge de la culpabilité coloniale de l'Allemagne » contenu dans le Traité de Versailles.

Le 17 juin 1919, dans une note à l'Allemagne que nous avons déjà citée, les Alliés exposaient ainsi les raisons qui les obligeaient à enlever à l'Allemagne ses colonies :

« L'échec de l'Allemagne dans le domaine de la civilisation a été trop évident pour que les Puissances Alliées et Associées puissent autoriser cette Puissance à entreprendre une deuxième tentative de ce genre et abandonner de ce fait, 12 millions d'individus à un sort dont la guerre les avait délivrés... Enfin les Puissances Alliées et Associées ont pu se convaincre que les populations indigènes des colonies allemandes se sont opposées énergiquement à être de nouveau placées sous la souveraineté de l'Allemagne. L'histoire de cette souveraineté, la tradition du gouvernement allemand, la manière dont les colonies allemandes ont été utilisées comme points de départ d'actes de brigandage contre le commerce de la terre mettent les Puissances Alliées et Associées dans l'impossibilité de restituer à l'Allemagne ses colonies et de confier au Reich allemand l'instruction et l'éducation de leurs populations ».

L'Allemagne, à l'heure actuelle, estime que son honneur n'a pas encore été lavé de cette accusation.

A ce sujet, par exemple, Karlowa (1) s'exprime ainsi :

« Parmi les peuples intéressés à un règlement juste et absolument impartial des problèmes coloniaux, on compte avant tout l'Allemagne. Mais, nous, les Allemands, nous sommes encore intéressés à ce problème d'une toute autre façon que les autres peuples pauvres en territoires et en matières premières car, pour nous, la question coloniale s'ajoute à nos revendications tendant à nous libérer des entraves immorales du Traité de Versailles et à nous réhabiliter dans notre honneur de puissance coloniale qui nous a été retiré d'une façon frivole ».

Cette discrimination reste à peu près seule actuellement de celles établies entre nations victorieuses et nations vaincues. De plus, l'acquisition de colonies permettrait à l'Allemagne d'intervenir dans certaines conférences internationales dont elle est écartée.

On retrouve la même préoccupation de l'honneur allemand dans un discours prononcé à Fribourg par le Général von Epp, le 17 juin 1935 : « Nos revendications coloniales se définissent par deux mots : du Pain, de l'Honneur. L'Allemagne... réclame pour elle ce qui lui appartient devant Dieu et devant les hommes ».

A l'argument que nous opposons aux revendications allemandes au point de vue économique, selon lequel ses colonies n'ont qu'un infime intérêt, Karlowa répond :

« La conception national-socialiste considère que le sol des possessions coloniales allemandes, abreuvé du sang des soldats allemands et arrosé par la sueur des pionniers coloniaux allemands, n'est pas un objet de marchandage.

« Tous les Anglais trouveraient étrange qu'on vint leur dire que la Grande-Bretagne n'a pas « besoin » de la colonie du Nigéria parce que le commerce général du Nigéria ne forme qu'une infime partie du commerce général du Royaume-Uni ».

Le Professeur Troll, représentant la pensée coloniale national-socialiste ne s'exprime pas autrement :

« La situation de l'Allemagne dans l'ensemble de la culture européenne et dans celui des autres peuples du monde, la mis-

(1) Karlowa : *Revue Politique et Parlementaire*, nov. 1935.

sion qu'elle a à remplir dans les événements du monde et qui lui est assignée par sa race, par la situation qu'elle occupe et par son histoire, la portent à exercer son activité au-delà des mers et aucun obstacle factice ne pourra rendre ce fait inexistant ».

Répondant à la critique d'après laquelle la réclamation des colonies par l'Allemagne ne serait qu'une question de prestige et que l'Allemagne pourrait recourir aux armes pour obtenir satisfaction, Karlowa rappelle que Hitler a souvent déclaré que la question coloniale ne serait jamais pour l'Allemagne une occasion de conflit et il affirme que pour l'Allemagne ce n'est pas une question de prestige mais une affaire d'honneur :

« L'Allemagne, dit-il, demande la réparation de l'injustice commise dans le Traité de Versailles et une rétractation du mensonge de la responsabilité coloniale par laquelle elle a été déclarée indigne de posséder des colonies. Mais elle repousse formellement l'idée d'après laquelle elle pourrait convoiter les possessions des nations qui, dans le passé, ont été plus favorisées de la fortune en ce qui concerne l'acquisition des colonies ».

Pourtant Hitler, lui-même, déclara en 1935 :

« Si pour une question de prestige, d'honneur national, l'Allemagne entend réclamer ses anciennes possessions tropicales, celles-ci apparaissent pourtant comme insuffisantes : et, c'est à un règlement plus vaste du problème colonial qu'elle aspire ».

Le maître incontesté du Reich, suivant la méthode allemande, augmente sans cesse ses prétentions alors qu'en réalité, à part la question de prestige, il n'y a rien de solide derrière ses revendications coloniales.

TROISIÈME PARTIE

Pourquoi il ne faut pas céder aux revendications allemandes

SECTION I

Attitude des Grandes Puissances Coloniales

CHAPITRE PREMIER

Grande-Bretagne et Union Sud-Africaine

I. — GRANDE-BRETAGNE

L'Angleterre ayant recueilli les 4/5 des anciennes colonies allemandes, il est particulièrement intéressant de connaître les réactions britanniques devant les revendications allemandes.

Même pendant la guerre de 1914, les Anglais n'ont jamais admis que les Alliés puissent rendre à l'Allemagne ses colonies.

Le 31 janvier 1917, Sir Walter Long, Sous-Secrétaire d'Etat aux Colonies, déclara : « Personne ne croira que ces combats ont été livrés en vain et que ces territoires (les colonies conquises) retourneront sous la domination germanique ».

De son côté, le 8 janvier 1918, le Conseil de la Chambre de Commerce de Liverpool adoptait la résolution suivante : « La section exprime l'opinion formelle que les territoires autrefois

détenus par l'Allemagne en Afrique ne doivent pas être replacés sous sa domination après la guerre ».

Et, dès 1920, avant même la rédaction définitive des Chartes des mandats, M. Amery, alors Secrétaire d'Etat aux Colonies, s'exprimait ainsi : « Il n'y a pas plus de raison de craindre que le Cameroun puisse être remis à une autre Puissance que pour une colonie ou un protectorat britannique ».

De son côté, le 26 octobre 1925, Sir Austen Chamberlain, Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères, déclarait à la presse : « Aussi longtemps que les Puissances à qui furent accordés des mandats sur les anciennes colonies allemandes désireront les conserver, il sera impossible à l'Allemagne de recouvrer une partie quelconque de son ancien empire colonial ».

De nouveau, le 11 juin 1926, le Colonel Amery, Ministre des Colonies, au banquet de l'Afrique Orientale, affirma que c'était une erreur de croire que le mandat britannique sur le Tanganyika n'avait qu'un caractère provisoire. Et, en janvier 1927, il déclara au Correspondant à Londres du *Lokal Anzeiger* :

« A mon avis, l'Allemagne n'a pas besoin de colonies pour se relever. Les matières premières qu'elle retirait des siennes avant la guerre étaient aussi peu considérables que les produits qu'elle exportait. Un empire colonial ne joue aucun rôle pour la grandeur et le prestige d'une nation.

« L'Autriche était avant la guerre une grande Puissance sans colonies... S'il y a quelque part une colonie à vendre, l'Allemagne est libre d'en faire l'acquisition ; il suffirait que cette transaction fut soumise à la S.D.N. Celle-ci ne s'y opposerait certainement pas ».

Peu de temps après, le 11 mars 1927, le *Daily Télégraph* démentait formellement les bruits qui avaient couru sur la proposition faite par Sir Austen Chamberlain à M. Stresemann d'une rétrocession possible des anciennes colonies allemandes.

En 1928, le gouvernement anglais parut même aller beaucoup plus loin et être prêt à envisager l'annexion pure et simple du Tanganyika. En effet, une Commission fut envoyée par le Gouvernement anglais pour étudier la réunion de ce territoire aux colonies anglaises voisines.

En 1934, encore, le vicomte Swinton (Sir Cunliffe Lister), Secrétaire d'Etat aux Colonies, a déclaré au diner de l'Afrique Orientale : « Le Tanganyika est confié au gouvernement britan-

nique, celui-ci l'a pris en charge et ne l'abandonnera jamais ».

En mars 1935, à la suite de son voyage à Berlin, Sir John Simon, alors ministre des Affaires Etrangères, affirma que « l'éventualité d'un transfert de mandats ne pouvait faire l'objet d'aucune discussion ».

Il est vrai qu'en 1935 certains Anglais plaident en faveur d'une restitution à l'Allemagne de ses colonies. Le *Daily Mail* fit une campagne en ce sens au mois de mai 1935.

De son côté, le *Manchester Guardian*, le 7 août 1935, écrivait à propos d'une renonciation possible de l'Italie à son action en Abyssinie : « La compensation qui pourrait être fournie à l'Italie serait de deux ordres : 1) L'attribution de concessions économiques en Abyssinie Orientale et Méridionale. 2) Partage. 3) Compensation financière des colonies portugaises.

L'art. 19 du Covenant et l'art. 22 pourraient être invoqués afin de justifier et d'autoriser des modifications capitales de la Carte d'Afrique : l'Allemagne obtiendrait l'Angola et l'Italie le Mozambique ».

Le 21 août 1935, le *Times* parlait de concessions nécessaires à faire à l'Allemagne :

« Tandis que se joue le drame que nous vivons, il est peu d'hommes d'Etat britanniques ou français qui nieraient que les Alliés commirent une imprudence en ne donnant pas à l'Italie, après la guerre, des satisfactions raisonnables à ses revendications. Cette opinion ainsi que l'acquisition bien superflue de territoires additionnels par des Puissances dont les besoins expansionnistes étaient déjà plus que pourvus, sont à présent considérées en France et ailleurs comme une hypothèque qui a agi lourdement sur l'avenir de l'Europe. Le problème colonial constituera la première grande question qui se posera devant elle. On en retrouve les racines dans l'affaire italo-abyssine et il figurera en tête de la prochaine liste des exigences allemandes. Il existe des deux côtés de la Manche des personnes qui réfléchissent et qui pensent que la révision de la redistribution des colonies est inévitable, tôt ou tard, et que plus tôt il y sera fait face, moins coûteuse et plus facile sera cette révision ».

Peu après, le 11 septembre 1935, Sir Samuel Hoare, Ministre des Affaires Etrangères, écartait l'idée d'une redistribution de « territoires » mais préconisait l'étude d'une redistribution des matières premières coloniales.

En ce qui concerne le problème même du transfert des mandats, le Gouvernement se bornait à rappeler que la « question n'était pas actuelle ».

D'ailleurs, dès le 12 septembre 1935, le *Daily Telegraph* tenait à mettre les choses au point :

« L'offre d'une enquête sur la distribution des matières premières, écrivait-il, n'implique pas de transfert prochain de territoire ni même de changement ultérieur dans la situation de certains pays ».

D'un autre côté, à propos du discours de Sir Samuel Hoare, le *Periodic Crown Colonist*, après avoir rappelé le régime d'égalité économique existant dans les territoires sous mandat, soulignait que les producteurs de l'Empire Britannique étaient plus soucieux de trouver des marchés à des prix rémunérateurs que de priver de matières premières les pays étrangers et qu'il était inadmissible d'envisager que la Grande-Bretagne puisse céder une partie de son empire.

Mais, le 23 octobre 1935, Sir Samuel Hoare, dans un discours à la Chambre des Communes, indiquait la nécessité de résoudre la question coloniale : « Actuellement les trois-quarts du monde, disait-il, sont aux mains de neuf unités politiques à savoir : l'Empire britannique, l'U.R.S.S., les Etats-Unis, la France, le Brésil, la Chine, les colonies de la Hollande, de la Belgique et du Portugal. Une cinquantaine d'autres nations ne constituent qu'un quart du monde. Il faudra résoudre cette question, car autrement l'Allemagne pourrait rassembler autour d'elle les autres Puissances mécontentes et soumettre un jour une demande qu'on ne pourrait pas satisfaire d'où résulterait peut-être un cataclysme ».

D'ailleurs, le 5 décembre 1935, Sir Samuel Hoare, lui-même, précisait ainsi sa pensée à la Chambre des Communes en déclarant que la modification au statut colonial qui pourrait être nécessaire pour assurer une meilleure répartition des matières premières, ne devait pas entraîner des changements politiques et territoriaux.

Par contre, dans le *Daily Telegraph* (en général inspiré par le Foreign Office) du 24 décembre 1935, Sir Arthur Crossfield fit une proposition qui fut ainsi reproduite dans *l'Echo de Paris* :

« M. Crossfield, y est-il dit, suggère donc que l'Angleterre et

la France acceptent de faire des concessions d'ordre territorial sur les territoires à mandat en Nouvelle-Guinée, au Cameroun, au Togo et que le Portugal accepte également contre honnête compensation de rétrocéder certains de ses territoires en Afrique Sud-Occidentale. On pourrait alors procéder à des redistributions de mandats coloniaux où l'Allemagne comme l'Italie pourraient trouver leur part et à l'attribution de nouveaux mandats. Ainsi, l'Italie pourrait se contenter en Ethiopie d'avantages moindres que ceux qu'elle considère comme indispensables. En outre, la tension européenne se trouverait apaisée puisque, par une redistribution satisfaisante des matières premières dont Sir Samuel Hoare lui-même a reconnu le bien-fondé, on tendrait à revenir à l'équilibre économique européen d'avant 1914. Un accord naval méditerranéen pourrait couronner le tout ».

En réalité, ce « réajustement colonial serait fait au détriment de l'Empire colonial français » ainsi que l'écrit Sir Norman Angel dans *le Spectator*.

En effet, l'Angleterre céderait le Togo et le Cameroun qui sont en perpétuel déficit, couvrant 124.000 km², tandis que le Togo et le Cameroun français ont une superficie de 474.000 km² et une valeur en eux-mêmes. D'autre part, le mandat australien sur la Nouvelle-Guinée (240.000 km²) a eu des résultats plus que discutables.

Le « Royal Institute of International Affairs », organisme fondé après la guerre et déjà très important, publie une revue mensuelle *International Affairs*. Dans le numéro de janvier 1936, le Professeur Toynbee, de l'Université de Londres, dans un article intitulé « Peaceful Change of War ? The next Stage in International Crisis ? » fait une proposition beaucoup moins audacieuse que celle de Sir Arthur Crossfield. Le Professeur Toynbee pose d'abord en principe qu'aucune loi internationale n'est immuable et qu'aucun traité ne doit être perpétuel. Ainsi le Traité de Lausanne a remplacé celui de Sèvres après les événements d'Asie-Mineure. Il faut donc admettre des changements pacifiques. Mais restituer les territoires que réclament les nations non possédantes présenterait de nombreux et graves inconvénients. Il vaut mieux se placer sur le terrain économique : Abaisser les barrières douanières et établir un régime de libre-échange international. Il n'y aurait aucun changement de

souveraineté territoriale, mais le régime mandataire, c'est-à-dire l'égalité commerciale, serait étendu à toutes les colonies. La S. D. N. pourrait en contrôler l'exécution.

En 1936, la question coloniale et la redistribution des matières premières furent fréquemment évoquées à la Chambre des Communes. De nombreuses interpellations furent faites à ce sujet, les députés s'inquiétant de l'interprétation qu'il fallait donner au discours de Genève de Sir Samuel Hoare : le 24 février 1936, M. Eden déclara à ce sujet que le Gouvernement britannique n'abandonnait pas la proposition de Sir Samuel Hoare mais qu'il fallait attendre que les circonstances soient favorables à un examen de la question.

Le 6 avril 1936, M. Neville Chamberlain, Chancelier de l'Echiquier, s'étendit longuement sur la question mais en des termes qui peuvent prêter à équivoque : Il fait d'abord une distinction entre les colonies et les territoires sous mandat ; il ne saurait être question de l'abandon des premières. Mais « les territoires sous mandat ne sont pas des colonies. Ils appartiennent à une catégorie assez différente et ils ne font partie de l'Empire britannique que dans le langage courant, si j'ose dire... Il n'y a pas de dispositions prises pour transférer un territoire sous mandat des mains du mandataire originel à celles d'une autre Puissance ».

D'après M. Neville Chamberlain, il faudrait, pour un tel transfert, l'assentiment de la Puissance mandatée, de la nouvelle Puissance mandataire, du Conseil de la S. D. N. et, avant tout, l'avis des populations indigènes.

Mais, certains députés ayant manifesté quelques inquiétudes sur les intentions du gouvernement anglais au sujet d'une rétrocession éventuelle des anciennes colonies allemandes, M. Baldwin, Premier Ministre, fit aux Communes des déclarations suffisamment précises. Après avoir rappelé les obligations imposées aux mandataires par le Pacte de la S. D. N. et les Chartres des Mandats, M. Baldwin ajoute « qu'il n'y a pas, soit dans le Covenant, soit dans les traités de paix, soit dans les mandats, des clauses relatives au transfert d'un mandat d'une puissance à une autre et aucun transfert de ce genre n'a jamais eu lieu ».

Et il conclut : « Les honorables députés peuvent être certains que le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas la moindre intention de soulever lui-même la question et, qu'au cas où se po-

serait une question touchant le futur statut des territoires placés sous mandat, il ne s'engagerait pas à l'égard d'un règlement quelconque des problèmes en cause sans donner toutes les possibilités de discussion à la Chambre ».

Quelque temps après, à la suite d'une déclaration assez ambiguë de M. Eden, Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, à la Chambre des Communes, Sir A. Chamberlain prend la parole pour demander une attitude plus claire et plus ferme :

« Il serait prudent, dit-il, de déclarer sans retard que le Gouvernement n'est pas prêt à envisager la restitution des pays en tutelle mais que nous apporterons la plus entière et la plus sympathique attention à l'examen des difficultés économiques considérées par le Gouvernement de Berlin comme résultant du fait qu'il ne possède pas de colonies ».

Mais le Gouvernement britannique n'a pas pris position. Après le Congrès de Nuremberg au mois de septembre 1936 où Hitler a posé nettement la question des colonies, l'attitude de l'Angleterre en novembre-décembre 1936 paraît plus ferme et on remarque un renforcement notable de l'hostilité anglaise à l'égard des transferts de territoires. La dissociation entre le problème des colonies et celui des matières premières est accueillie de moins en moins favorablement.

Sans doute, à Genève, en septembre, M. Eden a repris la proposition de Sir Samuel Hoare mais il ne s'agit plus d'une « redistribution des matières premières » mais seulement d'une « égalité d'accès » aux matières premières. Et ceci ne serait plus limité aux colonies mais s'étendrait à toutes les matières premières essentielles.

D'autre part, au Congrès Conservateur de Margate en octobre, à la suite d'une motion déposée par M. Sandys, le Congrès écarte à l'unanimité l'idée d'une discussion de la thèse allemande.

Enfin, le discours violent du Général Goering du 28 octobre 1936, accusant l'Angleterre d'avoir « volé » les colonies allemandes, indispose l'ensemble de l'opinion britannique.

Dans le numéro de janvier 1937 du *Journal of the Royal African Society*, M. R. Nicholson, rédacteur en chef, a fait une mise au point intéressante de la question des revendications coloniales allemandes en demandant l'opinion :

- 1) du Général Ritter von Epp ;

2) de M. Amery, ancien Secrétaire d'Etat aux Colonies de 1924 à 1929 qui a participé aux clauses coloniales du Traité de Versailles ;

3) de M. P. Orts, ministre plénipotentiaire de Belgique et vice-président de la C. P. M. (C'est sur son intervention que la Belgique obtint un mandat après la guerre).

Nous verrons plus loin le point de vue belge.

Quant au point de vue allemand, bornons-nous à indiquer que dans son article (qui n'est d'ailleurs que la traduction d'une étude parue en septembre 1936 dans *Europäische Revue*) le Général von Epp n'apporte aucun élément nouveau ; toutefois, il ajoute que l'Angleterre peut être bientôt menacée en Asie par la révolte des indigènes, et qu'elle a tout intérêt à grouper autour d'elle toutes les Puissances européennes pour résister à ce mouvement. Enfin, l'Allemagne désire un accord avec l'Angleterre sur le terrain colonial.

Et voici, d'après M. Amery le point de vue anglais :

1) Peu d'importance des colonies dans l'économie allemande d'avant-guerre. Exportations de l'Allemagne dans ses colonies : 0,6 à 1,80 % de ses exportations totales. Importations de ses colonies en Allemagne : 0,5 % de ses importations totales.

2) Pour l'émigration : L'émigration allemande dans ses colonies ne représentait de 1903 à 1913 que 1 pour 20.000 de l'accroissement de la population. En 1914 : 20.000 Allemands seulement dans les colonies.

3) L'Allemagne jouit du régime d'égalité commerciale complète dans les territoires sous mandat. Ainsi, pendant la période 1933-35, le Reich a acquis pour 1.080.561 livres sterling à l'Est Africain anglais et lui a vendu pour 1.429.415 livres. Dans le Cameroun anglais, 42,5 % des importations et 79,8 % des exportations ont été faites par le Reich.

4) Pour que la possession de ses colonies serve utilement à l'Allemagne, il faudrait qu'elle y introduise un régime préférentiel. En réalité, la prospérité d'un pays ne repose que sur une saine politique financière et monétaire.

5) Au point de vue juridique, le Général von Epp admet que les anciennes colonies allemandes, confisquées par la S. D. N., ont été remises aux Puissances mandataires, agissant comme tenanciers précaires et temporaires, la propriété de ces territoires restant à l'Allemagne. M. Amery répond que, suivant

l'art. 119 du Traité de Versailles, l'Allemagne a cédé irrévocablement ses colonies aux Puissances Alliées et Associées et non à la S. D. N. Celle-ci n'est intervenue que parce que les Puissances mandataires ont admis son contrôle pour bien prouver, suivant les idées de Wilson, qu'elles n'agiraient que dans l'intérêt des indigènes et avec un régime d'égalité commerciale sans aucun intérêt personnel.

6) M. Amery souligne le danger que le voisinage du Reich en en Afrique ferait courir aux autres Puissances.

7) M. Amery conclut : Aucune cession de territoires, mais possibilité d'accords économiques.

Mais l'opinion anglaise se préoccupe toujours de la question. Lord Allen of Hurtwood, dans une lettre au *Times*, propose d'instituer une Commission d'enquête internationale chargée de vérifier « la valeur des contrées arriérées dans les colonies et la situation des Puissances qui les détiennent ; de déterminer si les revendications allemandes tendant à obtenir une place dans leur administration sont fondées ou non ; d'examiner enfin le problème de l'administration coloniale dans la complexité du monde moderne ».

D'ailleurs, au début de 1937, l'Institut International de Coopération Intellectuelle a lancé une vaste enquête sur les changements à introduire dans le monde pour y maintenir la paix.

Lord Elibank n'a pas confiance dans la suggestion de Lord Allen mais il propose autre chose : « Je n'ai jamais découvert, écrit-il, de puissantes raisons qui s'opposeraient à ce que l'Allemagne pût recouvrer le Togo et le Cameroun. Je pense également que la Nouvelle-Zélande ne ferait aucune objection sérieuse à la restitution au Reich de Samoa, ni l'Australie à l'abandon de l'ex-Nouvelle-Guinée germanique, si la paix du monde était en jeu.

« La Hollande n'a rien perdu ni gagné pendant la dernière guerre, elle s'est maintenue dans une position confortable et bien protégée des deux côtés par les Alliés. En Nouvelle-Guinée néerlandaise, tout près des anciennes provinces allemandes, vivent, dans d'immenses territoires, des tribus qui sont encore à l'âge de la pierre et considèrent tous les Blancs comme de même nationalité et de même race. Là, et sans doute autre part, les Pays-Bas pourraient aider à résoudre le conflit. De même, le Portugal possède des territoires fort vastes, encore peu dé-

veloppés, dont les habitants souffriraient peu d'un changement de souveraineté. Le Portugal pourrait donc aider lui aussi... ».

Lord Elibank préconise alors la création d'une Commission Internationale composée de toutes les nations coloniales

Les propositions de lord Elibank apparaissent comme assez cyniques. En somme, d'après lui, la Grande-Bretagne serait prête à céder ce qui ne lui appartient pas. Cet égoïsme sacré n'indigne pas les Anglais.

De même lord Noel Buxton a proposé la constitution en faveur de l'Allemagne d'un vaste empire africain composé du Cameroun, de certains territoires belges et de l'Angola portugaise.

Par contre, M. R. Boothly, membre du Parlement anglais, souligne le peu d'avantages que l'Allemagne retirerait de la possession de colonies : « Les marks dépensés, écrit-il, pour acquérir des matières premières dans des colonies qui lui appartiennent, auraient précisément le même effet sur le change et la balance des paiements de l'Allemagne que si cet argent avait été employé à acheter les mêmes produits ailleurs. Nous-mêmes, avons vu dans l'empire la dépréciation de la livre australienne et néo-zélandaise par rapport au sterling. Il est évident pour nous que la circulation monétaire des Dominions est différente de la nôtre. Une circulation monétaire unifiée n'est possible entre la métropole et une colonie que si la première s'engage à réaliser l'effort nécessaire pour remédier à la balance déficitaire des paiements dans la colonie.

« Ces territoires étant des pays en période de développement ont besoin de capitaux importés. Leur balance de paiement est normalement mauvaise.

« Les anciennes colonies allemandes étaient dans cette situation avant la guerre, elles réclamaient constamment des emprunts ou des subsides du Reich. Le revenu du capital investi dans ces opérations dépend des conditions mondiales, mais notre expérience nous a démontré que ces placements sont peu rémunérateurs ».

Depuis 1932, le Japon a englouti 50 millions de livres dans le Mandchoukouo. Actuellement le Reich n'aurait pas les ressources nécessaires pour équiper et développer ses colonies.

De son côté, *The Sussex Daily News* écrit :

« Le Docteur Schacht constate en premier lieu que l'Allema-

gne doit tirer ses matières premières d'un territoire placé sous son autorité. Pourquoi ? Est-ce afin d'appliquer dans le pays contrôlé par elle les mesures contre lesquelles le Reich proteste lorsque d'autres les lui imposent ? Si l'Allemagne déclarait sans ambages qu'elle désire obtenir la souveraineté sur des colonies pour rétablir son prestige et satisfaire son orgueil, mais qu'aucune barrière douanière ne s'élèvera dans les territoires recouverts, ses adversaires seraient placés dans une situation difficile.

« Mais, nous le savons, l'Allemagne est aussi incapable de faire cela que de tenir un engagement. Si on lui rendait toutes les possessions qu'elle a perdues à la guerre, nous savons tous, et aucun de ses ressortissants ne peut dire le contraire, que les régions récupérées seraient aussitôt transformées en centres de nationalisme germanique. Nous savons ce qui serait arrivé si l'Allemagne avait été victorieuse dans la dernière guerre. Nous savons ce qui arrivera si elle gagne la prochaine... Considérant les revendications coloniales formulées par elle nous pouvons admettre que l'Allemagne, en élaborant son plan de 4 ans, pour suffire à tous ses besoins, n'a pas été poussée par la famine résultant pour elle du fait qu'elle est privée de colonies, mais qu'elle a voulu remplir un programme militaire en vue d'une guerre éventuelle. Ceci n'est pas la conclusion tirée des événements par un enquêteur critique et hostile, c'est l'aveu candide d'un officier de l'état-major général allemand...

« Organisée pour la guerre, l'Allemagne réclame les fruits de la paix comme si sa bonne foi était évidente aux yeux de tous. Si elle obtenait ce qu'elle demande, nous savons tous qu'il se produirait aussitôt un nouveau marchandage d'allure guerrière. C'est l'habitude du Reich ».

Le discours de Hitler du 30 janvier 1937 a soulevé des commentaires divers dans la presse britannique :

A ce discours, le *Daily Express* a répondu : « Non ». Le Reich a payé comme auraient payé ses adversaires vaincus, il n'y a pas à y revenir. Le *Manchester Guardian* propose comme solution l'administration directe de toutes les colonies et des mandats par la S.D.N. Mais un autre article du même journal déclare :

« L'Allemagne seule est responsable de sa situation économique, la bonne volonté des autres Etats sera impuissante à

rendre au Reich sa prospérité tant qu'il n'aura pas rejeté les chaînes dont il s'est chargé ».

Le Morning Post redoute que l'Allemagne ne crée dans ses colonies retrouvées des bases militaires contre la Grande-Bretagne.

Le Yorkshire Post, de son côté, craint que l'Allemagne ne pratique de plus en plus l'autarcie, donc que cette partie du monde ne devienne fermée pour les autres.

Les Financial News déclarent qu'on ne peut faire confiance à l'Allemagne tant qu'elle réarme à un rythme accéléré.

Et *The Spectator* souligne que, malgré ses prétendues difficultés économiques, l'Allemagne dépense chaque année 625 millions de livres sterling pour ses dépenses militaires.

M. W. H. Hugues, ancien premier ministre d'Australie, disait à Melbourne, à la fin de janvier 1937 :

« On parle bien des droits légitimes des Allemands à obtenir des matières premières et la restitution de leurs colonies. Il y a là un malentendu. La propagande du Reich s'efforce de détourner l'attention du public pour dissimuler l'échec des dictateurs qui n'ont pu trouver la solution des problèmes économiques. On fait croire au peuple que la perte des colonies a contrarié l'expansion du pays et l'émigration de l'excédent de la population. Et cependant l'Allemagne a cessé en fait de développer la Nouvelle-Guinée depuis 1884. En 1918, avant que l'Australie ne prit la charge du mandat, ce territoire comptait seulement 1.027 Européens, son commerce total s'élevait à 827.000 livres sterling. Sous l'administration australienne, la population blanche a augmenté de 400 % et le commerce de 500 % ».

Le 16 novembre 1938, la question coloniale étant de nouveau posée, M. Malcolm Mac Donald, ministre des Colonies fit à la Chambre des Communes la déclaration suivante :

« Un télégramme a été envoyé hier au Gouverneur du Tanganyika lui annonçant que le premier ministre avait fourni avant-hier à la Chambre des Communes une réponse signifiant que le Gouvernement n'envisageait le transfert d'aucun territoire soumis à l'autorité de l'administration britannique ». Une véritable ovation salua cette déclaration.

D'autre part, répondant à une question relative à l'organi-

sation d'un plébiscite parmi les indigènes des colonies cédées, Sir John Simon a déclaré :

« Comme le Premier Ministre l'a indiqué le 14 novembre et comme le Ministre des Colonies l'a répété aujourd'hui, le Gouvernement britannique n'envisage pas le transfert des territoires sous l'autorité de l'administration britannique. Sur une telle question, le Gouvernement doit naturellement tenir le plus grand compte des vues des populations des territoires intéressés ».

2) UNION SUD-AFICAINE

L'Union Sud-Africaine exerçant le mandat sur le S.-O. Africain, une des parties les plus importantes de l'ancien Empire Colonial Allemand, peut avoir une opinion personnelle au sujet des revendications allemandes et l'exprimer en dehors de l'opinion officielle britannique. L'Union Sud-Africaine est-elle favorable au principe de l'acquisition par l'Allemagne de territoires coloniaux ?

Certains y soutiennent que la présence des Allemands donnerait une plus grande force à la situation des Blancs en Afrique.

Parmi ceux-ci, le parti nationaliste-républicain. Le parti « dominioniste » se refuse à engager par une décision unilatérale la politique de l'Empire tout entier. Le parti du Centre (Fusion Party) paraît assez divisé. M. Pirow, ministre de la Défense paraît assez favorable aux revendications allemandes.

Quels seraient les territoires coloniaux où l'Union Sud-Africaine souhaiterait de voir l'Allemagne s'installer ?

Elle est unanime à refuser à l'Allemagne le S.-O. Africain et, d'ailleurs, lui-même ne paraît pas souhaiter faire retour à l'Allemagne.

L'opinion n'est pas non plus favorable à une restitution du Tanganyika : A cela s'opposent l'impérialisme boer et aussi des considérations stratégiques : la crainte de dangers aériens. En somme l'Union Sud-Africaine verrait plutôt l'octroi à l'Allemagne de compensations vers l'Ouest de l'Afrique Centrale, c'est-à-dire le Togo et le Cameroun. Il est vrai que le Cameroun administré par la Nigéria anglaise n'intéresse pas beaucoup celle-ci : presque tout le commerce est aux mains des Alle-

mands. De plus, elle a déjà dû avancer au mandat plus de 800.000 livres. Voici d'ailleurs quelques aperçus de l'opinion des milieux officiels de l'Afrique du Sud :

En avril 1936, un câble venant de Johannesburg et reproduit dans la presse européenne disait :

« Les officiels jugent ridicule l'information annonçant que l'Union est prête à restituer le S.-O. Africain à la condition que les indigènes ne soient pas soumis au service militaire. Les personnes les plus qualifiées déclarent que la politique du Gouvernement au sujet des mandats est entièrement opposée à ce qu'ils soient restitués à l'Allemagne.

« L'Union est un des adversaires les plus résolus à de telles propositions. Ayant l'intérêt le plus immédiat au maintien de la situation présente, elle ne peut être favorable à un transfert même avec la réserve qui est suggérée.

« De plus, le gouvernement est fermement opposé à toute restauration de l'influence allemande au Tanganyika.

« En ce qui touche le S.-O. Africain, l'Union est disposée à manifester une opposition encore plus marquée car le Gouvernement développe ce territoire dans le but de l'administrer en définitive comme une cinquième province de l'Union. Une récente Commission a ouvert la voie dans ce sens en rédigeant un rapport destiné à la S.D.N. et qui sera soumis à la Ligue avant que les mesures nécessaires ne soient prises ». Le « *Star de Johannesburg* » écrit de son côté : « Les habitants (du S.-O. Africain) et parmi eux beaucoup d'anciens colons allemands, établis depuis longtemps dans le pays, comprennent combien le marché de l'Union leur est indispensable. Or, ils en seraient privés sous le drapeau nazi. De même, le territoire perdrait la subvention annuelle de 200.000 livres sterling allouée par le Gouvernement du Cap pour parer au déficit budgétaire ». (Les Indes qui ont de nombreux ressortissants installés au Tanganyika ont la même opinion).

Mais il y a dans l'Union Sud-Africaine un parti germanophile important qui verrait d'un assez bon œil l'installation de l'Allemagne dans le voisinage.

Avant 1914, les Allemands avaient prévu le transport dès le début de la mobilisation de 100.000 sujets du Reich, venus de l'Amérique du Sud pour envahir le Cap en partant du S.-O. Africain et déjà, le parti germanophile du Dominion voyait

cela favorablement. Ce parti est encore très fort actuellement en Afrique du Sud. L'un de ses chefs, le sénateur Visser, déposa en mai 1936 sur le bureau du Parlement une motion en vue de restituer à l'Allemagne le Tanganyika et le Cameroun et de créer une Ligue pan-africaine de toutes les puissances européennes ayant des colonies en Afrique, placée sous le contrôle de la S.D.N. Tous les Etats membres s'engageraient à renoncer à militariser les Noirs.

En juin 1936, dans une déclaration à la presse du Cap, M. Pirow, Ministre de la Défense Nationale de l'Union Sud-Africaine affirma que « les milieux influents anglais étaient convaincus que la question coloniale ne pouvait être réglée que par des concessions territoriales à l'Allemagne en Afrique ».

Il ajouta cependant que « depuis 1934, des modifications si profondes s'étaient accomplies qu'une restitution de l'Afrique Orientale Allemande ou du S.-O. Africain était impraticable ».

Le Morning Post écrivait à ce sujet le 15 juillet 1936 :

« Bien que dans les cercles officiels on ne se prononce pas sur les déclarations de M. Pirow, on a des raisons de croire qu'elles correspondent aux vues d'une importante fraction du Gouvernement britannique.

« Je suis en mesure de dire, ajoute l'auteur de l'article, qu'en effet le principe d'une compensation coloniale à l'Allemagne, sous la forme du transfert des mandats, a été fortement soutenu devant le Cabinet et que, seules, les considérations de tactique ont jusqu'à présent maintenu la question hors la discussion ».

A la Chambre des Communes, M. Baldwin a déclaré que M. Pirow avait donné des opinions qui lui étaient personnelles.

Mais, ainsi que le faisait remarquer *le Morning Post* du 17 juillet 1936 « le Premier Ministre, bien que se dissociant des remarques de M. Pirow, regretta seulement que des interviews aient été publiées sur des questions « très délicates ». Où est donc le « délicat » de ces choses si le gouvernement ne louvoie pas avec l'ultime transfert d'un territoire ? Quels que puissent être les « milieux très influents de M. Pirow, il ne faut certainement pas les chercher parmi la majorité des Communes ».

M. Pirow aurait envisagé comme pouvant être restitués à l'Allemagne, le Togo, le Cameroun et l'Angola (Portugal).

Mais au sujet de l'Angola, *la Berliner Borsen Zeitung* mit immédiatement les choses au point :

Après s'être félicité des déclarations de M. Pirow, l'article ajoutait : « Cependant, nous ne pouvons voir dans les déclarations de M. Pirow aucune contribution pratique à la solution de la question coloniale. Au contraire, nous considérerons que sa méthode est néfaste. Ce n'est pas par des traités sur des possessions territoriales de tiers que l'on ne nomme pas, que seront satisfaites les exigences coloniales allemandes ni que la collaboration culturelle de l'Allemagne au soutien des avant-postes de la race blanche en Afrique pourra être obtenue ».

D'ailleurs, l'opinion sud-africaine n'était pas unanimement de l'avis de M. Pirow.

Au début de 1937, on pouvait lire dans *le Times* :

« Dans l'état actuel des choses, l'Afrique du Sud n'est pas disposée à abandonner son mandat sur le S.-O. Africain Allemand qui doit être effectivement administré comme partie intégrante de l'Union ».

En définitive, de cette attitude plutôt complexe, il résulte surtout qu'il existe actuellement en Afrique du Sud un important mouvement tendant à obtenir la reconnaissance aux nations d'Afrique du droit de déterminer elles-mêmes l'attitude à observer à l'égard d'éventuels remaniements de la carte d'Afrique car l'Union Sud-Africaine a pour but proche ou lointain la domination de toute l'Afrique Centrale ou Orientale pour son propre compte et non pour celui de l'Angleterre.

CHAPITRE II

I. Attitude de la France à l'égard des revendications coloniales allemandes

Il semble bien qu'en France, l'opinion soit unanime à ne pas vouloir restituer à l'Allemagne ses colonies.

Il est vraisemblable, d'ailleurs, que si un règlement colonial intervenait, il se ferait au détriment de la France.

En effet, l'Angleterre ne renoncera pas facilement au Tanganyika qui réalise la liaison du Cap au Caire. Elle ne renoncera pas non plus au S.-O. Africain car ce serait un voisinage dangereux pour l'Afrique du Sud et de plus c'est un pays très riche au point de vue minier.

Il ne reste donc que le Togo et le Cameroun. Alors que l'Angleterre a recueilli les 4/5 des colonies allemandes, il serait inadmissible que, dans une restitution éventuelle à l'Allemagne, la proportion soit renversée et que ce soit la France qui fournisse les 4/5 des territoires transférés.

Au surplus, le Togo et surtout le Cameroun présentent un intérêt vital pour la France.

Voici ce qu'écrivait à ce sujet, dès 1918, M. Fernand Rouget, délégué du Gouvernement Général de l'A.E.F., dans son livre : *Ce que tout Français doit savoir de l'A.E.F.* :

« L'A.E.F. trouvera surtout les moyens de pouvoir s'outiller, se développer, vivre et créer de la richesse pour la métropole par les multiples produits que son sol peut donner si elle recouvre un débouché maritime entre la Guinée espagnole et

la Nigéria et si l'Allemagne est définitivement évincée du Cameroun. Au cas, en effet, où le Cameroun resterait colonie allemande, l'A.E.F. serait virtuellement séparée de l'A.O.F. et nous perdriions tout contrôle sur le commerce du Soudan en gardant seulement la charge d'en assurer la sécurité. Les Allemands ne manqueraient pas de profiter de la situation privilégiée que leur donnerait la base maritime du Cameroun pour tenter de reprendre leur politique d'expansion d'avant-guerre : l'Afrique Equatoriale vivrait, par conséquent, sous la crainte constante de demeurer terre d'échange, et c'est un sort qu'elle ne mérite pas à en juger par l'âpreté que les coloniaux allemands ont mise à tenter de s'y implanter. Si, au contraire, l'Allemagne est écartée du Cameroun, les territoires du Tchad se verraient adjoindre le Haut-Cameroun qui est parmi les régions les plus peuplées de cette partie de l'Afrique. Nous pourrions, dès lors, construire la ligne de pénétration la plus courte qu'il soit possible de tracer à partir du Golfe de Guinée pour atteindre la région du Tchad par Douala-Garoua-Abéché. Cette ligne de pénétration aurait, en outre, pour résultat de donner à l'influence française dans le Soudan central un poids au moins égal à celui des influences anglaises qui s'exercent par la Nigéria et par l'Egypte. Enfin, nous posséderions également le Sud-Cameroun où nous serions délivrés des sujétions que les frontières allemandes nous imposaient, où nous aurions toute latitude pour établir le tracé le plus satisfaisant à donner à la voie de pénétration à diriger vers le Haut-Oubanghi et pour créer des ports maritimes faciles à aménager et où, au surplus, nous aurions en abondance certains produits comme le bois d'exportation, le cacao et le tabac. Il importe donc de conserver le Cameroun dans l'intérêt de l'Afrique Equatoriale, de notre empire de l'Afrique Centrale et d'une paix définitive de manière à éviter de perpétuelles « frictions » que causait jusqu'à présent cette Alsace-Lorraine africaine ».

Donc rien ne peut être cédé par la France sur le terrain territorial d'autant plus qu'il faut tenir compte du point de vue des populations indigènes, mais par contre, la France n'est pas hostile à certaines concessions économiques à condition que celles-ci ne soient pas vaines et que cela serve la cause de la paix.

En octobre 1935, M. Bastide, Président de la Commission des Affaires Etrangères de la Chambre déclara au Congrès du parti radical :

« Nous comprenons les besoins de certains peuples enserrés dans leurs frontières. La vaste question des territoires coloniaux et de la distribution des matières premières est posée. Il est évident que la S.D.N. se doit de préparer les ajustements indispensables, car on ne peut en demeurer à la situation de 1919 ».

De son côté, M. A. Sarraut, Président du Conseil, le 31 janvier 1936, s'exprimait ainsi à la Chambre :

« Je reconnais que, tandis que certains regorgent de ressources, d'autres en manquent ».

D'autre part, on trouve une preuve du fait que les gouvernements français et anglais ne repoussent pas toute discussion du problème colonial dans le communiqué publié à l'issue des entretiens franco-anglais de Londres des 29-30 novembre 1937 :

« Les ministres, y était-il dit, ont procédé à un examen préliminaire du problème colonial sous tous ses aspects. Ils ont constaté que la question ne pouvait être considérée isolément et que, d'autre part, elle concernait un certain nombre d'autres puissances. La nécessité d'une étude beaucoup plus approfondie a été reconnue ».

L'Angleterre et la France pensent donc que la question ne peut faire l'objet que d'une discussion collective à laquelle prendraient part la Belgique et le Portugal.

De plus, il est certain que le terrain d'entente ne peut être qu'économique. Ceci ressort très nettement des déclarations faites tout récemment par M. Daladier au Congrès radical de Marseille (26-30 octobre 1938) : « La France est un empire. Au-delà de ses frontières continentales, toute une vaste zone de sécurité lui est aussi précieuse que la métropole elle-même. En elle, réside pour une large part l'avenir de la France. Nous la considérons comme intangible ».

A la suite des revendications allemandes et surtout des revendications italiennes, l'opinion française s'émue. Les Français s'aperçurent enfin qu'ils avaient un Empire.

Ainsi peut-on lire dans l'ordre du jour du groupe de la Fédération républicaine, le 2 novembre 1938, le passage suivant :

« Le groupe a étudié avec attention les déclarations de

M. Chamberlain aux Communes et en a marqué les points particulièrement inquiétants ; il réclame de nouveau du gouvernement français une déclaration refusant toute négociation sur les colonies ou territoires sous mandat, conformément aux déclarations du Congrès de Marseille ; il se verrait dans l'obligation de refuser ses voix à tout gouvernement qui n'affirmerait pas solennellement ce principe ».

D'autre part, le 16 novembre 1938, eut lieu une réunion organisée par les grandes associations coloniales sous la présidence de M. Henri Béranger, sénateur de la Guadeloupe, Président de la commission des Affaires Etrangères du Sénat, à la salle Wagram à Paris. A la fin de la séance, dans leur ordre du jour, les grandes Associations Coloniales proclamèrent : « leur volonté de voir maintenir contre toutes revendications étrangères l'intégrité du territoire français tel qu'il a été constitué à la fin de la guerre mondiale ».

Le 16 novembre 1938, également, après la visite de M. Taittinger lui demandant de définir devant la Commission des Colonies de la Chambre, l'attitude du Gouvernement français vis-à-vis des revendications coloniales du Reich, M. Daladier donnait à la presse le communiqué suivant :

« Le Gouvernement n'a pas attendu la campagne qui se poursuit au sujet des questions coloniales pour faire connaître sa position sur ce problème. Il y a déjà plusieurs semaines qu'il a fait savoir que la France s'opposera à toute atteinte portée à son Empire colonial et qu'elle maintiendra résolument l'intégrité de ses possessions telles qu'elles ont été constituées à la fin de la guerre mondiale.

« Aucune cession n'a jamais été envisagée et ne saurait l'être. Aucune négociation n'a donc été envisagée sur ce sujet.

« Le Gouvernement renouvelle le démenti qu'il a déjà opposé aux fausses informations qui tendaient à faire croire que la question des colonies serait évoquée dans les prochaines entrevues franco-anglaises ».

Deux jours après, le 18 novembre 1938, dans une séance consacrée à la défense de l'Empire Français tenue Salle Chopin par « L'Energie Française », le Général Weygand prit la parole en ces termes : « La politique qui dicte les revendications coloniales allemandes n'est ni économique ni démographique ni même une politique de prestige. Elle répond à des visées d'ordre

stratégique. Il ne faut pas se laisser prendre à la déclaration allemande que cette conquête serait la dernière et ouvrirait une longue ère de paix.

« Toutes les revendications hitlériennes ont été précédées de cette affirmation.

« Si l'Allemagne compte aujourd'hui près de 80 millions d'habitants, la France en compte plus de 105 millions. Mais 65 d'entre eux sont séparés de la métropole par la mer. Rendre cette séparation définitive en cas de conflit, tel est le but.

« C'est pourquoi il faut à l'Allemagne des bases afin qu'elle les dote d'une puissante organisation.....

« Il faut répondre non aux exigences allemandes.

« Une politique de fermeté, d'indépendance et d'honneur s'impose. Elle réclame une France forte et unie.

« Nous ne devons nous laisser prendre à aucun subterfuge. Nous devons écarter tout marchandage dont une partie des territoires sous mandat serait l'enjeu. Céder le Togo, par exemple, reviendrait à favoriser l'établissement en plein pays noir d'un centre de propagande contre nous.

« Des événements récents ont donné à l'Europe le sentiment de notre faiblesse. Céder sur un seul point quand il s'agit de notre Empire, ce serait créer une impression de carence qui serait ressentie profondément dans toutes nos provinces d'outre-mer. Il ne faut pas leur laisser croire qu'elles ne peuvent plus compter sur la métropole.

« Ce serait affaiblir l'Empire et lui porter une grave atteinte morale au moment où on doit affirmer une volonté impérieuse et où, justement, la mise en valeur de l'Empire est, en même temps que notre idéal, l'un des éléments les plus essentiels de notre redressement.....

« Donc, il ne faut rien céder de nos colonies, cela va sans dire, mais rien, non plus, des territoires africains dont le mandat nous a été confié.

« C'est aider le Gouvernement qui vient de faire des déclarations particulièrement fermes que de dire avec force notre volonté résolue.

« Toute concession constituerait une défaite stratégique parce qu'elle mettrait la métropole hors d'état de compter sur ses forces coloniales et celles-ci hors d'état de compter sur l'appui de la France ».

De son côté, le Général Tilho (1) avait montré que « les véritables buts des revendications allemandes ne sont pas d'ordre économique, mais d'ordre statégique et qu'elles doivent permettre à l'Allemagne d'établir sa souveraineté sur des territoires admirablement placés pour favoriser ses projets de domination ». Enfin, M. Monnerville s'était élevé contre l'idée « qu'un pays comme la France dont l'idéal est fait de justice et d'esprit d'humanité pourrait consentir à jeter sous le joug d'une nation pour qui le racisme et le concept de l'inégalité des races constituent une doctrine d'Etat, des éléments d'humanité dont cet Etat considère qu'ils ne peuvent être traités qu'en inférieurs méprisés ».

Il ressort de tout ceci que si la France est prête à examiner tous les problèmes d'ordre économique sur lesquels se basent les revendications coloniales allemandes (la réponse de la France au message de M. Roosevelt du mois d'avril 1939 en fait foi) par contre l'opinion française est unanime à repousser avec énergie l'idée d'une restitution à l'Allemagne de tout ou partie de ses anciennes colonies.

II. Œuvre de la France au Togo et au Cameroun

A) — Au Cameroun :

Un Protocole signé à Londres le 20 juillet 1922, partageait le Cameroun en deux zones : la zone occidentale, contigue à la Nigéria anglaise allait à la Grande-Bretagne ; la zone orientale qui confine aux possessions françaises du Gabon, du Moyen-Congo, de l'Oubanghi et du Tchad (425.000 km², 2.225.000 habitants) allait à la France.

Le Cameroun ayant Douala et communiquant à l'Ouest avec le Golfe de Guinée par la Bénoué, affluent navigable du Niger, commande tout le centre africain français au point de vue économique et politique.

Sous la domination allemande, le régime économique et commercial basé sur le principe de l'égalité entre les nations, dérivait de l'Acte de Berlin du 26 février 1885. Le même régime existe actuellement, mais les signataires de la Convention de Saint-Germain-en-Laye du 10 septembre 1919, ont exclu du pri-

(1) Voir plus loin : III^e Partie, Ch. III : *Point de vue stratégique*.

vilège de l'égalité économique les Etats non adhérents à la S. D. N.

(1) La France, dès le début de son administration, s'est préoccupée d'organiser l'assistance médicale et, en particulier, la lutte contre la maladie du sommeil. Les budgets du Service de Santé et de la Maladie du Sommeil s'élevaient respectivement en 1929 à 5.608.062 fcs et 5.100.000 fcs, soit au total 10.708.062 fcs. On a créé sept secteurs de prophylaxie dont la population totale est d'environ 740.000 habitants dont 185.384 étaient trypanosomés (15,5 %). Les malades qui ne sont plus porteurs de germes dépassent 85 %.

Différents produits sont exportés du Cameroun :

Exportations moyennes :

Oléagineux. — Amandes de palme : 35.296 tonnes ; huiles de palme : 8.564 tonnes ; arachides : 445 tonnes ; caoutchouc : 945 tonnes ; peaux brutes : 564 tonnes ; bovidés : 1929 têtes ; tabac : 126 tonnes ; cacao : 10.021 tonnes ; ivoire : 9 tonnes ; kola : 12 tonnes ; bois : 59.029 tonnes.

D'autre part, le ricin pousse bien au Cameroun et le café s'y est beaucoup développé.

Enfin, le Haut-Cameroun exporte un peu de coton. En 1911, les Allemands avaient fondé une station d'essai à Pitoa, près Garoua pour acclimater les variétés étrangères. Ces essais ont été repris après la guerre.

Race bovine : 5 à 600.000 têtes ; chevaux : 12.000 ; ânes : 10.000 ; ovins : 155.000 ; caprins : 275.000 ; porcins : 8.000.

Produits minéraux : or, plomb argentifère.

On compte exporter environ 2.000 tonnes de wolfram.

De l'étain, du titane, du lignite, du charbon, peut-être du pétrole existeraient dans le sous-sol.

Voies de communications :

Le trafic de Douala n'a cessé d'augmenter.

Le réseau de chemin de fer comporte 505 kms.

Le chemin de fer du Nord (161 kms) inauguré le 4 mai 1911 a coûté 16.640.000 marks. Pour le racheter, le Territoire a versé à la Caisse des Réparations 4.517.274,60 francs et a dépensé pour sa remise en état : 2.500.000 francs.

(1) Renseignements empruntés en partie à Bruel : *La France Equatoriale Africaine*.

Réseau télégraphique aérien : 2.750 kms.

(1) Voici quelle est l'orientation générale du commerce du Cameroun, 1933-34) (Pourcentage)

Pays	Importations				Exportations			
	1933		1934		1933		1934	
	en tonnage	en valeur	en tonnage	en valeur	en tonnage	en valeur	en tonnage	en valeur
France	18	26,8	18,3	25,8	36,3	35,5	52	52,2
Colonies fran.	1,4	2,7	2,3	9,6	3,7	5,8	2,3	3,1
Angleterre ...	24,1	31,4	22,2	17	3	3,4	1,2	3,5
Allemagne ..	11,5	6,4	9,9	7,7	25	21,3	18,8	12,6
Pays-Bas	1,5	1,4	3,2	1,7	16,5	20,5	14,7	16,8
Belgique	2,7	3,1	6	3,1	4,9	3,3	3	2,1
Etats-Unis ...	13,9	9,1	14,5	12,1	1,4	2,6	2,2	4,2
Autres pays ..	26,9	19,1	23,6	23	9,2	7,6	5,8	5,5

Ce tableau montre clairement que la France n'accapare pas tout le commerce du Cameroun et que, selon le principe de l'égalité économique, les autres pays trafiquent largement, l'Allemagne en particulier.

Au point de vue économique, l'Allemagne n'aurait donc pas grand intérêt à la possession du Cameroun.

De plus, les indigènes nous sont très attachés et nous n'avons pas le droit de les abandonner.

Voici un télégramme adressé par la Chambre de Commerce du Cameroun à M. Daladier en décembre 1938 qui témoigne de ces sentiments :

La chambre de Commerce du Cameroun déclare que « la formule du mandat est périmée et incompatible avec un développement et une œuvre réalisatrice de longue haleine.

Nous sollicitons respectueusement, dit le télégramme, l'appui de votre haute autorité pour obtenir que le Gouvernement français prenne une position nette et définitive, intégrant purement et simplement le Cameroun à l'Empire français, afin que tous les éléments économiques représentés par les colons français et une immense majorité d'étrangers sympathisants puissent travailler dans la certitude et la sécurité de l'avenir.

« Nous vous signalons la formation d'un Comité de la Jeunesse Camerounaise, groupant la majorité des jeunes autoch-

(1) Yaoundé, 1936 : *L'œuvre de la France au Cameroun*.

tones, qui affirme sa volonté de rester Français et refuse de servir de monnaie d'échange ».

B) Œuvre de la France au Togo (1).

Là, comme ailleurs, la France a cherché tout d'abord à s'assurer la collaboration des indigènes ; en particulier, elle a appelé les chefs indigènes à siéger au Conseil d'Administration du territoire et à la Chambre de Commerce de Lomé.

D'autre part, l'œuvre sociale de la France au Togo a été considérable : suppression du travail obligatoire, législation du contrat de travail.

Pour l'enseignement, on compte actuellement 46 écoles officielles réunissant 3.700 élèves, 36 écoles primaires en groupant plus de 4.000 et une école professionnelle.

Enfin, l'organisation de l'assistance médicale et la lutte contre la maladie du sommeil ont été particulièrement développées. Il y a actuellement onze médecins européens au Togo et le personnel indigène compte 400 membres. Les formations sanitaires ont été construites à l'aide de fonds d'emprunt. L'accroissement de la population a été de 70.000 depuis le début de notre administration.

Au point de vue économique, la situation du Togo qui avait subi les effets de la crise mondiale, s'est redressée à partir de 1935-36. Les importations sont passées de 14.450 tonnes en 1934 à 26.035. Les exportations sont passées de 36.258 tonnes en 1934 à 40.435 tonnes en 1935 à 56.005 tonnes en 1936.

Parmi les principaux produits exportés, citons :

Amandes de palme	21.505 tonnes
Arachides décortiquées	3.282 »
Coprahs	1.394 »
Grains de coton	5.657 »
Coton égrené	2.195 »
Cacao	1.516 »
Maïs en grains	10.198 »

Sur un montant d'exportations de 56.005 tonnes valant 44.025.000 fcs, les sorties d'oléagineux entrent pour 33.000 tonnes représentant une valeur de 21 millions de fcs. L'outillage économique du pays n'a pas non plus été négligé. Les routes sont passées de 100 kms en 1913 à 400 kms en 1935. Le réseau

(1) Voir : Maroix (Général) *le Togo, pays d'influence française.*

de chemins de fer comportant 320 kms a été augmenté d'un tiers. Le port de Lomé a été aménagé.

La culture des oléagineux, principale richesse du pays, a été l'objet des soins particuliers de l'administration pour le perfectionnement des méthodes et la sélection des semences.

La culture du café est développée dans le cadre de l'organisation indigène et un bel avenir lui paraît réservé : l'exportation s'élève déjà à 76 tonnes.

Les cacaoyers et les kapokiers sont en augmentation et la culture du coton a été très étendue. Enfin, les cultures vivrières ne sont point oubliées.

Des Sociétés indigènes de prévoyance de secours et de prêts agricoles mutuels ont été créées pour soutenir les efforts des colons et des noirs.

D'ailleurs, la C. P. M. a rendu souvent hommage à l'administration française au Togo et M. Van Rens, représentant de la Hollande, a notamment déclaré : « Nulle part, l'idée et les particularités du mandat n'ont trouvé une application aussi correcte et aussi loyale que dans les territoires sous mandat français ».

Parmi les obligations qu'elle assume en qualité de mandataire, la France respecte scrupuleusement le régime de la Porte Ouverte, même vis-à-vis des Etats qui ne sont plus membres de la S. D. N. et en particulier de l'Allemagne :

Exportations vers l'Allemagne (en fcs).

1933 : 2.953.000 ; 1935 : 6.635.000 ; 1936 : 5.983.000.

Importations de provenance allemande :

1933 : 6.371.000 ; 1935 : 1.728.000 ; 1936 : 3.071.000.

Il n'y a donc aucune entrave apportée par la France au commerce allemand avec le Togo mais ce territoire ne contient en quantité importante aucune des matières premières nécessaires au Reich : huiles de palme, café, coton, sisal.

Enfin, le Togo, de climat tropical, ne convient guère au peuplement européen : en 1914, il n'y avait que 500 Allemands résidant au Togo.

D'ailleurs, de nombreuses raisons d'ordre moral et stratégique doivent nous empêcher de rendre le Togo à l'Allemagne.

D'abord, l'ancienneté de notre installation au Togo, qui remonte à Colbert : en 1626, en effet, la Compagnie des Indes Occidentales établissait des comptoirs dans le Golfe du Bénin.

En 1767, le roi nomma un administrateur officiel, chargé d'ériger un comptoir et d'étendre notre influence.

On a pu faire grief à l'administration française d'avoir négligé cette colonie jusqu'en 1851, il n'en est pas moins vrai que notre installation au Togo est vieille de deux siècles.

Vers 1865, des maisons de commerce françaises s'établissaient à Porto-Séguro (Togo).

Enfin, le 16, avril 1885, le Gouvernement français envoyait au Togo le lieutenant de vaisseau Dornain qui conclut avec le roi Ouébo et de nombreux chefs locaux un traité de protectorat. Mais, par la Convention signée à Berlin le 24 décembre 1885, nous cédions nos droits à l'Allemagne :

« La France reconnaît le protectorat allemand sur le territoire du Togo, renonce aux droits qu'elle pourrait faire valoir sur le territoire de Porto-Séguro étant donné ses relations avec le roi Mensah et sur le territoire de Petit-Popo ».

Après cette convention, néanmoins, l'influence de la France subsista dans certaines régions du Togo, des missions françaises y allèrent en exploration et ce n'est que par la Convention franco-allemande du 23 juillet 1897 que la question fût définitivement réglée.

Mais les populations du Togo nous ont gardé leur fidélité pendant toute l'occupation allemande et c'est avec joie qu'elles sont revenues sous le pavillon français en 1914.

De plus, nous ne pouvons céder à l'Allemagne le Togo qui lui servirait de base de départ vers le Niger et le Tchad.

L'œuvre magnifique accomplie par la France au Togo et au Cameroun nous crée des droits mais aussi des devoirs : droits que nous confèrent les énormes dépenses que nous avons engagées dans ces territoires depuis 20 ans et surtout les remarquables efforts et les résultats acquis par les colons et les médecins français ; devoirs envers les indigènes qui nous font confiance et à qui nous devons aide et protection jusqu'au moment où, grâce à nos conseils et à notre expérience, ils seront capables de se diriger eux mêmes.

CHAPITRE III

A) Attitude de la Belgique

Avant d'essayer de préciser celle-ci, arrêtons-nous d'abord un instant sur la position du Congo belge.

Le Congo belge n'a rien à redouter de ses voisins qui sont tous satisfaits de leur sort. A un moment, pourtant, les visées impérialistes de l'Afrique du Sud étaient à craindre lorsqu'il fut question de la fusionner avec les Rodhésies britanniques. Mais ce danger paraît écarté.

D'ailleurs, le Congo belge constitue un principe d'équilibre au centre de l'Afrique. A-t-il à redouter une attaque par la force des Puissances non satisfaites ? Non, car elles n'auraient pas de bases.

Il n'y a pas non plus à redouter une offensive diplomatique qui exigerait l'adhésion de la France et de l'Angleterre. Or, celles-ci ont promis à la Belgique pendant la guerre de garantir l'intégrité de son territoire colonial, l'Angleterre par la déclaration d'Anvers du 19 septembre 1914 et la France par la déclaration de Sainte-Adresse du 29 avril 1916.

D'autre part, la Belgique a fait pour sa colonie de lourds sacrifices financiers : elle a investi en Afrique en 50 ans plus de 26 milliards de francs.

Au reproche fait à la Belgique que ses possessions coloniales sont en proportion exagérée par rapport à sa population, Louwers oppose le tableau suivant :

La Grande-Bretagne possède par habitant 81 ha 81 ares ; le Portugal, 36 ha 64 ares ; la France, 35 ha 08 ares ; la Belgique, 31 ha 26 ares ; la Hollande, 27 ha 30 ares ; l'Italie, 5 ha 69 ares ; les Etats-Unis 1 ha 62 ares.

De plus, la Belgique ne consentirait pas à céder ainsi les populations indigènes qui lui ont toujours été fidèles.

D'ailleurs, le Congo n'aurait à craindre qu'une guerre européenne dont la Belgique sortirait vaincue.

Mais toute différente pourrait être la situation du Ruanda-Urundi sous mandat belge. Mais là encore la Belgique ne paraît pas décidée à céder : Déjà, le 19 mai 1927, M. Vandervelde, ministre des Affaires Etrangères, écrivait à l'ambassadeur belge à Washington :

« La question des mandats doit être envisagée à part ; elle ne peut être résolue que par l'accord unanime des Puissances intéressées : la Belgique en est.

« Mais ici encore, elle n'est pas disposée à faire ce que d'autres ne consentiraient pas à faire eux-mêmes et, si des sacrifices dans ce domaine doivent être accomplis, ils doivent être proportionnels à la part que chacun a reçue ».

Le 26 octobre 1935, M. Van Zeeland, dans un discours prononcé à Patria, envisageait la généralisation de la Porte Ouverte :

« Il ne peut être un obstacle aux revendications d'expansion économique que peuvent légitimement formuler certains peuples. Nous éprouvons trop nous-mêmes ce besoin d'expansion économique qui est une des conditions de notre existence pour ne point comprendre que d'autres puissent aussi le ressentir. Mais la satisfaction de ce besoin ne saurait se concevoir que par des moyens pacifiques ; pour l'assurer, il n'est pas de plus sûre méthode que de rompre avec la politique d'autarcie vers laquelle la crise a orienté trop d'Etats et d'en revenir progressivement, suivant d'heureux précédents, à un régime de liberté et d'égalité économiques ». D'autre part, à la suite des déclarations de M. Lloyd George, aux termes desquelles une redistribution des territoires coloniaux de diverses petites nations était nécessaire, M. Van Zeeland éleva une vive protestation.

Le 25 février 1936, répondant à une interpellation du sénateur Dorlodot, il déclara : « Une solution du problème colonial international, impliquant une redistribution des colonies où le Congo belge serait englobé de près ou de loin, a toujours été jugé inadmissible par le Gouvernement belge et, j'ai à peine besoin d'ajouter, jamais il ne l'admettra...

« Si l'intégrité du territoire colonial pouvait jamais être mise

en question, le Gouvernement la défendrait par tous les moyens en son pouvoir sans exception ».

Quelques temps après, à la Commission des Colonies de la Chambre à Bruxelles, M. Arthur Wanters présenta une motion très importante : Que la Belgique proclame sa volonté de conserver le Congo et son régime indépendant et recommande que soit étendu à toutes les colonies du monde le régime d'égalité et de la liberté commerciale existant au Congo.

B) Attitude du Portugal

Il paraîtrait au premier abord que des pays tels que le Portugal et la Hollande n'ont rien à voir ici puisqu'ils n'ont rien recueilli ou presque des anciennes colonies allemandes après la guerre.

Mais nous savons qu'à plusieurs reprises des hommes d'Etat, notamment anglais, ont suggéré que le Portugal et la Hollande pourraient bien contribuer à un règlement du problème colonial. Aussi est-il intéressant de connaître le point de vue de ces deux pays :

Le 13 septembre 1935, à Genève, M. Armindo Monteiro, ministre des Affaires Etrangères du Portugal, ancien ministre des Colonies, déclara devant l'Assemblée de la S.D.N. :

« La paix est, en soi, un bien d'une valeur inappréciable comme la vie. Mais, comme la vie, la paix n'est pas la suprême valeur. Il y a des choses qui lui sont supérieures : à l'amour de l'indépendance et de l'intégrité du territoire de chaque patrie, il y a des millions d'hommes qui sont disposés à faire sans hésitation l'offrande généreuse de leur vie ; on doit penser que le droit naturel, que le cœur humain commandent de sacrifier la paix à la défense légitime du territoire ».

Au Portugal, le 21 février 1936, M. Salazar déclara avant l'Assemblée Nationale : « Du point de vue juridique, le Portugal qui n'a pas de mandats et qui n'a reçu à la suite de la guerre que le territoire relativement petit de Quionga, peut montrer qu'il a des droits. Sur le plan de la force, le Portugal aura à montrer aussi qu'il a la force ».

D'autre part, à la suite de la proposition faite au début de 1937 par lord Noël Buxton de constituer en faveur de l'Allemagne un vaste empire africain comprenant le Cameroun, certains territoires belges et l'Angola portugaise, le Docteur

Amando Cortes écrit : « Je me demande si la Belgique accepterait une proposition pareille. Mais je puis dire nettement qu'aucun Portugais ne saurait l'admettre. Les Portugais considèrent leur colonies comme de telle importance que toute tentative pour les priver d'un de leurs territoires coloniaux serait considérée par eux comme une menace à l'égard d'une de leurs provinces métropolitaines. Les suggestions faites en 1909 et 1913 dans le but d'apaiser l'Allemagne en lui accordant une part des colonies portugaises, ont provoqué dans ce pays un profond ressentiment dont aucun patriote n'a perdu le souvenir. Lord Lugard a prouvé qu'en réalité les revendications de l'Allemagne ne sont pas motivées par le besoin de matières premières. Nous apprenons maintenant que le Reich ne peut acheter ce qui est nécessaire à son industrie parce qu'il n'a pas d'argent. Mais ce n'est pas notre faute si l'Allemagne a tel train de vie, si son colossal réarmement (source d'inquiétude et de danger pour le monde entier) a causé un tel ravage dans son économie ».

C) Attitude de la Hollande

La Hollande qui pratique depuis fort longtemps le libre-échange dans les Indes Néerlandaises est toute prête à admettre une généralisation du régime de la Porte Ouverte, mais, par contre, elle est bien résolue à n'accepter aucune cession territoriale.

Après le discours de M. Lloyd George, le 5 février 1936, à la Chambre des Communes, une vive réaction se produisit à la Chambre des Etats Généraux des Pays-Bas où le Ministre des Affaires Etrangères, M. de Graaf déclara le 21 février 1936 :

« La Hollande ne cédera jamais volontairement un pouce de ses territoires coloniaux pour donner satisfaction aux désirs expansionnistes d'autres pays ».

De ce bref examen de l'attitude des différentes Puissances coloniales à l'égard des revendications allemandes, on peut déduire qu'en face du même problème leur opinion est semblable : Rien ne doit être cédé sur le terrain territorial mais des concessions importantes peuvent être faites sur le terrain économique.

SECTION II

Différentes raisons de ne pas rendre à l'Allemagne ses colonies

CHAPITRE PREMIER

Point de vue des populations indigènes

Il faut tenir compte avant tout, dans tous les projets susceptibles d'apporter une solution au problème colonial, du point de vue des populations indigènes et il semble bien que cet argument qui est de toute première importance soit tout à fait contraire à l'Allemagne.

Quelle était la politique indigène de l'Allemagne dans ses colonies avant la guerre ?

Non seulement il y avait chez les Allemands incompréhension complète des coutumes indigènes mais, de plus, ils exploitaient littéralement les noirs dans les plantations et les industries. La bastonnade était une institution officielle. Il faut rappeler aussi la répression cruelle de l'insurrection des Herreros (1904-1906) par le Général von Trotha qui coûta aux Allemands 96 officiers, 1.391 hommes de troupes, 600 millions

de marks, mais où 26.000 indigènes furent massacrés, 30.000 dont des femmes et des enfants furent refoulés vers le désert et y moururent de faim. Le nombre total des victimes s'éleva à 150.000.

Au même moment, la révolte des Matumbi, dans l'Est africain allemand, était réprimée avec la même sauvagerie.

Le Secrétaire d'Etat Dernburg a admis que dans la révolte de l'Afrique Orientale, au moins 75.000 indigènes avaient été tués et dans la révolte de l'Afrique du Sud-Ouest, 80.000 Hereros, hommes, femmes et enfants, furent exterminés.

D'ailleurs, voici ce qu'écrivait en 1906 un colon allemand du S.-O. Africain dans un livre dédié au duc de Mecklemburg :

« L'Etat moderne en tant que puissance coloniale commet vis-à-vis de ses sujets le plus grand crime lorsque, se laissant hypnotiser et dominer par de confuses idées humanitaires, il épargne aux dépens de ses propres nationaux les races nègres vouées à disparaître. C'est pourquoi il est nécessaire de faire dans le S. O. table rase ».

Avec de telles théories, on ne peut s'étonner du résultat.

D'après les rapports coloniaux allemands eux-mêmes, la population du Togo entre 1894 et 1913 a décru de 2.500.000 environ à un million.

D'ailleurs, en Allemagne même, certains critiquaient les mauvais traitements infligés aux indigènes. De nombreuses interpellations furent faites au Reichstag en particulier au sujet du travail forcé.

Dans la région Sud du Cameroun, il y avait 97 entreprises agricoles nécessitant une armée de 40.000 travailleurs forcés, situation dénoncée par les missionnaires et les commerçants eux-mêmes. Pour maintenir ce « matériel humain » dans l'obéissance, il fallait user de moyens de correction sévères, bastonnade et fouet, moyens réglementés par le protocole 413.

De plus les indigènes étaient tenus dans un état d'infériorité morale révoltant : ils ne pouvaient pas recevoir une instruction supérieure, il leur était interdit de voyager en Europe et on refusait leur témoignage dans les affaires où les Blancs étaient intéressés.

Aussi, le *Nineteenth Century* de juillet 1916 pouvait-il écrire :

« Pour rester dans les limites de la probabilité, nous sommes fondés à admettre le chiffre de 750.000 comme ayant été celui

de la population totale de l'Afrique du Sud-Ouest : or, cette colonie, après 30 années d'administration allemande intensive, a à peine 100.000 habitants indigènes ».

Voici, d'autre part, un passage d'un article du « *Record* », organe des missions de l'Eglise Libre Unie d'Ecosse :

« Une tribu, les Doualas du Cameroun, avait été condamnée à la destruction complète et les survivants qui se traînaient hors des bois pour aller à la rencontre des colonnes britanniques étaient pour la plupart tailladés à coup de couteau et de fouets en peau de rhinocéros. L'histoire de cette tribu est caractéristique de la politique allemande : la possession de leurs terres leur était garantie par traité ; cependant, ils en furent chassés sans aucune compensation, leurs huttes furent brûlées et on les éloigna par force de la rivière qui était leur principal moyen d'existence ».

La protection des populations indigènes a, d'ailleurs, été une des principales raisons qui ont poussé les Alliés à ne pas rendre à l'Allemagne ses colonies.

Dès le 16 mai 1917, lord Robert Cecil, sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, parlant du traitement infligé aux indigènes par les Allemands, disait à la Chambre des Communes :

« J'avoue que je considérerais avec horreur l'idée de rendre les indigènes qui ont été arrachés à un tel gouvernement ».

En 1918, l'Allemagne réclamait le retour de ses colonies en vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Sir Harry Johnston, ancien Gouverneur de l'Afrique Orientale anglaise, expliquait ainsi le nombre des indigènes restés fidèles aux Allemands en Afrique Orientale Allemande :

« Les Allemands ont établi leur régime d'oppression sur la population noire en s'appuyant sur les Arabes et les Noirs islamisés qui pratiquaient l'esclavage ; ce sont ces éléments qui combattaient encore sous le drapeau allemand parce qu'ils ont intérêt au rétablissement de la domination germanique ».

Le 5 janvier 1918, dans un important discours à Londres, M. Lloyd George s'exprimait ainsi :

« La déclaration allemande d'après laquelle les indigènes des colonies allemandes ont, par leur fidélité militaire au cours de la guerre, montré leur attachement à l'Allemagne et leur résolution de demeurer avec elle dans n'importe quel cas, est ap-

plicable non pas aux colonies allemandes en général mais seulement à l'une d'entre elles : l'Afrique Orientale et encore dans ce cas particulier, les autorités allemandes se sont attachées non pas la population indigène dans son ensemble, mais seulement une petite caste guerrière d'où ils ont tiré leurs « Askaris ». Ils ont attiré ces derniers en leur conférant une situation très privilégiée par rapport à la masse de la population indigène, ce qui a permis à ces Askaris d'exercer une suprématie dominatrice et oppressive sur le reste des indigènes. Par ce moyen et par d'autres, ils se sont attachés une très petite et insignifiante minorité dont les intérêts sont en opposition directe avec ceux du reste de la population au nom de laquelle elle n'a pas le droit de parler. La manière dont les Allemands ont traité les populations indigènes dans leurs colonies justifie complètement les craintes qu'ils éprouvent de faire dépendre l'avenir de ces colonies de l'expression des désirs des indigènes eux-mêmes ». (D'ailleurs, dans une consultation des indigènes, les milliers de Noirs massacrés par les Allemands n'auraient pas été là pour donner leur avis).

La même opinion régnait en France et l'on pouvait lire dans la « *Dépêche Coloniale* » du 4 janvier 1918 l'article suivant sous la plume de M. J. Paul Trouillet à propos du Togo et du Cameroun placés sous l'administration française :

« La pacification s'est effectuée très rapidement, les indigènes s'étant vite rendu compte des avantages de tous ordres qu'ils retireraient de leur passage sous l'autorité française ; d'autre part, la réorganisation administrative et politique se poursuit dans les meilleures conditions sous la direction aussi active que pleine de tact de M. le Gouverneur Fourneau, Commissaire Général de la République. Tout ceci prouve l'erreur commise volontairement par les Allemands en prétendant que le retour des colonies germaniques à l'Allemagne après la Paix répondra aux vœux des populations indigènes qui les habitent : les atrocités dont se sont rendues responsables les autorités allemandes au cours de la campagne — une brochure publiée en 1917 par le Comité de l'Afrique Française en fournit l'impresionnant détail — l'accueil que nous avons reçu de la part de ces anciens sujets allemands, accueil d'une sympathie parfois si touchante, la facilité avec laquelle nous avons établi et faisons régner notre autorité prouvent surabondamment le con-

traire. Même accueil, mêmes facilités, mêmes résultats dans la partie du Togo qui a été placée sous notre administration ».

Dès 1918, l'opinion internationale était donc unanime à stigmatiser la politique allemande vis-à-vis des indigènes.

Connaissant ses méthodes on peut prévoir que si l'Allemagne recouvrait à l'heure actuelle ses colonies, elle exercerait de terribles représailles contre les noirs qui ont aidé à la conquête de ces territoires.

Mais, peut-être, après tout, les théories allemandes ont-elles changé depuis la guerre. Quelle est à ce sujet la pensée du Chef du III^e Reich ? Que dit Hitler dans « *Mein Kampf* » ? :

« L'existence d'hommes inférieurs était une des conditions essentielles de la formation de cultures supérieures car seuls ces hommes étaient en état de remplacer les moyens techniques qui manquaient et sans lesquels un développement supérieur est inconcevable...

« Ces peuples ont été, en effet, le premier instrument technique au service d'une culture en voie de devenir. Ainsi s'est trouvé nettement tracé le chemin que l'Aryen eût à suivre. En tant que conquérant, il soumit les hommes inférieurs et régla leur activité pratique en la subordonnant à ses ordres, à sa volonté, à ses fins. En orientant ainsi les vaincus vers une activité pénible mais utile, il n'a pas seulement ménagé leur vie mais il leur a peut-être assuré un sort meilleur que celui dont ils jouissaient au temps de leur soi-disant liberté ».

L'opinion de Hitler à ce sujet est ici, à n'en pas douter, celle de la plupart des Allemands.

Ainsi, le Pr. Gauch dans son ouvrage « *Nouvelles bases de recherches raciales* » divise le monde en deux parties : les nordiques et l'ensemble des animaux (y compris les hommes non-nordiques et les sous-hommes).

De son côté, Paul Rohrbach dans « *Für oder gegen Kolo-nien* » :

« Il est possible, il est même probable que les dominations anglaises, françaises, hollandaises dans l'Inde, l'Afrique du Nord, l'Insulinde prendront fin quelque jour, par suite de la résistance croissante des populations de ces pays, mais il n'y a pas, il ne pourra jamais y avoir de péril noir, il n'y a qu'une question de direction des populations noires par les peuples blancs...

« Le peuple allemand doit-il renoncer à s'agrandir ou à se fortifier, à chercher à travers le monde un espace plus grand pour ses fils et ses filles pour la seule raison qu'une tribu nègre, il y a 30 ou 300 ans, a pourchassé, massacré ou réduit en esclavage ses prédécesseurs et, qu'en vertu d'un tel « droit », elle peut poursuivre sa barbare existence sur cette terre où 10.000 familles allemandes pourraient mener une vie prospère et accroître la sève et la force de notre nation. Lorsque l'indigène, au service d'une race supérieure, aura appris à créer de la richesse, alors, mais alors seulement, il aura acquis un droit moral à vivre par lui-même ».

Et, dans son livre « *Deutschlands Koloniale Forderung* » paru en 1935, Paul Rohrbach écrit aussi :

« L'infériorité des races africaines n'est pas momentanée mais durera toujours... »

« Nous proclamons notre droit sur une partie du travail des races indigènes africaines... »

« Douceur dans la lutte contre le noir, c'est cruauté à l'égard des Blancs. Le noir ne reconnaît l'autorité supérieure du Blanc qu'à partir du moment où il éprouve la force supérieure de celui-ci. Lorsqu'il a reçu cette leçon et qu'il est ensuite traité de façon qu'il n'oublie pas, on peut tirer beaucoup de lui ».

Hitler, lui-même, considère comme naturelle, la destruction des races indigènes :

« Les civilisations qu'ils (les Aryens) fondent dans de pareils cas, sont presque toujours nettement conditionnées par le sol, le climat et les hommes qu'ils ont soumis. Ce dernier élément est d'ailleurs le plus décisif... »

« Sans la possibilité qui fut offerte à l'Aryen d'employer des hommes de race inférieure, il n'aurait jamais pu faire les premiers pas sur la route qui devait le conduire à la civilisation. »

« ...Tout ce qui n'est pas de ce monde de race pure n'est que fétu de paille balayé par le vent ».

Le Dr. Sell n'est guère plus rassurant lorsqu'il écrit :

« Celui qui est incapable de prévaloir dans la lutte pour l'existence doit en accepter les conséquences : telle est la loi éternelle de la nature. Il doit se réjouir lorsqu'il trouve des maîtres qui se chargent de le rendre capable d'assurer sa conservation. Il doit se réjouir lorsque de plus heureux que lui établissent entre leurs propres tâches vitales et sa conservation,

un lien tel qu'il échappe au danger d'être exterminé comme l'ont été les Indiens de l'Amérique du Nord ».

Après l'énoncé de telles théories, on comprend que le *Manchester Guardian* du 16 septembre 1935 ait pu écrire :

« Un pays qui traite ses propres nationaux de race différente d'une façon inhumaine ne peut administrer un pays noir où il commettrait les mêmes cruautés et les mêmes injustices ».

Tout récemment, un Français, M. Monnerville, le 18 novembre 1938, dans une séance consacrée à la défense de l'Empire Français dont nous avons déjà parlé, s'élevait contre l'idée qu'un pays comme la France « dont l'idéal est fait de justice et d'esprit d'humanité pourrait consentir à jeter sous le joug d'une nation pour qui le racisme et le concept de l'inégalité des races constituent une doctrine d'Etat, des éléments d'humanité dont cet Etat considère qu'ils ne peuvent être traités qu'en inférieurs méprisés ».

Certains Allemands, pourtant, ne craignent pas encore maintenant de se prévaloir de la politique allemande d'avant-guerre vis-à-vis des indigènes. Tel le Pr. Leo Frobenius dans une interview parue dans *Deutsche Bergwerkzeitung* de janvier 1936 :

« Les succès de von Lettow-Vorbeck pendant la guerre mondiale, dit-il, ont apporté la preuve pratique que c'est seulement l'Allemagne qui est capable de s'assurer la fidélité des indigènes en s'introduisant dans leur vie morale. Jamais un Général anglais n'aurait, par exemple, pu imiter cela : résister pendant de longues années parmi des difficultés sans nombre pour une cause presque sans espoir et être certain de la fidélité et de la volonté de sacrifice des soldats de couleur ; cela n'a pu être réalisé que parce qu'il existait un lien intérieur et moral... »

« Aussi les autres Puissances auront peut-être un jour besoin de l'Allemagne lorsqu'elles découvriront qu'il est nécessaire de conquérir les âmes des autres peuples... »

« La puissance européenne disparaîtra et s'appauvrira sans nécessité si elle ne se sert pas pour construire sur n'importe quel terrain d'un de ses dons les plus précieux et les meilleurs, c'est-à-dire des qualités allemandes ».

Cela est d'une modestie admirable.

D'ailleurs, d'après les Allemands, la doctrine raciale n'est pas un obstacle, bien au contraire, à une vie heureuse des indigènes sous le drapeau à croix gammée.

L'Allemagne ayant la fierté de sa race et de son sang a le respect des mêmes sentiments chez les peuples africains.

La France, d'après Karlowa (1), cherche à européaniser et à franciser les indigènes en même temps qu'elle procède à une militarisation très poussée même en Afrique Centrale dans les territoires régis par l'Acte du Congo. L'Angleterre, tout en ayant en théorie des idées plus justes, verse dans les mêmes erreurs dans bien des cas particuliers.

L'Allemagne sera beaucoup plus dans la vérité en laissant les indigènes se développer selon leur administration propre, leur race, leur religion etc...

M. von Epp, de son côté, soutient qu'une hiérarchie des races doit être affirmée mais que cela ne conduit pas à admettre la destruction des races inférieures.

« L'Allemagne s'efforcera de favoriser le développement des caractères propres des races indigènes... »

« Le racisme rejette seulement mais avec force la thèse de l'assimilation ».

Le nouveau droit indigène allemand préparé sous la direction du Pr. Westermann par le « *Rassemblpolitisches Amt* » du parti national-socialiste, a élaboré une nouvelle doctrine coloniale tout entière basée sur la doctrine raciale. Elle maintient énergiquement la séparation absolue des éléments ethniques et, en particulier, des Noirs et des Blancs. L'écart est si grand entre ces deux races qu'il est impossible de le franchir.

On laissera se développer les Noirs selon leurs lois particulières sans chercher à les initier à la langue ou à la civilisation européenne et on ne tentera aucun essai de collaboration comme le fait la France.

La base de la vie indigène politique, intellectuelle et sociale est le village et non la famille ni l'individu.

Mais lorsqu'on voit la manière dont les théories racistes de Hitler sont appliquées en Allemagne même, il est permis de rester sceptique et de penser que les indigènes ne seraient pas mieux traités que les minorités non-aryennes en Allemagne.

(1) Karlowa : *Le point de vue allemand dans la question coloniale*, (Esprit International, juillet 1936).

CHAPITRE II

Point de vue de la politique générale : Danger du Pangermanisme

Mais supposons qu'on rende à l'Allemagne tout ou partie de ses anciennes colonies, peut-on penser un seul instant qu'elle se considérerait comme satisfaite ? Certainement non.

Il n'est pour s'en convaincre que de se rappeler les rêves pangermanistes de l'Allemagne d'avant-guerre malgré les territoires coloniaux qu'elle possédait alors. Trouvant que le domaine colonial acquis ne justifiait pas tant d'efforts, les pangermanistes avaient des projets de plus en plus grandioses.

Le Dr Solff déclarait à l'Office Colonial : Le Cameroun n'est qu'une étape vers le Congo belge dont le premier pas fut réalisé par l'accord franco-allemand de novembre 1911. Le S. O. Africain n'était aussi pour lui que le point de départ vers l'Angola portugaise avec l'approbation tacite de l'Angleterre.

Les Iles du Pacifique n'étaient que le premier pas vers les Indes Néerlandaises et Kiao-Tchéou vers la Chine.

Tous ces projets, sans parler d'une grande Allemagne méditerranéenne se prolongeant à travers l'Asie Mineure jusqu'au Golfe Persique, avaient pour but de permettre à l'Allemagne d'organiser son émigration et de la diriger vers des colonies de peuplement. Entre 1900 et 1914, les associations coloniales se multiplient : en 1907 est fondé le *Frauenbund der deutschen Kolonialgesellschaft* et en 1908, le *Frauenverein für Krankenpflege in der Kolonien* (Croix-Rouge Allemande d'Outre-Mer).

L'Allemagne posé les jalons de son futur empire. Le chantage allemand au Maroc entraîne la cession du « Bec de canard » et les mémoires du Ministre des Affaires Etrangères de Kiderlen-Wächter nous ont révélé depuis les véritables buts de l'Allemagne :

« Nous devons, dit-il, atteindre le Congo belge afin d'être parmi les élus au moment de partager ce territoire ».

En mars 1914, von Jagow proposait à notre ambassadeur Jules Cambon un accord en vue de partager l'Afrique entre l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France à l'exclusion de la Belgique. C'est pour éviter le retour de pareilles ambitions que les Alliés ont enlevé à l'Allemagne ses colonies.

En 1914, également, l'Allemagne avait conclu une entente avec l'Empire Ottoman par laquelle celui-ci lui concédait la construction du Bagdadbahn financée par la Deutsche Bank. L'Allemagne envisageait l'exploitation des pétroles de Mésopotamie.

En 1912, la loi Delbrück, loi de la double nationalité, était venue favoriser les visées allemandes.

Ch. Andler précisait ainsi les buts de l'Allemagne :

« Un réseau commercial tendu sur le monde et dont les points d'attache seraient constitués par les agglomérations allemandes répandues depuis les Etats-Unis jusqu'à l'Argentine, de la Suède jusqu'au Transvaal et de Kiao-Tchéou à Saïgon devait servir d'ébauche à une nouvelle Allemagne ».

Paul Rohrbach, l'un des hauts fonctionnaires du Ministère des Colonies, pour lutter contre l'accroissement de la puissance britannique voulait une organisation allemande des Balkans, ramifiée jusqu'à la Perse et aux sources du Nil.

Voici comment Touzet (1) résume l'état d'esprit qui régnait en Allemagne à la veille de la guerre :

« A la veille de la guerre, dit-il, les idées pangermanistes étaient triomphantes : Friedrich Naumann décrivait le Mittel Europa dont il portait les limites jusqu'aux terres orientales de la Méditerranée ; Albrecht Wirth réclamait pour l'Allemagne l'Asie Mineure et la Mésopotamie ; Heinrich Class, chef de la Ligue Pangermaniste, et Maximilien Harden, directeur de la

(1) Touzet : *Le Problème Colonial et la Paix du Monde*.

Zukunft, exigeaient le Maroc occidental, l'Algérie et l'Ethiopie ! Enfin, le Mittel Afrika devait faire pendant au Mittel-Europa ».

Fin 1914, le comte Bernstorff, Ambassadeur d'Allemagne aux Etats-Unis, exigeait purement et simplement la cession totale des colonies françaises.

Dans un discours du 24 janvier 1918, le comte Hertling, Chancelier de l'Empire, parle « d'une réorganisation des possessions coloniales dans le monde ». Ce sont là des termes d'autant plus inquiétants qu'ils sont plus vagues.

Le Dr Solff, ministre des Colonies, demandait « la fondation d'une grande Allemagne africaine ».

En février 1918, à la Société Coloniale de Karlsruhe, il préconisait « la juste redistribution des possessions coloniales africaines entre toutes les nations intéressées, proportionnellement à la force physique des Etats, à leurs moyens de production économique et à leurs besoins ».

Le Pr Delbrück parlait des « Indes Allemandes » qui devaient comprendre le Congo français et belge, l'Angola, le Centre africain britannique, l'Afrique Orientale britannique, peut-être aussi le Soudan et la partie méridionale du Sahara.

Un tract distribué à l'armée allemande en 1918, en 8.000 exemplaires, demandait : le Maroc, l'A. O. F., la Côte des Somalis, toutes les colonies africaines du Portugal etc....

Un article du *Berliner Tagblatt* disait :

« Les Hollandais, peuple européen trop petit, possèdent dans la région tropicale une trop grande quantité d'îles ».

Vers la fin de la guerre, les Allemands n'avaient rien perdu de leurs ambitions et, en 1918, Emil Zimmermann écrivait :

« Par le Mittel-Afrika, nous séparons l'Amérique du Nord de l'Amérique du Sud ; nous faisons sentir ses effets dans l'Inde, en Australie et en Extrême-Orient ; nous exerçons notre attraction sur les populations de l'Afrique du Nord ».

Aveu sans artifices qui nous montre bien que le pangermanisme allemand est un danger mondial puisqu'il s'étend non seulement à l'Europe et à l'Afrique mais encore à l'Amérique, à l'Asie et à l'Australie.

Nous pouvons être certains que ces visées allemandes de 1918, c'est-à-dire d'un pays vaincu, n'ont fait que croître à mesure que l'Allemagne retrouvait sa force.

Les revendications coloniales officielles du Reich paraissent se borner à l'heure actuelle à ses anciennes colonies d'Afrique. Même si ses ambitions s'arrêtaient là, nous ne devrions pas céder. En mettant de côté les considérations stratégiques (de beaucoup les plus importantes) dont nous parlerons plus loin, les raisons économiques elles-mêmes devraient nous empêcher de restituer à l'Allemagne tout ou partie de ces territoires. L'Angleterre et la France ont fait de très gros sacrifices au profit des anciennes colonies allemandes, la question d'un transfert ne pourrait être discutée que si l'Allemagne offrait de sérieuses compensations financières : remboursement des dépenses engagées par les Puissances Mandataires, rachat des entreprises privées etc.....

Or, c'est un cercle vicieux : L'Allemagne réclame des colonies parce qu'elle manque de devises pour acheter ses matières premières, elle ne pourrait donc pas davantage offrir des devises aux Puissances Mandataires.

Enfin, rappelons l'intérêt vital que représente pour la France en particulier le Cameroun et le port de Douala comme débouché de l'A. E. F.

D'autre part, à quel titre l'Allemagne est-elle disposée à recevoir ses anciennes colonies ? Est-ce à titre de mandat de la S. D. N ? Il ne le semble pas.

M. von Epp, au Congrès de Fribourg de 1935, a catégoriquement écarté l'idée d'une administration mandataire.

Dans un article de *l'Afrika Nachrichten* de mai 1935, M. Ludwig Scholtz écrivait : « Nous voulons qu'on nous rende nos colonies, nous ne voulons pas les recevoir à titre de mandat ».

En mai 1936, la *Deutsche Allgemeine Zeitung* précisait :

« Lorsque l'Allemagne entrera elle aussi dans la jouissance d'un marché préférentiel, les territoires devront être rendus en tant que colonies et non en tant que mandats ».

Une déduction immédiate s'impose : Si l'Allemagne ne reprenait pas ses anciennes colonies à titre de mandats mais à titre de colonies, il est certain qu'elle n'y appliquerait pas le régime de l'égalité économique ; bien plus, il est probable qu'elle y étendrait l'autarcie qui règne actuellement en Allemagne : ces territoires deviendraient donc complètement fermés aux autres pays.

Mais le retour à l'Allemagne de ses anciennes colonies ne serait certainement pour elle que le premier pas vers un Empire Colonial infiniment plus vaste.

De nombreux plans de revendications allemandes ont été publiés. Il ne faut évidemment les accueillir qu'avec de grandes réserves, néanmoins ils sont certainement un reflet de l'opinion allemande.

Parmi ces plans, on peut citer le plan remis à Hitler par M. Ulrich Noach, Pr. à Francfort, qui demandait la cession au Reich non seulement du Togo et du Cameroun, mais encore de Madagascar, du Congo français jusqu'au Tchad, des territoires du Congo belge situés au Nord du fleuve, y compris l'enclave portugaise et la Guinée espagnole. Puis un « plan de reconstitution du domaine colonial allemand » soumis à Hitler et attribué au Dr. Schacht, le voici : abandonner toute réclamation du Togo et du Cameroun pour ménager l'Angleterre, renoncer aux îles du Pacifique en raison de l'opposition des Dominions et du Japon et se constituer un empire dans l'Afrique Noire aux dépens de la France, de la Belgique et du Portugal.

Le Dr. Scholtz envisageait un domaine colonial allemand de l'Afrique Centrale d'un seul tenant « constitué par des prélèvements territoriaux effectués en A.O.F., au Congo Belge, en Afrique Orientale Anglaise. Il proposait pour cela une commission créée par la S.D.N. décidant finalement.

De plus, depuis quelques années, l'Allemagne s'efforce d'étendre ses intérêts aux Indes Néerlandaises.

D'autre part, il semble bien qu'à un moment donné, l'Allemagne ait entamé des négociations avec le Portugal au sujet de l'Angola.

Le 13 décembre 1936, au moment où les journaux protestaient contre la mesure prise par l'Union Sud-Africaine interdisant aux étrangers de faire partie d'organisations politiques, le correspondant de l'Agence Havas à Berlin envoyait la dépêche suivante :

« Malgré les démentis officiels, le bruit continue de courir à Berlin que des négociations sont engagées entre l'Allemagne et le Portugal au sujet de la colonie d'Angola. D'après des renseignements qui ont pu être recueillis jusqu'ici, il ne s'agirait pas, comme l'auraient prétendu les premières informations publiées à l'étranger d'une cession formelle (sic) de l'Angola à

l'Allemagne. L'arrangement qui serait sur le point d'être conclu prévoit que le Portugal céderait à l'Allemagne, moyennant fermage, tout ou partie de l'Angola. La zone qui intéresserait plus particulièrement l'Allemagne serait la région Sud de l'Angola qui est contigue à son ancienne colonie du S. O. Africain. Le pacte serait conclu non pas par le Reich en tant qu'Etat mais par l'entremise de la Société Coloniale Allemande ».

La nouvelle a, d'ailleurs, été démentie à Berlin et à Lisbonne mais assez mollement.

Il s'agirait, en somme, pour le Reich de mettre en valeur l'Angola mais en s'inspirant des idées du Dr. Schacht : « l'Allemagne doit pouvoir produire des matières premières sur un territoire placé sous sa propre administration et la monnaie allemande doit avoir cours sur ce territoire colonial ».

Cela n'est pas incompatible évidemment avec la souveraineté nominale du Portugal.

Il semble qu'il n'ait pas été donné suite à ces négociations mais il est probable qu'elles ne sont pas abandonnées pour toujours et ne nous y trompons pas, si elles aboutissaient, cette main mise économique de l'Allemagne dans l'Angola, se changerait inévitablement un jour ou l'autre en influence politique.

D'ailleurs, il est permis de supposer que l'Angleterre et l'Union Sud-Africaine ne verraient pas cet accord d'un bon œil.

L'Allemagne n'a certainement pas abandonné non plus les rêves pangermanistes d'avant-guerre du côté de l'Amérique.

Voici ce que dit à ce sujet Key dans la *Nouvelle Politique Coloniale* : « Les colonies que forment ces groupements (les groupements germaniques établis outre-mer) pourraient être aisément transformés en concessions » ou mieux en « blocks-settlements » sans aucune idée de souveraineté de la part de l'Allemagne...

« Tous les Etats de l'Amérique du Sud peuvent, à cet égard, être pris en considération : le Docteur Luther a parcouru, en 1926, tous les pays de l'Amérique du Sud et souligne les possibilités considérables qui s'offrent dans ces derniers à l'émigration allemande ».

Mais beaucoup d'Allemands voudraient voir ce lien transformé petit à petit en lien politique, sorte de lien « fédéral » sans continuité territoriale. Là se précise le danger.

Voici, d'autre part, la thèse particulièrement inquiétante soutenue par Erich Koch-Weser au sujet de la double nationalité :

« Une idée nouvelle tend à se faire jour : c'est l'idée d'après laquelle « indigénat » (« Staatsangehörigkeit ») et « nationalité » (« Volkstum ») sont des concepts d'égale valeur juridique qui peuvent coexister ; c'est d'autre part, l'idée d'après laquelle on peut être bon citoyen de son pays, au sens politique du mot, sans adopter pour cela la nationalité de la majorité ».

Mais, ainsi que le fait remarquer Salesse (1), cette conception est extrêmement dangereuse.

« Quelle tentation, en effet, pour une politique qui se croit en possession de ses moyens d'intervenir à chaque instant au nom du dangereux principe du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » et sous couleur de protection des « minorités » ethniques dans le domaine essentiellement privé des souverainetés nationales d'où la prudence devrait les faire exclure ! C'est par d'insensibles transitions et probablement sans s'en être rendus compte eux-mêmes que les Allemands ont été amenés, avant la guerre, à passer de la théorie prudente de « l'infiltration pacifique » préconisée par un Richard Kramel au pangermanisme envahissant et sans frein d'un Furke ou d'un Lange ».

C'est en 1931 que le Capitaine Salesse écrivait ceci. Depuis, au cours de l'année 1938 et au début de 1939, les événements lui ont donné pleinement raison : Annexions de l'Autriche, de la Tchéco-Slovaquie, de l'Albanie, de Memel.

D'ailleurs Hitler, lui-même, a reconnu en 1935 que ses ambitions ne se bornaient pas au retour des anciennes colonies allemandes :

« Si, pour une question de prestige, d'honneur national, l'Allemagne entend réclamer ses anciennes possessions tropicales, celles-ci apparaissent pourtant comme insuffisantes. Et c'est à un règlement plus vaste du problème colonial qu'elle aspire ». Nous voilà prévenus.

D'ailleurs la question coloniale n'est pas un tout en elle-même. En effet, comme l'a écrit dans une article du *Sunday Times* M. Amery, membre du Parlement britannique, ancien Secrétaire d'Etat pour les Colonies, « l'argumentation et les faits sur lesquels l'Allemagne s'appuie, aboutissent à cette conclusion

(1) Salesse : *Le problème Colonial Allemand*, 1931.

qu'il n'y a rien de solide derrière les revendications coloniales allemandes ».

Pourquoi alors cette « politique de prestige » à propos de colonies dont l'Allemagne s'est si longtemps désintéressée quand Hitler, lui-même, dans *Mein Kampf*, a déclaré qu'elles n'avaient aucune utilité pour son pays ?

C'est que, dans le monde actuel, aucune question n'est plus isolée : les questions coloniales font partie de la politique générale du monde. Tout se tient et tout s'enchaîne. Et la revendication coloniale allemande apparaît comme un moyen de chantage pour créer des oppositions entre les Alliés signataires du Traité de Versailles (diviser pour régner), dresser, par exemple, l'une contre l'autre, la France et l'Angleterre ce qui aurait permis à l'Allemagne de poursuivre tranquillement ses visées en Europe Centrale et Orientale.

« Intégrer la nouvelle politique coloniale allemande, écrit le Docteur Sell, dans l'ensemble de la politique, de façon à former un tout cohérent, cela signifie en faire un moyen de puissance politique en rapport étroit avec la mission historique de l'Allemagne dans l'Europe Centrale et Orientale...

« La politique coloniale allemande tend à couvrir du côté de l'Ouest, l'Allemagne et, avec elle, le front Est de l'Europe. C'est pourquoi les régions à coloniser doivent avoir une situation telle qu'elles puissent être utilisées en vue de la politique de l'espace dans l'Est...

« Patrie et politique de conquête d'espaces dans l'Est, puissance maritime et territoires coloniaux, tout cela forme un tout indivisible, la nécessité vitale et le destin d'un grand peuple ».

Mais, malheureusement pour l'Allemagne, ce plan n'a pas abouti puisque, tout au contraire, elle a réussi non seulement à rapprocher la France et l'Angleterre, mais encore à faire contre elle la presque unanimité.

De plus, dans cette question coloniale, deux autres éléments fort importants ne doivent pas être perdus de vue :

D'abord le rapprochement germano-nippon concrétisé par le Pacte Anti-Komintern du 25 novembre 1936. Le Japon et l'Allemagne, nations non-satisfaites, peuples sans espace, étaient faits pour s'entendre.

Ne nous y trompons pas : L'alliance défensive contre l'Internationale Communiste, se changerait rapidement en alliance

offensive sur le terrain colonial. On a même prétendu qu'un protocole secret était adjoint au Pacte germano-nippon partageant le monde en sphères d'influence réservées aux deux pays. Le Reich aurait renoncé à toutes revendications sur les îles du Pacifique et aurait partagé avec le Japon les Indes Néerlandaises sinon politiquement du moins économiquement en attendant mieux.

Cela reste, évidemment, du domaine des hypothèses mais il est bien probable qu'en cas de besoin, le Japon et l'Allemagne agiraient de concert.

Plus dangereuse, plus précise tout au moins dans ses buts, apparaît l'alliance italo-allemande.

Le 28 octobre 1937, le Duce, parlant à Rome en présence de M. Rudolf Hess, a soutenu officiellement les revendications coloniales allemandes : « Il faut, a-t-il dit, que certaines clauses criardes et absurdes des traités de paix soient revisées. Il faut qu'un grand peuple comme le peuple allemand ait de nouveau la place qui lui appartient et qu'il avait au soleil d'Afrique ».

Le 6 novembre 1937, l'Italie a d'ailleurs donné son adhésion au Pacte Anti-Komintern.

L'axe Rome-Berlin paraît se resserrer de plus en plus depuis quelque temps. Qu'en est-il en réalité ? Il est bien difficile de le savoir.

Faut-il aussi parler ici de l'Espagne ? Sa récente adhésion au Pacte Anti-Komintern et son attitude à tout le moins hésitante à l'égard de l'Angleterre et de la France peuvent donner à réfléchir. Ce sont-là autant de points d'interrogation auxquels on pourra répondre vraisemblablement dans un avenir assez proche. Mais ils constituent néanmoins des dangers latents qui ne peuvent que nous inciter à ne pas nous laisser prendre dans l'engrenage, car on peut être certain qu'une concession en entraînerait une autre provoquée par de nouvelles exigences, ce serait donc aller devant des difficultés de plus en plus graves, dont les répercussions sont impossibles à prévoir (1).

(1) Les événements récents (septembre 1939) ont modifié totalement, à ce sujet, l'aspect du problème : l'Espagne a déclaré officiellement sa neutralité absolue dans la guerre qui vient d'éclater ; d'autre part, le Pacte Anti-Komintern s'est changé en une alliance russo-allemande.

Comme l'a dit M. Moutet, Ministre des Colonies, dans une interview donnée à la *Prager Presse* :

« On considérerait la cession d'un territoire colonial par la France non comme un geste d'apaisement, mais comme un acte de faiblesse ».

Ces abandons ne serviraient en aucune façon les intérêts de la paix.

« Nos colonies africaines sont devenues par la force des choses une partie essentielle de notre patrimoine, un gage de notre prospérité et de notre sécurité.

« Abandonner une parcelle si petite soit-elle de ce domaine pour la livrer à l'Allemagne serait compromettre la stabilité, la sécurité de tout l'ensemble de la Métropole elle-même...

« Comprendons que céder le Cameroun et le Togo à l'Allemagne, c'est donner à l'Allemagne une puissance d'agression nouvelle en diminuant en même temps la puissance défensive de la France. Ce n'est donc pas assurer la Paix mais rendre la guerre plus proche et plus inévitable.

« Ne commettons pas ce véritable crime contre la Paix ».

CHAPITRE III

Point de vue stratégique

Le retour à l'Allemagne de ses anciennes colonies présenterait encore un autre danger que ceux dont nous avons parlé précédemment. Le transfert de territoires modifierait l'équilibre des forces en Afrique, il entraînerait l'abandon de positions essentielles pour la défense de l'Empire et de la Métropole elle-même. D'ailleurs les projets élaborés par les Allemands pendant la dernière guerre au moment où ils espéraient encore pouvoir dicter la paix au monde ne laissent aucun doute à ce sujet.

Dans la *Deutsche Politik*, M. Franz Kolbe écrivait en février 1917 : « Dès le début de la nouvelle guerre, le Canal de Suez serait fermé par les Turcs et le trafic de l'Angleterre avec l'Inde et l'Australie devrait faire le tour par le Cap de Bonne-Espérance. Mais toute navigation passerait à proximité de la côte fortifiée de l'Afrique Centrale Allemande. Dès lors, il serait impossible pour l'Angleterre de continuer à concentrer toute sa flotte dans la Mer du Nord et de menacer l'Allemagne ; elle serait contrainte à faire stationner une division navale considérable en Afrique du Sud pour la protection de son commerce, ce qui entraînerait un affaiblissement appréciable de sa situation dans les eaux européennes ».

Au début de septembre 1918, un orateur officiel, le Capitaine von Wiese, dans une réunion publique à Berlin, déclarait aussi : « Nous devons réclamer l'extension de nos colonies pour qu'une

victoire dans la prochaine guerre des matières premières suivie notre victoire militaire. Nous avons besoin de colonies dans le Pacifique pour des raisons militaires et stratégiques ; nous devons exiger une Afrique allemande s'étendant de l'Est au Sud-Ouest ».

Les Alliés se rendaient parfaitement compte de ce danger et c'est la principale raison pour laquelle ils estimaient nécessaire de garder les colonies allemandes

Le Général Smuts, représentant de l'Union Sud-Africaine dans le Cabinet de guerre, déclarait le 28 janvier 1918 à la Société Royale de Géographie de Londres :

« Les véritables buts de guerre de l'Allemagne ne sont pas des colonies, mais une puissance militaire et des possessions stratégiques pour l'exercice d'une puissance mondiale dans l'avenir. Son but final en Afrique est de fonder un grand empire central africain comprenant non seulement des anciennes colonies allemandes d'avant-guerre, mais aussi toutes les possessions anglaises, françaises, belges et portugaises au Sud du Sahara et du lac Tchad et au Nord du Zambèze. Elle poursuivait fermement cet objectif même avant la guerre et elle exige, à la fin de la guerre, la restitution de ses colonies perdues, comme un point de départ pour la reprise de sa marche interrompue. Ou plutôt, ainsi qu'il ressort des récentes déclarations du comte Hertling, l'Allemagne réclame une nouvelle répartition des colonies dans le monde afin qu'elle ait une part proportionnelle à sa situation mondiale. Le bloc central africain dont les cartes sont actuellement en cours de préparation et d'impression au Ministère des Colonies à Berlin, a pour premier but de subvenir aux besoins économiques de l'Allemagne et de fournir des matières premières pour son industrie, mais le second but — de beaucoup le plus important — est d'en faire un champ de recrutement pour d'immenses armées indigènes dont la grande valeur a été démontrée dans les campagnes tropicales au cours de cette guerre et particulièrement en Afrique Orientale tandis que les ports naturels des Océans Atlantique et Indien fourniraient les bases navales et sous-marines qui permettraient de dominer les deux routes océaniques et d'anéantir la puissance navale britannique et américaine. Les armées indigènes seraient utiles dans la prochaine grande guerre, à laquelle l'Etat-Major allemand consacre déjà une sérieuse attention

ainsi qu'il ressort du livre récent du Général von Freytag : *Déductions de la guerre mondiale...* La civilisation des indigènes africains et le développement économique du continent noir doivent être subordonnés aux plans les plus vastes de puissance mondiale et de conquête mondiale de l'Allemagne ; le monde doit être assujéti au militarisme allemand et, comme dans les siècles passés, une fois de plus l'indigène africain doit jouer son rôle dans ce nouvel esclavage...

« L'Empire britannique ne peut pas tolérer le retour à l'état de choses signifiant la militarisation des indigènes et leur emploi comme instruments de réalisation d'une puissance mondiale. Nous ne pouvons pas permettre l'organisation de bases navales et sous-marines des deux côtés de la côte d'Afrique, qui mettraient en danger les communications maritimes de l'Empire et la paix du monde ; et il faut insister pour le maintien des conditions garantissant la communication terrestre entre les territoires britanniques d'un bout à l'autre du continent africain...

« Tant qu'il n'y aura pas de changement réel dans les sentiments de l'Allemagne, tant qu'il n'y aura pas de rupture définitive et irrévocable avec le militarisme, le droit de légitime défense doit primer toute autre considération. Il est impossible de tolérer une nouvelle expansion du militarisme prussien à d'autres continents et à d'autres mers et les colonies allemandes conquises ne peuvent être considérées que comme des garanties, des gages pour la paix future du monde...

« La restitution prématurée ou irréfléchie de l'Afrique Orientale Allemande à ses possesseurs primitifs pourrait avoir des conséquences dépassant de beaucoup les limites du continent africain. A la conclusion de la paix, nos hommes d'Etat devront se préoccuper de ces problèmes gros de conséquences pour le monde et pour l'Empire britannique en particulier ».

Le 9 août 1918, M. Balfour s'exprimait de la même manière à la Chambre des Communes :

« Désirez-vous rendre les colonies africaines à l'Allemagne telle qu'elle est aujourd'hui ? Tout d'abord, ce serait lui donner des bases de sous-marins sur toutes les grandes routes commerciales du globe, ce serait mettre le commerce de l'univers à la merci de l'Allemagne. En second lieu, ce serait imposer une domination tyrannique aux indigènes africains. Troisièmement, ce serait permettre à l'Allemagne de créer de propos délibéré

une grande armée noire en pleine Afrique, une armée qui rendrait impossible tout développement pacifique ».

M. Snowden interrompt : « La France a déjà fait cela ».

M. Balfour répond : « Sans doute, mais la France a-t-elle menacé la paix de ses voisins, voilà toute la question ».

Les Américains avaient exactement la même opinion.

Le Times du 10 janvier 1918 publiait sur ce sujet l'opinion d'un Américain, M. Charles W. Elliot, ancien Président de l'Université de Harvard :

« Il est conforme à l'intérêt de l'Amérique, écrivait-il, que les anciennes colonies allemandes ne soient pas restituées parce que la tâche consistant à imposer la paix sur la surface du globe après la guerre, serait rendue bien plus difficile si l'Allemagne avait la faculté de créer des ports fortifiés, des dépôts de charbon, de pétrole et de munitions dans toutes ses anciennes colonies ».

De même, un Français pouvait écrire aussi en 1918 (1) :

« Dans une Afrique Centrale Allemande, on installera non seulement de nombreuses garnisons avec d'abondants approvisionnements, mais aussi des fabriques locales de munitions ; l'Allemagne aura des bases navales à Dar-es-Salam, dans l'estuaire du Cameroun, à l'embouchure du Congo, sur la côte de l'Angola et sur la côte de l'Afrique du Sud-Ouest : il serait impossible de les détruire. L'Afrique Centrale Allemande ainsi comprise doit ruiner l'unité stratégique de l'Empire britannique... Dans la nouvelle guerre, dont nos ennemis nous menacent, la France perdrait ses colonies. Or, comme c'est en grande partie grâce à leur précieux concours qu'elle a pu tenir tête, dans la présente guerre, à la formidable agression allemande, elle succomberait inévitablement. Dans ces conditions, la rétention du domaine colonial ennemi par les Puissances de l'Entente ne répond pas à un désir de conquête mais rentre dans la catégorie des garanties contre une guerre future que les Alliés sont absolument d'accord pour exiger ».

Les raisons qui empêchaient de rendre à l'Allemagne ses colonies à la fin de la dernière guerre existent toujours.

D'ailleurs, tout récemment, dans une séance consacrée à la défense de l'Empire français, tenue Salle Chopin, le 18 novem-

(1) Fidel (Camille) : *La Paix Coloniale Française*.

bre 1938, par l'Energie Française, dont nous avons déjà parlé, le Général Weygand a déclaré : « La politique qui dicte les revendications coloniales allemandes n'est ni économique ni démographique ni même une politique de prestige. Elle répond à des visées d'ordre stratégique... Toute concession constituerait une défaite stratégique parce qu'elle mettrait la Métropole hors d'état de compter sur ses forces coloniales et celles-ci hors d'état de compter sur l'appui de la France ».

Dans la même séance, le Général Tilho avait montré que « les véritables buts des revendications allemandes ne sont pas d'ordre économique, mais d'ordre stratégique et qu'elles doivent permettre à l'Allemagne d'établir sa souveraineté sur des territoires admirablement placés pour favoriser ses projets de domination ». Tout d'abord, il est évident que l'Allemagne retirerait de nombreux avantages de ses colonies au point de vue de son économie de guerre : les voici résumés par Touzet (1) d'après Hellmer :

« Pour la préparation à la guerre, les colonies fournissent les éléments nécessaires à la construction du matériel. Elles maintiennent, par les marchés qu'elles offrent, la capacité de production industrielle de la métropole à un niveau supérieur à ce qu'il serait normalement. L'exportation aux colonies permet de conserver une réserve de capacité industrielle excédentaire en vue de la guerre. Cet excédent reste disponible, sans préjudice du fait que les produits qui en résultent pourront être récupérés s'ils sont utiles dans la conduite de la guerre.

« En temps de guerre, les colonies augmenteraient la force économique de l'Etat par la sécurité qu'elles assureraient dans la fourniture de certaines matières premières aussi nécessaires pour soutenir la guerre militaire que la guerre économique. Bien évidemment, ces matières premières ne seraient utilisables (et les industries de transformation ne pourraient être maintenues en activité) que dans la mesure où l'ennemi ne s'opposerait pas à leur transfert. Aussi, pour assurer la sécurité des communications, faudrait-il construire une forte marine auxiliaire en temps de guerre, une puissante marine de guerre et une aviation civile et militaire à grand rayon d'action.

« Enfin, les colonies permettraient de constituer une armée co-

(1) Touzet : *Le Problème Colonial et la Paix du Monde*.

loniale forte et bien encadrée dont le triple rôle serait capital dans une nouvelle guerre : Son premier devoir est de défendre la colonie et en même temps les matières premières coloniales contre les attaques de l'ennemi ».

D'autre part, et c'est là le plus grave, la restitution à l'Allemagne de ses anciennes colonies lui donnerait des bases stratégiques des deux côtés de l'Afrique qui lui permettraient de couper les communications de la France et de la Grande-Bretagne avec leurs possessions d'outre-mer

Examinons d'abord la question du point de vue de la France (1) :

Actuellement le bloc africain français forme un tout homogène de 35 millions d'habitants. En cas de guerre, il pourrait fournir à la France les matières premières tropicales qui lui sont nécessaires, donc c'est pour nous une force de résistance de premier ordre. Au contraire, si l'on rendait à l'Allemagne le Togo et le Cameroun, que se passerait-il ?

En réclamant le Cameroun, l'Allemagne a surtout pour but d'acquérir au cœur de l'Afrique une position stratégique de premier ordre. Il représente, en effet, une excellente base navale pour empêcher le transport des matières premières de l'A.O.F. et de l'A.E.F. dans la métropole. D'autre part, notre Afrique Equatoriale serait coupée du reste de notre empire africain aussi bien pour les transports par terre que par air. En effet, le Cameroun pousse une pointe jusqu'au lac Tchad et, de là, à la Tripolitaine italienne la distance à vol d'oiseau n'est que de mille kms, ce qui n'est rien pour des avions.

Voici donc quelles seraient les conséquences (1) :

- a) Coupure du bloc africain français.
- b) Etablissement d'une liaison par air et par terre entre l'Allemagne et le Cameroun par l'Italie, la Tripolitaine et le Tchad.
- c) Enormes facilités pour l'organisation de soulèvements dans la plus grande partie de l'Afrique Equatoriale et Occidentale Française, peut-être même dans le Sud-Algérien.
- d) Obligation pour la France de créer un front défensif Centre-Africain face à la Tripolitaine et au Cameroun.

(1) La plupart de ces renseignements sont empruntés à un article du Général Tilho, paru dans *L'Afrique Française*, février 1937.

(1) Tilho (Général) : *Le Bloc Africain-Français et « l'Axe de fer » Berlin-Rome (Afrique Française, février 1937).*

e) Impossibilité pour la France de tirer de son Afrique les ressources (produits tropicaux, etc...) dont elle aurait besoin pour soutenir la lutte en Europe ; nécessité de consacrer à son front africain une partie de ses ressources (armements, munitions, aviation). Par conséquent, neutralisation totale du bloc africain français dont l'Allemagne connaît aussi bien que la France, sinon mieux, la très grande valeur ».

Et, en temps de paix, comment se feraient les communications transafricaines par autos : Alger-Tchad-Congo ?

L'aviation civile française pourrait-elle survoler librement le territoire Sud du Tchad dépendant du Cameroun ?

« Et notre aviation militaire ? Que représenterait notre escadille de Bangui avec ses terrains impraticables six mois par an en face des superbes terrains praticables toute l'année qui jalonnent la ligne Douala-Yaoundé-Garoua-Kousséri ?

Et la mise en valeur de notre Afrique Centrale ? N'est-elle pas subordonnée à la construction du chemin de fer Yaoundé-Moundou avec bifurcation sur Fort-Archambault et Maroua Kousséri ? Si le Cameroun devenait allemand, si les Allemands faisaient ce chemin de fer, ne se rendraient-ils pas maîtres économiquement, puis politiquement, de ce magnifique hinterland ? ».

Connaissant l'énorme importance stratégique du Cameroun, la question d'une rétrocession de ce territoire à l'Allemagne ne se pose même pas : ce serait, en somme, prolonger le fameux axe Berlin-Rome à travers le Cameroun jusqu'au fond du golfe de Guinée avec une interruption de moins de mille kms de la frontière Sud de la Lybie au Tchad.

Mais, pour les Anglais, la cession du Cameroun à l'Allemagne constituerait un danger au moins aussi grave.

« Installée au Cameroun, l'Allemagne disposerait, en effet, d'une base militaire, navale et aérienne de premier ordre. Le port de Douala, arsenal et port de refuge, situé au fond d'un estuaire d'une trentaine de kms de profondeur, pourrait facilement être rendu inexpugnable ; de là, les croiseurs et sous-marins allemands menaceraient non seulement toutes les communications avec les côtes occidentales de l'Afrique, mais aussi la route des Indes par le Cap de Bonne-Espérance dans le cas possible où la route de la Méditerranée serait fermée ».

Actuellement, l'Italie menace le Canal de Suez, la route des Indes actuelle peut être coupée en plusieurs endroits en cas de conflit. Donc, il serait indispensable de pouvoir détourner cette route par le Cap et la côte occidentale de l'Afrique.

Pour cela, d'ailleurs, des travaux de fortification du Cap et de Zanzibar ont été entrepris et les armements terrestres de l'Union Sud-Africaine ont été augmentés.

Entre le Cap et Gibraltar, l'Angleterre cherche à créer une base navale puissante en Sierra-Leone. Les Allemands, au Cameroun, rendraient celle-ci illusoire.

Tout aussi utile pour cette nouvelle route des Indes que la possession du Cameroun par la France est la possession du Tanganyika par l'Angleterre : la surveillance de la route des Indes par le Cap n'est pas possible si l'Allemagne occupe l'Est Africain.

La question de la rétrocession à l'Allemagne de ses anciennes colonies ne peut donc même pas se poser.

QUATRIÈME PARTIE

Solutions économiques possibles pour résoudre le problème des matières premières

INTRODUCTION

Nous venons de voir dans les chapitres précédents, d'une part, que les arguments mis en avant par l'Allemagne pour réclamer des colonies n'ont qu'une valeur très relative, d'autre part, que de nombreuses raisons s'opposent à une rétrocession de ses colonies à l'Allemagne.

Mais, même celle-ci, si elle était possible, ne résoudrait aucunement le problème des matières premières. La cession des territoires sous mandat n'améliorerait guère la situation de l'Allemagne et même une nouvelle distribution de toutes les colonies ne ferait pas avancer beaucoup la solution, étant donné la part infime des colonies dans la production des principales matières premières.

La solution ne peut donc être cherchée et ne doit être cherchée que sur le terrain économique.

Tous les efforts doivent tendre vers une amélioration des échanges internationaux et, en particulier, des conditions d'échange de produits manufacturés contre matières premières et produits de base. Là, seulement, peut être trouvée une solution générale et durable du problème des matières premières d'autant plus que l'Allemagne n'est pas seule à manquer de matières premières : d'autres nations sont dans le même cas.

Cette nécessité d'améliorer les échanges internationaux avait été indiquée pendant la guerre par le Président Wilson dans son discours du 8 janvier 1918 :

Le troisième des Quatorze Points est ainsi conçu :

« Suppression autant que possible de toutes les barrières économiques et établissement de conditions commerciales égales pour toutes les nations consentant à la paix et s'associant pour son maintien ».

Il faut dire, d'ailleurs, qu'à ce moment les Etats-Unis étaient

le pays le plus protectionniste de la terre. Leur commerce extérieur ne représentait alors que 10 % de leur commerce total.

La délégation française à la Conférence de la Paix a posé la question des matières premières le 6 mars 1919 dans les termes suivants : « Dans le but de faire cesser dans toute la mesure du possible les rivalités entre les peuples pour la recherche de matières premières, supprimer de nombreuses causes de conflits économiques dangereux pour la paix du monde et neutraliser les inégalités naturelles provenant de leur répartition géographique dans le monde, les Pays Alliés et Associés décident, dès maintenant, que les matières premières destinées à l'industrie seront libres de droits, taxes et charges quelconques, directes ou indirectes tant à l'entrée qu'à la sortie ».

Mais les pays détenteurs de matières premières, surtout les pays anglo-saxons qui ne prévoyaient pas la surproduction, ne voulurent pas suivre cette proposition.

La question fut posée de nouveau à Bruxelles en 1920 par le sénateur italien Tittoni.

Elle fut traitée à Genève dans un rapport à la S. D. N. par M. Corrado Gini en 1921.

L'Angleterre a reconnu publiquement la nécessité d'une nouvelle répartition des matières premières par la voix de son ministre des Affaires Etrangères, Sir Samuel Hoare, à Genève, le 11 septembre 1935 : « L'abondance des sources de matières premières, a-t-il dit, semble donner aux pays qui les possèdent des avantages particuliers. On exagère facilement l'importance décisive d'un tel avantage car il existe des pays qui, n'ayant que peu ou pas de matières premières naturelles, ont réussi cependant à assurer leur prospérité et leur force par l'industrie et par le commerce. Cependant, il reste vrai que certains pays, soit sur leur propre territoire soit dans les colonies, possèdent des avantages naturels et que d'autres, moins favorisés, considèrent cette situation avec inquiétude. En ce qui concerne particulièrement les matières premières coloniales, il est assez naturel qu'un tel état de choses fasse craindre que l'on n'établisse des monopoles exclusifs aux dépens des pays qui ne possèdent pas d'empire colonial.

« De l'avis du Gouvernement de Sa Majesté, le problème revêt un caractère économique plutôt que politique et territorial ; ce

que l'on redoute, c'est de voir se créer des monopoles et d'être privé des matières premières coloniales essentielles...

« En ce qui concerne le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, je suis certain qu'il est disposé à participer à une étude de ces questions.

« J'ai l'impression qu'il n'est nullement question dans les circonstances actuelles qu'une colonie quelconque ferme le marché de ses matières premières à un acheteur éventuel. Bien au contraire, la difficulté réside dans le fait que les matières premières ne peuvent être vendues à des prix rémunérateurs.

« Cet aspect de la question a été étudié avec des résultats positifs par une Commission de la Conférence Monétaire et Economique qui s'est tenue à Londres en 1933.

« Ce précédent peut donner des directives satisfaisantes pour une enquête qui devrait, dans le cas présent, être limitée aux matières premières provenant des colonies y compris les protectorats et les territoires sous mandat. A mon avis, il faudrait, dans les instructions données, insister tout spécialement sur la libre répartition de ces matières premières entre les pays industriels qui en ont besoin, de façon à écarter définitivement toute crainte d'exclusion ou de monopole.

« Le Gouvernement que je représente sera prêt, je le sais, à participer à tout effort collectif pour résoudre équitablement et efficacement un problème qui certainement constitue pour beaucoup une difficulté et en constituera peut-être une plus grave encore dans l'avenir ».

Le 5 février 1936, à la Chambre des Communes, à propos d'une motion de Sir H. Croft, le vicomte Cranborne, Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, montra que le Gouvernement anglais restait d'accord avec Sir Samuel Hoare.

Dans une lettre au *Times*, lord Lothian déclara de son côté :

« L'essentiel du problème ne réside pas dans les échanges territoriaux ou coloniaux. Il est surtout nécessaire de permettre aux pays qui étouffent économiquement d'acheter des denrées alimentaires et des matières premières avec leur propre monnaie ou en exportant en échange leurs propres produits manufacturés en quantité suffisante pour influencer immédiatement sur leur chômage et dans des conditions permettant d'assurer un niveau de vie de plus en plus élevé à leur population ».

Plus récemment, en 1936, un Comité mixte d'Experts réuni

sous les auspices de la Fondation Carnegie et de la Chambre de Commerce Internationale a présenté un rapport sur les matières premières : *La Reconstruction Economique Internationale*.

De plus, en 1937, un rapport sur les matières premières a été présenté à la S. D. N. par une Commission instituée par le Conseil au début de 1937 en exécution d'une résolution de l'Assemblée du 9 octobre 1936.

Enfin, tout dernièrement, un grand pas était fait dans la voie de la collaboration internationale sur le terrain économique par le Président Roosevelt dans le message qu'il adressa le 15 avril 1939 à Hitler et à Mussolini.

Après avoir demandé aux deux dictateurs s'ils étaient disposés à signer avec 25 Etats des pactes de non-agression, le Président Roosevelt ajoutait :

« Je propose, si elles (ces assurances réciproques) sont accordées, que deux problèmes essentiels soient promptement mis en discussion dans l'atmosphère pacifique qui en résultera et le Gouvernement des Etats-Unis prendra volontiers part à ces discussions. Les échanges de vue que j'envisage se rapportent à la manière la plus efficace et la plus rapide par laquelle les peuples du monde puissent obtenir un allègement progressif de l'écrasant fardeau des armements qui les amène chaque jour plus près d'un désastre économique. Simultanément, le Gouvernement des Etats-Unis serait disposé à prendre part aux discussions tendant à trouver la façon la plus pratique d'ouvrir la voie au commerce international afin que toutes les nations soient mises à même d'acheter et de vendre sur un pied d'égalité sur le marché mondial et de posséder l'assurance d'obtenir les matières et les produits nécessaires à une vie économique possible ».

Il est curieux de rappeler à ce propos une déclaration du Chancelier Hitler du 19 avril 1937 :

« Le Reich se tient prêt à prendre part à une conférence économique dont l'initiative serait prise par le Président Roosevelt ou par tout autre Chef d'Etat ».

Pourquoi a-t-il changé d'avis ?

Quoiqu'il en soit, si une telle discussion internationale s'engageait, sur quels points devrait-elle porter pour améliorer la situation d'un pays tel que l'Allemagne ?

Parmi les nombreuses solutions proposées, nous en retiendrons quelques-unes.

Aucune, d'ailleurs, n'est une panacée universelle. Il serait nécessaire de les utiliser simultanément :

- 1) Compagnies à Charte.
- 2) Extension du Régime de la Porte Ouverte.
- 3) Etats-Unis d'Europe ou Etats-Unis d'Afrique.

CHAPITRE PREMIER

Les Compagnies à Charte

Différents moyens ont été proposés pour donner une solution au problème des matières premières tout au moins du point de vue colonial. Parmi ceux-ci, deux ont déjà reçu un commencement de réalisation pratique : les Compagnies à Charte et le Régime de la Porte Ouverte ; le troisième paraît être plutôt du domaine de l'utopie : les Etats-Unis d'Afrique.

Puisque l'Allemagne, dans ses revendications coloniales, insiste particulièrement sur l'intérêt qu'il y aurait pour elle à produire des matières premières avec sa propre monnaie, il était normal qu'elle préconise la création de Compagnies à Charte.

Dès 1926, le Docteur Schacht, lançant la *Neue Koloniale Politik*, recommandait la création de Compagnies à Charte établies sur des territoires concédés par les grandes puissances coloniales dans lesquels la monnaie allemande serait acceptée en paiement.

Dans un article paru dans le *Spectator* de Londres en 1936, un Allemand, M. Ed. Stern Rubarth, défendait la même thèse.

D'ailleurs, l'Allemagne a prouvé, au Cameroun britannique, depuis 1927, qu'elle pouvait faire les 3/4 du commerce d'un territoire qui ne lui appartient pas.

Différents projets de création de Compagnies à Charte ont été mis en avant ces dernières années dans les conférences internationales.

Ainsi le projet émis par le Congrès de l'Union Economique et Douanière Européenne (7 juillet 1937) qui préconise « la création immédiate, à titre de premier essai par l'initiative privée de compagnies internationales, permettant aux nations pauvres d'utiliser leur matériel ou leur main-d'œuvre pour l'exploitation des sources de matières premières et de se créer des débouchés avec le concours financier des pays riches qui y seront eux-mêmes intéressés ».

La Commission pour l'étude des matières premières, réunie à Genève en 1937 a, elle aussi, abordé le problème.

La Commission rappelle tout d'abord que certains pays pauvres en matières premières demandent d'obtenir, par voie de concession, un accès aux sources naturelles des territoires coloniaux et de pouvoir les exploiter avec leurs propres capitaux et leur propre main-d'œuvre.

Après avoir précisé que ceci n'amènerait aucune modification du statut politique des territoires en question et souligné que rien ne devait être fait qui soit incompatible avec les intérêts des populations indigènes, la Commission recommande de prendre en considération à cet égard les suggestions des pays pauvres en matières premières. Une de ces conceptions, celle du Docteur Schacht : Accès de l'Allemagne à certaines matières premières dans un territoire soumis au régime monétaire allemand mais à l'exclusion de tout transfert de droits de souveraineté, est-elle réalisable ? Il est évident que la mise en valeur collective des richesses coloniales implique une nécessité de contrôle. Mais, nous pouvons, néanmoins, constater l'existence de Compagnies à Charte dans le passé.

C'est, en effet, grâce à elles que s'est faite l'expansion coloniale française du xvi^e au xix^e siècle, en particulier au temps de Colbert.

Elles ont disparu à la fin du xviii^e siècle en plein discrédit, mais au xix^e siècle elles sont redevenues les principaux instruments de la conquête anglaise, belge et allemande de l'Afrique. C'est, en particulier, de cette manière que l'Angleterre décuplera son domaine africain de 1888 à 1898.

Ainsi Cecil Rhodes constitue en 1888 la De Beers, en 1889, la Chartered, deux compagnies de colonisation pour l'Afrique du Sud et c'est avec la Chartered qu'il prépare le soulèvement du Transvaal.

L'Allemagne s'est servie aussi en 1885 de la *Société de l'Ouest Africain*, premier pas de sa conquête.

Il existe encore, en Afrique, à l'heure actuelle, deux exemples de Compagnies à Charte qui ne poursuivent aucun but politique, mais simplement une mise en valeur économique. En outre, l'Etat n'y figure que comme actionnaire.

D'abord, le Comité du Katanga au Congo belge dont la création remonte à 50 ans environ.

En 1890, Léopold II ne pouvant trouver dans son Parlement les crédits suffisants pour le Congo belge, octroie des pouvoirs étendus à la Compagnie du Katanga. Plus tard, Léopold II dut lui abandonner des terres du Katanga sous réserve de certaines garanties. Ultérieurement, il substitua à cette Société le *Comité du Katanga*.

« Le décret royal du 6 décembre 1900 a délégué au Comité du Katanga les pouvoirs nécessaires en vue d'exercer l'autorité de l'Etat sur tout le territoire du Congo. Le Comité est tenu de veiller à l'amélioration des conditions matérielles et morales de la population indigène, ses agents sont dépositaires de l'autorité publique, assurant la police et levant l'impôt (1) ».

Jusqu'en 1910, les Sociétés privées étaient tenues d'abandonner 20 % de leurs titres au Comité du Katanga.

Mais, dans la période récente, les Compagnies à Charte ont dû abandonner peu à peu leur caractère politique et, en 1917, le Comité du Katanga a dû faire de même.

En 1928, fut créé au Maroc le *Bureau Minier Chérifien* sans aucuns pouvoirs politiques. C'est un organisme de recherches dont l'activité ne peut s'étendre qu'au charbon et au pétrole.

En A. E. F., aussi, furent organisées deux grandes sociétés concessionnaires sans pouvoirs politiques : la concession Verdier, le 21 octobre 1895 à la Côte d'Ivoire et la concession Dumas, le 17 novembre 1893 au Congo qui devinrent ensuite la Compagnie Française de Kong et la Société du Haut-Ogooué.

Un exemple de collaboration internationale sur le terrain économique est fourni par la Compagnie de Suez dans laquelle l'influence de la Grande-Bretagne sur le plan économique a

(1) Hoffherr : *Les Compagnies à Charte*, (Politique Etrangère, avril 1937).

été réservée par l'octroi au Gouvernement anglais de 43 % des voix dans la Société d'exploitation.

Autres exemples :

L'entente conclue en 1933 entre les « entreprises de phosphates d'Afrique du Nord » qui contrôlent environ la moitié de la production mondiale.

Pour éviter la crise en Tunisie par suite de la teneur moindre du minerai tunisien, les entreprises d'Algérie, du Maroc, de Tunisie, ont institué un super-organisme commun constitué par un comptoir unique de vente et un Comité de coordination. Ici, on se heurtait à une difficulté particulière : il fallait affilier les entreprises privées d'Algérie et de Tunisie avec une entreprise d'Etat : l'Office Chérifien des Phosphates.

La participation de l'Etat est beaucoup plus importante dans d'autres formations. Il intervient comme cosyndicataire dans les associations en participation pour la prospection du pétrole. Le Gouvernement de l'A. O. F. dispose d'une participation de 33 % dans le syndicat de recherches pétrolifères au Gabon et le Gouvernement de Madagascar de 26 % dans celui de Madagascar.

Le Gouvernement algérien a porté à 25 % sa participation dans la Société de l'Ouenza où figurent des co-associés hollandais-suédois, etc...

Actuellement les participations de l'Etat n'ont plus nulle part un caractère fiscal et ne correspondent en général qu'à des services rendus ou des prestations effectivement fournies. Si ces formules d'actionnariat d'Etat s'étendaient en matière internationale et englobaient l'Allemagne, il faudrait envisager des clauses de garantie s'étendant aux moyens de paiement.

L'Allemagne n'a pas de devises, mais elle pourrait compenser l'achat de matières premières par une livraison d'outillage, d'équipement ou on pourrait stipuler que les cessions de matières premières s'effectueraient pour partie en monnaie étrangère et pour partie en marks allemands.

L'intégration peut se faire entre entreprises coloniales productrices de matières premières et entreprises métropolitaines transformatrices.

Comme exemple d'intégration dans l'ordre international, on peut citer la Société des Charbonnages de Djerada (Maroc) où

entrent le Gouvernement chérifien, la Société belge inventeur du gisement, des entreprises françaises.

Cette Société a été constituée en 1929 par M. Eric Labonne ; elle groupe pour 1/3 respectivement : la Société belge d'Ougrée-Marihay, le Gouvernement Chérifien (Bureau Minier Chérifien) et un groupement français. Chaque partie a une représentation proportionnelle à ses mises.

Il semble que cet exemple devrait être suivi.

On a envisagé aussi la constitution en Afrique Equatoriale de « Sociétés (2) pour l'exploitation en commun de gisements de cuivre par la France et l'Allemagne ou d'exploitations arboricoles internationales au Cameroun. Pour satisfaire le souci allemand d'économiser les devises, la souscription allemande pourrait se concevoir sous forme d'apports en nature, par exemple : en apports d'outillage ou en octroi de techniciens qualifiés. La participation des bénéfices donnerait droit à une quote-part des matières premières extraites ».

Depuis la guerre, on a trouvé quelques exemples de formules de ce genre : Ainsi pour le pétrole : l'Irak Petroleum Co constituée à la suite de la guerre pour exploiter les pétroles de Mossoul. La Compagnie Française des Pétroles ayant reçu un certain nombre d'actions, la France participe au contrôle de la production. Pratiquement cette formule a donné satisfaction.

Enfin, tout récemment, lors de l'organisation économique de l'Éthiopie, fut créée une compagnie internationale à charte italo-allemande permettant à l'Allemagne d'acquérir d'importants intérêts dans l'exploitation éventuelle de fer, plomb, cuivre, charbon.

Il est question d'une compagnie italo-japonaise de ce genre pour l'exploitation du coton en Éthiopie.

La Compagnie italo-allemande s'appelle la Societa Anonima Mineraria A.O.I. Elle est présidée par le Sénateur Puricelli. Elle est formée au capital initial de 50 millions de liras qui pourra être porté à 200 millions.

Le groupe Bernhardt Berghaus de Berlin doit souscrire 49 % du capital, laissant ainsi à l'Italie la majorité. L'Italie peut racheter la part allemande du capital, mais en réservant à l'Allemagne 1/4 de la production mensuelle de la Compagnie à un

(2) Hoffherr : Voir page 243.

tarif préférentiel. Les experts de la Compagnie devaient effectuer leurs recherches sous la direction du Pr Leo von zur Muehler de l'Institut Géologique de Berlin. Enfin, une quantité appréciable de marchandises allemandes serait employée dans les établissements à construire.

L'organisation de cette Société correspond à un double souci de l'Italie : ne pas fermer ses portes aux intérêts étrangers, mais obliger les étrangers à négocier avec Rome en reconnaissant son droit de souveraineté.

En résumé, il résulte des quelques exemples que nous venons de donner de collaboration internationale dans l'exploitation des matières premières d'un territoire colonial que deux formules peuvent exister : les Compagnies nationales à charte et les Compagnies internationales à charte. Il semble que là pourrait être trouvé le point de départ d'une sérieuse amélioration de la situation des pays qui sont à la fois pauvres en matières premières et en devises puisque cela leur permettrait de produire les matières premières avec leur propre monnaie.

Quelles peuvent donc être les modalités de réalisation de tels organismes ?

A) *Compagnies Nationales à Charte* (1).

La création de telles Compagnies suppose l'établissement sur une zone donnée d'une société étrangère disposant d'un titre de concession. D'ailleurs une telle formule n'est pas forcément limitée aux territoires coloniaux. Pourquoi de telles sociétés concessionnaires ne seraient-elles pas fondées dans certaines régions riches en matières premières soumises à la souveraineté politique d'Etats indépendants : par exemple en Amérique du Sud où l'Allemagne possède déjà d'importants intérêts.

D'autres pays ont d'ailleurs cherché à avoir de telles entreprises à leur profit : le Japon, la Pologne, la Suisse.

Il s'agirait d'abord, dans l'octroi de ces concessions, de déterminer la nature juridique de l'acte de concession, ses conditions

(1) Les renseignements qui suivent ont été empruntés en partie à Maroger : *La Question des Matières Premières et Les Revendications Coloniales*.

de fond et de forme, en particulier il serait nécessaire de préciser si l'autorité concédante aurait pleine liberté d'appréciation ou non.

Mais, pour l'Allemagne, se présente une difficulté particulière au regard du régime monétaire. La préoccupation du Reich est d'acquérir des matières premières sans obligation correspondante de se procurer des devises. Le Dr Schacht demande que, dans la zone concédée, la monnaie allemande ait cours.

La monnaie allemande et la monnaie nationale peuvent-elles circuler simultanément dans un même territoire ? Il est à craindre que, selon l'application de la loi de Gresham « la mauvaise monnaie chasse la bonne ».

Alors on peut concevoir la circulation simultanée de la monnaie nationale et de la monnaie allemande, la première servant à payer les dépenses d'alimentation de la main-d'œuvre, les services publics (P.T.T. enseignement, transports, etc...), les impôts, etc..., la deuxième circulant sous forme d'une monnaie auxiliaire à destination déterminée sous forme de « bons d'achat » non convertibles en or ou en devises permettant à leurs détenteurs l'acquisition de biens définis.

Pratiquement, les bons seraient destinés à l'acquisition de biens d'origine allemande.

Mais ce régime peut-être assoupli dans une large mesure. Pour cela, il faudrait créer dans les zones concédées au profit de l'Allemagne non pas seulement des sources d'approvisionnement, mais aussi des marchés, c'est-à-dire des débouchés à l'exportation allemande : débouchés résultant de la présence à l'intérieur de la zone territoriale en cause d'une population immigrée, l'approvisionnement de cette population étant confié à des entreprises allemandes. Ainsi pourrait s'établir, à titre régulier, dans la zone d'exploitation une certaine demande de marks au moment où les industries allemandes seraient obligées d'offrir des crédits-marks afin d'acquérir des matières premières.

Problème des investissements.

Si l'on suppose l'entreprise établie en territoire français, le capital devra-t-il être souscrit intégralement en francs ? En fait, l'acquisition de biens capitaux nécessaires peut, dans une large

mesure, être effectuée en Allemagne, donc réglée en marks. Alors on peut admettre la constitution d'un capital-marks.

Peut-être vaudrait-il mieux utiliser le régime des actions d'apport en nature en considérant comme apports les divers biens capitaux fournis par l'industrie allemande, nécessaires à l'équipement de l'entreprise. Mais, de toutes façons, l'entreprise aurait besoin, dès l'origine, de disponibilités en francs.

Celles-ci peuvent être acquises par des firmes allemandes vendant du mark avec autorisation du gouvernement du Reich. Elles peuvent être avancées à l'entreprise par des organismes français sous forme de crédits à long terme. La Compagnie à charte émettrait alors des obligations libellées en francs. Mais ceci rencontrerait de graves difficultés techniques et surtout politiques.

Théoriquement, ces Compagnies à charte ne porteraient pas atteinte à la souveraineté établie mais, dans la pratique, le danger n'en serait pas moins très grand. Dans le passé, d'ailleurs, combien de conquêtes coloniales ont commencé ainsi. En ce qui concerne, en particulier, l'Allemagne, on peut être sûr que sa main-mise économique sur un territoire colonial se transformerait inévitablement un jour : petit à petit ces îlots allemands se développeraient, l'infiltration se poursuivrait méthodiquement et, sa propagande aidant, l'Allemagne en arriverait à affirmer son droit absolu sur le territoire en question.

Pour diminuer ce risque, une autre formule de Compagnie à charte a été envisagée :

B) *Compagnies Internationales à Charte.*

De telles entreprises ont été préconisées, en particulier, par le doyen Brocard, de Nancy :

« Il existe des biens qui ont une valeur économique telle que leur détention ou leur exploitation est de nature à conférer une puissance politique. Que l'on recherche ces biens et qu'on en confie l'exploitation à des compagnies internationales soumises au contrôle permanent de leurs gouvernements.

Les entreprises d'économie mixte pourraient rendre possible dans les pays neufs l'exploitation de certaines matières premières dont le monopole ne saurait être laissé à aucune nation et dont l'utilisation commune deviendrait entre les nations un

facteur d'union tandis que la lutte pour leur acquisition exclusive risquerait de déchaîner des antagonismes violents ».

C'est de ce type que s'inspire la société italo-allemande d'Ethiopie, dont nous avons déjà parlé.

Le procédé pratique de réalisation serait le procédé de la participation d'intérêts, le procédé de l'actionnariat. Les ressortissants des différentes nations participantes se trouveraient dans la situation juridique des actionnaires d'une société anonyme. Lorsque parmi les participants entrerait un pays pauvre en devises, comme l'Allemagne, sa souscription pourrait se faire sous forme d'apports en nature : outillage, techniciens. etc...

On créerait alors des actions d'apport. La B. R. I. pourrait jouer le rôle d'intermédiaire auprès des marchés financiers.

Mais la constitution de telles entreprises devrait, à notre avis, être soumise à une condition *sine qua non* ; elles ne pourraient être créées qu'en collaboration avec l'Etat qui possède la souveraineté politique. Celui-ci (ou l'entreprise nationale le représentant) devrait posséder la majorité des actions et pouvoir racheter, à tout moment, les parts étrangères ; c'est ce qui se passe dans la société italo-allemande d'Ethiopie : le groupe Berghaus de Berlin souscrit 49 % du capital ; l'Italie garde ainsi la majorité ; de plus, elle peut racheter la part allemande du capital en réservant à l'Allemagne un quart de la production mensuelle de la Compagnie à un tarif préférentiel.

En effet, si une collaboration internationale est souhaitable non seulement au point de vue commercial mais aussi pour la production des matières premières, il faut, avant tout, que la souveraineté politique de l'Etat propriétaire ne puisse jamais être mise en danger.

CHAPITRE II

Extension du Régime de la Porte Ouverte

Parmi les moyens qui ont été proposés pour résoudre le problème des matières premières, il faut faire une place particulière au projet qui consiste à étendre le régime de la Porte-Ouverte et qui apparaît comme le plus propre à résoudre le problème que nous occupe.

Avant de l'étudier, il faut rappeler différents projets d'extension du régime des mandats.

I. — EXTENSION DU RÉGIME DES MANDATS

Cette idée a été fréquemment soutenue en Angleterre, surtout par les libéraux et les socialistes.

Pendant la guerre, le Labour Party avait combattu en faveur de l'internationalisation des colonies. C'est même de là qu'est sortie en partie la conception des mandats.

Au cours de la campagne électorale de 1935, on pouvait lire dans son programme : « Un gouvernement travailliste cherche également le contrôle international des sources d'approvisionnement en matières premières et l'extension du système des mandats pour les territoires coloniaux ».

En octobre 1935, lors d'une conférence du *National Peace Council*, Sir Arthur Salter déclara :

« Les pays possédant actuellement des colonies devraient détenir celles-ci en vertu d'une double tutelle exercée au profit

d'une part des indigènes et d'autre part du monde en général. Ces pays devraient être responsables vis-à-vis d'une autorité internationale de l'exécution de cette tutelle en vertu d'un mandat. Les termes de celui-ci devraient être établis de façon à remédier autant que possible aux faiblesses économiques dont souffrent les pays dépourvus de colonies ».

Un autre Anglais, M. Ramsay Muir, de son côté, déclare toute redistribution de territoires impossible mais par contre il trouve nécessaire de laisser participer toutes les nations à la vie économique des colonies. Pour cela, trois moyens sont possibles d'après lui et doivent être employés simultanément :

- 1) Etablissement du libre-échange à travers le monde.
- 2) Reprise de l'émigration vers les pays sous-peuplés comme avant la guerre, par exemple dans les Dominions britanniques.
- 3) Transformation en territoires sous mandat de toute les possessions non dotées d'un self-government en les ouvrant librement au commerce international sous le contrôle de la S. D. N.

M. Barnes préconisa la création d'un office international du crédit public colonial dont le but devrait être la répartition équitable des fournitures d'équipement colonial entre les diverses nations.

Dans *The Future of Colonies*, il a proposé une série de réformes :

Autorisation pour les membres de la Commission des Mandats de faire des enquêtes dans les territoires ;

Organisation de la Commission en bureaux spécialisés (éducation, hygiène, travail des indigènes, etc...) ;

Création de sièges dans la Commission pour les représentants des populations soumises au mandat ;

Autorisation donnée aux plaignants d'exposer leur cause devant la Commission ;

Autorisation d'accès aux fonctions publiques des territoires sous mandat à des ressortissants étrangers sous diverses conditions ;

Retour des territoires à la S. D. N. quand la Puissance mandataire quitte la S. D. N.

Et surtout contrôle des investissements de capitaux dans les

territoires sous mandat, assuré par un organe international (Bureau International des Investissements Coloniaux).

Le Professeur Bentwich spécifia que l'extension du régime des mandats revenait en somme au régime des colonies anglaises avant le mouvement protectionniste de 1932, plus un contrôle international.

Sur le même sujet, l'*Economist* du 19 octobre 1935 écrit :

« La crise actuelle provient du fait que le mandat européen en Afrique est monopolisé par trois ou quatre « Puissances Coloniales » privilégiées. C'est en cela que réside « l'injustice » proclamée par M. Mussolini et admise par Sir Samuel Hoare. Celui-ci a fait un grand pas en avant en acceptant au nom de la Grande-Bretagne de discuter les moyens pratiques de faire cesser ce monopole en ce qui concerne tout au moins l'accès aux matières premières ...Il est inadmissible de transférer des populations africaines d'une administration européenne à une autre uniquement dans le but de porter remède à l'inégalité qui existe actuellement entre les puissances européennes au point de vue colonial ».

Mais pour donner satisfaction aux revendications des nations non satisfaites, l'*Economist* propose :

« Deux grandes choses peuvent être faites pour leur donner une part réelle dans cette tâche africaine commune : tout d'abord, sans préjudice pour les souverainetés existantes, toute l'étendue de l'Afrique tropicale — de l'Océan Atlantique à l'Océan Indien et du Sahara au désert de Kalahari — pourrait être placée sous un régime de mandat. Le Comité des Cinq du Conseil de la S. D. N. a proposé qu'un système de surveillance fût établi pour l'Abyssinie et le Négus a accepté. S'il est possible d'agir ainsi à l'égard d'un Etat africain indépendant, rien ne doit s'opposer à ce qu'on puisse le faire, à plus forte raison, dans des colonies ou protectorats anglais, français, belges ou portugais. Une seconde chose possible est l'établissement dans toute l'Afrique tropicale du système de la diarchie fonctionnant aux Indes ».

Même proposition d'extension des mandats à toute l'Afrique (janvier 1936).

Mais cette idée souleva en Angleterre de vives réactions : Le 9 octobre 1935, M. Mac Donald, alors Secrétaire d'Etat pour les Colonies, déclara dans un discours au sujet de déclarations

faites par certains chefs du Labour Party en faveur de la généralisation des mandats : « Ces paroles sont de nature à causer un grave préjudice aux populations des colonies. Elles créent de l'incertitude quant à l'avenir de leurs territoires donnant une impression d'insécurité. Elles dissuadent, par exemple, certaines personnes de placer des capitaux en ces pays, contrariant par conséquent le développement de ceux-ci.

« Suggérer que les colonies de la Couronne soient remises en bloc comme mandat à la S. D. N., c'est supposer que les populations de ces colonies peuvent être traitées comme un vil bétail et que nous n'avons pas à tenir compte de leurs désirs. Or, nous devons prendre connaissance de ceux-ci et je ne doute point que, si nous le faisons, nous trouverions chez ces peuples une large majorité satisfaite et désireuse de voir maintenir la situation actuelle ».

Le 22 octobre 1935, le Comité Exécutif de « l'Association des Industries Impériales » protesta vivement à ce sujet :

« Etant donné que les sujets de Sa Majesté ne sont pas des jouets dont peut disposer à son gré le parti socialiste pour les transférer à un autre drapeau ; que les habitants d'aucune colonie de la Couronne n'ont exprimé le désir d'être expulsés de l'Empire, le Comité demande à tous ses membres de saisir la première occasion dans leurs discours électoraux pour répudier cette « trahison » et cette tentative de dissoudre l'empire colonial afin de donner satisfaction aux demandes agressives des Puissances étrangères ».

Le même argument fut développé par lord Lugard dans une lettre au *Times* en septembre 1935.

En France, l'idée d'une généralisation des mandats ne fut pas même prise en considération.

A vrai dire la proposition présente-t-elle un intérêt pratique ?

Evidemment, elle répond à la préoccupation générale de trouver de nouvelles méthodes de gestion coloniale.

D'autre part, pour certains, les mandats n'ont été créés qu'à titre d'essai pour les étendre à toutes les colonies.

Pour les matières premières, cette solution aurait l'avantage d'appliquer aux territoires en cause le régime de la Porte Ouverte sous la surveillance de la S. D. N., c'est-à-dire d'y instaurer la liberté d'établissement d'entreprises d'exploitation

étrangères et l'égalité d'accès aux richesses exploitées au point de vue douanier, fiscal, administratif, etc...

Mais de nombreuses difficultés apparaissent immédiatement.

Les nations actuellement pourvues de colonies sont-elles prêtes à abandonner les régimes douaniers préférentiels et sont-elles prêtes aussi à se soumettre au contrôle de la S. D. N. ?

En somme l'avantage de cette solution se ramène pour les matières premières à l'autorisation d'une participation étrangère à la souveraineté économique d'un territoire colonial.

Les difficultés d'application sont surtout politiques.

Aussi divers projets ont-ils été proposés aboutissant au même résultat sans mettre en cause la souveraineté politique des territoires : Ainsi l'extension du régime de la Porte Ouverte.

II. — EXTENSION DU RÉGIME DE LA PORTE OUVERTE

Dès 1885, l'Acte de la Conférence de Berlin établit le régime de la Porte Ouverte dans le Bassin Conventionnel du Congo.

Après la guerre, la Convention de Saint-Germain-en-Laye du 10 septembre 1919 abroge l'Acte de Berlin mais maintient le principe précédent.

L'Acte d'Algésiras, en 1906, pose les mêmes principes au Maroc. Le même principe est posé également par la France et l'Angleterre par la Convention du 14 juin 1898 pour la Nigéria, la Côte de l'Or, le Dahomey et la Côte d'Ivoire.

Enfin ce principe est appliqué aussi dans les territoires sous mandat.

En 1927, M. Cuell, un Américain, professeur à l'Université de Harvard, exposa l'idée d'extension du régime de la Porte Ouverte dans *Foreign Affairs* :

« En partie comme conséquence de la Porte Ouverte du Congo belge et, malgré le change, 56,04 % seulement des importations au Congo belge en 1925 sont originaires de Belgique, tandis qu'au Togo 20,5 % seulement des marchandises importées en 1924 venaient de France. Au Cameroun, le pourcentage était légèrement supérieur : 43,6 %. Si l'Allemagne et l'Italie étaient autorisées à faire librement le commerce dans les différents ter-

(1) La plupart des renseignements suivants, sont empruntés à Louwers : *Le Problème Colonial du point de vue international*.

ritoires de l'Afrique, il n'existerait aucune raison économique de leur donner des colonies ».

« ...Aux yeux de maintes Puissances coloniales, le seul résultat que l'on obtiendrait en accordant de nouveaux privilèges à des étrangers dans les colonies serait d'augmenter la mainmise des fortes Puissances et de préparer la voie à une intervention. Ces craintes sont, sans aucun doute, exagérées ; mais elles constituent de bons arguments pour le commerce...

« Elles peuvent le mieux être dissipées en étendant aux colonies de l'Afrique une forme de garantie territoriale par la négociation d'un Locarno africain. Comme contre-partie pour l'acceptation des obligations esquissées dans la première partie du présent article, les colonies de l'Afrique pourraient recevoir l'assurance des Puissances européennes, de l'Afrique du Sud et des Etats-Unis que, pour ce qui est de ces pays, ces colonies ne seront pas l'objet d'une agression ».

Le 13 mars 1933, M. Albert Sarraut, Ministre des Colonies et délégué de la France à la Conférence du Désarmement, déclara :

« La France envisage le jour prochain où il sera possible que certaines nations européennes qui n'ont pas de colonies puissent collaborer à la tâche des nations colonisatrices pour la réalisation d'une grande œuvre et la mise en valeur d'immenses continents comme l'Afrique qui sont assez vastes pour associer le labeur solidaire de tous les peuples européens ».

En avril 1933, M. Albert Sarraut précisa sa pensée au banquet du Syndicat de la Presse Coloniale Française : M. Sarraut y parle de « l'idée d'une coopération européenne capable tout à la fois de solidariser plus étroitement l'Europe, de décongestionner un chantier européen surpeuplé et sursaturé et de relever le prestige du progrès par l'accomplissement d'un grand acte de civilisation humaine. Il est à côté de l'Europe un continent où cette grande œuvre peut se réaliser : c'est cette immense Afrique où il y a encore tant et tant à faire ».

Après avoir souligné que les nations blanches qui y travaillent actuellement sont insuffisantes pour remplir cette tâche, M. Sarraut poursuit : « Pourquoi donc ne pas envisager qu'une association méthodique et ordonnée des forces techniques, financières et spirituelles de l'Europe s'attelle un jour hardiment à cette civilisation du continent africain ? »

Le 5 mai 1933, au Sénat, M. Sarraut ajoute :

« Je n'abandonne aucune souveraineté sur les territoires coloniaux où flotte notre drapeau. La pensée ne me vient pas, ne saurait venir à personne de rétrocéder, moyennant certains concours techniques ou financiers, les populations dont j'ai la tutelle. Depuis quand la France des Droits de l'Homme, la France républicaine aurait-elle pu s'aviser de faire un troc avec des êtres humains et vendrait-elle comme un cheptel des individus qui, en 1914, sont venus défendre notre drapeau ? ».

En fait, M. Sarraut voulait associer toutes les nations européennes à la mise en valeur de l'Afrique, mais ce qu'il envisageait c'était un vaste programme de travaux publics exécuté à l'aide de toutes les ressources européennes. En somme cette idée s'apparentait à celle de la généralisation du régime de la Porte Ouverte.

Un groupe de publicistes et MM. Bertrand de Jouvenel, Georges Valois, Guernaert soutenaient la même idée dans la *N.R.F.* et la *Revue des Vivants*. Leur programme : « L'Afrique, chantier de l'Europe ». M. Jean Gondal, directeur des services du B.I.T. l'a résumé dans son ouvrage *Destin de l'Afrique*.

Mais ces idées trouvèrent une grande résistance dans le public colonial français et anglais.

Sir Ph. Cunliff-Lister, alors Secrétaire d'Etat pour les Colonies, à un banquet de l'African Society, en novembre 1933, voulait répondre à Sarraut en prétendant « qu'une collaboration africaine ne pouvait être envisagée qu'entre nations coloniales et pour des problèmes communs ».

La même idée est contenue dans une résolution de l'Institut Colonial International en 1929 dans sa XX^e Session de Bruxelles : « dans l'état actuel des choses, il n'y a place pour les accords internationaux que dans une mesure limitée et entre Nations Coloniales ».

Néanmoins, il est certain qu'il existe en France et en Angleterre de nombreux adhérents au principe de la Porte Ouverte.

En août 1933, le Labour Party tint à Hastings un congrès consacré au problème colonial où il adopta la résolution suivante : « En matière commerciale toutes les nations doivent être mises sur un pied d'égalité parfaite sur les marchés de pays qui ne se gouvernent pas eux-mêmes. Il ne pourra plus exister aucune distinction relative aux étrangers en ce qui concerne la vente des terres et des concessions. Les tentatives pour faire des

colonies les marchés métropolitains et les distributions inégales des territoires coloniaux amènent des jalousies entre les nations et des conflits ».

En 1935, au moment du conflit italo-éthiopien, un mouvement s'organise en Angleterre en faveur de l'extension du régime de la Porte Ouverte. Le 2 septembre, l'Archevêque catholique de Westminster, Monseigneur Hinsley, adressa à ce sujet la lettre suivante au *Times* : « Un arrangement temporaire au sujet de l'Afrique, plus largement conçu que dans l'accord de Berlin de 1885 et dans l'accord de Bruxelles de 1890... tendrait à éloigner la méfiance croissante des populations indigènes contre la race blanche ». Rappelons à ce sujet le discours de Sir Samuel Hoare du 11 septembre à la S.D.N. préconisant une nouvelle répartition des matières premières dans le monde.

Le 11 janvier 1936, la *Libre Belgique* citait certains passages d'un article publié par le *Daily Telegraph* rappelant l'Acte de Berlin. L'Acte de Berlin établit la liberté commerciale en Afrique Tropicale. C'est un exemple unique de libéralisme économique et cet arrangement international a donné les meilleurs résultats. Depuis un demi-siècle, toutes les nations peuvent trafiquer et commercer en Afrique Tropicale sur un pied de complète égalité. Leurs nationaux y jouissent des mêmes droits de résidence, de déplacement et de travail que ceux des nations signataires de l'Acte. Les monopoles y sont interdits. Les routes, les chemins de fer, les services côtiers peuvent être utilisés par tous dans les mêmes conditions. Des tarifs et des impôts ne peuvent être établis que pour faire face aux besoins de l'Administration et du développement de ces régions. Ils ne peuvent être protecteurs ou discriminatoires en faveur d'aucun pays...

La même liberté commerciale doit être respectée dans les territoires placés sous mandat de la S.D.N. Les mandats vont même plus loin que l'Acte du Congo, ils prohibent les établissements militaires autres que ceux qui sont nécessaires à la protection intérieure.

La solution est donc toute trouvée et depuis longtemps. Mais évidemment la question change d'aspect si, en proclamant leur « droit à l'expansion », certaines nations veulent autre chose qu'un « libre accès aux matières premières » et rêvent en réalité d'acquisitions territoriales dont elles auraient la disposition exclusive ».

La même thèse a été soutenue par lord Lugard dans une lettre au *Times* publiée les 13 et 14 janvier 1936 et dans un article publié par l'*African World* fin janvier 1936. Parlant de l'Afrique Tropicale lord Lugard dit : « Si on entreprenait le recensement des terres cultivables, on constaterait qu'elles sont très peuplées et qu'il y demeure de moins en moins d'espace ouvert à la colonisation blanche. C'est vers les régions tempérées, Amérique du Nord et du Sud, Sibérie et dans les Iles du pacifique que l'Europe doit conduire sa main d'œuvre inemployée.

Le seul argument qui présenterait quelques bases sérieuses militant pour le changement de mains de l'un ou l'autre mandat serait le désir qu'en exprimerait la grande majorité de la population, ou du moins sa complète indifférence à cet égard. Et cette enquête devrait être menée impartialement par la S.D.N. en reconnaissant aux indigènes, si un changement intervenait, que les capitaux qu'ils ont investis dans leurs entreprises leur seraient garantis si leurs intérêts subissaient quelque préjudice. Pourvu que les autres Puissances coloniales prennent leur part de l'effort collectif, la Grande-Bretagne s'engagera à accepter le sort qui lui sera fait en pratiquant sa politique de toujours celle de la « Porte Ouverte » à travers les territoires dont elle a le contrôle ».

En France, la presse s'est bornée à enregistrer les déclarations britanniques sans se joindre au mouvement. Cependant certains seraient partisans d'un libéralisme colonial : M. Bailaud, Secrétaire de l'Institut Colonial de Marseille, M. Le Neveu, Directeur Général de l'Union Coloniale Française, le Groupe Eurafrique, M. Sarraut.

Aux Pays-Bas, depuis longtemps et spontanément, les Hollandais ont établi aux Indes Néerlandaises le régime de la Porte Ouverte.

A la session de Paris de 1931 de l'Institut Colonial International, M. Gonggryp, Professeur à l'Université d'Amsterdam, montra les avantages du libre échange pour les Pays-Bas et les Indes Néerlandaises.

La Belgique est également très attachée au libre échange. Le Congo y'est soumis depuis l'Acte de Berlin de 1885 et s'en est très bien trouvé.

Un journal belge, *l'Echo de la Bourse*, écrivait le 26 février 1936 : « Les Nations sans colonies n'auraient pas de plaintes sé-

rieuses à formuler si elles jouissaient de l'égalité de traitement. En Belgique, nous ne nous trouvons pas mal du régime de l'égalité commerciale que nous avons au Congo, d'abord parce que ce régime, en maintenant le jeu de la concurrence, ménage les intérêts de la Colonie et ensuite parce que le Bassin Conventionnel du Congo, s'étendant à une grande partie de l'Afrique Française, Anglaise, Portugaise et même Italienne, nous pouvons regagner dans ces marchés une large compensation aux inconvénients de ne pouvoir éliminer la concurrence au Congo Belge par le moyen des droits préférentiels. Dans l'état de l'économie du monde, il est mauvais que des pays puissent réserver des colonies à leur usage exclusif ; c'est une pratique malsaine...

« Au reste, pour ce qui est du problème de la redistribution des colonies, qui n'est qu'une déformation du vrai problème, il importe de souligner qu'étant donné le régime que nous imposent les traités de Berlin et de St-Germain, garantissant à toutes les nations du monde — y compris la Belgique — un traitement égal, personne n'aurait rien à gagner à nous infliger l'affront de nous enlever l'administration de la colonie du Congo dont, en cinquante ans, nous avons fait le joyau de l'Afrique Equatoriale pour le plus grand profit du commerce international...

« Certes, la confiscation des colonies allemandes n'a pas satisfait pleinement le sentiment de réalisme et le souci de l'équité de tous. Il est un fait qu'il faut des soupapes à un territoire surchauffé par un peuplement intensif et extraordinairement dynamique. Mais c'est dans cette mesure seulement — dans la mesure du retour à ses anciens maîtres d'une colonie qui désireait cette mutation — que la question peut être envisagée ».

Dans son rapport, la Commission pour l'étude des Matières Premières instituées par la S.D.N. en 1937, a préconisé aussi l'extension du régime de la Porte Ouverte aux territoires coloniaux et même aux pays souverains par accords bilatéraux et plurilatéraux.

Le projet d'extension du régime de la Porte Ouverte a donc de très nombreux partisans mais les avis diffèrent sur l'étendue de son champ d'application.

A l'heure actuelle, deux régimes sont appliqués dans les territoires coloniaux : régime de discrimination et régime de non-discrimination.

1) -- *Régime de Discrimination*

Ce régime implique d'abord certaines restrictions au droit d'établissement des entreprises étrangères.

Ainsi, dans l'Empire Français, en Indochine, un décret de 1928 n'accorde le droit d'avoir des concessions qu'aux Français ou aux Sociétés Françaises dont le Capital sera fourni au moins par moitié par des Français et dont le Président du Conseil, les Vice-Présidents, l'Administrateur-Délégué et la moitié des administrateurs seront Français (ce qui paraît d'ailleurs insuffisant pour le maintien de la majorité dans les délibérations).

Dans les colonies anglaises, de légères restrictions existent pour l'exploitation du pétrole.

Au Honduras britannique, aux îles Fidji, dans la Gold Coast, la Nigeria, le Nyassaland, etc... ne sont autorisées que les exploitations britanniques.

D'ailleurs, dans la plupart des colonies anglaises, des restrictions de fait proviennent de l'octroi de concessions de très grande étendue à des sociétés privées anglaises.

Aux Indes Néerlandaises, les sociétés étrangères ne peuvent obtenir de concessions minières que si leur siège et le domicile de la majorité des administrateurs sont situés en Hollande ou aux Indes Néerlandaises.

Des restrictions importantes sont faites aux investissements étrangers au Congo belge et dans les colonies portugaises.

Le régime de discrimination entraîne également des conditions particulières pour les échanges économiques du territoire en cause avec les nations étrangères.

Ainsi, en France, la loi du 13 avril 1928 décrète que seront considérées comme colonies assimilées la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, la Réunion, l'Indochine, Madagascar, Mayotte et les îles Comores, c'est-à-dire que, dans ces territoires, les produits importés de l'étranger acquittent les mêmes droits qu'en France.

Parmi les colonies non-assimilées, certaines accordent aux produits métropolitains et algériens un régime préférentiel : il en est ainsi pour : une partie de l'A.O.F. (Sénégal, Soudan, Haute-Volta, Guinée, Mauritanie, Niger) une partie de l'A.E.F., tout le Gabon, Saint-Pierre et Miquelon, les Etablissements Français de l'Océanie, la Nouvelle Calédonie. Les droits locaux

sont institués par décrets rendus sur la proposition du Ministre des Colonies, de l'Agriculture et des Finances.

En Angleterre, le régime préférentiel est très étendu. Les droits sont souvent inférieurs de 30 à 50 % à ceux du tarif général. D'autre part, pour lutter contre les exportations japonaises, des contingents ont été institués dans les territoires britanniques en 1934.

De même, dans les colonies hollandaises, des restrictions ont été établies depuis quelques années pour lutter aussi contre le Japon. Parmi les colonies portugaises, certaines sont assimilées : Madère, les Açores.

Au Japon, le régime de l'assimilation est appliqué à la Corée, à Formose, aux îles Sakhalines.

2) — Régime de non discrimination

Voici la définition que donne Maroger (1) de ce régime :

« Un territoire est soumis au régime dit de la « Porte Ouverte » lorsque ses gouvernants appliquent aux intérêts économiques des différentes nations étrangères un régime légal et administratif uniforme, n'établissant aucune discrimination de quelque nature qu'elle soit entre les nations qui y sont soumises ».

Mais actuellement, cette notion d'égalité économique doit être entendue dans le sens le plus large. Elle doit s'étendre aux concessions, aux investissements de capitaux, aux tarifs postaux, etc... Ainsi pour les travaux publics, pour les grands travaux, une adjudication internationale est exigée dans les pays sous mandat.

De même, pour les emprunts, la Commission des Mandats a admis la clause « tying-in » (clause en vertu de laquelle les achats des emprunteurs sont obligatoirement effectués dans le pays prêteur) dans le cas où les emprunts doivent être employés à des « travaux publics essentiels » mais, dans les autres cas, elle n'a admis cette clause qu'avec réserve.

Dans quels territoires est appliquée actuellement l'égalité économique ?

a) — Elle est appliquée d'abord en dehors de toute disposi-

(1) Maroger : *La Question des Matières Premières et les Revendications Coloniales*.

tion spéciale du droit international dans certains territoires à raison de leur caractère particulier : ainsi dans les territoires d'entrepôt ou bien en raison de la politique commerciale de la nation considérée : tel est le cas des colonies hollandaises. Les Pays-Bas ont adopté dans leurs possessions le régime de l'égalité économique avec certaines exceptions.

b) — Conventions internationales spéciales

1) — *Bassin conventionnel du Congo*

On comprend sous cette appellation : le Congo belge, une partie de l'A.E.F., une partie de l'Afrique Occidentale Portugaise, le territoire du Ruadna-Urundi (sous mandat belge), le Kenya, le Tanganyika (ce dernier sous mandat anglais), l'Uganda, le Nyassaland, le Zanzibar, une partie de l'Abyssinie, de la Somalie italienne, de la Rhodésie, de l'Angola et du Soudan anglo-égyptien.

Le régime du « Bassin Conventionnel du Congo » a été établi par l'Acte Général de Berlin du 26 février 1885 dont la première partie traitait de la protection des races indigènes et la deuxième de l'égalité de traitement en matière commerciale.

Puis intervint la Convention de Bruxelles de 1890 qui autorisait l'établissement d'un droit de 10 % sur les importations du Bassin Conventionnel. Ce droit ne devait avoir aucun caractère préférentiel. Enfin, la dernière en date est la Convention de St-Germain du 10 septembre 1919 entre les Etats-Unis, la Belgique, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, le Japon et le Portugal.

ART. I. — « Les Puissances signataires s'engagent à maintenir entre leurs ressortissants respectifs et ceux des Etats membres de la S.D.N. qui adhéreront à la présente Convention une complète égalité commerciale dans les territoires placés sous leur autorité dans les limites de l'article I de l'Acte Général de Berlin du 26 février 1885 avec la réserve prévue au dernier alinéa de cet article rapporté dans l'annexe ci-jointe ».

ART. II. — « Les marchandises appartenant aux ressortissants des Puissances signataires et des Etats membres de la S.D.N. qui adhéreront à la présente Convention auront libre accès à l'intérieur des régions visées à l'article I. Aucun traitement différentiel ne pourra être imposé à ces marchandises à l'entrée ou à la sortie, le transit demeurant exempt de tous

droits, taxes ou redevances autres que ceux perçus pour services rendus.

Sous réserve de ces dispositions, les Etats intéressés conservent le droit de fixer librement les règles et les tarifs de douane ou de navigation applicables sur leurs territoires ».

La Convention contenait aussi une clause d'arbitrage obligatoire. Mais la Convention de Saint-Germain n'a jamais été ratifiée.

2) *L'égalité économique au Maroc.*

Fondée sur l'Acte d'Algésiras du 7 avril 1906 entre la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie, elle a été admise de nouveau dans l'accord franco-allemand du 4 novembre 1911. Après la guerre, l'Allemagne dûit renoncer à ses droits mais le traité de commerce franco-allemand de 1927 lui assura le traitement de la nation la plus favorisée.

3) *Autres territoires.*

Par l'accord du 14 juin 1898 entre la France et l'Angleterre applicable en Afrique Occidentale à deux colonies anglaises : la Nigéria et la Côte d'Or et à deux colonies françaises : le Dahomey et la Côte d'Ivoire, chacune des Puissances s'engage à n'établir aucune discrimination commerciale au détriment de l'autre.

Le jeu de la clause de la nation la plus favorisée a étendu ces dispositions à l'Italie et à l'Allemagne. Mais elles ont cessé d'être en vigueur le 22 octobre 1936.

D'autre part, la Convention signée à Londres le 13 décembre 1906 entre la France, la Grande-Bretagne et l'Italie établit un régime d'égalité pour la Côte des Somalis.

c) *Régime des Mandats.*

Aux termes du Pacte (1), le mandataire doit assurer « aux autres membres de la Société des conditions d'égalité pour les échanges et le commerce ».

La garantie de l'égalité économique a été formulée de manière diverse dans chacune des chartes des mandats A, mais d'une façon uniforme dans les chartes des mandats B.

(1) Voir supra : Art. 22, p. 22.

Les territoires sous mandat peuvent faire partie d'unions douanières avec les territoires avoisinants relevant de la propre souveraineté du mandataire ou placés sous son contrôle à condition que les mesures adoptées à ces fins ne portent pas atteinte aux dispositions du mandat. Il ne faut pas que ces autres territoires jouissent d'un régime préférentiel avec leur métropole.

Toutefois, les produits du Togo et du Cameroun anglais et français jouissent à leur entrée en France ou en Angleterre d'un régime préférentiel. La C.P.M. a admis cette clause et l'a considérée comme un don des Puissances Mandataires aux territoires sous mandat. L'égalité économique n'a pas été étendue aux mandats C malgré les protestations du Japon.

Voilà donc les territoires qui sont soumis actuellement au régime de la Porte Ouverte. Y aurait-il vraiment un intérêt à étendre ce principe à tous les territoires coloniaux. Il semble certain que les pays dépourvus de matières premières en retireraient un grand avantage. Il n'est pour s'en rendre compte que de jeter un coup d'œil sur les tableaux suivants :

*Exportations allemandes à destination des colonies africaines (1)
soumises à ce régime avant la guerre
(en millions de marks)*

	1900	1910
Colonies allemandes	16,8	43,8
» britanniques	21,4	72,1
» françaises	2,4	4,8
» portugaises	4,9	13,8
Congo belge	1,2	1,2

*Orientation du Commerce extérieur des territoires soumis
au régime de la Porte Ouverte (2) :*

1934	Maroc	Pourcentage des importations
France et Algérie		43,7 %
Japon		8,1
Chine		5,6
Belgique		5,5
Etats-Unis		5,3
Grande-Bretagne		4,5

(1) Ohlin : *Reconstitution Economique Internationale*.

(2) Maroger : *La Question des Matières Premières et les Revendications Coloniales*.

Congo Belge

1932	Pourcentage des	
	import.	export.
Belgique	46	76
Allemagne	7	1,6
Italie	0,8	1
Grande-Bretagne	11	0,9

Nigéria

1933		
Grande-Bretagne	67	37
Empire britannique	4	1,5
Allemagne	8	16
Italie	0,3	4

Cameroun britannique

1934		
Grande-Bretagne	19,5	6,2
Allemagne	42,5	79,8
Indes	7	
Etats-Unis	4,4	
Japon	4,4	

Cameroun français

1934		
France	25,8	52,2
Grande-Bretagne	17	3,5
Etats-Unis	12,1	4,2
Colonies Françaises	9,6	
Allemagne	7,7	12,6
Belgique	3,1	12

Togo français

1934		
France	15,1	47
Grande-Bretagne	39	8
Etats-Unis	9,1	5,1
Allemagne	5,9	23,2
Japon	3,8	

Ruanda-Urundi

1934		
Belgique	18,5	96,4
Japon	34,5	
Tanganyika et Uganda	10,5	

Tanganyika

1934		
Grande-Bretagne	27,6	20,5
Allemagne	9,8	11,7
Japon	22,3	2,2
Empire britannique	19,7	36,5

Kenya-Uganda

1934		
Grande-Bretagne	36,8	
Empire britannique	20	
Allemagne	3,5	
Japon	15,3	

En 1934, 42,5 % des importations du Cameroun britannique venaient d'Allemagne alors que 80 % de ses exportations allaient vers l'Allemagne.

Dans l'Inde, ce n'est plus l'Angleterre mais le Japon qui place ses produits ; de même à Java et à Sumatra, le Japon a détrôné la Hollande.

Donc l'extension du régime de la Porte Ouverte présenterait pour les pays pauvres en matières premières un avantage certain. Toutefois, il faut remarquer que les restrictions apportées aux marchés coloniaux n'ont pas toute l'importance qu'on leur prête étant donné la faible importance de ces marchés par rapport au marché mondial.

Mais il y a néanmoins des obstacles à l'accès de certaines nations aux sources de matières premières.

Ce ne sont pas en général des obstacles qui s'opposent directement à l'importation par les nations non-satisfaites de matières premières coloniales, mais les plus importants sont ceux qui s'opposent à la vente de marchandises par les Puissances pauvres, seul moyen pour elles d'acquérir des devises étrangères leur permettant à leur tour d'acquérir les matières premières essentielles.

Donc, il est indispensable de lier le problème des matières premières et celui des marchés. Il n'est pas besoin d'un transfert de territoires ou même de donner aux Puissances en cause des droits de souveraineté, il suffit d'établir l'égalité économique.

A priori, le principe de non discrimination devrait avoir pour effet de développer le commerce extérieur du territoire avec des nations autres que la métropole.

Exemple : Les positions commerciales du Japon et de l'Allemagne sont importantes au Togo, au Cameroun, au Tanganyika et dans le Ruanda-Urundi.

Cependant, en Allemagne, on a contesté que l'adoption de ce régime ait changé l'orientation du commerce extérieur en particulier au Congo Belge, au Maroc, dans le Kenya-Uganda.

Ainsi, dit-on, s'il est possible que dans une certaine mesure l'existence d'un régime de non discrimination permette à des Puissances étrangères de maintenir sur un territoire des situations pré-existantes, rien n'autorise a priori à affirmer que la

concession de ce régime suffise pour modifier l'orientation préalable du commerce extérieur d'une colonie (1).

D'où peut provenir la prééminence commerciale de la métropole ?

1) *Régime Monétaire de la Colonie.*

La monnaie d'une colonie est plus ou moins liée généralement à la monnaie métropolitaine.

L'existence d'un « bloc-sterling » a favorisé les échanges inter-impériaux au sein de l'empire britannique. Mais ces avantages ne tiennent pas seulement à la « souveraineté indirecte » du sterling de ces pays, mais surtout à la qualité propre de cette monnaie comme instrument monétaire international, ce qui joue un rôle important en cas d'instabilité monétaire, mais dans le cas d'une stabilisation monétaire générale, le commerce extérieur d'un territoire colonial s'orientera conformément aux seuls intérêts commerciaux des producteurs ou des consommateurs de ce territoire.

2) *Régime des Emprunts.*

Les territoires coloniaux de la France et de l'Angleterre orientent leur politique financière vers les places de Paris et de Londres. Or, pratiquement, le montant des emprunts à long terme est employé en grande partie à des achats effectués chez le pays prêter surtout en cas de clause « tying-in ».

Mais ici aussi le choix des places de Paris et de Londres tient à des raisons d'ordre technique. Rien n'interdit, d'ailleurs, de restreindre, dans l'hypothèse des marchés coloniaux, le domaine d'application des conventions « tying-in ». Enfin, la conclusion des emprunts coloniaux à long terme pourrait être soumise à une Commission Internationale analogue à la Commission Permanente des Mandats.

3) *Nationalité des Agents et Colons.*

En général, les Agents et Colons sont en grande partie de nationalité métropolitaine, donc il existe une communauté de langue et surtout de législation (contrats, assurances, opérations

(1) Maroger : *La Question des Matières Premières et les Revendications Coloniales.*

de banques) qui favorise beaucoup le commerce avec la métropole. Pour les travaux publics importants, le régime des mandats prévoit une adjudication internationale, mais pour les travaux publics essentiels, la plus large liberté d'appréciation est laissée aux autorités locales. Aucune procédure d'adjudication ne peut être prévue pour les fournitures courantes de l'administration et en général celles-ci sont effectuées par la Métropole, mais, malgré tout, des marchés importants peuvent cependant être conquis dans un territoire soumis au régime de non-discrimination par des nations étrangères, mais pour cela il est nécessaire que des colonies ou des entreprises étrangères s'établissent dans ces territoires. Ainsi dans le Cameroun britannique, beaucoup de colons allemands ont repris possession de leurs anciens domaines. Tout dépend de la libéralité avec laquelle les immigrants seront admis dans ces territoires.

A la faveur d'un régime d'égalité économique, d'importants marchés africains ont été conquis ces dernières années par le Japon : il tient la première place pour les importations au Ruanda-Urundi. Au Tanganyika, le pourcentage des importations japonaises était de 22,3 % en 1934, au Kenya-Uganda de 15,3 % et au Maroc de 8,1 %. Depuis 1926, au Cameroun britannique, l'influence allemande s'est considérablement développée surtout pour la culture des bananes. Actuellement, l'Allemagne en importe 40 % de sa consommation : 2.500.000 régimes en 1933.

En 1934, 79,8 % des exportations du Cameroun anglais sont allées vers l'Allemagne et 42,5 % de ses importations sont venues d'Allemagne. Un marché a été ainsi conquis par l'Allemagne.

Un chemin de fer a été construit : presque toute le matériel a été fourni par l'Allemagne et, en général, le matériel de culture est allemand.

Donc, des marchés considérables peuvent être ouverts aux nations insatisfaites dans des territoires où elles ne possèdent pas de droits de souveraineté politique.

Grâce à l'application d'un régime d'égalité économique dans certaines zones africaines, on pourrait faciliter à l'Allemagne son approvisionnement :

- 1) en oléagineux ;
- 2) par voie de conséquence en tourteaux ;

3) en matières premières pour les industries du textile.

L'extension du régime de la Porte Ouverte présenterait donc des avantages certains, mais il y aurait aussi de nombreuses difficultés d'application.

D'abord l'adhésion de la Métropole et, en ce qui concerne l'Angleterre, celle des Dominions serait assez difficile à obtenir. En effet, les colonies de la Couronne dépendent non seulement de la Grande-Bretagne, mais des Dominions au point de vue économique. Lors de la Conférence d'Ottawa, des concessions économiques ont été accordées aux Dominions dans des colonies de la Couronne à titre de monnaie d'échange.

Certains estiment que les inconvénients d'un régime d'égalité économique dans les colonies anglaises seraient compensés pour les Dominions par l'amélioration de leurs échanges avec l'Europe et surtout avec l'Allemagne. La création récente à Londres de la Compensation Brokers C^o semble prouver que la question les intéresse. Toutefois, ceci n'est qu'une hypothèse.

Mais l'adhésion des colonies elles-mêmes serait peut-être encore plus difficile à obtenir.

Sans doute, l'adoption d'un régime d'égalité économique leur donnerait des avantages certains, mais il faudrait alors que ce régime de libre commerce soit appliqué d'une manière générale aux échanges internationaux car, sans cela, une colonie tendra à préférer les avantages qui peuvent résulter pour elle d'une convention de réciprocité.

Autrement, la colonie est tenue d'accorder les mêmes avantages à toutes les nations sans contre-partie.

Le développement des exportations japonaises a montré les inconvénients de cette politique. Ainsi, aux Indes Néerlandaises, les Pays-Bas ont dû instaurer des contingents d'importations pour lutter contre l'invasion des produits japonais.

Le Maroc, où le système de la Porte Ouverte joue vraiment, est tenu d'accepter plus de la moitié de ses importations de pays qui ne lui achètent rien.

Les pays autres que la France ne lui ont acheté en 1936 que pour 230 millions de francs alors qu'ils lui vendaient pour 743 millions, soit un déficit de 513 millions.

Pour le Japon, les achats japonais au Maroc ne représentent que 2 % de ses ventes soit 2 millions contre 125 millions.

Au contraire, la France et ses colonies ont acheté au Maroc pour 406 millions de francs et ne lui ont vendu que pour 268 millions, soit un gain pour le Maroc de 144 millions.

Pour maintenir l'équilibre de la balance des comptes du Maroc, le Trésor français doit faire des avances qui ont passé de 1933 à 1935 de 280 millions à 1.300 millions de francs.

D'autre part, le système de la Porte Ouverte porte souvent atteinte aux droits et aux intérêts des populations indigènes. Ainsi, en 1934, il a fallu prendre des mesures d'urgence pour sauvegarder l'artisan marocain contre les artisans étrangers, notamment japonais.

Donc l'absence de réciprocité du traitement aux territoires sous mandat entraîne pour ceux-ci de graves inconvénients.

D'abord, l'absence de la réciprocité constitue non seulement un manque d'armes pour les négociations, mais elle est la négation même de toutes bases pour les relations économiques : elle entraîne, en effet, une exportation très réduite, donc la capacité de consommer diminue et par voie de conséquence les importations aussi. L'absence de réciprocité constitue une entrave radicale et permanente au développement et à la mise en valeur de ces territoires : en effet, pour leurs ventes, ils se heurtent à des marchés fermés parce que préférentiels et, pour leurs achats, ils ne peuvent pas profiter d'un marché meilleur grâce à des avantages qu'ils auraient eux-mêmes accordés.

L'absence de réciprocité en matière économique ruine la production existante, car elle la prive de toute protection contre les armes modernes de la concurrence : dumping, monnaies dévaluées, contingentements ; de plus, elle porte atteinte aux revenus du territoire et lui impose de grands sacrifices fiscaux.

On prétend que les tierces Puissances ont intérêt à s'approvisionner librement en matières premières et que les pays sous mandat ont intérêt à ce que la concurrence internationale joue pour leurs achats et pour leurs ventes, mais, en pratique, si les tierces Puissances se servent de leur droit, les pays sous mandat ne peuvent pas user du leur à cause des barrières douanières des tierces Puissances.

La C.P.M. a admis, pour remédier à ces inconvénients, l'extension des conventions internationales particulières aux territoires sous mandat pour autant que ces accords internationaux

seront compatibles avec les prescriptions du Pacte et du mandat.

Cette question a été étudiée surtout à la C.P.M. sous l'angle de la clause de la nation la plus favorisée.

Qu'est-ce que cette clause ?

D'après M. Allix, la clause de la nation la plus favorisée « porte que toute faveur, immunité ou réduction de tarifs qu'une des parties au traité accorderait à une tierce Puissance, sera immédiatement et sans conditions étendue à l'autre ».

Mais il y a loin de l'apparence à la réalité.

En fait, les avantages concédés par deux pays l'un à l'autre vont profiter aux pays qui n'ont pas pris part au traité. Dès lors, un pays, en contractant, n'est pas sûr de ne pas se trouver le lendemain sur un pied d'égalité avec son principal concurrent.

Ainsi, en 1871, lors des négociations avec l'Allemagne, nous n'avions pas envisagé le formidable développement de l'industrie allemande. On n'avait vu qu'une chose : c'est que les produits français ne seraient pas plus frappés en Allemagne que les produits britanniques ou autrichiens. On ne pensait pas que le marché français pût être envahi par les produits allemands.

Mais, à chaque fois que la France voulait faire un avantage aux industries suisses, italiennes, etc... l'Allemagne revendiquait les mêmes abaissements de tarifs, ce qui amenait la ruine de nos industries moins bien armées que les siennes.

La clause de 1888 à 1914 a vicié les relations commerciales.

On n'échappait au danger qu'en recourant aux spécifications douanières : remède pire que le mal.

On a également essayé de parer à cela par la clause de réciprocité ou de traitement conditionnel de la nation la plus favorisée. Elle consiste à stipuler que chacune des deux Puissances jouira de plein droit des avantages accordés à des pays tiers, soit gratuitement soit moyennant une compensation équivalente si ces avantages ne leur ont été accordés qu'en échange de concessions de leur part.

Mais, dans la pratique, la fixation de cette compensation est difficile.

L'application de la clause de la nation la plus favorisée

pourrait-elle remédier à l'absence de réciprocité dans le régime de l'égalité économique appliqué aux territoires sous mandat ?

Il ne le semble pas car la clause ne pourra pas être réciproque et elle ne sera pas juste, car le territoire sous mandat ne pourra pas tenir compte de la concurrence qui lui est opposée par d'autres pays producteurs.

La C.P.M. a étudié à plusieurs reprises les moyens de remédier aux inconvénients dûs au manque de réciprocité.

En 1925, la C.P.M. étudia le problème de l'extension aux territoires sous mandat des conventions économiques conclues par divers Etats avec les Puissances Mandataires. La question fut examinée par M. Van Rees et par M. Rappard. Pour celui-ci, la « solution cherchée doit servir... à pallier les inconvénients qui résultent de l'absence de toute base juridique permettant d'exiger de la part des Etats membres de la S.D.N. la réciprocité des principes de l'égalité économique dont bénéficient ces Etats dans leurs rapports avec les territoires sous mandat A et B ».

La C.P.M. adressa au Conseil une résolution lui demandant d'inviter les Puissances chargées de mandats A et B à donner leur avis sur cette question.

Le Conseil adopta cette résolution le 6 septembre 1929. On posa aux Puissances Mandataires la question suivante : Faut-il conclure une convention internationale accordant la réciprocité aux territoires sous mandat ou vaut-il mieux agir par négociations directes ou bilatérales ?

Les gouvernements belge, français, anglais sont plutôt partisans d'une convention internationale.

Finalement, le Conseil, dans sa séance du 9 septembre 1936, a demandé : « aux Etats membres de la S.D.N. de bien vouloir réserver un accueil favorable aux demandes dont il pourrait être saisi par les Puissances Mandataires tendant à assurer aux ressortissants ou tout au moins aux marchandises des territoires sous mandat A et B des avantages correspondant à ceux dont jouissent leurs ressortissants et leurs marchandises dans ces territoires ».

On a aussi proposé d'assouplir le principe de la non-discrimination en écartant l'un des principes qui le régissent.

On pourrait imaginer que le territoire soumis au régime de la non-discrimination détermine a priori un traitement de faveur

et qu'il soit tenu d'appliquer automatiquement un pareil traitement à toutes les Puissances qui consentiraient à ce territoire certains avantages définis » (1).

On a même proposé l'établissement par le territoire sous mandat d'un double tarif, le tarif « minimum » étant accordé automatiquement aux nations qui en mériteraient l'application par l'octroi au territoire de certains avantages économiques.

De son côté, lord Lugard estime que la colonie soumise au régime de la Porte Ouverte peut, en fait, accorder certains avantages à une nation qui lui a fait des concessions précieuses, orienter en fait son commerce vers cette nation mais ceci suppose, a priori, qu'une décision d'une portée générale puisse être prise et strictement appliquée dans la colonie.

Or, cela est assez difficile à réaliser en raison de l'inévitable divergence des intérêts en cause.

En somme, une solution est encore à rechercher qui permette aux territoires soumis au régime de la Porte Ouverte de bénéficier de la réciprocité reconnue sur une base légale et obligatoire. Et il est indispensable de trouver cette solution avant d'envisager l'extension du régime de l'égalité économique.

(1) Maroger : *La Question des Matières Premières et les Revendications Coloniales*.

CHAPITRE III

Une utopie : Les Etats-Unis d'Afrique

Non contents de proposer une large extension du régime de la Porte Ouverte, certains hommes d'Etat ont formé un projet beaucoup plus audacieux encore : celui des Etats-Unis d'Afrique, premier pas pour quelques-uns d'entre eux vers les Etats-Unis d'Europe dont ils seraient, d'ailleurs, le complément indispensable.

En effet, si l'on supprimait les frontières intra-européennes, ce serait une accumulation de ruines et une augmentation de chômage. Les pays jeunes et moins forts seraient ruinés par les autres.

Même en admettant cela, l'Europe peut-elle former une unité économique indépendante ?

Actuellement, les exportations de l'Europe industrielle vers l'Europe agricole ne représentent que 27 % et les échanges des Etats industriels entre eux que 43 % du total commercial européen et les Etats extra-européens de civilisation européenne absorbent 38,4 % des ventes européennes.

L'Europe ne peut donc pas se suffire à elle-même d'autant plus qu'elle ne saurait se passer des produits tropicaux.

Enfin, une union douanière européenne, si elle amenait à supprimer les barrières intra-européennes, conduirait à créer aux frontières communes une barrière continue nécessairement plus rigoureuse que les barrières intérieures et que les Etats non européens n'accepteraient pas sans protester.

C'est pour pallier à ces difficultés que certains esprits ingénieux, partisans de la Paneurope, ont pensé à souder ensemble l'Europe et l'Afrique et à vivre ainsi, en quelque sorte, en vase clos, les deux économies, l'europpéenne et l'africaine, se complétant harmonieusement.

En France, M. Albert Sarraut a indiqué à plusieurs reprises comment il concevait la mise en valeur de l'Afrique dans l'avenir :

« Mon vœu, a-t-il dit, est de voir s'instaurer une collaboration européenne où l'Allemagne aurait la place qui lui revient comme grande nation, pour l'entreprise immense de la mise en valeur de l'Afrique Noire, organisée dans des conditions qui ne toucheraient pas au principe des souverainetés actuellement établies. Dans ma pensée, l'Afrique Noire doit devenir le terrain de rencontre, d'entente et de fusion des intérêts européens aujourd'hui dressés les uns contre les autres dans l'antagonisme mortel de ces nationalismes économiques dont l'Europe, si elle n'y prend pas garde, finira par périr. Il faut reconstruire l'Europe pour parer à cette menace asiatique dont j'ai depuis si longtemps signalé les dangers. Par quel bout faut-il commencer cette reconstruction. Moi, je dis : par l'Afrique Noire ».

Dans l'empire britannique, cette idée rencontre aussi certains adeptes et notamment en Afrique du Sud. Rappelons la motion déposée sur le bureau du Parlement en mai 1936 par le sénateur Visser dont nous avons déjà parlé. Après avoir proposé la restitution à l'Allemagne du Tanganyika et du Cameroun, le sénateur Visser envisageait la création d'une Ligue Pan-africaine de toutes les Puissances européennes ayant des colonies en Afrique, et qui serait placée sous le contrôle de la S. D. N.

Bien entendu, les Allemands ne sont pas restés en arrière dans cette voie car, faisant bon marché de l'intérêt général européen, ils voient surtout dans la mise en valeur en commun de l'Afrique un moyen propre à faire renaître le *Mittelafrika*. Aussi peut-on lire dans *Für oder gegen Kolonien* sous la plume de Hans Zache :

« L'Afrique, prolongement méridional de l'Europe, est appelée à devenir pour elle une immense plantation ; l'Allemagne, seule, a l'excédent de population suffisant pour mener à bien cette transformation ; sans elle, l'existence de l'Europe ne pourra être assurée... La répartition actuelle des territoires africains

a pour conséquence que les trésors du continent noir dorment, thésaurisés ; sans la collaboration de l'Allemagne, l'Afrique demeurera un trésor improductif ».

De son côté, Max Cohen-Reuss (socialiste) écrit aussi dans *Für oder gegen Kolonien* :

Pour résister à la longue aux Puissances économiques situées hors d'Europe, il faudra organiser, dans notre vieille Europe, un impérialisme national-économique, dont les premiers symptômes ont déjà été manifestés, par exemple, par les accords franco-allemands sur le fer et sur la potasse.... Cette évolution économique impérialiste ne pourra manquer d'influer profondément sur la politique coloniale des peuples européens. Aucune Puissance coloniale européenne ne peut continuer à faire, pour son propre compte, de la politique coloniale.

« Pour pouvoir exploiter rationnellement toutes les richesses de l'Afrique, qui est le domaine colonial naturel de l'Europe, ces Puissances devront, au contraire, s'entendre sur l'œuvre coloniale à réaliser en Afrique. Les diverses parties de ce continent devront être exploitées par les Etats européens dont le travail sera du plus grand intérêt, non seulement pour chacun de ces Etats, mais encore pour la collectivité. L'Allemagne devra, à cet égard, obtenir une participation importante sous la forme d'un mandat attribué par la S. D. N ; ayant consacré ses forces, son argent, son travail à ses anciennes colonies, elle devra revendre ces dernières non sans avoir pris contact, au préalable, avec les Grandes Puissances intéressées. Ces revendications recevront satisfaction d'autant plutôt que l'Allemagne collaborera plus étroitement avec la France, pays où se sont fait entendre les premières voix favorables à la restitution des colonies allemandes ».

D'ailleurs, l'idée d'une internationalisation des régimes coloniaux n'est pas nouvelle et elle a déjà reçu quelques applications pratiques : ainsi les anciens « condominiums », tels les condominiums franco-britanniques en Egypte et aux Nouvelles-Hébrides. Mais l'expérience fut plutôt décevante.

D'autre part, après la guerre, l'idée d'un « mandat » exercé par la S. D. N. elle-même fut discutée en particulier pour le régime de l'Arménie, mais la proposition ne s'accordait pas avec l'article 22 du Pacte.

On recommanda alors la fondation d'organismes internatio-

naux : Des Allemands Schucking et Wehberg avaient prévu un Bureau International d'Administration Coloniale auprès de la S. D. N.

Le Labour Party, dans un rapport de M. L. Wool *Empire and Commerce in Africa* avait proposé de créer une Commission Internationale de l'Afrique. Cette Commission devait avoir pour but unique les intérêts des Africains et leur initiation progressive à l'autonomie. L'idée d'une internationalisation fut soutenue plusieurs fois par le *Manchester Guardian*. M. Grigg proposa la création d'une administration européenne des colonies.

Mais il ne fut donné suite à aucun de ces projets qui sont restés, somme toute, assez vagues.

Mais un Français, M. E. L. Guernier, a consacré tout un ouvrage *L'Afrique, champ d'expansion de l'Europe* à cette question et il est intéressant ici d'en retenir quelques passages :

M. E. L. Guernier s'attache, tout d'abord, à démontrer que, politiquement, l'Afrique apparaît nettement comme une dépendance de l'Europe :

Pays indépendants	Superficie (milliers de km)	Population
Union Sud-Africaine	1.200	7.800.000
Egypte	1.000	14.000.000
Libéria	100	2.500.000
Possessions européennes :		
françaises	9.500	35.000.000
britanniques	7.000	41.000.000
belges	2.400	10.000.000
italiennes	3.000	13.000.000
portugaises	2.300	6.500.000
espagnoles	325	1.000.000
Territoires sous mandat :		
français	482	2.500.000
britanniques	1.070	5.700.000
belges	50	3.700.000
Sud-Africains	835	300.000
	29.262	143.000.000

« L'Afrique entière, continent plus grand que l'Europe et que l'Asie, égal aux deux tiers du continent américain, est aux mains de six Puissances européennes dont deux d'entre elles, la France et l'Angleterre, possèdent plus des deux tiers de la superficie totale et commandent à plus de la moitié des habitants du continent noir ».

Guernier démontre ensuite qu'économiquement aussi l'Afri-

que est sous la dépendance de l'Europe puisque celle-ci lui livre 82,4 % des marchandises dont elle a besoin et qu'elle lui achète 89,7 % de ses produits.

De son côté, l'Europe a besoin de l'Afrique.

« Au regard de la notion coloniale, en effet, l'Europe est partagée en trois zones : d'une part, les pays à capitaux, riches en colonies, mais pauvres en main d'œuvre d'exportation (Angleterre, France) ; d'autre part, les pays à émigration, pauvres ou dénués de colonies, riches en main d'œuvre (Allemagne, Italie, Pologne) ; et enfin, les pays pauvres en capitaux, riches en main d'œuvre et en colonies (Portugal) ».

Les différents pays d'Europe pourraient donc s'entraider et se compléter admirablement pour la mise en valeur de l'Afrique. S'appuyant sur ces remarques, M. Guernier a proposé en 1930 une Conférence Européenne des Intérêts Africains. Voici comment il envisage cette Conférence Eurafricaine :

« On conçoit un Grand Conseil présidant aux destinées de la Conférence. Il sera composé exclusivement des représentants des Puissances tutélaires, assistés des Gouverneurs africains et des délégués des territoires indépendants, c'est-à-dire des Etats ayant la charge du continent africain : Angleterre, Belgique, Espagne, France, Italie, Portugal, à côté des Etats indépendants : Libéria, Egypte, Union Sud-Africaine.

« Ce grand Conseil élaborera, par le soin des commissions de son choix, les grands principes directeurs de l'œuvre à accomplir suivant les contingences du lieu et du moment....

« Les pays à grande émigration : l'Allemagne, la Pologne, l'Europe Centrale, pourraient fournir des contingents précieux de médecins, de chirurgiens, d'infirmiers, de missionnaires, d'ingénieurs agronomes et mineurs, de géologues, d'astronomes, de botanistes, de zoologistes, d'entomologistes, etc...

« La tâche morale ainsi tracée, le Conseil de la Conférence Africaine devra entreprendre simultanément la grande œuvre de l'équipement de l'Afrique :

« C'est ici que la conférence devra ouvrir ses portes à toute l'Europe agricole et industrielle sans distinction de pays ».

Au premier abord cette idée des Etats-Unis d'Afrique paraît assez séduisante. Le problème de la répartition des matières premières, celui des débouchés, celui des barrières douanières semblent résolus d'un coup.

Mais, malgré la personnalité de ceux qui ont conçu ce projet, on est bien obligé d'admettre, dès qu'on l'examine de plus près, qu'il s'agit là d'une véritable utopie.

En effet, les nations pourvues de colonies ne sont certainement pas disposées à abandonner les territoires conquis, la France moins que toute autre.

Nous aurions tort d'ailleurs de nous laisser prendre à ce mirage, nous en serions les dupes et les premières victimes. Soyons sûrs que l'Allemagne ne se contenterait pas de la part qui lui serait faite ; et, en se servant de l'influence qu'elle prendrait au point de vue économique, elle en arriverait bientôt à briguer la souveraineté politique.

De plus, comment proposer une tâche commune à des nations dont les races et les religions sont différentes et dont les intérêts divergent sur tous les terrains. La S. D. N. est un triste exemple du résultat auquel on parvient quand on veut voir trop grand.

Collaborer avec les autres nations européennes et, en particulier avec ses voisins, certes la France y est toute prête, mais il ne faut pas avoir l'illusion que cette entente puisse jamais être parfaite : trop de choses s'y opposent.

En admettant, d'ailleurs, que ce projet soit réalisable, il ne serait pas souhaitable.

D'abord, il ne tient pas compte de l'intérêt des populations indigènes : mettre l'Afrique sous la dépendance de l'Europe, c'est subordonner toute la vie, toute l'activité des Africains aux besoins et au bien-être des Européens ; c'est réduire les Noirs à un esclavage qui, pour être moins brutal et moins direct que celui qu'ils ont connu autrefois, serait tout aussi rigoureux ; c'est revenir en somme à la conception allemande qui considère les indigènes uniquement comme du « matériel humain ».

La France ne pourra jamais s'associer à ce point de vue.

D'ailleurs est-on sûr que cela n'engendre pas un péril noir ?

De plus, essayer de faire vivre en économie fermée l'Europe et l'Afrique, ce serait faire dresser en face d'elles immédiatement la Panamérique et la Panasie. Nous assisterions alors à une terrible guerre : la guerre des continents les uns contre les autres.

CINQUIÈME PARTIE

CHAPITRE I

Causes des difficultés actuelles d'accès aux matières premières

Nous venons de voir quelques solutions qui, dans des cas particuliers, et notamment au point de vue des matières premières coloniales, seraient susceptibles de résoudre en partie le problème. Mais la question est infiniment plus vaste. Les causes des difficultés actuelles d'accès aux matières premières et, par conséquent, les remèdes qu'on peut y apporter dépendent à la fois de considérations économiques et politiques qui intéressent toutes les nations aussi bien les Etats souverains que les territoires sous mandat et les colonies.

Bien des suppositions ont été faites sur les causes de la paralysie actuelle des échanges et chacun selon ses opinions personnelles y a vu une raison différente en général diamétralement opposée à celle du voisin.

Les libéraux s'en prennent aux économies dirigées, les partisans de l'économie dirigée pensent au contraire qu'il y a encore trop de libéralisme.

Certains s'en prennent à l'instabilité des monnaies, d'autres aux contingentements en oubliant que ceux-ci sont un des moyens du nationalisme économique mais non pas une des causes.

On accuse le bilatéralisme alors que la base du commerce international doit être faite d'échanges triangulaires. On accuse aussi la mauvaise répartition de l'or, mais d'où vient celle-ci et n'est-elle pas plutôt une conséquence des entraves mises à la liberté des échanges qu'une cause de celles-ci.

Certains attribuent l'élévation des droits de douane à la hausse des prix, mais la réalité est inverse.

Au fond, la véritable cause de la paralysie des échanges est le nationalisme économique. Chaque pays veut trouver des débouchés à l'étranger tout en fermant hermétiquement son marché intérieur. La guerre a montré le danger pour un Etat de dépendre trop de l'étranger en cas de blocus.

En 1918 existaient beaucoup d'industries nées des besoins artificiels et passagers de la guerre et, après elle, elles n'ont pas disparu ; souvent au contraire on les a placées sous la tutelle de l'Etat. Celui-ci leur a réservé le marché national en le fermant aux produits étrangers d'où élévation des barrières douanières qui permettait de plus, par la hausse inévitable des prix sur le marché intérieur, de faire couvrir par le consommateur national la différence des prix de revient entre la production « naturelle » et la production « artificielle ».

Autre cause du nationalisme économique : la chute du pouvoir d'achat. Ainsi celui de l'Allemagne est tombé de 456 milliards à 330 milliards de 1929 à 1932.

Le volume des échanges internationaux est tombé de 750 milliards de francs en 1930 à 280 milliards en 1932 : ceci tient en particulier au retour au protectionnisme soit direct par l'élévation des droits de douane, soit indirect par le boycottage ou les contingentements.

Le boycottage a souvent une origine politique : ainsi le boycottage par les Américains des produits français au moment où la France a cessé de payer ses dettes de guerre aux Etats-Unis ou bien le boycottage des produits japonais en Chine ; celui des produits allemands surtout dans les pays anglo-saxons pour protester contre l'antisémitisme nazi.

Autre exemple : en 1934, l'Australie ayant haussé le droit d'importation sur les filés pour favoriser les fabriques de Queensland, les épiciers du Lancashire, pour soutenir les filateurs du Manchester, s'engagèrent à ne plus acheter de produits australiens : sucre, tabac, etc...

Les contingents sont une autre cause du ralentissement des échanges internationaux : ainsi en France le contingentement des beurres n'a pas gêné les anciens gros importateurs (Hollande, Danemark) mais les Etats Baltiques, nouveaux importateurs, en ont beaucoup souffert.

De plus le contingentement admet de multiples combinaisons qui en augmentent le danger et l'arbitraire.

Par ailleurs, les mesures sanitaires, les formalités douanières, les marques d'origine sont des causes infinies d'exclusion de produits souvent pour des causes politiques.

Ces dernières années, d'autres restrictions encore ont été apportées au commerce international ; en particulier du fait de l'instabilité monétaire qui rend incertains tous les accords commerciaux. D'autre part, l'approvisionnement en matières premières dépend de la persistance des échanges de produits bruts contre produits manufacturés. Or, actuellement, l'équilibre est rompu par suite de la réindustrialisation des pays neufs et de la réagrarisation de l'Europe industrielle. Ceci entrave l'expansion industrielle des anciennes nations européennes.

En définitive, on pourrait résumer ainsi les principales causes des difficultés actuelles d'approvisionnement en matières premières et en denrées alimentaires :

1) Insuffisance des ressources soit par causes naturelles, soit par causes artificielles.

Tendance générale au splendide isolement.

2) Augmentation des besoins.

3) Difficultés de répartition par :

a) restrictions commerciales,

b) difficultés des communications,

c) le fait que les centres de production s'éloignent des pays consommateurs des denrées alimentaires ou des centres manufacturiers qui travaillent les matières premières.

4) Difficultés d'ordre financier :

Insuffisance du pouvoir d'achat.

Oscillations du change.

Situation du marché du travail.

5) Instabilité de la situation politique.

CHAPITRE II

Conditions nécessaires à la solution du problème des matières premières

I. — RETOUR A LA STABILITÉ MONÉTAIRE

Après avoir énuméré les principales causes de la paralysie actuelle des échanges et des difficultés d'accès aux matières premières, indiquons brièvement quelques-uns des moyens qui doivent être employés simultanément pour y remédier.

Pour commercer entre eux, les peuples doivent avoir soit la même monnaie, soit des monnaies qui ont les unes vis à vis des autres des rapports à peu près constants : Telle était la situation avant la guerre de 1914. On ne tenait pour ainsi dire aucun compte des variations de change dans les pays industriels.

Après la guerre se produisit dans la plupart des pays une inflation qui crée l'instabilité des rapports commerciaux. Lorsqu'un pays dévalue c'est exactement comme s'il relevait tous les articles de son tarif douanier : c'est un pays qui se ferme du jour au lendemain à l'importation des pays à monnaie stable.

Les Etats qui déprécient leur monnaie ont d'abord un certain avantage, car cela facilite leurs exportations. Aussi la dévaluation est-elle souvent faite dans ce but. C'est le « dumping des changes », panacée peu durable, car rapidement les prix intérieurs monteront et rattraperont les prix extérieurs. Il faudrait une nouvelle dévaluation. Un Etat n'est pas seulement vendeur, il est aussi acheteur ; si un pays, avec une monnaie dépréciée,

vend plus facilement à l'étranger, il achètera aussi plus cher ses matières premières, donc, à moins qu'il ne vive en économie fermée, cela ne pourra durer longtemps.

De là résulte une grande instabilité du commerce mondial à laquelle on ne peut remédier qu'en stabilisant d'abord les monnaies ; c'est ainsi que l'échec de la Conférence Economique de Londres en Juin 1933 fut provoqué par la dévaluation du dollar en Juillet 1933. Cellé-ci a provoqué des mesures de défense, une hausse des taxes douanières, des réductions de contingents etc.... Contre le dumping des changes, les pays à monnaie-or ajoutent aux importations des pays pratiquant cette politique, une taxe accessoire proportionnelle à la dévaluation de leurs devises, mais ces mesures ne peuvent être maintenues longtemps.

A un certain moment, on dénonçait comme un obstacle à la reprise des affaires l'inégale répartition de l'or entre les nations. On visait alors surtout la France et les Etats-Unis. Mais ceci n'était pas une cause de la crise, mais plutôt une conséquence : l'or venait dans les pays à monnaie stable.

D'ailleurs, le déséquilibre des changes peut provenir de multiples causes : Excédent dans bien des pays d'Europe des besoins urgents en marchandises étrangères sur les marchandises que le marché intérieur peut mettre à la disposition de l'étranger ; d'où déséquilibre entre l'offre et la demande de devises étrangères.

Adoption de papier monnaie qui n'est accepté en paiement que dans les pays d'émission.

Difficulté d'exporter de l'or des pays à monnaie dépréciée.

Restrictions aux mouvements migratoires internationaux etc...

Une proposition a été formulée en Italie tout de suite après la guerre pour remédier aux inconvénients du déséquilibre des changes : les Etats exportateurs créeraient des dépôts dans les Etats importateurs de sorte que les négociants pourraient se faire consigner les marchandises dont ils ont besoin et les payer à très bref délai après la commande. Les inconvénients des variations de change seraient ainsi atténués. Mais pour les exportateurs, le système présente de sérieuses difficultés : transport à leurs frais et à leurs risques et périls.

D'autre part, quand la monnaie du pays importateur est trop dépréciée, les exportateurs, pour pallier à leurs inquiétudes,

pourraient emmagasiner leurs marchandises dans les pays voisins.

On a envisagé aussi des projets d'assurance contre les risques provenant des variations des changes. Mais cela supposerait tout de même un certain équilibre des changes.

Le Professeur Ohlin, (1) dans son rapport, souligne aussi la nécessité de l'équilibre monétaire :

« Les pays qui maintiennent la valeur extérieure de leur monnaie sur un palier incompatible avec les niveaux des coûts de production dans leurs propres territoires et hors de leurs frontières ne devraient pas se plaindre si la cherté de leurs produits en empêche la vente en quantités suffisantes.

En conséquence, le rajustement monétaire tendant à renforcer la capacité d'exportation des pays à monnaie « surévaluée » constitue un des moyens d'accroître leur capacité d'acheter les matières premières d'origine étrangère. Les pays scandinaves et la Tchéco-Slovaquie n'éprouvent pas de difficulté à payer leurs matières premières. Il n'y a aucune raison que d'autres pays n'ayant que peu ou point de colonies ne soient à même de s'assurer une position analogue ».

Or, le seul moyen de rétablir cet équilibre monétaire c'est de revenir à la circulation fondée sur l'étalon-or. Il faudrait que toutes les monnaies actuellement dévaluées soient pourvues d'une parité-or quelconque mais invariable. Par ses qualités physiques, par la relative constance de l'augmentation de son stock, l'or est actuellement la marchandise dont la valeur par rapport aux principales marchandises d'échange présente le moins de variations, ce qui lui vaut d'être la commune mesure des valeurs.

Il n'est d'ailleurs pas nécessaire que l'or circule, il suffit qu'il serve de gage à la circulation monétaire.

Mais il faut que la stabilisation des monnaies s'opère par la voie internationale. Il faut que les Etats modernes admettent en ce domaine comme dans les autres une restriction de l'ancienne notion de souveraineté.

II. — ASSOUPPLISSEMENT DES RÉGIMES DE COMPENSATION

Une des causes des difficultés de l'approvisionnement des

(1) Ohlin : *Reconstitution Economique Internationale*.

pays industriels en matières premières est que celui-ci est subordonné aux possibilités qu'ont ces pays d'écouler leurs produits sur les divers marchés du monde.

Actuellement de grandes perturbations viennent des accords de clearing bilatéraux qui obligent un pays à dépenser ses devises dans le pays où il a exporté ses produits.

« Pour supprimer tout risque de pénurie de matières premières dans certains pays, dit le Professeur Ohlin, il faut libérer le monde des entraves du bilatéralisme ».

Ainsi que nous l'avons vu, l'Allemagne s'est lancée dans cette voie sur une grande échelle en orientant ses importations vers les pays capables de recevoir ses exportations. D'un côté, elle a cherché à faire venir de plus en plus ses matières premières des pays d'Europe avec lesquels sa balance est créditrice.

Parallèlement, elle a cherché à exporter dans les pays d'où elle importait ses matières premières c'est-à-dire dans les pays d'outre-mer.

Nous avons déjà vu que ces opérations n'étaient pas toujours avantageuses pour l'Allemagne. En voici un autre exemple :

« Jusqu'en 1930, le commerce franco-allemand était assez actif ; la mise en application de la politique française de contingentement et les restrictions dues au contrôle des changes allemand l'ont gravement atteint. La moyenne mensuelle des importations allemandes en France est passée, par chutes successives, de 1930 à 1936 de 601 millions de francs à 147 et les exportations françaises de 346 à 55.

Le clearing institué en juillet 1934 créa un nouvel obstacle aussi considérable pour les exportations françaises que pour les exportations allemandes. La multiplication des achats de matières premières par les Allemands déséquilibra le système et fut la cause d'arriérés importants. Pour limiter ces arriérés, la France, incapable à cause de sa balance commerciale déficitaire d'accroître davantage ses achats en Allemagne, dût limiter ses exportations. Le commerce franco-allemand s'amenuisait de plus en plus. Un nouvel accord permit la liquidation des arriérés existants (ancien compte), mais ne put empêcher la reconstitution par la suite, de ces arriérés dans le nouveau compte (en janvier 1937, 300 millions de francs) » (1).

(1) Piatier : *Le Dr. Schacht à Paris (Europe Nouvelle, 29 mai 1937)*.

Aussi le Docteur Schacht a-t-il déclaré le 26 mai 1937, dans son discours à l'inauguration du Pavillon Allemand à l'Exposition de Paris : « Le gouvernement allemand est d'accord avec le gouvernement français pour estimer que le nouvel accord comportera un assouplissement du clearing en vigueur actuellement. L'assurance donnée par le gouvernement allemand de réserver les devises nécessaires, assurance garantie par l'établissement d'une proportion définie entre l'importation et l'exportation, donnera au commerce des deux pays des facilités plus grandes que le clearing obligatoire ».

Actuellement plus de 140 accords de clearing sont en vigueur affectant directement trente-trois pays et indirectement toutes les nations.

La Commission pour l'étude des matières premières suggérerait, dans son rapport à la S.D.N. (1) pour l'amélioration des échanges internationaux, un assouplissement des régimes de compensation ; d'après ce rapport, il faut favoriser tout effort entrepris pour supprimer les clearings. Pour cela, il faudrait étudier les possibilités de financer les transactions commerciales conclues sous les régimes actuels. Il faudrait, de plus, rechercher les moyens permettant de liquider les comptes bloqués qu'entraîne le régime des accords bilatéraux.

Une collaboration plus étroite entre les Banques Centrales paraît toujours désirable. Ainsi, l'octroi réciproque entre banques centrales de crédits à terme relativement limité pourrait améliorer les méthodes de clearing rigides actuelles.

De nombreux projets ont été proposés pour permettre l'assouplissement des régimes de compensation existants : celui du Professeur Milhaud de Genève, ceux de MM. Haladjian et Navachine. Une campagne a été entreprise par M. Robert Alterman, Secrétaire Général du Comtié d'Action Economique et Douanière, pour permettre l'application partielle du système des chèques-compensation.

Tous ces projets tendent à instituer un système de clearing triangulaire, de compensation plurilatérale.

D'autre part, certains techniciens se sont demandés s'il ne serait pas possible de faciliter la négociation des soldes actifs de

(1) 1937.

clearing et d'établir ainsi indirectement un nouveau régime d'opérations triangulaires.

M. Riedl, qui a été ministre d'Autriche à Berlin après la guerre et directeur des accords commerciaux de l'ancien Etat austro-hongrois, a exposé un projet dans ce sens, publié dans une brochure « *Aussen handel und Wahrungsschutz* » publiée aux Österreichischer Wirtschaftsverlag, Vienne (1936).

Une étude a été consacrée à ce projet par la Chambre de Commerce Internationale (*L'Economie Internationale*, mai 1936).

En voici quelques passages :

« Le seul remède (au système actuel de clearings en vigueur) consisterait à écarter délibérément les préoccupations exclusivement monétaires et à substituer aux accords de contingentement et de compensation qui assurent la sécurité monétaire au prix d'une continuelle compression du volume des échanges, des accords d'un type nouveau qui soutiendraient les monnaies défaillantes tout aussi efficacement, sinon plus, mais qui, au lieu d'étrangler les échanges internationaux, contribueraient à leur développement ».

Pour atteindre ce résultat, M. Riedl propose un modèle inédit de traité relevant à la fois du traité de commerce et de l'accord de paiement et de crédit.

« En ce qui concerne les accords de paiement et de crédit, les Banques Centrales d'émission agiraient par l'intermédiaire des banques de crédit pour l'exportation qu'elles créeraient à cet effet (au besoin avec le concours des gouvernements) et qui fonctionneraient sous leur direction et sous leur contrôle. Tout exportateur tirerait des traites sur ses clients. Sous réserve de l'acceptation de ces derniers, acceptation qui serait approuvée et contresignée par la banque de crédit pour l'exportation du pays importateur, ces traites deviendraient escomptables au bénéfice de l'exportateur et pourraient être réescomptées par la Banque d'émission. Les banques de crédit pour l'exportation seraient chargées, entre autres fonctions, de vérifier si ces traites correspondent à de réels mouvements de marchandises, de manière à exclure du système les purs effets de crédit. Les traites seraient libellées en monnaie du pays exportateur sans être nécessairement payables en cette monnaie, le tiré ayant le choix de s'acquitter soit en la monnaie spécifiée sur la traite, soit en la monnaie de son pays au cours du jour. Dans certains

cas, il pourrait être nécessaire de fixer un taux de change dans l'accord même, sous réserve de révision périodique ».

De plus, il devrait y avoir un nouveau traité de commerce entre les parties intéressées : aucune prohibition, ni restriction, ni contingentement pour les opérations effectuées en vertu de cet accord, abaissement des tarifs douaniers.

Entente entre les parties sur leur attitude à l'égard de la clause de la nation la plus favorisée.

Ces accords pourraient s'étendre de proche en proche par la négociation simultanée de divers accords bilatéraux auxquels on pourrait substituer ensuite un traité multilatéral qui serait ouvert à l'adhésion des pays non signataires. Enfin, le mécanisme envisagé serait de nature à favoriser automatiquement la stabilité monétaire. Toutes les créances afférentes aux opérations conclues dans le cadre de l'accord étant libellées en la monnaie du vendeur, la valeur de ses créances ne pourrait baisser sauf si le pays du vendeur procédait à la dévaluation de sa monnaie. L'exportateur ne saurait donc subir de préjudice qu'à la suite de mesures adoptées par son propre gouvernement, mais il serait à l'abri de toute expérience monétaire que pourrait pratiquer le pays importateur.

Dans un cas particulier, d'ailleurs, il a été possible de porter dans le domaine des réalisations pratiques une politique de troc triangulaire.

Il s'agit de la fondation à Londres, à la fin de 1936, de la *Compensation Brokers*.

En voici brièvement résumé le mécanisme : Cette institution suppose l'ouverture préalable à l'industrie allemande d'un débouché nouveau en Angleterre pour ses produits métallurgiques par suite du réarmement britannique. Le rôle de la société sera de faciliter le développement des importations de matières premières qui doit correspondre à l'accroissement des exportations allemandes.

Ce débouché nouveau offert à l'industrie allemande est pour elle d'un avantage certain. Jusqu'ici les besoins des Dominions en produits métallurgiques étaient satisfaits par l'industrie de la Grande-Bretagne ; mais actuellement les commandes d'armements en Angleterre ont la priorité. Les intermédiaires de la place de Londres ont alors cherché à passer leurs commandes à l'étranger et en particulier à l'Allemagne.

Mais il fallait défendre les intérêts des industries et du commerce de la Grande-Bretagne pour qu'ils puissent reprendre leur place dès qu'ils le pourraient ; les intérêts des Dominions, grands exportateurs de matières premières et parfois victimes de l'autarcie allemande.

D'où l'idée de créer à Londres même une société destinée à contrôler l'ensemble des opérations d'échanges.

La société n'est qu'une société d'intermédiaires chargée de mettre en rapport les contractants éventuels moyennant une commission. Le capital est seulement de dix mille livres sterling. Les opérations prévues sont relatives à l'échange de produits manufacturés (produits métallurgiques, des aciéries, etc...) contre des matières premières, surtout laine, coton, caoutchouc, graisses, cuirs, jute, sisal, etc...

Les banques anglaises intéressées accordent seulement des crédits aux fournisseurs des Dominions pour leur permettre de livrer à l'Allemagne des matières premières sans attendre que le paiement de ces exportations soit effectué par des livraisons ultérieures de produits manufacturés allemands.

L'intérêt essentiel des opérations prévues serait de permettre sous forme de « troc » un nouveau régime d'échanges triangulaires. Exemple : en échange de marchandises fournies à l'Inde par l'intermédiaire de Londres, l'Allemagne achèterait de la laine en Australie.

Les opérations prévues entre les Dominions et l'Europe Centrale pourraient être étendues à l'Europe Orientale et à la Turquie. Evidemment, l'Angleterre reprendra un jour sa place dans les marchés des Dominions, mais pour les importations l'Allemagne aura peut-être pris la place de l'Amérique ou du Japon.

III. — CRÉDIT A ACCORDER AUX NATIONS PAUVRES

Une des principales causes de la crise que subissent des pays comme l'Allemagne c'est la brusque disparition des crédits internationaux qui les ont fait vivre après la guerre.

Pratiquement les mouvements internationaux de capitaux à long terme ont cessé depuis le début de la crise mondiale. Cela

apparaît nettement dans les statistiques suivantes empruntées à Maroger : (1)

Emissions de capitaux au Royaume-Uni (en milliers de livres)

	1929	1933	1935
Emprunts de la métropole	159.402	95.059	161.934
Emprunts étrangers	39.935	7.996	2.852

Etats-Unis (milliers de dollars)

	1929	1933	1934	1935
Fonds d'emprunts étrangers :				
Nouvelles émissions	120			
Conversions	10	60	60	116
Sociétés étrangères :				
Nouvelles émissions	637			
Conversions	12	2	1	

Pays-Bas (millions de florins)

Emprunts étrangers :		
Fonds d'Etat	19	
Sociétés	119	9

Suisse (millions francs suisses)

Emprunts étrangers :			
Fonds d'Etat			
Sociétés privées	110	1	1

L'endettement nominal extérieur des nations débitrices a diminué :

	Allemagne (en millions de marks)	
	Dette totale	Dette extérieure
1928	84.896	21.842
1929	95.119	24.064
1930	102.339	25.004
1931	99.203	21.124
1932	96.118	19.029
1933	93.718	13.895
1934	96.601	13.100
1935	101.219	12.400

(1) Maroger : *La Question des Matières Premières et les Revendications Coloniales.*

Il est certain que l'arrêt du mouvement international des capitaux a été pour les pays emprunteurs une dure épreuve.

L'Allemagne prétend bien, par la voix de Hitler, qu'elle veut se rendre indépendante de l'étranger non seulement pour échapper à la nécessité d'importer mais encore à la nécessité d'emprunter.

Il est, malgré tout, certain qu'une politique internationale de crédits accordée aux nations pauvres simplifierait singulièrement leur situation.

Voici quelques-uns des moyens qui ont été déjà employés ou proposés pour arriver à ce but : (1)

Pour faciliter les achats de matières premières destinées aux industries d'exportation, le problème est généralement simple car, en vendant leurs produits manufacturés à l'étranger, ces industries se procurent facilement les crédits nécessaires.

Mais pour les matières premières destinées aux industries qui travaillent pour la consommation intérieure, la difficulté est beaucoup plus grande car, dans les pays à change déprécié, ces industries travaillent dans des conditions défavorables à cause du niveau des prix sur le marché intérieur qui se trouve être bas en général quand on tient compte du change. Aussi leur est-il assez difficile d'obtenir des crédits à l'étranger.

On a envisagé le système des crédits de finition suivant lequel la matière première ne cesse pas de servir de garantie au crédit au cours des transformations successives qu'elle subit de façon que le produit de la vente soit employé en premier lieu à rembourser le créancier. Ce système est souvent incompatible avec la législation des différents Etats puisqu'il soulève de grandes difficultés pour la surveillance du débiteur et l'identification du produit.

Quelquefois, pour l'application d'un tel système, il est possible d'obtenir la garantie de l'Etat, mais il faut que celle-ci ait une valeur internationale : qu'elle soit constituée, par exemple, par des devises étrangères qui font prime ou des marchandises dont l'exportation est assurée.

Souvent, d'ailleurs, l'octroi de crédits exige la stabilisation du taux des changes.

Tout de suite après la guerre on a pu, dans certains petits

(1) Gini : *Rapport sur la question des matières premières*, S.D.N. 1921.

Etats (Lettonie, Lithuanie), organiser en syndicats les industries du même genre. Au nom de ces syndicats, on a obtenu de l'étranger, sous la garantie du gouvernement, les crédits nécessaires à l'achat des matières premières indispensables. Mais cela est beaucoup plus difficile dans un grand pays car les grandes entreprises d'une solidité reconnue peuvent trouver du crédit, sans recourir au syndicat et ne désirent pas s'unir aux petits industriels qui sont pour elles des concurrents.

Pour faciliter l'acquisition des matières premières par le jeu du crédit, on a suggéré aussi l'existence éventuelle de stocks de réserve de ces produits qui pourrait fournir la possibilité de transactions à crédit.

Un autre système a été employé en Pologne après la guerre : « Les membres de l'association des industriels polonais, en offrant comme garantie leur propriété industrielle évaluée en or de façon très prudente, peuvent obtenir d'une banque créée expressément pour eux, des bons évalués également en or pour un montant qui ne dépassait pas la moitié de la valeur attribuée à leur propriété. Ces bons étaient garantis par l'Etat et acceptés sans hésitation par les marchés étrangers ».

Il faut rappeler aussi le projet ter Meulen : les ressortissants d'un pays qui ont besoin de crédits à l'étranger donnent leurs biens en garantie à l'Etat et reçoivent d'une Commission Internationale, sous les auspices de la S.D.N., des obligations qui donnent droit à un prélèvement sur certaines recettes de l'Etat, obligations qu'ils offrent aux capitalistes étrangers en garantie des crédits obtenus.

Ces recettes données en garantie par l'Etat doivent être administrées par l'Etat lui-même ou par la Commission.

Mais ceci suppose que l'Etat ou la Commission connaisse mieux que les créanciers étrangers les capacités productives des débiteurs ; que les particuliers soient disposés à offrir leurs propriétés en garantie à l'Etat (difficultés à cause du fisc), que les créanciers jugent suffisantes les garanties que l'Etat affecte à la sécurité des obligations émises et de leurs intérêts. Cela exige la stabilisation de la monnaie. On a vu les inconvénients et les difficultés de ce système en Autriche tout de suite après la guerre.

La principale difficulté vient en général du sentiment na-

tional qui fait que l'Etat se cabre à la pensée d'être soumis à un contrôle international.

Un autre système a été appliqué en Angleterre en 1921 : « Un Bureau Gouvernemental (Export Credit's Department) garantissait jusqu'à un montant global de 26 millions de livres les traites tirées contre l'envoi de marchandises du Royaume-Uni en certains pays dans une mesure à établir en chaque cas par le Bureau même, mais qui ne pouvait jamais dépasser 85 % du montant de la traite. Un cautionnement accepté par le Bureau pouvait être déposé par l'importateur ; mais, soit qu'il donne des cautions, soit qu'il n'en donne pas, l'importateur devait fournir une garantie d'une banque de son pays qui soit jugée assez solide par le Bureau. Si l'importateur ne payait pas complètement sa dette et si la caution ne suffisait pas à couvrir le déficit, une partie (ordinairement la moitié, dans certains cas, même davantage) de la perte était supportée par le Bureau ; l'autre partie devait être remboursée par l'exportateur. Mais le Bureau acceptait très difficilement les garanties des banques du pays importateur ».

En fait, d'ailleurs, il ne peut pas y avoir un système universel de crédits. Les modalités d'application doivent être différentes dans chaque cas particulier. Mais il est absolument indispensable de revenir au crédit international.

Avant la guerre, les Etats riches — Angleterre, France, Etats-Unis — prêtaient volontiers aux Etats neufs parce qu'ils étaient sûrs de revoir leur argent, au besoin en recourant à la force : l'Etat créancier saisissait les douanes de l'Etat débiteur et se payait lui-même. On a renoncé à ces pratiques, mais alors il n'y a plus aucune sécurité à la circulation des capitaux.

En l'absence de garanties internationales, il ne reste qu'une ressource : les Banques Centrales élèvent le taux de l'escompte et restreignent les possibilités de crédit. Mais les Banques Centrales ne sont pas des institutions réellement indépendantes, elles sont en fait sous le contrôle de l'Etat. Ce n'est donc pas là que peut être trouvée la solution.

Aussi, depuis quelques années, les mouvements internationaux de capitaux ont-ils pratiquement cessé.

Trente-sept pays appliquaient en 1936 un régime de contrôle des devises. Pratiquement, les mouvements de capitaux à long terme ont cessé depuis le début de la crise mondiale. L'en-

dettement extérieur des nations débitrices a tendu à diminuer. Pour les pays emprunteurs, cet arrêt du mouvement international des capitaux a été une dure épreuve.

Avant la crise, beaucoup de pays débiteurs avaient recours à des capitaux étrangers à long ou à court terme. Depuis la crise les prêts se sont arrêtés et même il y eut en 1924-28 un rapatriement brusque de capitaux prêtés, d'où grosses difficultés pour les pays débiteurs.

Il faut dire d'ailleurs que souvent des inquiétudes politiques ont aggravé les difficultés financières.

L'interruption des mouvements de capitaux est la conséquence de la rupture du système de l'étalon-or qui fournissait un mécanisme monétaire commun entre les différents systèmes économiques et un moyen normal de liquidation des soldes internationaux.

Mais, d'autre part, la crise a eu pour résultat de ramener les prix à un niveau beaucoup plus rapproché de ce que l'on peut estimer normal, donc le problème des parités entre les monnaies se présente dans des conditions beaucoup plus favorables qu'il y a quelques années.

Donc, la solution des difficultés relatives au paiement des matières premières exige une action concertée visant à rétablir une circulation plus libre des capitaux, des marchandises et de la main d'œuvre ; mais une condition préliminaire doit d'abord être réalisée : il faut reprendre les opérations de crédit normales qui ont progressivement disparu de la pratique bancaire par suite, en particulier, des craintes éprouvées par les prêteurs éventuels d'interventions du contrôle des changes au moment de l'échéance.

Voici ce que propose à ce sujet la *Commission pour l'étude des matières premières* réunie à Genève en 1937 :

Si, pour remédier à cet état de choses, une déclaration générale de ne pas intervenir des autorités responsables paraissait insuffisante, il pourrait y avoir une sécurité complémentaire qui pourrait être constituée par un engagement pris sous une forme juridique appropriée par les autorités compétentes, de libérer de toute restriction de change la somme affectée au dénoncement du crédit. Cet engagement devrait en particulier conférer aux documents de base de l'opération un caractère de négociabilité sur les marchés internationaux.

De plus, une collaboration plus étroite entre les banques centrales paraît toujours désirable d'abord pour pouvoir faire, en toute connaissance de cause, la discrimination entre les divers emprunts, car certains sont indispensables — par exemple les crédits aux Etats purement agricoles — et d'autres ne le sont pas. Il faudrait qu'un Comité Officiel International certifiât l'existence des garanties nécessaires au prêteur. Mais un tel organe n'existe-t-il pas avec la B.R.I. ? En cas d'inexécution des engagements pris, il pourrait y avoir un recours possible au Tribunal de La Haye. Voici pour l'octroi du crédit.

Pour le mécanisme de l'opération, l'octroi réciproque entre les banques centrales de crédits à terme relativement limité pourrait améliorer les méthodes de clearing rigides actuelles.

D'autre part, des moyens peuvent-ils être trouvés pour accorder un appui financier aux pays soumis au contrôle des changes et désirant l'abandonner, de sorte que ces pays soient prémunis contre les dangers d'un déficit initial qui, à la suite de cet abandon, apparaîtrait dans leur balance des comptes ?

A cela, évidemment, s'opposent de graves difficultés politiques et techniques. Ainsi, en ce qui concerne l'Allemagne il faudrait, avant tout, un alignement monétaire du mark. Ceci ne pourrait guère être réalisé que par la B.R.I.

En se déclarant prêts à recevoir une plus grande quantité de marchandises provenant des pays débiteurs, tout en assouplissant les réglementations existantes relatives à l'emploi du produit des ventes, les pays créanciers aideront très efficacement à la solution des problèmes monétaires des pays débiteurs, ce qui est nécessaire pour rétablir la confiance.

Il semble que, là aussi, la B.R.I. pourrait contribuer de différentes manières à appuyer les efforts qui seraient faits dans ce sens.

Ce retour au crédit international est une des conditions indispensables à la solution générale du problème des matières premières.

IV. — ENTENTES INTERNATIONALES DE PRODUCTEURS

D'autres moyens peuvent encore être employés pour réduire les entraves au commerce international.

On ne peut évidemment abaisser brusquement les tarifs

existants sans provoquer la ruine d'un grand nombre d'industries.

Pour préparer une diminution des tarifs, il faut une réadaptation de la production ou des mouvements de population.

C'est par l'union des intérêts privés et non par des rapprochements gouvernementaux que la collaboration économique internationale doit être réalisée.

Ces ententes internationales à la production ne sont pas créées par les organismes internationaux. Mais il faut les guider et leur donner toutes les informations possibles.

Il existe différentes sortes d'ententes de producteurs d'après la solidarité de leurs membres : le cartel et le trust.

Diverses conditions sont nécessaires pour que de telles ententes puissent se produire :

a) Il faut que les produits soient relativement simples, que leur production soit comparable d'un pays à l'autre, c'est-à-dire qu'ils soient plus ou moins standardisés.

b) Il faut que la production de ces denrées dans les différents pays qui participent à un accord représente sinon un monopole du moins une assez grande part de la production mondiale. Il faut donc que ces produits soient relativement rares dans les autres pays, soit parce que seuls un certain nombre de pays ont à l'intérieur de leurs frontières des matières premières qui permettent de fabriquer ces produits (c'est le cas par exemple de l'entente entre l'Italie et l'Espagne pour le mercure) soit parce qu'un certain nombre de pays ont seuls des procédés de fabrication particuliers (c'est le cas du Cartel des lampes électriques) soit parce que les marchés nationaux peuvent être sauvegardés du seul fait de la difficulté du transport de ces produits (1).

Au début, les ententes entre les producteurs n'étaient que nationales puis elles sont devenues internationales surtout depuis la guerre de 1914. Lebée (2) explique ainsi les causes de ce mouvement : « les grands industriels s'orientent vers la concentration industrielle sous l'influence de causes monétaires : dans les pays à monnaie dépréciée, sous prétexte de se

(1) Dennery : *Cours sur les Matières Premières* (Dotation Carnegie).

(2) Lebée : *Trusts et Cartels Internationaux*.

défendre contre l'invasion étrangère, on émet des actions à droit de vote privilégié qui permettent d'assurer la domination d'un groupe sur une entreprise.

La fuite devant la mauvaise monnaie amène les industriels à investir leurs capitaux disponibles au plus vite, mais au hasard et dans le plus grand désordre : ils constituent ainsi des groupements hétéroclites d'entreprises sans aucune justification technique ou commerciale. Les mêmes causes monétaires facilitent l'expansion des trusts internationaux disposant d'une monnaie saine : ils achètent à vil prix dans les autres pays matières premières ou installations et déploient un esprit de conquête qui est à l'opposé de l'esprit de collaboration internationale ».

Cet état anormal ne peut se prolonger. Or, on ne peut restaurer un ordre normal sans une collaboration internationale ; c'est pourquoi, vers 1925-26, on cherche à transformer les ententes nationales de producteurs en ententes internationales : ententes sur l'acier, la fonte, le fer brut, l'aluminium, les matériaux de rivetage, le bismuth, le nickel, le fer blanc, le ferromanganèse, les pétroles, le mercure, les charbons de bois, la paraffine ou sur des produits agricoles : potasse, azote, sucres. Des ententes ont même été faites sur des produits déjà élaborés : sur les tubes, les rails, les laminoirs qui ont complété l'entente sur l'acier, etc...

Actuellement, au point de vue international, il y a plus de cartels que de trusts. Certains n'ont pour but que de régler les prix entre les différents producteurs (ainsi pour le cuivre et pour le zinc) mais en général ceux-ci n'ont pas réussi car il est très difficile de fixer les prix sans répartir la production. Aussi, le plus souvent, les cartels internationaux ont-ils contingenté la production, soit directement soit indirectement en contingentant la vente. Généralement le marché intérieur ou le marché colonial de la Puissance qui appartient au cartel est laissé entièrement aux mains du producteur national. Les autres marchés sont divisés entre les producteurs selon une certaine proportion : ainsi pour la potasse, après la guerre, le Kalysyndicat et les mines alsaciennes se sont entendus pour délimiter les aires géographiques ouvertes à chacun d'eux : le marché allemand est laissé aux mains des producteurs allemands, le marché français aux producteurs français, les autres marchés du monde

sont répartis selon la proportion suivante : 66 % pour la potasse allemande, 33 % pour la potasse française.

Dans le cartel international de l'acier, la production elle-même est contingentée. Le cartel de l'acier a été formé en septembre 1926 entre les producteurs allemands, français, belges, luxembourgeois avec la faculté pour tous les autres producteurs d'y entrer. Les quatre premiers adhérents exportent, à eux seuls, les $\frac{2}{3}$ des exportations du monde. Ce cartel fut complété par des cartels de produits finis dérivés de l'acier : tubes, rails, wagons et cartel de la fonte.

Dans ce cartel, chacun des pays avait un pourcentage de production basé sur le chiffre de production de 1926. Si la demande de produit aux différents membres ne correspond plus à ces pourcentages, ou bien les producteurs d'un pays passent leurs commandes aux producteurs d'un autre pays, ou bien (c'est le cas du cartel de l'acier) ils doivent payer une amende au groupement qui, lui-même, donne une ristourne aux producteurs qui ont vendu moins que leur quote-part.

Attitude de la S.D.N. à l'égard des Ententes Internationales (1). — La S.D.N., dans l'ensemble, à la Conférence Economique de 1927, s'est montrée favorable à ces ententes mais avec trois réserves principales : il ne faut pas que les cartels restreignent l'approvisionnement de certains pays en produits de base ; ensuite, ils ne doivent pas cristalliser la situation présente de la production, tant en ce qui concerne les procédés de la technique qu'au point de vue de la répartition des industries dans les différents pays.

Dans la formation même de ces ententes internationales, la S.D.N. n'est jamais intervenue directement ; elle a seulement cherché à mettre à la disposition des différents producteurs, des documents statistiques ou généraux. Elle a essayé de coordonner les différents Comités d'exportateurs qui organisaient les cartels et elle s'est efforcée de donner de la publicité aux groupements de producteurs.

Ainsi, au sujet de l'organisation d'un cartel du charbon, entre 1929 et 1932, la S.D.N. s'est contentée de centraliser les rapports des experts et de leur donner une publicité.

(1) D'après Dennery : *Cours sur les Matières Premières* (Dotation Carnegie).

A la formation des cartels, les consommateurs ont élevé de sérieuses objections : le cartel risque d'élever le prix de production. Exemple : les cartels nationaux en Allemagne : en janvier 1929, dans les industries cartellisées, l'indice des prix des matières premières et des produits semi-ouvrés est monté à 105 (par rapport à 100 en 1926) et à 101 seulement pour les produits des industries non cartellisées. De même, en 1930 : 105 et 90 ; 1932 : 84 et 51.

Il existe, par contre, un avantage pour le consommateur, c'est l'uniformité des prix.

Les ouvriers, aussi, ont élevé des protestations contre les cartels et se sont plaints que les producteurs puissent fixer arbitrairement les salaires puisque les ouvriers ne peuvent plus trouver de travail dans les entreprises concurrentes.

Certains redoutent également l'influence politique des cartels. Pour remédier à ces inconvénients, il a été question à diverses reprises d'un contrôle international des cartels, mais les producteurs se sont élevés avec énergie contre cette idée.

Il faut remarquer d'abord que ce contrôle, si désirable qu'il soit, serait très difficile en pratique, car le contrôle national n'existe que fort peu en France ou en Angleterre par exemple. Le seul pays où il existe réellement c'est l'Allemagne qui, depuis 1923, a créé un Tribunal des Cartels à côté du Tribunal Economique du Reich : le ministre peut demander des sanctions à l'égard des membres du cartel, obliger un adhérent à se retirer et forcer le cartel à la publicité de sa décision.

Presque tous les délégués à la S. D. N. ont été d'accord sur la nécessité pour les dirigeants des cartels de donner une publicité à leurs décisions et de déposer leurs statuts au Secrétariat de la S. D. N. au moment de leur constitution.

En 1927, M. Oualid, à la Conférence Economique de la S. D. N. élaborait un plan pour le contrôle international des cartels :

- 1) Toute entente économique internationale devrait être déclarée publiquement au Secrétariat de la S. D. N. Toute entente non déclarée devrait être considérée comme illicite.

- 2) D'autre part, des organisations devraient se créer dans chaque pays pour recevoir les plaintes. Ces organismes nationaux devaient saisir leurs gouvernements qui, eux-mêmes, pourraient saisir, s'ils le jugeaient utile, un organisme international.

3) Un organisme international semblable à celui des différents pays devrait publier ces plaintes et les signaler soit à la Cour de Justice Internationale qui, en définitive, pourrait régler les litiges, soit alors à un organisme spécial dont M. Oualid dressait le plan. Il faudrait, d'ailleurs, que les décisions de l'organisme international entraînent des sanctions nationales, par exemple, la dissolution.

Malheureusement, à l'heure actuelle, la question n'a pas fait de grands progrès.

Il serait nécessaire qu'il y ait association des producteurs et des consommateurs dans un même organisme.

Déjà les consommateurs figurent à titre consultatif dans le cartel de l'étain et du caoutchouc et ils ont des délégués au sein du Comité Directeur du Sucre.

D'autre part, pour régler le jeu des approvisionnements, le Comité des Matières Premières a fait allusion à la pratique nouvelle des stocks-tampons.

Pour l'étain, il a été fait trois fois appel à l'emploi de stocks-tampons : semi-officiellement en août 1931 jusqu'au deuxième semestre 1933, non officiellement en 1934 et officiellement en 1935. Or, jamais les prix de l'étain n'ont été aussi stables que pendant cette période.

Pour le sucre ; l'accord sur le sucre astreint les pays exportateurs de sucre de canne à disposer à une certaine date d'un stock équivalent à 10 % au moins et 25 % au plus de leur production annuelle.

Hoffher, dans *Politique Etrangère* (Octobre 1937) signale un autre procédé permettant aussi de proportionner la production à la consommation : c'est la méthode de « participations réciproques par la voie des titres ».

Le Comité du Katanga au Congo belge et le Bureau Minier Chérifien au Maroc appliquent cette méthode. « Il s'agit là de gestions de titres qui, par l'intermédiaire de leurs filiales, peuvent contribuer d'une part à soustraire les producteurs à l'incertitude des débouchés, de l'autre à garantir aux industries métropolitaines la sécurité de leur ravitaillement ».

Ce qu'il faut, en effet, pour résoudre le problème des matières premières, c'est une « orientation vers des méthodes d'organisation complémentaire qui équilibreront les échanges de produits bruts et de produits transformés ».

Il faut pouvoir réaliser entre les différents stades d'une industrie une concentration verticale qui amène une stabilité dans les prix. Ainsi, si les mines de charbon d'Outre-Mer passaient avec des Cies de navigation des accords de longue durée, cela éviterait bien des variations de prix provenant du fret.

En un mot, il faut favoriser la constitution de cartels internationaux à condition de perfectionner les conditions de publicité et de contrôle d'un organisme international : soit la B. R. I., soit un organisme spécial.

Les cartels internationaux permettent, en effet, de simplifier et de résoudre en partie le problème des matières premières, par les avantages qu'ils présentent. Les cartels évitent souvent des intermédiaires inutiles, en vendant directement leurs produits : c'est le cas du cartel de la potasse. Certains évitent des échanges internationaux inutiles : c'est le cas pour les tubes d'acier. La France envoyait à l'Allemagne des tubes d'acier que l'Allemagne lui renvoyait.

En temps de crise, les cartels évitent l'inégalité trop grande des pertes entre les producteurs. Exemple : Le Cartel de l'Aluminium : en 1927, la consommation de la France a diminué de moitié par rapport à 1926. En 1930, la consommation de l'Allemagne a diminué de moitié par rapport à 1929. Or, les variations de l'ensemble de la production, grâce au cartel, n'ont pas diminué de plus de 15 %.

Mais le principal avantage des cartels c'est de permettre d'atténuer la surproduction en réglant mieux la production selon la consommation. Si le cartel ne peut éliminer l'imprévu dû aux variations annuelles, il peut éliminer celui qui est dû aux luttes économiques.

En outre, les cartels ont groupé, en général, les centres et les moyens d'information.

Enfin, le cartel et l'organisation économique internationale de la production peuvent diminuer le rôle des tarifs. On peut arriver par là mieux que par des tarifs à la protection des marchés : c'est le producteur lui-même qui, en échange d'avantages qui lui sont faits par d'autres producteurs, s'engage à ne pas envahir un pays de ses différentes productions.

Ces ententes internationales apparaissent donc, à l'heure actuelle, comme une des meilleures méthodes de collaboration internationale.

V. — ABAISSEMENT DES BARRIÈRES DOUANIÈRES

Nous avons vu qu'une des causes de la difficulté actuelle d'accès aux matières premières était la hausse des tarifs douaniers. Chacun cherche à établir des murailles plus hautes que celles du voisin sans parler des prohibitions, contingentements et autres moyens de guerre économique et à limiter la circulation des devises.

Il y a eu en 1927 une Convention Internationale pour l'abolition des restrictions et prohibitions à l'importation et à l'exportation, mais, dans cette convention, avait été insérée la clause des « intérêts vitaux » qui en a diminué de beaucoup la portée.

Des essais d'entente internationale ont été tentés à Lausanne en 1932 et à Londres en 1933 mais sans résultat. Aussi, le commerce mondial exprimé en valeur-or était-il tombé au début de 1933 à environ 35 % du chiffre de 1929.

Peut-on supprimer les barrières douanières (1) ?

La solution du libre-échange repose sur cet axiome : Spécialisation de chaque pays dans les productions qu'il peut fournir aux meilleures conditions possibles et renonciation aux productions pour lesquelles il est le moins apte. Ceci est-il réalisable ?

Certains égoïsmes nationaux ne correspondent-ils pas à des nécessités nationales ? Il y a d'abord des raisons de sécurité militaire, on ne peut pas supprimer les industries de guerre ; or, il n'y a pas de cloison étanche entre elles et les industries de paix. Ainsi, les usines de matières colorantes peuvent, en quelques heures, se transformer en usines d'explosifs.

D'autre part, les industries les plus pacifiques : alimentation, chaussures, vêtements sont indirectement indispensables en temps de guerre.

De plus, il existe aussi des raisons de sécurité économique : un pays doit avoir une certaine indépendance économique du moins pour ce que les Anglais appellent les industries-clefs : par exemple, la sidérurgie. L'industrie britannique ne peut pas désarmer complètement devant la concurrence des aciéries westphaliennes.

(1) Hauser (H.) : *La Paix Economique*, Paris, 1935.

Enfin, il est juste que des pays encore en grande partie agricoles comme la France, cherchent par un certain protectionnisme agricole à défendre leurs paysans contre la concurrence des pays neufs.

Mais, par contre, tous les Etats nouveaux veulent avoir une certaine indépendance économique ; c'est là un fait auquel on ne peut rien.

Ces jeunes économies nationales ne peuvent d'emblée lutter avec les anciennes. Il est donc naturel qu'on les protège. L'Angleterre, elle-même, n'est arrivée au libre-échange (pour moins d'un siècle, d'ailleurs) qu'après deux siècles de mercantilisme farouche qui avait permis à l'industrie anglaise de conquérir sur toutes ses rivales une énorme supériorité.

Enfin, une division internationale du travail est pratiquement impossible à établir ; sur quoi se baser, en effet, pour faire la distinction entre industries « naturelles » et industries « artificielles ».

L'industrie de la laine est-elle « naturelle » en Angleterre ? Au début oui, puisqu'elle est née du mouton anglais, mais maintenant que la laine est importée d'Australie, cette vieille industrie nationale anglaise a cessé d'être une industrie naturelle liée au sol.

De même, le coton et la soie n'existent pas en Angleterre ou en France ; doit-on en déduire que l'industrie des cotonnades du Lancashire ou de la soierie lyonnaise sont des industries « artificielles » qu'il faut faire disparaître ?

De même le sucre de betterave paraît être une industrie « naturelle » puisque les usines s'établissent là où poussent les betteraves ; pourtant jusqu'au début du xix^e siècle, le sucre de canne existait seul et le sucre de betterave n'est né que du blocus continental sous Napoléon.

La notion d'industrie « naturelle » est un mythe et la solution du libéralisme absolu est en contradiction avec les faits. Mais, ce n'est pas une raison parce que certaines limites doivent être observées pour ne pas essayer d'atténuer le protectionnisme qui règne actuellement dans le monde entier. Là est véritablement la solution du problème des matières premières ; c'est à elle d'ailleurs que s'est adressé le Professeur Ohlin (1) dans son rap-

(1) Ohlin : *Reconstitution Economique Internationale*.

port. Voici ce qu'il dit à ce sujet : « Il est évident que le commerce international remplace avantageusement les migrations...

« Les nations qui s'accroissent rapidement seraient frustrées plus que d'autres à faible natalité si l'état actuel des finances et des échanges devenait permanent. Elles profiteraient plus que d'autres nations de la politique libérale de la Porte Ouverte pratiquée dans toutes les colonies et de la suppression des tendances discriminatoires et bilatérales du commerce extérieur, car elles dépendent plus que d'autres, d'une part, des importations de matières premières à prix modérés et, d'autre part, des possibilités d'augmenter les débouchés pour leurs articles manufacturés. Leur développement économique dépend de pareilles possibilités beaucoup plus que du contrôle politique exercé sur certains territoires coloniaux...

« La communauté d'intérêts entre les nations est beaucoup plus grande qu'on ne le croit généralement. Une compréhension générale de l'interdépendance des intérêts économiques de toutes les nations du monde encouragerait sans aucun doute les efforts vers une réorganisation de la politique commerciale et monétaire aussi bien que vers la solution des problèmes agricoles et coloniaux...

« Le sentiment d'être l'objet d'un injuste traitement peut accroître le ressentiment d'une nation et ainsi créer une situation dans laquelle la guerre sera difficile à éviter. Il est donc d'une importance vitale que la discrimination en ce qui concerne le traitement des marchandises et des hommes, tant dans les colonies que sur les autres territoires, soit évitée dans toute la mesure du possible. Les traitements préférentiels, les pratiques du dumping avec aide de l'Etat, etc... toutes ces méthodes aboutissent à renforcer les antagonismes entre les nations... L'éducation de l'opinion publique en vue de lui faire comprendre que, par exemple, la question des colonies est infiniment moins importante pour la prospérité que la réorganisation commerciale et monétaire qui réduirait les dangers de malentendus entre les nations ».

VI. — GROUPEMENTS RÉGIONAUX

Il semble que la formation d'unions douanières entre groupes d'Etats serait souhaitable et de nature à aplanir un certain nombre de difficultés.

Cette solution a, d'ailleurs, déjà reçu un commencement de réalisation pratique qui a donné à certains utopistes l'idée d'une union douanière européenne. Cela est-il possible ? L'Europe peut-elle former une unité économique indépendante ? Actuellement, les exportations de l'Europe industrielle vers l'Europe agricole ne représentent que 27 % et les échanges des Etats industriels entre eux 43 % du total commercial européen et les Etats extra-européens de civilisation européenne absorbent 38,4 % des ventes européennes. D'autre part, l'Europe ne pourrait pas se passer de produits tropicaux ; son industrie ne pourrait pas se passer de nickel, de manganèse, de coton, de pétrole. L'idée d'Etats-Unis d'Europe, d'Union Européenne, sans compter les difficultés d'ordre moral et politique qu'elle rencontrerait est donc pratiquement impossible même du point de vue économique.

Mais en restant dans des limites plus modestes, partant plus réalisables, des groupements économiques régionaux ne pourraient être que profitables à condition évidemment que ces unions douanières soient accompagnées de conventions monétaires pour éviter les inconvénients du déséquilibre des changes.

Des exemples de telles unions ont existé et existent encore : la Petite Entente qui ne pouvait vivre en autarcie et se suffire à elle-même (ce qui n'est d'ailleurs jamais désirable) mais, à l'intérieur de son marché, elle pouvait organiser et rationaliser sa production et traiter collectivement avec d'autres entités économiques. Evidemment, elle établissait entre ses membres un régime de préférence, mais elle pouvait étendre le bénéfice de ces concessions tarifaires aux Etats qui lui accordaient la réciprocité. Des ententes de ce genre seraient possibles, à l'intérieur de l'Union Balkanique, entre les pays scandinaves, entre la Hollande et l'Union belgo-luxembourgeoise. Alors, ce serait entre les conseils économiques de ces divers groupements que se négocieraient les traités de commerce.

Donc, la formation de groupements économiques régionaux serait un moyen efficace d'atténuer les luttes douanières entre Etats et d'amener un meilleur équilibre des échanges internationaux.

VII. — PLANS DE RÉGLEMENTATION DE LA PRODUCTION ET DE LA VENTE DES MATIÈRES PREMIÈRES

Les groupements régionaux, dont nous venons de parler, sont un premier pas nécessaire à accomplir pour la solution du problème des matières premières, mais il faudrait aller plus loin dans cette voie. « Les matières premières et les denrées alimentaires du monde entier devraient être acquises par un organisme central pour être ensuite équitablement distribuées par lui dans l'intérêt commun entre les divers États et selon les besoins de chacun ». (1)

Il faudrait donc obliger les États à observer certaines règles pour l'entrée et la sortie des matières premières et pour leur vente. Mais, avant tout, il serait nécessaire de trouver une définition des « matières premières » : celle-ci, par exemple, que suggère Maroger :

(1) « On peut pour définir la notion de « matières premières », préciser la nature même des différents produits aux différentes phases de leur élaboration.... on dirait alors qu'un produit constitue une « matière première » si les seules opérations subies ont été :

a) — l'ensemble de celles qui sont nécessaires pour recueillir le produit brut (extraction, cueillette etc...) y compris, s'il y a lieu, celles qu'exige la séparation du produit par voie mécanique, physique, chimique etc...

b) — l'ensemble des opérations nécessaires pour assurer la conservation du produit et son transport à l'exclusion de toute opération de transformation ».

On peut chercher aussi à définir les matières premières d'après les caractères de leur commerce et de leur emploi : « l'idée essentielle dont on s'inspirerait serait celle de la continuité nécessaire des approvisionnements destinés aux industries principales et aux services publics des principaux pays ».

Certains économistes ont préconisé la création d'organes centraux chargés d'assurer la répartition internationale des ma-

(1) Gini : *Rapport sur la question des Matières Premières*. S. D. N. 1921.

(1) Maroger : *La Question des Matières Premières et les Revendications Coloniales*.

tières premières en prenant exemple sur les Comités Interalliés de la guerre.

Un Américain, M. Whitton, a proposé un projet de Code International des Matières Premières. En voici les principaux points :

a) *Elaboration du Code.*

Ce travail serait fait par une Commission d'Enquête Internationale qui examinerait : les conditions actuelles d'accès aux sources de matières premières, la valeur des colonies, l'importance relative du marché colonial et du marché mondial pour les matières premières essentielles, les améliorations à apporter au régime actuel pour la situation des nations insatisfaites par l'adoption d'un Code International de « *Fair practices* ».

b) *Contenu du Code.*

1) Aucun Etat ne pourra établir de taxes différentielles à l'exportation ni de droits d'importation différentiels. Réduction graduelle des barrières douanières actuelles.

2) Aucun Etat ne pourra garantir aux importations de matières premières en provenance de territoires situés sous sa propre dépendance un privilège de traitement.

3) Aucun Etat ne pourra, au moyen d'une restriction ou d'une limitation de la production, maintenir les prix des matières premières à niveau trop élevé.

4) Les cartels internationaux seraient soumis à un Code et devraient servir autant les intérêts des consommateurs que ceux des producteurs.

5) Quand des accords commerciaux seraient conclus entre certains Etats, les Etats tiers intéressés devraient être consultés.

6) Tout Etat pratiquera sur tous les territoires soumis à sa souveraineté la politique de la Porte Ouverte. Ceci serait précisé d'après le modèle de la Convention du Congo de 1885, des mandats de la S. D. N., des traités de Washington, etc ! Ces règles traiteraient des investissements, de concessions des travaux publics, des droits de douane, des frais de transport, des frais de navigation maritime, des tarifs postaux, et on pourrait conclure un accord international pour la stabilisation générale des monnaies.

Le Labour Party fixe pour objet aux conventions à conclure : l'affirmation du principe général de non discrimination, la ré-

glementation des cartels internationaux et surtout le renforcement des sanctions économiques.

c) *Contrôle et Sanctions.*

Clause d'arbitrage obligatoire.

Existence d'un Bureau de Commerce International.

Mais, si intéressant que soit ce projet de Code International des Matières Premières, sa réalisation soulève de nombreuses difficultés surtout dans l'état actuel des relations internationales. Aussi semble-t-il qu'il soit nécessaire, pour le moment, d'aller progressivement et de se contenter de solutions qui permettront peut-être un jour, plus ou moins lointain, de pouvoir réaliser le Plan de M. Whitton.

CONCLUSION

Au cours de cette étude, nous avons pu nous rendre compte de la fragilité des arguments que l'Allemagne met en avant à l'appui de ses revendications coloniales.

Pour elle, le retour de ses colonies serait d'abord la fin du dernier vestige du Diktat de Versailles et la reconnaissance officielle du mensonge de la culpabilité coloniale. Mais à vrai dire, sous le prétexte de considérations de prestige ou d'honneur, l'Allemagne n'a jamais poursuivi qu'un but stratégique : l'obtention de bases militaires, navales et aériennes qui lui serviraient de points de départ pour la conquête d'un vaste empire africain au détriment des Puissances coloniales voisines et qui lui permettraient au cours d'une prochaine guerre qu'elle prépare activement, de gêner les communications de la France et de l'Angleterre avec leurs possessions d'outre-mer.

Evidemment la valeur intrinsèque des anciennes colonies allemandes ne représente pour nous et pour la Grande-Bretagne qu'une part infime dans l'ensemble de nos immenses empires coloniaux. Néanmoins, il serait injuste que ses colonies fassent retour à l'Allemagne au moment même où leur situation s'améliore, où leur balance commerciale devient positive (du moins en ce qui concerne le Togo et le Cameroun français) et que l'Allemagne bénéficie sans aucune raison des énormes sacrifices qui ont été faits par la France depuis la guerre pour le bien-être des indigènes et la mise en valeur du pays.

De plus, si nous avons certains droits vis-à-vis des territoires qui ont été confiés à notre tutelle, nous avons surtout des devoirs et le plus impérieux est la protection des races indigènes ; or, l'expérience a prouvé qu'il était difficile de faire confiance à l'Allemagne à cet égard.

D'ailleurs, nous ne devons rien à l'Allemagne. Nous avons été vainqueurs, elle a été vaincue, nous lui avons imposé certaines conditions de paix qu'elle a acceptées. Si la situation avait été renversée, l'Allemagne aurait agi de même et sans doute beaucoup plus durement et, aujourd'hui, elle ne serait certainement pas disposée à nous rendre ce qu'elle aurait pris.

Les Alliés ne se sont pas emparés des colonies allemandes dans un but de conquête ; ils ont cherché, d'une part, l'intérêt des populations indigènes et, d'autre part, ils ont jugé que la garde de ces territoires était nécessaire à leur sécurité dans l'avenir. Or, ces raisons n'ont pas cessé d'exister.

Le pangermanisme allemand, que certains avaient cru mort après la guerre de 1914-1918 est plus vivant que jamais. Le sort subi par l'Autriche, la Tchéco-Slovaquie, Memel, Dantzig, la Pologne ne l'a que trop montré et le conflit actuel en est la conséquence inévitable.

Le Cameroun nous est nécessaire économiquement puisqu'il est, en quelque sorte, la clef de notre A.E.F., mais il est surtout indispensable de le garder pour ne pas donner à l'Allemagne une base stratégique de premier ordre.

Rendre à l'Allemagne ses colonies serait non seulement une menace immédiate pour les empires français et anglais, mais aussi un danger permanent et accru de guerre.

Il est donc impossible de faire à l'Allemagne et aux autres nations insatisfaites des concessions d'ordre territorial qui, d'ailleurs, ne résoudraient pas le problème des matières premières. Par contre, la solution pourrait être cherchée sur le terrain économique.

Nous avons indiqué brièvement (le cadre de cet ouvrage ne permettant pas une étude plus approfondie) quelques-uns des moyens qui devraient être employés pour la reprise et l'amélioration des échanges internationaux. Par là et par là seulement pourraient être résolues les difficultés économiques des nations soi-disant pauvres.

Mais, malheureusement, une nouvelle guerre a été déchaînée en Europe par les visées pangermanistes d'Hitler, et les circonstances actuelles ne se prêtent guère à l'étude de cette question. En réalité, d'ailleurs, il n'y a pas de pays pauvres et de pays riches. Nous avons vu combien cette distinction est relative. Ce n'est qu'un slogan facile employé par l'Allemagne à l'appui de

ses revendications. La vie d'une nation, son développement normal, sa richesse reposent avant tout sur une saine politique financière et économique. L'exemple de la Suisse est, à cet égard, probant : elle n'a que peu de matières premières à sa disposition et pourtant c'est un pays très industrialisé et particulièrement prospère.

L'Allemagne est seule responsable de l'état déplorable de son économie intérieure ; c'est à elle qu'il appartient d'y remédier tout d'abord. Lorsqu'elle le voudra, elle pourra améliorer ses échanges avec l'étranger, seul moyen de rétablir chez elle une économie normale.

Mais la sécurité économique ne peut exister sans la sécurité politique. Il faudra donc, à la conclusion de la paix, restaurer la sécurité politique sur des bases plus solides que celles du Traité de Versailles : c'est-à-dire ne pas laisser l'Allemagne telle qu'elle est aujourd'hui. Abattre l'hitlérisme n'est pas suffisant. Tant que subsistera son unité, l'Allemagne retrouvera toujours un Bismarck, un Guillaume II, un Hitler. Le danger pangermaniste renaîtra de lui-même.

Avant de régler les problèmes économiques qui peuvent se poser (et que la France est prête à examiner dans un sincère esprit de collaboration internationale), il faut neutraliser le péril allemand pour pouvoir, dans une Europe enfin apaisée, construire une économie internationale nouvelle basée sur la stabilité monétaire et l'amélioration des échanges internationaux.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

- A. ROUSSY.

VU :

Le Président de thèse,

M. LE FUR.

VU :

Le Doyen :

G. RIPPERT.

N. B. Cette étude est antérieure au mois de septembre 1939. Depuis bien des événements sont intervenus qui, par la nouvelle guerre européenne et le renversement inattendu des alliances (en particulier l'entente germano-russe) peuvent modifier d'une manière imprévisible les bases de cet ouvrage.

BIBLIOGRAPHIE

I. — GENERALITES

(Ces ouvrages traitent des différents aspects du problème colonial)

LIVRES

- MAROGER. — *La question des matières premières et les revendications coloniales.*
- TOUZET. — *Le Problème Colonial et la Paix du Monde : Les Revendications Coloniales allemandes.* Paris, 1937.
- FIDEL (Camille). — *La Paix Coloniale française.* Paris, 1918.
- LOUWERS (O.). — *Le Problème Colonial du point de vue international.* Bruxelles, 1936, in-4°.
- SALESSE (Capitaine). — *Le Problème Colonial Allemand.* Paris, 1931, in-8. *Dotation Carnegie-Colonies et Matières Premières.* 1939.

REVUES

- Bulletin du Comité de l'Afrique Française, 1931 à 1939.
- La Revue Politique et Parlementaire. 1935 à 1939.
- LAHAQUE. — *L'Allemagne devant la question coloniale.* (Revue Politique et Parlementaire, novembre 1935).
- KARLOWA. — *Le point de vue allemand dans la question coloniale.* (Esprit International, juillet 1936).

JOURNEAUX

Le Temps.

II. — PROPAGANDE

- BESSON. — *La Politique Coloniale du III^e Reich.* (Revue des Sciences Politiques, janvier-mars 1935).
- LABOURET. — *Les Sciences Coloniales en pays de langue allemande.* (Afrique Française. 1933).
- LAHAQUE. — *L'Allemagne devant la question coloniale.* (Revue Politique et Parlementaire, novembre 1935).
- LAHAQUE. — *L'Enseignement Colonial Supérieur en Allemagne.* (Afrique Française, avril 1936).

- LAHAQUE. — *Propagande Germanique* (Afrique Française, novembre 1936).
 LAHAQUE. — *Le Crépuscule du Reichskolonialbund*. (Revue Politique et
 Parlementaire, décembre 1936).

III. — ARGUMENT DEMOGRAPHIQUE

- DUFLOS. — *L'Afrique et les possibilités géographiques de peuplement blanc*. (Afrique Française, février-mars 1936).
 GUERNIER (E.-L.). — *L'Afrique, champ d'expansion de l'Europe*. Paris, 1933, in-8.
 LABOURET. — *Raw Materials and Colonies*. (Afrique Française 1936).
 KARLOWA. — *Le point de vue allemand dans la question coloniale*. (Esprit International, juillet 1936).

IV. — QUESTIONS ECONOMIQUES

- Afrique Française (octobre 1935). — *Le commerce de l'Allemagne avec ses colonies africaines*.
 BRUEL (G.). — *La France Equatoriale Africaine*. 1935.
 DENNERY (Etienne). — *Cours sur les matières premières faits à la Dotation Carnegie*. 1933 et 1935-36.
 GINI. — *Rapport sur la question des matières premières*. S.D.N., 1921.
 L'Economie Internationale (mai 1936). — *Commerce extérieur et Défense de la Monnaie*.
 ELEMER-HANTOS. — *Le Problème Mondial des Matières Premières*. (Revue Economique Internationale, juin 1937).
 HAUSER (H.). — *La Paix Economique*. Paris 1935.
 HAUSER (H.). — *La Question des Matières Premières et la Redistribution des Colonies et Mandats*. (Revue Economique Internationale, janvier 1937).
 HOFFHER. — *Les Compagnies à Charte comme instruments de mise en valeur internationale de l'Afrique*. (Politique Etrangère, avril 1937).
 HOFFHER. — *L'Evolution du Problème des Matières Premières et les Aspirations Coloniales Etrangères*. (Politique Etrangère, octobre 1937).
 HOFFHER. — *La Coopération Internationale en Afrique*. (Revue Politique et Parlementaire, janvier 1938).
 Dr Jens JESSEN. — *Le Plan Quadriennal Allemand*. (Revue Economique Internationale, juin 1937).
 LAHAQUE. — *Revisionnisme Colonial*. (Afrique Française, janvier-février 1936).
 LAHAQUE. — *Le Reich a-t-il vraiment besoin de colonies ?* (Afrique Française, octobre 1938).
 LAUFENBURGER. — *Au Pays de l'Autarcie : Profits, Salaires et Consommation en Allemagne*. (Europe Nouvelle, 20 mars 1937).
 LEBÉE (Ed.). — *Trusts et Cartels Internationaux*. (Recueil des Cours de l'Académie de Droit International, 1937).
 MAURETTE. — *Le Problème de la Répartition des Matières Premières*. (Paix par le droit, juin 1936).

- MULLER. — *Le Renforcement du Système Autarchique en Allemagne*, Europe Nouvelle, 16 janvier 1937).
- MULLER. — *Les Tendances du Commerce Extérieur Allemand*. (Europe Nouvelle, 10 avril 1937).
- OHLIN (G.). — *Reconstruction Economique Internationale*, publiée par le Comité Mixte d'Experts réunis sous les auspices de la Dotation Carnegie et de la Chambre de Commerce Internationale, 1936).
- RIVAUD (Albert). — *Le Relèvement Financier de l'Allemagne*. (Revue Economique Internationale, septembre 1937).
- S. D. N. — *Rapport de la Commission pour l'Etude du Problème des Matières Premières*. (Genève, 1937).
- TRUPTIL (J.). — *Le Réarmement Britannique*. (Europe Nouvelle, 27 février 1937).
- YAPOU (Eliezer). — *De la non-discrimination en matière économique*.

V. — ATTITUDE DES GRANDES PUISSANCES

RAISONS DE NE PAS CEDER AUX REVENDICATIONS ALLEMANDES

- GUENFOND. — *Crise Européenne et Problème Colonial*. (Afrique Française, décembre 1938).
- LABOURET. — *L'Opinion Anglaise et la redistribution des Colonies*. (Afrique Française, mai 1936).
- LABOURET. — *L'Opinion britannique et les Revendications Coloniales Allemandes*. (Afrique Française, novembre 1936).
- LABOURET. — *Les Revendications Coloniales Allemandes*. (Afrique Française, janvier 1937 et février 1937).
- LAHAQUE. — *Revisionnisme Colonial et Route des Indes*. (Afrique Française, juillet 1936).
- MAROIX (Général). — *Le Togo, pays d'influence française*.
- TILHO (Général). — *Le Bloc Africain Français et « l'Axe de fer » Berlin-Rome*. (Afrique Française, février 1939).
- YAOUNDE 1936. — *L'Œuvre de la France au Cameroun*.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIERE PARTIE

HISTORIQUE

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — L'Empire colonial allemand (1880-1914)	7
I. — La Conquête	7
II. — Valeur de l'Empire colonial allemand en 1914	13
III. — Conquête par les Alliés (1914-1918)	16
CHAPITRE II. — Les revendications coloniales allemandes (1918-1933)	19
CHAPITRE III. — Les revendications coloniales allemandes (1933-1939)	41
§ 1. — Hitler avant son avènement	41
§ 2. — La dictature nazie (1933-1939)	43
CHAPITRE IV. — La propagande coloniale en Allemagne	59

DEUXIEME PARTIE

DIVERS ARGUMENTS EMPLOYÉS PAR L'ALLEMAGNE A L'APPUI DE SES REVENDICATIONS COLONIALES

I. — <i>Argument démographique</i> . Introduction	75
CHAPITRE I. — Comment se pose le problème démographique	77
Paragraphe 1. — Plaintes de l'Allemagne concernant son excédent de population	77
Paragraphe 2. — Causes de l'excédent de population de l'Allemagne	79
Paragraphe 3. — Densité de la population allemande	80
Paragraphe 4. — Mouvements de l'émigration en Allemagne	82
CHAPITRE II. — Le problème démographique allemand en liaison avec le problème colonial	85
Paragraphe 1. — Peu d'importance de l'émigration allemande dans ses colonies avant la guerre	85
Paragraphe 2. — Abandon de l'idée d'émigration massive aux colonies	88
Paragraphe 3. — Où peut se diriger actuellement l'excédent de la population allemande ?	90
Paragraphe 4. — Nouvel aspect de l'argument démographique	91

TABLE DES MATIÈRES

317

Portugal	202
Hollande	203
SECTION II. — <i>Différentes raisons de ne pas rendre à l'Allemagne ses colonies</i>	
	204
CHAPITRE I. — Point de vue des populations indigènes	204
CHAPITRE II. — Point de vue de la politique générale : Danger du pangermanisme	212
CHAPITRE III. — Point de vue stratégique	222

QUATRIEME PARTIE

SOLUTIONS ECONOMIQUES POSSIBLES POUR RÉSOUDRE LE PROBLÈME DES MATIÈRES PREMIÈRES

Introduction	233
CHAPITRE I. — Les Compagnies à Charte	238
CHAPITRE II. — Extension du Régime de la Porte Ouverte	247
CHAPITRE III. — Une utopie : Les Etats-Unis d'Afrique	271

CINQUIEME PARTIE

CHAPITRE I. — Causes des difficultés actuelles d'accès aux matières premières	277
CHAPITRE II. — Conditions nécessaires à la solution du problème des matières premières	280
§ 1. — Retour à la stabilité monétaire	280
§ 2. — Assouplissement des Régimes de Compensation	282
§ 3. — Crédit à accorder aux nations pauvres et retour au crédit international	287
§ 4. — Développement des Ententes Internationales de Producteurs	293
§ 5. — Abaissement des Barrières Douanières	300
§ 6. — Constitution de Groupements Régionaux	302
§ 7. — Plans de réglementation de la production et de la vente des matières premières	304
CONCLUSION	307
BIBLIOGRAPHIE	311

PARIS - LIBRAIRIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

3, RUE SOUFFLOT — PARIS-V* — 1939

